

## Les habitants de Vimy ont échappé, sans le savoir, à une catastrophe

L'ÉVACUATION, le 13 avril, de la population autour du village de Vimy (Pas-de-Calais) n'a pas été ordonnée en vertu d'un simple « principe de précaution », mais sous la menace imminente d'une catastrophe. Le rapport des experts du ministère de l'intérieur, classé « confidentiel défense », évoquait la « dégradation extrême » des caisses contenant les obus à charge chimique. Le risque évalué était celui d'une explosion en chaîne qui aurait provoqué un nuage toxique comparable à celui qui, à Bhopal (Inde), avait fait des milliers de morts en 1984. Les habitants, qui ont regagné leurs maisons une semaine plus tard, ignorent toujours les raisons précises de leur évacuation. Lionel Jospin a demandé une évaluation de la sécurité des deux autres stocks de munitions chimiques datant des deux guerres mondiales.

Lire page 9

## « The Economist » contre Berlusconi

LE 13 MAI, l'Italie doit élire son nouveau Parlement. Victorieuse il y a cinq ans, l'actuelle coalition de centre-gauche, l'Olivier, est menacée par le retour du leader de la droite, Silvio Berlusconi, donné gagnant par les sondages. Les alliances de ce dernier avec la Ligue d'Umberto Bossi, un admirateur de Jörg Haider, et les multiples démêlés qu'il a eus avec la justice ne rassurent pas. Avec sa « une » titrée : « Pourquoi Silvio Berlusconi n'est pas habilité à diriger l'Italie », la dernière livraison de l'hebdomadaire britannique *The Economist* a secoué l'Italie, où la droite tente de jouer la fibre nationaliste.

Lire page 3, nos informations économiques et financières page 17 et notre éditorial page 16

## Le TPI réclame Milosevic



CARLA DEL PONTE

« NE RELÂCHEZ PAS la pression sur Belgrade » : c'est le message que vient délivrer à Paris Carla Del Ponte, le procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. « Nous demandons le transfert immédiat de l'inculpé Milosevic », déclare-t-elle dans un entretien au *Monde*.

Lire page 4

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 € ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON, 270 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (INV), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 502 - 7,50 F



## Algérie : la révolte berbère pour les libertés

● La Kabylie compte ses morts après dix jours d'émeutes violemment réprimées ● Il y aurait entre 52 et 62 victimes, au moins 600 blessés ● Le président Bouteflika devait intervenir lundi soir à la télévision ● Le consensus anti-islamiste est ébranlé ● Les manifestants mettent en cause un pouvoir « terroriste »

APRÈS dix jours d'émeutes, la Kabylie compte ses morts : entre 52 et 62 victimes, selon les sources, et plus de 600 blessés. Tous les témoignages soulignent l'extrême brutalité des forces de l'ordre, notamment de la gendarmerie, qui a tiré à balles réelles, voire à balles explosives, contre les jeunes manifestants. Les affrontements ont été provoqués par deux incidents, intervenus alors que la Kabylie, région montagnarde au nord-est d'Alger et fief de l'identité berbère, s'appropriait à célébrer le vingt et unième anniversaire du « Printemps berbère » de 1980. Le 18 avril, un lycéen était tué au sein des locaux d'une gendarmerie de Beni Douala, près de Tizi Ouzou ; le 22 avril, trois lycéens étaient brutalement interpellés par d'autres gendarmes, près de Bejaia.

Le pouvoir algérien devait sortir de son mutisme, lundi soir, avec un discours à la nation du président Abdelaziz Bouteflika, diffusé par la télévision à 20 heures (locale). Les émeutes ont montré que le consensus anti-islamiste établi entre le pouvoir et une partie des élites kabyles,



Chères Algériennes,  
Chers Algériens!... HEU...  
Chères Kabyles,  
Chers Kabyles!... HEU...  
Chers militaires,  
Chers militaires!..

incarnées par le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Sadi, est ébranlé. Le RCD, qui a été parfois conquis par les manifestants, entend se retirer du gouvernement. Parmi les slogans des émeutiers : « Pouvoir assassin », « Gouvernement terroriste, corrompu ». Leader du Front des forces socialistes (FFS), principal parti d'opposition ancré en Kabylie, Hocine Aït Ahmed estime que la radicalisation des jeunes « est le résultat de l'absence de vie politique en Algérie, de l'étouffement des libertés publiques ». Les Berbères représentent entre 20 % et 30 % de la population algérienne. Les révoltes de la Kabylie ont toujours été au cœur de l'histoire algérienne. La Ligue des droits de l'homme appelle à une manifestation, lundi soir à Paris, pour « l'arrêt de l'intervention armée en Kabylie », mais aussi pour « le retour à l'exercice des libertés publiques dans toute l'Algérie ».

Lire page 2

www.lemonde.fr/algérie



## GAUCHE ET EXTRÊME GAUCHE La stratégie LCR/LO

La stratégie de l'extrême gauche sera sans doute au menu des rencontres que Lionel Jospin engage cette semaine avec la gauche plurielle. La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) d'Alain Krivine, qui recherche une alliance pour 2002 avec Lutte ouvrière (LO), menace de ne plus donner de consignes de vote au second tour. « Les voix de l'électorat populaire se méritent, elles ne se marchandent pas », déclare au *Monde* Alain Krivine. p. 6

## 1<sup>er</sup> mai 2001, ce jour où les femmes ont commencé leur grève du travail domestique

FEMMES, remisez les aspirateurs, essorez les serpillières, débranchez les fers à repasser ! L'association Mix-cité, mouvement mixte pour l'égalité des sexes, appelle les ménagères à faire grève mardi 1<sup>er</sup> mai. La première Fête des travailleurs du XXI<sup>e</sup> siècle est décrétée journée de lutte pour l'émancipation des travailleuses de l'ombre. « Nous appelons les femmes à cesser le travail domestique et à nous rejoindre pour fêter, enfin, une véritable journée sans travail ! », lit-on dans un communiqué de l'association féministe.

Au cœur du défilé qui partira, le 1<sup>er</sup> mai après-midi, de la place de la République, les militants et militantes de Mix-cité brandiront deux balais tendant une corde à linge. Les tee-shirts, slips et torchons suspendus se feront porteurs du mot d'ordre de grève destiné à ces femmes qui, en 2001, effectuent toujours 80 % du travail domestique. Qui, chaque semaine, consacrent 25 h 37 aux enfants, contre 12 h 41 pour leurs compagnons. Qui, grâce aux 35 heures, s'occupent des enfants le mercredi après-midi quand leurs doux et tendres s'offrent des loisirs personnels.

« Le poids des tâches domestiques et parentales pèse sur les choix professionnels des femmes et sert de prétexte à toutes sortes de discriminations : temps partiels imposés, carrières au rabais, écarts de salaire », déplore David Zerbib, l'un des porte-parole de Mix-cité, qui avoue avoir dû, lui-même, lutter contre quelques « conditionnements » : « Avant de toucher à la machine à laver, qui est pourtant plus simple à faire fonctionner qu'un ordinateur, il m'a fallu faire un travail sur moi, sur les schémas traditionnels que j'avais intégrés. »

Les brusques progrès de la parité en politique ont jeté une lumière crue sur les déséquilibres qui persistent dans la sphère domestique. La division sexuelle des tâches ménagères et parentales est au centre de toutes les inégalités professionnelles entre hommes et femmes, s'accroît désormais à reconnaître chercheurs et militant(e)s féministes. Le 1<sup>er</sup> mars, la sociologue Dominique Méda publiait *Le Temps des femmes*. Pour un nouveau partage des rôles (Flammarion, 2001), plaider pour une déspecialisation des rôles et une adaptation des institutions sociales, dans une France

où les femmes travaillent toujours davantage. Au même moment, le Collectif national pour le droit des femmes, qui réunit une quinzaine d'organisations syndicales, politiques et féministes, lançait une première campagne sur l'égalité à la maison, thème dont les féministes françaises ne s'étaient guère emparées jusqu'alors.

Jeudi 26 avril, lors d'une conférence de presse, la ministre déléguée à la famille et à l'enfance, Ségolène Royal, a apporté son soutien à cette nouvelle croisade féministe : elle réunira en mai chercheurs, responsables associatifs, chefs d'entreprise et syndicalistes pour évoquer la question, jugée cruciale pour une meilleure conciliation des vies familiale et professionnelle : « Il faut qu'une révolution des esprits s'accomplisse, que les comportements changent au sein du couple, et que la vie familiale entre dans le champ de la politique de l'entreprise. Cette dernière s'y retrouvera, et la société aussi. »

Pascale Krémer

Sur le 1<sup>er</sup> mai, lire aussi page 38



## INTEMPÉRIES

## Il n'y a pas que les inondations

Affaissements de terrain sur les coteaux du Val de Loire, érosion accélérée des falaises de Normandie, muguet nantais trop vert, fissures sur l'autoroute Paris - Boulogne-sur-Mer... Les dégâts liés aux pluies exceptionnelles ne s'arrêtent pas aux inondations de la vallée de la Somme, où les élus et le gouvernement multiplient désormais les initiatives pour lutter contre les eaux et reloger les sinistrés. p. 11

## L'Asie du Sud-Est durablement à la traîne

AU MILIEU des années 1990, l'émergence de « tigres » et « bébés tigres » en Asie du Sud-Est était accueillie comme un processus sans retour. On opposait alors volontiers la croissance solide de la région aux fluctuations de l'Amérique latine. Tel un révélateur, la crise asiatique de 1997 a balayé ces certitudes. Plus récemment, le ralentissement de l'économie américaine, la chute du yen et la concurrence chinoise ont remis en cause une reprise amorcée dès 1999. Surtout, ces trois facteurs ont souligné les handicaps de systèmes qui ne parviennent pas à se réformer, y compris sur le plan politique.

Pour éponger ses dettes, restructurer ses secteurs financiers, assurer la stabilité sociale et politique ou même, dans le cas de la vaste Indonésie, prévenir la désintégration, l'Asie du Sud-Est aurait besoin de renouer rapidement avec une forte croissance, de l'ordre de 7 %.

Or ce taux ne sera que de 3 % ou 4 % cette année - comme l'ont confirmé le FMI et la Banque mondiale, la semaine dernière - et ne s'améliorera, par la suite, que si les conditions politiques le permettent et si l'économie américaine

rebondit. La reprise observée en 1999-2000 a en effet été drainée par les exportations vers le marché américain, les Etats-Unis acceptant de jouer le rôle d'« importateurs de dernier recours ».

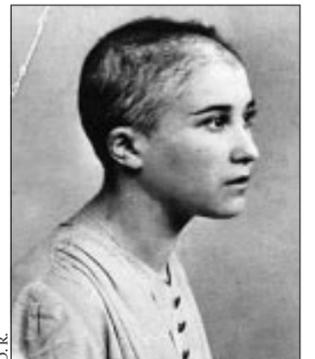
Dans la meilleure des hypothèses, l'appétit américain pour les produits électroniques de la région sera long à se reconstituer, et la chute du yen (12 % en 2000, 11 % depuis le début de l'année) favorisera les produits japonais à l'exportation. Les exportations de l'Asie du Sud-Est marquent déjà, elles, le pas depuis plusieurs mois.

Pendant des années, l'Asie du Sud-Est a été, loin devant la Chine, l'un des champs favoris des investisseurs étrangers. Cette tendance s'est complètement renversée au profit de la Chine : en 2001, Pékin pourrait accueillir quelque 200 milliards de francs d'investissements et l'Asie du Sud-Est moitié moins. La main-d'œuvre de la Chine est moins chère et son marché interne sans limites.

Jean-Claude Pomonti

Lire la suite page 16 et nos informations page 5

www.lemonde.fr/indonésie



## MÉMOIRE

## Le rendez-vous manqué

A quelques heures près, le destin n'a pas permis qu'une ancienne déportée juive, Ida Grinspan (photo), puisse remercier l'infirmière polonaise, Wanda Ossowska, qui lui avait sauvé la vie en 1945. Une nouvelle ère de mémoire s'ouvre avec la disparition des derniers témoins directs. Bertrand Poirot-Delpech raconte. p. 13

International.....	2	Tableau de bord.....	19
France.....	6	Aujourd'hui.....	22
Société.....	9	Météorologie-Jeux.....	25
Régions.....	11	Culture.....	26
Carnet.....	12	Guide culturel.....	28
Horizons.....	13	Kiosque.....	36
Entreprises.....	17	Abonnements.....	36
Communication.....	18	Radio-Télévision.....	38

**ALGÉRIE.** Le président Abdelaziz Bouteflika devait adresser, lundi soir 30 avril, un message à la nation, alors que la Kabylie est en proie à des violences extrêmes depuis une

dizaine de jours. ● **LE BILAN** des victimes est estimé à une cinquantaine de morts et quelques six cents blessés. ● **LES ACCROCHAGES** entre les forces de l'ordre et les manifestants,

qui avaient commencé après la mort d'un lycéen tué par balles dans la gendarmerie de Beni Douala, près de Tizi-Ouzou, sont exacerbés par les revendications économiques et

sociales. ● **LE FRONT DES FORCES SOCIALISTES** d'Hocine Aït Ahmed et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Sadi ont vivement critiqué les autorités, le

RCD envisageant même de se retirer du gouvernement. ● **UNE MANIFESTATION** de solidarité avec les protestataires a eu lieu dimanche 29 avril à Paris.

## Près de soixante morts et six cents blessés en Kabylie

La misère économique et le ressentiment à l'égard du pouvoir central sont à l'origine des affrontements qui agitent la région depuis une dizaine de jours. Des manifestations anti-gouvernementales ont encore eu lieu dimanche. Le président Abdelaziz Bouteflika devait adresser lundi soir un message à la nation

### ALGER

correspondance

La Kabylie comptait ses morts et ses dizaines de blessés dimanche 29 avril, au lendemain d'un samedi sanglant au cours duquel les affrontements entre jeunes manifestants et forces de l'ordre ont atteint leur paroxysme. Tandis que certains commençaient à enterrer les victimes, plusieurs localités étaient encore le théâtre d'affrontements. Les journaux ont fait état de deux à sept tués dimanche.

Devant les hôpitaux submergés par le nombre des blessés, les scènes de douleurs alimentaient une colère qui n'a cessé de grandir. La tension était perceptible à Alger même, notamment sur les différents campus universitaires en grève depuis deux jours, et où étaient organisés des rassemblements et des marches pour dénoncer la répression et « les assassinats de jeunes innocents ». Le dispositif de sécurité a été renforcé par crainte d'une contagion de la capitale qui aurait un redoutable effet amplificateur sur le reste du pays.

### ATTENTE INQUIÈTE

Le soulèvement ne semblant pas près de s'apaiser en Kabylie, une attente inquiète s'est emparée du reste du pays. Le président Abdelaziz Bouteflika, vivement critiqué par la presse pour avoir choisi d'aller participer au sommet africain sur le sida, qui s'est ouvert jeudi 26 avril, alors que la Kabylie était à



feu et à sang, devait adresser un discours à la nation lundi à 20 heures locales. Le mutisme du pouvoir, qui jusqu'à maintenant n'a été rompu que par des interventions laconiques du ministre de l'intérieur, Yazid Zerhouni, suscite l'indignation, tout en alimentant les rumeurs sur une exacerbation des dissensions au sommet de l'Etat.

Le bilan du samedi noir est particulièrement lourd et oscille, selon les sources, entre 21 et 32 tués, les blessés se comptant par dizaines.

Ces chiffres sont « exagérés », a assuré le ministre de l'intérieur, qui a néanmoins été incapable de fournir un bilan officiel.

### SCÈNES DE GUERRE

Dix jours d'émeutes auraient déjà fait entre cinquante deux et soixante deux victimes, selon les sources, et plus de six cents blessés. Les habitants aussi bien que les principales forces politiques de la Kabylie ont dénoncé l'extrême brutalité des forces de l'ordre, qui auraient fait usage, selon eux, de balles explosives.

Le retrait « total » de la gendarmerie, particulièrement honnie et ciblée par les jeunes émeutiers, est devenue une exigence majeure de la population. Les vives appréhensions qui ont conduit le Front des forces socialistes (FFS) à annuler, à la dernière minute, des manifes-

tations à Tizi-Ouzou et Bejaïa, se sont révélées fondées.

De fait, A Bejaïa, où le contre-ordre du FFS n'est pas parvenu, une foule immense a défilé, avant que des groupes de jeunes particulièrement remontés, bousculant le service d'ordre, ne se dirigent vers le centre-ville où ils ont saccagé des édifices publics et attaqué les forces de l'ordre. La ville de Tizi-Ouzou a connu de véritables scènes de guerre entre des jeunes, ivres de colère, et des forces de l'ordre usant de gaz lacrymogènes et de balles réelles. Les appels au calme lancés par les adultes n'ont pas été entendus et les structures politiques ou associatives de la région ne réussissent plus à encadrer une jeunesse décidée à en découdre.

Contrairement au passé, le soulèvement s'est déclenché dans les villages et les hameaux, où les conditions de vie sont infiniment plus dures que dans les villes ; ce qui explique son apreté, que la répression n'a fait qu'exacerber et durcir.

La revendication linguistique, qui a marqué la Kabylie au cours des deux dernières décennies, n'est pas la priorité de ces jeunes, victimes de la mal-vie et qui n'ont plus aucun espoir raisonnable de trouver du travail ou de fonder une famille. Les demandes économiques et sociales ont pris le pas sur la revendication identitaire. Ce sont des logements et le respect de leur dignité qu'ils estiment bafoués par l'appareil administratif et sécuritaire, qu'exigent ces jeunes déchaînés et en proie à une frénésie impressionnante de destruction des symboles de l'Etat.

« Pouvoir assassin », « gouvernement terroriste, corrompu », « la mort plutôt que cette chienne de vie », étaient les slogans les plus entendus. « Peuple, armée, avec toi

Hattab » : le pouvoir algérien est si fortement rejeté que les manifestants n'hésitent plus à crier des slogans à la gloire de son pire ennemi, Hassan Hattab, chef du Groupe Salafiste pour la prédication et le combat, un mouvement armé islamiste particulièrement actif dans la région.

Ce slogan ne correspond pas nécessairement à une adhésion

dimanche M. Sadi, qui a évoqué un « climat trouble et confus qui règne dans les sphères dirigeantes », lesquelles « jouent le pourrissement en Kabylie en espérant imputer les morts à ses adversaires du sérail ».

Le premier secrétaire du FFS, Ali Kerboua, parle, lui, de « massacres à huis-clos » et accuse le pouvoir de « vouloir régler ses différends et

### Quarante morts du côté des forces de sécurité

Quarante membres des forces de sécurité ont été tués et 38 blessés jeudi 26 avril par des islamistes armés dans un accrochage à Ras El-Ach, à 630 km à l'est d'Alger, ont annoncé samedi *Le Quotidien d'Oran* et *Le Matin*. Des forces constituées de militaires, de gardes communaux et de gendarmes effectuaient un ratisage lorsqu'elles ont été accrochées par un groupe important d'islamistes fortement armés, a précisé *Le Quotidien d'Oran*. Huit islamistes armés ont été tués, selon ce journal, qui indique que « certaines sources évoquent » la mort de soixante-trois membres des forces de sécurité.

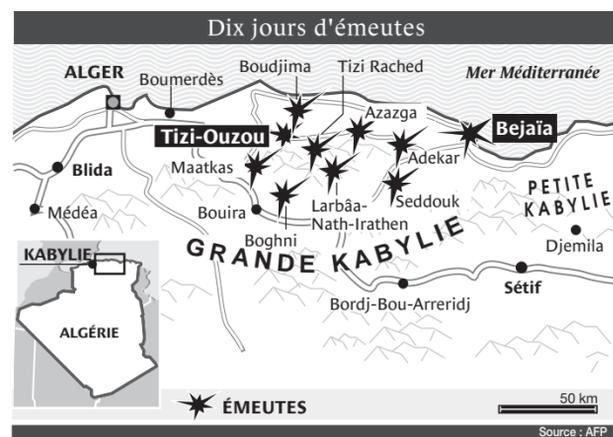
Ces pertes n'ont été ni confirmées ni infirmées officiellement. Depuis début avril, plus de cent cinquante personnes ont été tuées dans des violences liées à des actions des groupes islamistes armés, selon des bilans de presse. Le nombre des morts s'élève à près de 1 000, dont plus de 400 islamistes armés, selon les mêmes sources depuis le 1<sup>er</sup> janvier. - (AFP.)

idéologique au dit mouvement, mais à une attirance pour les choix les plus radicaux. Il est le signe que le consensus anti-islamiste établi au cours de ces dernières années entre une partie des élites de la Kabylie, incarnée par le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Sadi et le pouvoir, a pris un sérieux coup.

Le RCD, conspué par certains manifestants qui l'associent au pouvoir, entend d'ailleurs se retirer du gouvernement. « Il est impossible de rester dans un gouvernement qui tire à balles réelles sur son propre peuple », a déclaré

rééquilibrer ses rapports de forces internes en enflammant le centre du pays ». Les élus locaux du FFS ont lancé un « SOS génocide », appelant l'opinion algérienne et internationale à « venir au secours de la population civile et [à] faire pression sur le pouvoir algérien pour faire cesser les massacres ». Les esprits sont à cran.

Dans les milieux de l'opposition, on craint qu'un discours du président Bouteflika qui n'ouvrirait aucune perspective sérieuse de démocratisation, n'attise davantage un feu que plus personne ne semble en mesure de maîtriser.



### TROIS QUESTIONS À IHSANE EL KHADI

**1** Vous êtes un militant du « Printemps berbère » et avez passé huit mois en prison en 1981. Comment expliquez-vous les émeutes de ces derniers jours ?

Il y a toujours eu en Kabylie une cohabitation difficile entre la population et les gendarmes. Ces derniers sont perçus comme les représentants du pouvoir central, comme des forces d'occupation en quelque sorte, beaucoup plus que les policiers qui sont généralement des gens du bled. De nombreux témoignages font état d'abus réguliers de la part de leur part. Cela s'appelle « la hogra », l'abus de pouvoir. A cela se surajoute la situation économique qui n'est pas fameuse, mais qui n'est pas plus désastreuse ici qu'ailleurs. Et la génération actuellement dans la rue est celle du boycott scolaire de 1994, porteuse d'un fort ressentiment à l'égard de l'Etat, mais aussi des aînés. On assiste à une véritable rupture entre parents et jeunes.

**2** Pourquoi la répression de ces émeutes se solde-t-elle par un nombre aussi élevé de victimes ?

Les gendarmes, et dans certains cas les policiers, ont fait usage de leurs armes à feu, à balles réelles et à hauteur d'hommes. La rumeur qui court en Kabylie, c'est qu'il s'agit d'une provocation délibérée d'une partie du pouvoir qui veut jeter de l'huile sur le feu dans la région, pour trancher des conflits internes en son sein. Plus prosaïquement, il est vraisemblable que les forces de sécurité ont fait preuve d'incompétence et qu'elles ont paniqué.

**3** Cet embrasement a-t-il des chances de s'éteindre prochainement ?

La revendication principale - « plus de gendarmes chez nous ! » - me paraît difficilement envisageable. En revanche, le pouvoir pourrait accepter de présenter des excuses et d'offrir des réparations morales aux familles des victimes. Ceci pourrait calmer la situation.

Propos recueillis par Florence Beaugé

## Paris ne saurait donner des leçons, déclare Hubert Védrine

Près de 2 000 manifestants, réunis place de la République à Paris, ont dénoncé « le pouvoir assassin » en Algérie

LA FRANCE n'est pas en mesure de donner de leçons, ni de dire aux autorités algériennes ce qu'il faut faire pour sortir le pays de « l'immense tragédie » dans laquelle il est plongé, a déclaré, dimanche 29 avril, le chef de la diplomatie française, Hubert Védrine, sur Radio J. « L'histoire entre la France et l'Algérie ne prédispose pas la France à distribuer des bons et des mauvais points, à dire ce qu'il faut faire, à donner de loin des leçons, à condamner », a déclaré M. Védrine sur Radio J.

Selon lui, une visite officielle en Algérie du président français, Jacques Chirac, et du premier ministre, Lionel Jospin, « existe toujours dans le principe, [mais] elle n'est pas d'une immédiate actualité ».

Par ailleurs, près de 2 000 personnes se sont rassemblées dimanche place de la République, à Paris, pour dénoncer la violence en Kabylie et le « pouvoir assassin » d'Algérie. Les manifestants, dont beaucoup étaient porteurs du drapeau kabyle vert et jaune, se sont rassemblés à l'ap-

pel des associations culturelles berbères et de la fondation Matoub Lounès, du nom de l'un des plus célèbres porte-parole de la cause kabyle, assassiné en 1998 dans des circonstances non encore élucidées. La communauté kabyle, très importante en France, s'est également mobilisée grâce à ses radios associatives, comme Radio Galère à Marseille et Trait d'union à Lyon, a indiqué Tayeb Abdelli, membre fondateur du tout nouveau Comité autonome de soutien à la Kabylie, très récemment créé par quelques associations.

### APPEL DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Aux cris de « pouvoir assassin », les manifestants ont protesté contre « l'administration coloniale d'Alger ». Ils portaient des banderoles aux slogans frondeurs, tel : « le pouvoir algérien nous tue depuis 1962 », ou encore : « Kabylie autonome ». Une banderole qualifiait de « nazis » les généraux algériens Nezzar, Lamari et le président Abdelaziz Bouteflika. Malika Matoub, la

sœur du chanteur assassiné, a pris la parole pour dénoncer un « génocide ». « Ils tirent sur des gens désarmés, nous crions notre indignation, et qu'on ne vienne pas nous demander qui tue qui », a-t-elle lancé. « On tire sur les balcons, sur les enfants... Nous sommes pacifistes et nous le restons. » De nombreux participants étaient dans l'ignorance de la situation de leurs proches et craignaient même des problèmes de pénurie alimentaire ou d'essence avec le blocage des routes.

Lundi en fin d'après-midi, sous réserve de l'autorisation de la préfecture, devait avoir lieu à l'appel de la Ligue des droits de l'homme (LDH) une manifestation de protestation silencieuse devant l'ambassade d'Algérie en France pour demander « l'arrêt de l'intervention armée en Kabylie » et la « cessation des violations des droits de l'homme ». Dans un communiqué, la LDH indique qu'elle compte également faire une interpellation pour « le retour à l'exercice effectif des libertés publiques dans toute l'Algérie ».

## Une région qui a toujours été considérée comme frondeuse

DEUX INCIDENTS ont servi de détonateur aux émeutes de Kabylie : la mort d'un lycéen, le 18 avril, dans une gendarmerie à Beni Douala, près de Tizi-Ouzou, puis l'interpellation brutale de trois lycéens, le 22 avril, par d'autres gendarmes, près de Bejaïa. Ils se sont produits dans un contexte favorable à un embrasement : la commémoration du 21<sup>e</sup> anniversaire du « Printemps berbère » qui mobilise la Kabylie chaque année à la même époque.

En avril 1980, l'intervention d'une conférence de l'écrivain Mouloud Mammeri à l'université de Tizi-Ouzou, ainsi que d'un concert du groupe contestataire kabyle, Imazighen Imula, allaient déclencher des manifestations sévèrement réprimées. C'est ainsi qu'est né le Mouvement culturel berbère (MCB).

Les Berbères représentent entre 20 % et 30 % de la population algérienne (30 millions). Outre la Kabylie, ils sont implantés dans les monta-

gnes des Aurès (les Chaouis), au Sahara dans la vallée du M'zab (les Mozabites) et dans le Hoggar (les Touaregs.) Saint Augustin était berbère.

Traditionnellement, la Kabylie a toujours été considérée comme une région frondeuse. Elle s'est opposée successivement aux invasions des Romains, des Arabes, des Turcs et enfin des Français et a joué un rôle crucial dans la révolution. Nombre de figures historiques de la guerre d'indépendance étaient kabyles : Hocine Aït Hamed, (le seul qui soit encore vivant), Amirouche, Abane Ramdane, Krim Belkacem et Mohamed Khider, notamment.

S'ils espéraient une reconnaissance officielle de leur langue et de leur culture au lendemain de l'indépendance, l'objectif principal des Berbères était l'instauration de la démocratie en Algérie et le partage du pouvoir. Dès 1962, Aït Ahmed, en tant que chef historique du FLN, en com-

pagnie de Mohamed Boudiaf et de beaucoup d'autres s'était opposé à l'instauration du parti unique. Mais il y avait - et il y a toujours - des Berbères du côté du pouvoir : le général Mohamed Mediene, puissant patron des services est un kabyle. Kasdi Merbah, patron de ces services sous Houari Boumediène l'était également.

En réaction au pouvoir central, les Kabyles durcissent peu à peu leurs revendications. Neuf ans après les événements du « Printemps berbère », ils s'engouffrent dans la brèche ouverte par le multipartisme et créent deux partis : le Front des forces socialistes (FFS) d'Aït Ahmed, créé dès 1963 - et qui avait même créé un maquis pour s'opposer au pouvoir des militaires - est légalisé. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Sadi est créé. Le pouvoir fait quelques concessions. La langue tamazight est ainsi tolérée dans les médias. Au

début des années 90, il lâche encore du lest. La pression islamiste est forte et il veut éviter de souffler sur le brasier kabyle, toujours prêt à s'enflammer.

En 1996, la nouvelle Constitution reconnaît l'amzighité comme une composante de l'identité nationale algérienne, tout comme l'arabité et l'islamité. Le berbère est admis dans les programmes scolaires et les écoles, mais sans caractère obligatoire, des chaires de berbère sont créées à l'université et un Haut commissariat à l'amzighité, rattaché à la présidence de la république, est instauré. Les Berbères n'ont cependant toujours pas obtenu un statut officiel pour leur langue, ni une prise en charge financière par l'Etat de sa diffusion. Et en 1998, ils ressentent la loi sur l'arabisation comme un nouveau coup porté contre eux par le pouvoir central.

FL B.

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON - SORBONNE

19.000 anciens de l'IAE de Paris dans les entreprises à travers le monde. C'est rassurant pour l'entreprise, et pour vous.

CAAE MBA Le DESS 2<sup>ème</sup> compétence recherché par les entreprises Tél. : 01 53 55 28 01/02

Un avantage décisif www.iae-paris.com - e-mail : iae@univ-paris1.fr

# Silvio Berlusconi tente d'éluder les attaques contre sa « capacité » à diriger l'Italie

A quinze jours des élections législatives, de nombreux électeurs s'avouent encore indécis

La campagne électorale italienne est entrée dans sa dernière ligne droite avant les législatives du 13 mai. Tous jours légèrement en tête dans les son-

dages, la coalition de La Maison des libertés (centre-droite) tente de jouer sur la fibre nationale pour contrer les attaques visant son chef, l'hom-

me d'affaires Silvio Berlusconi, durement critiqué notamment par l'hebdomadaire britannique *The Economist* (lire aussi notre éditorial page 16).

## ROME

de notre correspondante

Dénouant les menaces des terroristes d'extrême gauche qu'il affirme avoir reçues, Silvio Berlusconi, le leader de la coalition La Maison des libertés (CDL, centre-droite) avait déclaré qu'il s'abstiendrait de tout meeting pour des raisons de sécurité. Personne n'y avait vraiment cru, interprétant ces propos comme un argument de plus dans la campagne sans foi ni loi qui se déroule en Italie pour les élections législatives du 13 mai prochain. M. Berlusconi est de fait revenu sur scène vendredi 27 avril à Padoue, dans le Veneto, puis le lendemain à Milan. Il a annoncé qu'il ferait connaître avant le jour des élections l'équipe gouvernementale qu'il formerait s'il redevenait président du Conseil. Il a défini les grands chantiers publics qu'il soutiendra en Lombardie et s'est engagé vis-à-vis des électeurs, pour plus tard, « à ne plus se représenter » si son gouvernement devait être mis en minorité.

A Milan donc, devant des supporters rendus encore plus fervents par le jugement implacable qu'a porté contre lui en fin de semaine l'hebdomadaire britannique *The Economist* (lire ci-dessous), l'homme le plus riche d'Italie a repris son élan. Le compte à rebours a commencé, et les sondages en fin de semaine - les

derniers officiels à être publiés selon la loi italienne - le donnent toujours gagnant. L'écart, qui s'est rétréci jusqu'à quatre points avec la coalition de l'Olivier (centre-gauche), au pouvoir ces cinq dernières années, lui permet encore de se sentir suffisamment fort pour balayer jusqu'au vote toute critique sur le conflit d'intérêts qui lui est reproché entre ses affaires privées et l'intérêt national ; comme sur les affaires judiciaires qui lui collent encore à la peau (*Le Monde* des 5 et 14 avril). Dans le Nord comme au Centre, les régions les plus riches, où, à l'inverse du Sud, les jeux sont faits en sa faveur, il semble même que toute accusation lancée contre lui de l'étranger fasse monter son score !

## MAUVAISE HUMEUR

En cette même fin de semaine, Umberto Bossi, son allié de la Ligue du Nord, retrouvait également les manches pour lutter contre d'éventuelles abstentions de ses troupes. Au Nord justement, quelques « léguistes » purs et durs manifestent leur mauvaise humeur contre l'alliance de leur parti avec la formation de Silvio Berlusconi, *Forza Italia*. Ils se sentent spoliés par l'attribution des candidatures de la coalition, fixée ces jours derniers et, en dernier ressort, par M. Berlusconi. Ils n'apprécient guère la mise au

recommandé de leur volonté sécessionniste face au Sud « spoliateur et assisté ».

Au centre-gauche, on se préoccupe également de mobiliser les indécis. Ce marais pèsera sur le score final puisqu'il se chiffre à un Italien sur quatre. L'Olivier doit compter également avec d'autres formations plus petites, mais dont les suffrages vont peser eux aussi : le Parti radical d'Emma Bonino, qui a commencé vendredi 27 avril une grève de la faim et de la soif « pour obtenir le droit d'expression dans les médias qui l'ignorent », dit-elle ; l'Italie des valeurs d'Antonio di Pietro, l'ancien magistrat de *Mani Pulite* ; et Refondation communiste de Fausto Bertinotti font cavalier seul et déclarent ne pas vouloir de compromis avec l'Olivier. Sans eux, la coalition menée par l'ancien maire de Rome Francesco Rutelli (ex-Vers), choisi pour succéder à la tête du gouvernement à Giuliano Amato en cas de victoire, a peu de chances de remporter le scrutin.

Le gouvernement, lui, poursuit sa tâche, cherchant à rassurer sur les risques inflationnistes ou ceux liés à l'immigration. Presque cinq cents clandestins ont encore été refoulés aux frontières dans la dernière semaine, nourrissant les attaques de la droite, qui fait campagne sur ce thème et sur celui de la sécurité,

assimilant « clandestin » à « délinquant ». Elle insiste moins sur les autres aspects de son programme ou sur les propositions de son adversaire. En revanche, La Maison des libertés a relancé, ce week-end, dans ses meetings, le thème du fédéralisme ; elle doit tenir compte des intérêts de La Ligue en Lombardie, qui exige à nouveau, en dépit d'un avis contraire donné par les instances judiciaires, d'organiser un référendum le 13 mai et dans les bureaux de vote publics sur la « dévolution », c'est-à-dire la passation de pouvoirs importants de l'Etat central aux instances régionales.

Face à une opinion qui semble lassée avant même d'aller voter, les observateurs s'interrogent sur ce qui pourrait finalement convaincre les indécis. On observe notamment ce que fait l'Eglise catholique. Après le succès du Jubilé, l'année dernière, celle-ci s'est manifestée par des prises de position toutes temporelles sur la vie politique italienne. Le très conservateur cardinal Sodano, secrétaire d'Etat du Vatican, a reçu successivement les candidats à la charge de président du Conseil, qui ont eux-même multiplié les attentions à l'égard de la papauté. Le cardinal Ruini, président de la conférence épiscopale, a manifesté plus de réserve, mais chacun connaît ici ses penchants anti-communistes. Depuis l'ouverture officielle de la campagne, le silence dans la hiérarchie catholique est de rigueur. Cela n'a pas empêché, ce dernier week-end à Rome, un prêtre, Don Lino Drago, de menacer ses ouailles de l'enfer si elles votaient à gauche.

Danielle Rouard

## Le sévère réquisitoire de « The Economist »

DANS SON NUMÉRO paru vendredi 27 avril, l'hebdomadaire britannique *The Economist* titre, en couverture : « Why Silvio Berlusconi is unfit to lead Italy » (« Pourquoi Silvio Berlusconi est indigne de diriger l'Italie »). Et le journal enfonce le clou : « Après les élections [législatives du 13 mai], Silvio Berlusconi pourrait devenir le nouveau premier ministre de l'Italie. Il est poursuivi pour blanchiment d'argent sale, complicité de meurtre, liens avec la Mafia, évasion fiscale et corruption de magistrats. L'Italie n'a pas l'air de s'en formaliser. »

Suit un éditorial d'une rare sévérité : il serait « impensable dans une démocratie qui se respecte » d'avoir pour candidat au poste de premier ministre un homme sur qui pèsent d'aussi lourds soupçons. Conclusion : « L'élection de M. Berlusconi comme premier ministre serait un jour noir pour la démocratie italienne et l'Etat de droit. »

L'enquête de *The Economist*, publiée sur quatre pages, se concentre sur les ennuis judiciaires du patron de la Fininvest. Sans rien révéler de véritable-

ment inédit, elle éclaire d'une lumière crue les zones d'ombre qui jalonnent le parcours de M. Berlusconi. Et *The Economist* rappelle que l'enquêteur Massimo Berruti avait, immédiatement après, démissionné de ses fonctions pour rejoindre le staff juridique de M. Berlusconi (il est aujourd'hui élu de Forza Italia).

*The Economist* constate aussi que l'origine des fonds du « Cavaliere » « reste un mystère que seul M. Berlusconi peut résoudre », ce qu'il a toujours refusé de faire. « Une lecture attentive des rapports [demandés par la magistrature à la division antimafia et à la Banque d'Italie] suggère qu'on ne peut pas exclure la possibilité de blanchiment d'argent. »

Le journal rappelle aussi qu'une enquête sur des liens supposés de Silvio Berlusconi avec la Mafia n'a rien donné, mais que les procédures antimafia visant son proche collaborateur et ami Marcello Dell'Utri sont toujours en cours : « Alors que M. Berlusconi n'est pas obligé de témoigner à ses propres procès, même en tant que premier ministre il ne peut échapper à l'obligation de témoigner à ceux de M. Dell'Utri. »

## A Rome, une levée de boucliers contre l'« ingérence »... et de multiples questions sans réponses

### ROME

correspondante

Dans la nuit de la parution du dernier numéro de *The Economist*, à l'intérieur de l'immeuble de la City qui abrite la rédaction de l'hebdomadaire britannique, une troupe d'avocats veillait, prête à intervenir en cas de tentative de saisie judiciaire, racontent aujourd'hui les journaux italiens. Avec un titre qui ne laissait aucune marge à l'ambiguïté, « Pourquoi Silvio Berlusconi est indigne de gouverner l'Italie », *The Economist* savait qu'à deux semaines des élections (prévues le 13 mai) sa prise de position allait avoir l'effet d'une bombe.

En Italie, elle a provoqué une levée de boucliers contre l'« ingérence » étrangère, et des menaces d'actions légales. « Tout ce que *The Economist* a diligemment mis en évidence sur les ombres du passé de Silvio Berlusconi et ses contradictions présentes, qui le rendent indigne de gouverner une démocratie moderne comme l'Italie, soulève des questions qui méritent des réponses », souligne toutefois, dans un éditorial, *La Repubblica*. « Or qu'a-t-on obtenu jusqu'ici ? Un silence assourdissant. »

Déjà, en mars, dans un programme satirique, l'interview de l'auteur de *L'Odeur de l'argent*, un livre sur l'origine douteuse de la fortune du « Cavaliere », avait mis le feu aux poudres, même si tout ce qui y était écrit n'avait rien d'inédit, tout comme le contenu des quatre pages de *The Economist*, qui ne fait que reparcourir les zones d'ombre déjà connues du personnage, des procès pour corruption aux enquêtes sur ses liens supposés avec la Mafia, en

passant par le conflit d'intérêts. Chaque fois, la réponse a été la même, et Silvio Berlusconi la reprend encore à propos de *The Economist* : ce ne sont que des « foudres de poubelles ».

L'hebdomadaire britannique est, dit-il, l'« instrument d'un complot de la gauche européenne ». Pour Umberto Bossi, interrogé par le *Corriere della Sera*, il est « aux ordres de Massimo D'Alema ». D'autres, comme Pierferdinando Casini, un allié centriste de M. Berlusconi, vont plus loin en faisant appel « au sens de la patrie que devrait avoir aussi la gauche pour défendre Silvio Berlusconi de ces perfides Britanniques ».

### MÉCANISME PERVERS

Pour le directeur du *Giornale*, qui appartient à la famille Berlusconi, « une attaque de cette portée ne s'explique que par un préjugé envers un homme typiquement italien et un pays décrit comme gangrené par la Mafia. Si le quotidien économique *Il Sole 24 ore* avait démolé Tony Blair, aurions-nous eu ce genre de réaction à Downing Street ? » Le directeur du *Giornale* oublie que, pour Bill Clinton aussi, *The Economist* s'était montré féroce à l'occasion de l'affaire Monica Lewinsky.

L'autre allié de la Maison des libertés, Gianfranco Fini, le président d'Alliance nationale, préfère s'attaquer, lui, une fois de plus, aux « juges rouges » qui pourraient être tentés d'utiliser les grands moyens de quelques jours des élections, et lance une hypothèse-choc, liée aux rumeurs sur les intentions de se rendre de Bernardo Provenzano, le dernier « parrain » de la Mafia en cava-

le : « Il va finir par se mettre à table en révélant un nom, celui de Silvio Berlusconi... »

Pour sa part, la gauche hésite à exploiter, sur le fond, les accusations contre Silvio Berlusconi, parce qu'elle connaît le mécanisme pervers que le « Cavaliere » a réussi à déclencher dans l'opinion publique. Il renverse ces accusations en autant de persécutions. Francesco Rutelli, le chef de file de la coalition de centre-gauche, se limite donc à lancer un appel pour « le respect de la liberté d'expression des organes d'information » et réfute l'hypothèse d'un complot international.

Finalement, Fedele Confalonieri, président de Médiaset, est le seul des fidèles du « Cavaliere » à répondre sur le fond aux critiques de *The Economist* sur l'éventuel conflit entre l'intérêt national et ceux, tout à fait privés, de l'homme d'affaires en cas d'accession au poste de président du Conseil.

La semaine passée, dans des interviews au *Wall Street Journal* puis au *Financial Times* et à *La Repubblica*, il a révélé le plan de transfert de propriété de la Fininvest des mains de Silvio Berlusconi à celles de ses propres descendants et à d'autres associés. « Silvio se débarrassera ainsi de Mister Hyde et pourra être le Docteur Jekyll qui veut laisser un signe dans l'histoire », déclare-t-il. Ce plan pourrait être mis en œuvre après l'arrivée de M. Berlusconi au poste de chef du gouvernement. Mais qui obligera le nouveau président du Conseil à appliquer ce plan une fois arrivé au pouvoir ?

Salvatore Aloise

## La Macédoine sous le choc après l'attentat meurtrier de Vejece

SKOPJE. La Macédoine, sous le choc, a commencé, dimanche 29 avril, à enterrer ses soldats tués dans l'embuscade attribuée à la guérilla albanaise, qui a fait huit morts, samedi, craignant que cette nouvelle irruption de violence ne rende plus difficiles les relations entre communautés. Dimanche, le calme était revenu aux abords de Tetovo, la grande ville du nord-ouest du pays proche de la zone de l'attaque. Celle-ci, extrêmement violente, a pris pour cible des soldats et policiers des forces spéciales qui patrouillaient à bord de trois jeeps, dont deux blindées, dans le village montagneux de Vejece, à 5 kilomètres de la frontière avec la province serbe à majorité albanaise du Kosovo. Le président macédonien, Boris Trajkovski, a malgré tout maintenu un voyage à Washington prévu du 1<sup>er</sup> au 3 mai où, selon le *New York Times*, il devrait arriver avec un accord pour prévenir les combats et unir les parties dans un nouveau gouvernement de coalition, jusqu'aux prochaines élections qui pourraient se tenir en février. - (AFP)

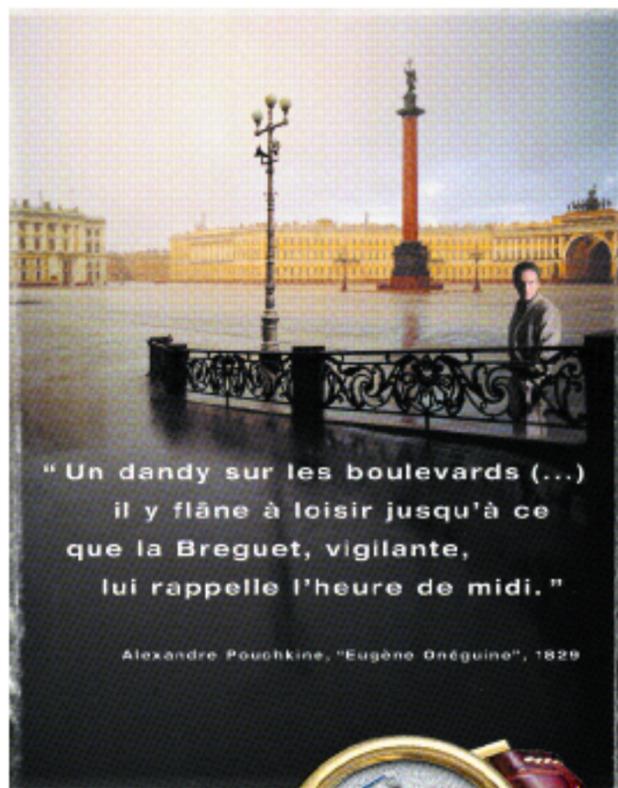
## Accord institutionnel entre les principaux partis politiques belges

BRUXELLES. Les principaux partis politiques belges ont signé, dimanche 29 avril, un accord institutionnel, qui était négocié depuis le mois d'octobre 2000. Cet accord prévoit le refinancement des communautés, réclamé par les francophones, en quête d'argent frais pour leurs écoles, moyennant l'attribution de nouvelles compétences aux régions, réclamée par la Flandre : autonomie fiscale encadrée, transfert d'impôts fédéraux ou communautaires, agriculture, commerce extérieur, coopération au développement. Les dernières négociations ont longuement achoppé sur la régionalisation des lois communales et provinciales. Pour obtenir les voix de la Volksunie, les négociateurs ont accepté un élargissement de la représentation des Flamands au gouvernement de la région bruxelloise, ainsi que leur meilleure représentation dans les 19 communes de la capitale. Le texte de l'accord (deux projets de loi) doit maintenant être voté par une majorité spéciale des deux tiers du Parlement. - (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ CHINE : le gouvernement de Pékin a donné son accord pour que des techniciens américains puissent venir inspecter l'avion-espion Aries-2 de la marine des Etats-Unis immobilisé sur l'île de Hainan après être entré en collision le 1<sup>er</sup> avril avec un avion chinois F-8 d'interception au-dessus de la mer de Chine du sud. Cet accord prévoit plusieurs séries de consultations sur place. A Washington, le vice-président des Etats-Unis, Dick Cheney, a qualifié cette initiative de Pékin de « signe encourageant ». - (AFP, AP.)

■ MEXIQUE : les députés ont approuvé à une large majorité, samedi 28 avril au soir, une loi en faveur des Indiens, réclamée par la guérilla du Chiapas (sud) pour reprendre avec les autorités des négociations interrompues depuis septembre 1996. Le texte adopté est identique à celui voté à l'unanimité mercredi dernier par les sénateurs et qui comporte plusieurs amendements au texte initial. Le Congrès national indigène (CNI), a déjà vivement critiqué cette version de la loi adoptée par le Congrès, indiquant qu'elle n'octroie pas aux Indiens une véritable autonomie. La guérilla zapatiste, apparue en janvier 1994, et dirigée par le sous-commandant Marcos, n'a pour sa part fait encore aucun commentaire. - (AFP.)



Breguet. La passion laisse des traces.

Montre "Grande Complication" en or jaune 18 carats, avec tourbillon. Mouvement à remontage manuel, gravé à la main. Réserve de marche et indication 24 heures. Petite seconde sur l'axe du tourbillon. Soirée Breguet astérocompensateur. Cadran en or argenté, guilloché à la main. Fond saphir. Etanche.

Breguet  
Depuis 1775

Boutique et Musée Breguet, 20, Place Vendôme, 75001 Paris, tél. 01 47 03 65 00

# La procureur du TPI appelle les Occidentaux à maintenir la pression sur Belgrade

Carla Del Ponte plaide pour une attitude plus ferme envers les nouveaux dirigeants yougoslaves, dont elle n'a obtenu, pour l'instant, qu'un timide début de coopération, alors qu'elle attend le transfert à La Haye des principaux inculpés du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

La procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Carla Del Ponte, est attendue mercredi 2 mai à Paris, où elle doit rencontrer notamment Hubert Védrine. C'est la première de plusieurs visi-

tes dans des capitales occidentales, où M<sup>me</sup> Del Ponte réclamera un soutien plus actif de la communauté internationale pour arrêter les inculpés du Tribunal. Elle demandera aussi aux Occidentaux de main-

tenir la pression sur les dirigeants de Belgrade afin qu'ils coopèrent pleinement avec le TPIY et acceptent de transférer à La Haye l'ancien chef de l'Etat yougoslave, Slobodan Milosevic, détenu à Belgrade, ainsi que

les autres inculpés. Dans un entretien au Monde, M<sup>me</sup> Del Ponte explique pourquoi elle maintient sa demande d'un transfert « immédiat » et juge trop laxiste l'attitude des Européens envers Belgrade. La durée

de vie du TPIY n'est pas indéfinie. C'est pour être en mesure de remplir sa mission dans les années qui viennent que le TPI, sous l'égide du président Claude Jorda, s'est récemment réformé.

**MAINTENIR** la pression internationale ! La procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Carla Del Ponte, s'apprête à reprendre son bâton de pèlerin : Paris, mercredi 2 mai, puis Washington, pour un premier contact avec la nouvelle administration américaine depuis l'élection de George W. Bush, puis Berlin, Belgrade et enfin New York pour un rapport devant le Conseil de sécurité des Nations unies, son « patron ». Le tout d'ici fin juin.

La procureur du TPIY craint une démobilitation après l'arrestation, à Belgrade, du plus célèbre de ses

inculpés : Slobodan Milosevic. M<sup>me</sup> Del Ponte se méfie, depuis le début, de l'engouement des gouvernements occidentaux pour le nouveau président yougoslave, Vojislav Kostunica, le « tombeur » démocratique du « faiseur de guerre » de Belgrade. Elle connaît mieux que quiconque son hostilité au Tribunal de La Haye, qu'il stigmatise comme un « instrument politique » aux mains des Américains. Elle mesure les nuances sémantiques entre les différentes capitales occidentales que Belgrade pourrait exploiter pour retarder la comparution devant le TPIY du principal res-

pensible de dix ans de guerres balkaniques. Et des autres.

Le TPIY ne peut pas se passer du soutien international « pour exercer la plénitude de son mandat ». « Je n'ai pas de police judiciaire ; je dépends du bon vouloir des Etats », souligne Carla Del Ponte. En chiffres, cela donne : vingt-six inculpés dits « fugitifs » – dont les trois têtes d'affiche Slobodan Milosevic (parce que non encore transféré à La Haye), Radovan Karadzic et Ratko Mladic, respectivement chefs politique et militaire des Serbes de Bosnie pendant la guerre – sans compter la liste des

inculpations secrètes. En revanche, quarante et un autres inculpés sont à La Haye en cours de procédure et quatorze autres ont déjà été condamnés ou acquittés.

Les fonctions de police – repérage et arrestation des fugitifs – sont en principe assurées par les soldats des missions internationales (la SFOR, en Bosnie-Herzégovine, ou la KFOR au Kosovo quand le besoin s'en fera sentir) et elles devraient être aussi par les polices nationales des pays concernés. Les Occidentaux n'ont pas toujours fait preuve de zèle en Bosnie : dix mois se sont ainsi écoulés entre les deux

dernières arrestations réalisées par la SFOR alors que nombre d'inculpés y ont été repérés. M<sup>me</sup> Del Ponte va, une fois encore, réclamer des arrestations dans les capitales occidentales qu'elle s'apprête à visiter.

Elle demandera aussi, aux dirigeants européens surtout, de « maintenir la pression » sur Belgrade afin que soient livrés au plus vite à La Haye Slobodan Milosevic et les autres inculpés résidant en Serbie. Les dirigeants yougoslaves se sont abrités jusqu'à présent derrière une Constitution qui interdit l'extradition des nationaux ; ils annoncent une loi sur la coopéra-

tion avec le TPIY dont M<sup>me</sup> Del Ponte attend qu'elle fasse sauter ce verrou.

L'Union européenne avait clairement signifié à la Croatie que son aide économique était liée à la coopération de Zagreb avec le Tribunal international. Cette pression s'est révélée payante après la disparition du président Franjo Tudjman suivie d'une alternance démocratique. Slobodan Milosevic mis hors course, le TPIY aimerait que l'Europe fasse jouer les mêmes incitations sur la Serbie.

C. Ct.

## Carla Del Ponte, procureur général du Tribunal pénal international (TPI)

### « Nous demandons le transfert immédiat de l'inculpé Milosevic, comme de tous les autres inculpés »

« Où en êtes-vous avec Belgrade ? Est-ce que vous consentez aux autorités locales un délai avant que Slobodan Milosevic soit transféré à La Haye ?

– Parlons d'abord de la coopération en général. Il y a un début : j'ai pu ouvrir un bureau à Belgrade ; j'ai sur place des enquêteurs qui essaient d'avoir accès à certains témoins. Mais politiquement, c'est encore l'incertitude. Les autorités de Belgrade acceptent de coopérer avec nous dès lors que cela ne représente pas une « violation des lois internes ». Elles laissent ouverte la possibilité de faire obstacle, ce que nous ne pouvons accepter. La coopération avec le TPI est une obligation internationale. On doit l'accepter et, si besoin est, amender les lois internes en conséquence, comme beaucoup d'Etats l'ont fait. Une loi sur la coopération avec le TPI est en cours d'élaboration à Belgrade. Nous avons reçu le projet et fait nos suggestions : il y a des modifications à faire. Mais j'ignore le contenu du texte qui sera présenté au Parlement : ce sera le moment le plus difficile.

– En attendant, est-ce que le dialogue avec Belgrade continue ?

– « Dialogue » est un bien grand mot. Nous avons des contacts avec certaines autorités de Belgrade : les ministres de la justice serbe et fédéral. Pour ce qui est de M. Milosevic, un premier pas, important, a été franchi avec son arrestation. Le deuxième pas a été que le représentant du greffe du TPI est allé à Belgrade pour signifier formellement à M. Milosevic son inculpation. Celle-ci était déjà connue de tous, mais cette démarche avait pour objet d'éviter qu'il ne soit remis en liberté en vertu des réglementations internes sur la durée de la détention préventive. Elle a été allongée à deux mois, mais le temps passe.

» Pour revenir à Slobodan Milosevic, Belgrade n'a pas mis en dis-

ussion le fait qu'il doit être transféré à La Haye, mais la question encore sans réponse est de savoir quand. Cela peut devenir un grand problème : le TPI est un tribunal ad hoc ; si, dans quelques années, les grands responsables n'étaient toujours pas jugés, si M. Milosevic n'était toujours pas transféré, je me demande quelle serait encore la légitimité de ce Tribunal. C'est pourquoi nous demandons le transfert immédiat de l'inculpé Milosevic, comme de tous les autres inculpés.

« Nous sommes prêts pour le procès des crimes commis au Kosovo. Or ce sont des crimes très graves. Peut-on retarder leur jugement au profit d'un procès national pour abus de pouvoir, de confiance, etc., qui peut avoir lieu plus tard ? »

– Vous n'acceptez pas qu'il soit d'abord jugé à Belgrade pour d'autres chefs d'inculpation que ceux que vous avez retenus ?

– Nous sommes prêts pour le procès des crimes commis au Kosovo. Or ce sont des crimes très graves. Peut-on retarder leur jugement au profit d'un procès national pour abus de pouvoir, de confiance, etc. qui peut avoir lieu plus tard ? Il doit y avoir un principe de proportionnalité.

– Vous préparez un autre acte d'accusation contre M. Milosevic portant sur des crimes commis en Croatie et en Bosnie ; comment se fait-il qu'il ne soit pas encore prêt ?

– Il y a des enquêtes dans lesquelles on arrive assez facilement à rassembler toutes les preuves nécessaires. Pour M. Milosevic, en ce qui concerne la Croatie et la Bosnie, c'est plus difficile : il était [au

moment des guerres] président de la Serbie et n'a donc pas de responsabilité *de jure*, liée à sa fonction même. Mes prédécesseurs ont travaillé sur ces enquêtes mais sans doute pas avec l'assiduité qu'ils y auraient mise s'ils avaient prévu ce qui allait se passer à Belgrade ; ils avaient d'autres priorités. Les enquêtes ont repris à plein temps il y a environ un an. Elles seront bientôt terminées.

– Le changement de pouvoir à Belgrade a-t-il facilité ce travail ?

– Nous attendons naturellement une coopération sur ces enquêtes. Jusqu'à présent, nous ne l'avons pas eue.

– Etes-vous sûre que la police serbe a localisé des inculpés que vous recherchez ?

– Oui ; nous avons communiqué des indications très précises à Belgrade. On sait par exemple où se trouvent les trois inculpés dans l'acte d'accusation sur Vukovar, et d'autres qui ne sont pas non plus des Yougoslaves et pour lesquels la nationalité ne peut donc même pas être invoquée comme obstacle au transfert.

– Pourquoi excluez-vous que ces inculpés puissent être jugés pour crimes de guerre ou crimes contre l'humanité en Serbie ?

– Pourquoi, dans ce cas, tous ceux qui sont ici, détenus ou en procès, ne demanderaient-ils pas demain qu'on les juge à Zagreb, à

Sarajevo, à Banja Luka ou à Pristina ? Là encore, il y a une question d'égalité de traitement. Mais surtout, personne ne pense jamais aux victimes de ce qui s'est passé. Vous imaginez les victimes de Bosnie, de Croatie ou même du Kosovo allant à Belgrade pour témoigner ? Nous avons déjà des difficultés à les faire venir ici, malgré les mesures de protection qui sont prises. Les victimes, ce sont les meilleures preuves parce que ce sont les survivants. Mais personne ne s'en soucie. Vous avez déjà entendu un ministre parler des victimes, du sort des victimes, du droit qu'elles ont à un procès ? Moi, je les connais et j'ai été frappée de constater que, même dans des situations extrêmement difficiles, leur première demande, c'est la demande de justice.

– Vous avez accepté récemment que la Croatie juge elle-même pour crimes de guerre le général Mirko Norac ; n'est-ce pas tenir deux discours différents à Zagreb et à Belgrade ?

– Non, c'est exactement le même discours : dès lors qu'un inculpé fait déjà l'objet d'un acte d'accusation ici, je le réclame ; si ce n'est pas encore le cas, alors je suis tout à fait prête à discuter. C'est ce qui s'est passé dans le cas de Mirko Norac : le TPI a décidé de se dessaisir du dossier au profit de la justice croate et il coopère avec elle. Je suis prête à coopérer de même avec Belgrade qui vient d'annoncer que 183 Serbes font l'objet d'une enquête en Serbie pour crimes de guerre. Nous avons nos enquêtes, nos actes d'accusation, nous voulons juger les hauts responsables ; mais il me paraît très important que ces pays parviennent à faire des procès eux-mêmes.

– Quelle place accordez-vous aux « commissions vérité » ?

– C'est un autre élément important pour la réconciliation et la paix, à condition qu'elles n'empêchent pas sur les compétences de la justice. Leur mission est de faire un

relevé historique, sociologique de ce qui s'est passé. La Commission mise sur pied en Bosnie fait un excellent travail, dont elle me tient informée. A Belgrade, comme vous le savez, la Commission vérité est pour l'instant mal partie.

– Que répondez-vous au président Kostunica, qui reproche au TPI d'être « partiel » ?

– Que le travail du procureur et de son équipe est un travail très technique, qui n'a rien à voir avec la politique ni avec l'émotion. Nous partons de crimes ; nous exami-

**Pour Vojislav Kostunica, le Tribunal de La Haye n'est pas « objectif »**

Le président yougoslave Vojislav Kostunica est toujours aussi réservé sur le transfert de son prédécesseur à La Haye. Dans un entretien publié lundi 30 avril par le quotidien *La Croix*, il rappelle que « en ce qui concerne Milosevic et d'autres, nous pensons que la responsabilité des leaders politiques devant leur propre nation doit avoir la priorité ». « Le manque d'objectivité de La Haye nous pose un problème. Dans la terrible guerre qui a sévi dans l'ex-Yougoslavie, les responsables se trouvaient dans tous les camps. Or les hauts responsables politiques et militaires, présidents ou chefs d'état-major inculpés par le tribunal sont tous serbes. Cela crée un problème de confiance et de légitimité du tribunal », ajoute-t-il.

Défendant la nécessité d'un examen de conscience en Serbie et dans les autres pays de la région, le président yougoslave préférerait que « pour tous les peuples, la vérité émane de leurs propres citoyens et ne soit pas importée et imposée de l'extérieur ».

nous les indices concrets dont nous disposons pour ouvrir une enquête ou pour la poursuivre ; nous essayons de rassembler des preuves. Quand nous aurons achevé toutes les enquêtes, dans quelques années, vous pourrez vous demander de quelles ethnies sont les inculpés ; nous, nous ne le savons pas.

– Pourquoi n'avez-vous pas enquêté sur des frappes de l'OTAN en Serbie, que certains considèrent comme des violations des conventions de Genève ?

– Mon prédécesseur avait ordonné une enquête préliminaire pour voir s'il y avait lieu d'ouvrir une enquête formelle. J'ai poursuivi cela ; mais là aussi je dois travailler avec des preuves, selon des règles de procédure. Nous avons essayé d'avoir accès à Belgrade à d'éventuels documents ; cela n'a pas été possible. J'ai donc à un moment décidé que je ne disposais pas des éléments nécessaires pour ouvrir une enquête formelle ; notre loi n'interdit pas de revenir là-dessus.

– Des enquêtes sont-elles en cours sur des membres de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) ?

– Oui ; elles sont difficiles car nous ne pouvons compter sur la coopération d'aucun côté. Mais nous y travaillons ; j'ai une équipe qui ne fait que cela.

– Vous parlez de la bonne coopération des Américains avec le TPI, mais eux connaissent très bien l'UCK ; en Bosnie, ils n'ont pas fait de merveilles sur les arrestations...

– Ils ont arrêté à la mi-avril Dragan Obranic, dont j'avais signé l'acte d'accusation début mars. Il n'y avait pas eu d'arrestations par la SFOR depuis des mois. J'espère que cela veut dire que le vent a tourné avec la nouvelle administration américaine. »

Propos recueillis par Christophe Châtelot et Claire Tréan

## Seize juges et cent inculpés

● **Le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)** a été établi le 25 mai 1993, après l'adoption de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations unies, deux ans après le déclenchement des guerres sur le territoire de l'ex-Fédération yougoslave.

● **Selon la résolution 827**, les objectifs du TPIY sont de juger les personnes responsables de violations graves du droit international humanitaire (infractions graves aux conventions de Genève de 1949, violations des lois ou coutumes de la guerre, crimes contre l'humanité, génocide), de rendre justice aux victimes, de prévenir de nouvelles violations du droit international humanitaire, d'imposer la vérité judiciaire afin d'empêcher le révisionnisme, de contribuer au rétablissement de la paix et de favoriser la réconciliation dans l'ex-Yougoslavie.

● **Sa compétence s'exprime à partir de 1991** sur toute l'ex-Yougoslavie et uniquement sur les personnes physiques. Le TPIY a

primauté sur les juridictions nationales. La peine maximale qu'il peut prononcer est l'emprisonnement à vie.

● **Les chambres** (trois en première instance et une en appel) se composent de seize juges permanents et d'un nombre maximum de neuf juges *ad litem*. Tous sont élus par l'Assemblée générale des Nations unies.

● **Depuis sa création**, 100 personnes ont été inculpées par le TPIY (sans compter celles figurant sur des listes encore secrètes). Pour 18 d'entre elles, l'acte d'accusation a été retiré. Neuf sont décédées (dont 2 en détention). Quatre ont été transférées pour exécuter leur peine (1 en Norvège, 2 en Finlande, 1 en Allemagne) et 2 ont été acquittées. Soixante-sept personnes sont accusées, parmi lesquelles 41 sont en cours de procédure (38 en détention au quartier pénitentiaire de La Haye, 3 en liberté provisoire) et 26 fugitifs.

● **La durée moyenne des procès** est d'un peu plus d'un an, celle de la mise en état (préparation du procès) de dix mois.

**L'OBJECTIF** du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) est presque provocateur : « Terminer notre mission le plus vite possible », explique Stéphane Bourgon, chef de cabinet de Claude Jorda, président du TPIY. « Et ça dérange beaucoup de gens de le dire », ajoute-t-il. Le TPIY, précurseur en matière de justice internationale, a atteint l'âge de raison. Le temps des réformes a sonné, sous peine d'engorgement.

C'est le bilan que Claude Jorda a tiré de ces premières années d'activité, et qu'il a détaillé dans un rapport présenté au printemps 2000 au secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. En résumé, le nombre de mises en accusation et d'arrestations ne cesse d'augmenter. « Les procès se veulent exemplaires, mais sont de plus en plus complexes au fur et à mesure que des questions et des problèmes sans solutions préexistantes en droit pénal international se posent aux juges », explique-t-il ; parallèlement, les attentes de la communauté internationale sont de plus en plus grandes alors que « les responsables les plus importants n'ont pas encore été jugés » et

que l'expérience du TPIY servira « d'exemple et, au pire, de contre-exemple » pour l'instauration de la future Cour pénale internationale (CPI).

Stéphane Bourgon rapporte le « calcul simple » auquel s'est livré Claude Jorda. « Le procureur du TPIY a prévu, d'ici 2004, de lancer 36 enquêtes additionnelles, dont 19 n'ont pas encore commencé, portant sur environ 150 nouveaux inculpés potentiels. Compte tenu de la durée moyenne des procès, nous aurons épuisé le stock dans... dix-sept ans. C'est inacceptable », tranche Stéphane Bourgon. Inacceptable pour la communauté internationale, qui devrait supporter pendant toutes ces années un budget annuel de 110 millions de dollars (chiffre de 2001). Inacceptable pour les victimes aussi. L'un des objectifs du TPIY contenu dans sa résolution fondatrice est en effet « d'imposer la vérité judiciaire afin d'empêcher le révisionnisme, de contribuer au rétablissement de la paix et de favoriser la réconciliation dans l'ex-Yougoslavie ». « Si les responsables sont jugés dans quinze ans, ce sera autant de temps que le Tribunal aura perdu

dans sa mission de réconciliation », explique Stéphane Bourgon. Inacceptable donc.

Concrètement, le but de ces réformes est donc de multiplier par deux la capacité de jugement du TPIY afin qu'en 2008 tous les inculpés aient été jugés. Une date idéale qui dépend de bien des facteurs, comme le rythme des arrestations et des transferts des inculpés devant la justice internationale.

### RACCOURCIR LES PROCÈS

Entre autres solutions, le juge Jorda a retenu et défendu avec succès auprès de l'ONU la création de trois nouvelles chambres. Mais sachant les contraintes budgétaires, le juge français a sorti une astuce de sa poche : le recours à des magistrats dits *ad litem*. Le principe est de piocher dans un réservoir de 27 juges, qui devraient être prochainement élus par l'assemblée générale des Nations unies. Ces juges seront des sortes d'« intermittents de la justice internationale » appelés pour juger une affaire aux côtés des permanents. Avantages : « plus de flexibilité pour un faible coût additionnel », explique Stéphane Bour-

gon. Les juges *ad litem* et le recours à des magistrats hors-cadre chargés d'accélérer la préparation des dossiers avant procès (leur « mise en état ») devraient permettre au TPIY de mener six procès en parallèle (contre trois actuellement) dès le second semestre de cette année.

A cette augmentation des ressources humaines est associée une adaptation des procédures devant permettre de raccourcir la durée des procès. Afin de ne plus revivre le cas de Tihomir Blaskic, dont le procès aura duré pas moins de deux ans et sept mois entre le premier jour d'audience et le prononcé du jugement (quarante-cinq ans de prison). « Des dizaines de témoins ont défilé à la barre uniquement pour confirmer que le village d'Ahmici [lieu du massacre imputé à Tihomir Blaskic] avait bien été brûlé. Ce que personne ne contestait », se rappelle Stéphane Bourgon. Les réformes permettront dorénavant de supprimer les témoignages inutiles ou répétitifs et de réduire les recours superflus uniquement destinés à ralentir la procédure.

C. Ct.

# Timides mesures israéliennes et palestiniennes pour tenter de renouer le dialogue politique

Les violences n'ont cependant pas cessé et la méfiance reste grande du côté des colons comme du Fatah

Israéliens et Palestiniens ont officiellement adopté de timides mesures de désescalade pour tenter de reprendre les négociations politiques. Des

incidents violents ont toutefois encore eu lieu dimanche 29 avril, qui sont de nature à courcir-citer les efforts officiels destinés à calmer le

jeu. Le chef de la diplomatie israélienne s'est rendu à Washington pour mettre les Etats-Unis à contribution.

## JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'exercice est toujours le même : comment reprendre des négociations que des préalables hautement proclamés et toujours non satisfaits interdisent en principe de renouer ? Depuis plusieurs semaines, Palestiniens et Israéliens, méfiance à fleur de peau et rancœur au ventre, multiplient efforts et déplacements pour trouver une solution à ce problème. Dimanche 29 avril, le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès, s'est envolé vers les Etats-Unis pour demander la contribution de l'administration américaine à l'opération. Quelques heures plus tôt, il était au Caire et à Amman. Le moindre incident est susceptible de rendre ces efforts vains.

Les incidents violents n'ont d'ailleurs pas manqué durant les dernières quarante-huit heures. Dimanche, une bombe dissimulée dans une poubelle du centre de Netanya, et repérée à temps par une passante, a explosé sans faire de victimes ; dans la même journée, des Palestiniens ont plusieurs fois tiré au fusil sur plusieurs colonies de Cisjordanie et au mortier sur celle de Kfar Darom, dans la bande de Gaza, provoquant une riposte israélienne au canon de chars contre un poste de police.

Pendant plusieurs heures, des tirs nourris ont opposé des tireurs palestiniens à leurs adversaires israéliens dans la bande de Gaza ; et pour la première fois, des Palestiniens se sont infiltrés dans une colonie de Cisjordanie, Shaarei Tikva, pour y déposer une bombe « enrichie » de clous et de morceaux de métal. La bombe a endommagé deux maisons sans fai-

re de victimes. Mais c'est non loin d'une autre implantation de Cisjordanie, Shaarei Shomron, où une voiture piégée a explosé près d'un car scolaire, que l'on est passé à deux doigts du désastre. Le blindage du véhicule, mesure désormais générale dans tous les territoires occupés, a protégé les enfants dont aucun n'a été blessé. La perpétuation d'une situation de violence que chaque partie attribue à

multiplié les contacts politiques et sécuritaires plus ou moins discrets, pour trouver les moyens de rétablir la confiance.

## TENTATIVE D'ACCORD

Israël, dans un souci proclamé d'atténuer les difficultés économiques dues au bouclage des territoires palestiniens, vient d'augmenter le nombre des travailleurs palestiniens autorisés à se rendre sur son

## Attentat anti-israélien à Oum el Fahm

Un soldat israélien est mort samedi 28 avril, tué par une rafale d'arme automatique, tirée par trois Palestiniens, alors qu'il circulait en civil, accompagné de son amie et de trois autres personnes, non loin de la localité arabe d'Oum el Fahm. D'après l'amie de la victime, une autre voiture, avec trois passagers palestiniens, s'est arrêté à leur hauteur pour demander son chemin. Les Palestiniens ont tiré avant de prendre la fuite.

En octobre 2000, en solidarité avec les Palestiniens des territoires, Oum el Fahm avait été le théâtre de manifestations d'Arabes israéliens violemment réprimés par la police, faisant treize morts. Malgré des mesures prises à la hâte dont la création d'une commission d'enquête qui n'a pas terminé ses travaux, l'amertume des Arabes d'Israël n'est pas retombée. L'attentat d'Oum el Fahm, craignent certains, témoignait d'une radicalisation de la population arabe d'Israël nourrie par la répression des leurs dans les territoires occupés. - (Corresp.)

l'autre demeure au centre des fragiles discussions menées au cours des dernières semaines.

Officiellement, le premier ministre israélien, Ariel Sharon, refuse toute négociation sur le fond tant que les Palestiniens continuent leurs actions militaires. Tout aussi officiellement, les Palestiniens proclament que l'Intifada continuera jusqu'à la victoire et qu'ils ne concéderont rien tant qu'Israël n'aura pas déserré son étai autour des territoires autonomes. Dans la pratique, toutefois, les deux parties ont

territoire - le chiffre ne dépasse cependant pas 10 % des effectifs d'avant l'Intifada -. Les autorités israéliennes ont aussi rouvert à la circulation une route permettant aux voitures de la police palestinienne, « pour le besoin de leur mission », d'aller du nord au sud de la bande de Gaza habituellement coupée en trois parties. L'aéroport de Gaza devrait être prochainement ouvert.

De leur côté les Palestiniens annoncent avoir arrêté Abdel Aziz El Rantisi, l'un des porte-parole de

l'organisation Hamas qui proclame sa volonté de multiplier les attentats suicides en Israël. Le président Arafat qui, à plusieurs reprises ces derniers jours, mais pas toujours avec succès, a ordonné l'arrêt des tirs de mortier, aurait aussi fait dissoudre, dimanche, les Comités de résistance populaire (Tanzim).

C'est dans ce contexte que, dimanche, au Caire, Shimon Pérès et le président Hosni Mubarak ont cru pouvoir annoncer qu'un accord était intervenu pour un cessez-le-feu d'un mois, à l'issue duquel les négociations sur le fond pourraient reprendre. Peu après, la nouvelle était démentie, le principe d'un tel cessez-le-feu ayant, disait-on, seulement été discuté.

Ces discordances sont au diapason des difficultés politiques que rencontre chacune des parties à faire accepter par les siens quelques mesures d'apaisement. En Israël, la droite met en garde contre toute concession et les colons ont manifesté, dimanche, pour protester contre le laxisme gouvernemental. Le même jour, la police a découvert un stock d'explosifs dans le quartier juif d'Hébron. Dans les territoires autonomes, la méfiance de certains cercles du Fatah n'est pas moins grande. Dimanche, un tract du Fatah était distribué dans la bande de Gaza appelant à continuer la lutte et revendiquant les dernières attaques au mortier. Dans une menace non voilée, le tract signalait que la ville israélienne d'Ashkelon était à portée des mortiers palestiniens.

Georges Marion

► www.lemonde.fr/israel-palestiniens

# Le président indonésien menacé d'une deuxième motion de censure

Les manifestations se multiplient

## DJAKARTA

de notre envoyé spécial

Après des semaines de tension croissante, l'atmosphère s'est quelque peu relâchée dans la capitale indonésienne, Djakarta, alors que l'Assemblée nationale (DPR) s'appropriait, lundi 30 avril, à censurer une deuxième fois le président Abdurrahman Wahid. Dans un pays où chaque clan politique ou religieux dispose de milices, les principaux acteurs de la scène publique semblent avoir reculé, au moins pour un temps, devant la menace très réelle de violentes confrontations. Toutefois, lundi en fin de matinée, plus d'une dizaine de milliers de jeunes partisans du chef de l'Etat, bien organisés et encadrés, se dirigeaient en un long cortège vers le siège du Parlement.

Le changement de ton s'est amorcé vendredi soir avec une allocution pondérée du président Wahid que l'uléma, en raison d'une cécité virtuelle, a fait lire à la télévision par l'un de ses collaborateurs. Assiégé par des députés qui l'ont déjà censuré une première fois, le 1<sup>er</sup> février, par 393 voix contre 4, sans véritable appui au sein d'une administration et d'une armée héritées du régime de Suharto, le chef de l'Etat, jugé piètre gestionnaire, a sollicité la « compréhension » et le « pardon » du public « au cas où il aurait commis des fautes ou failli à sa tâche ». Il a toutefois tenu à rappeler que « même si on changeait cent fois de président en l'espace d'une année, personne ne serait capable de remettre sur pied une économie en ruine ».

Au même moment, Hasyim Muzadi, qui a succédé en 1999 à Wahid à la tête de la première association musulmane du pays - Nahdlatul Ulama (N.U.), a réclaté et obtenu la dissolution de groupes paramilitaires « prêts à mourir » pour le président. Dimanche, autre signe de détente, la prière collective organisée par le N.U. à Djakarta n'a rassemblé, autour du président, qu'une vingtaine de milliers de musulmans qui se sont recueillis, parfois les larmes aux yeux, dans un geste de loyauté à l'égard de leur maître.

Le déferlement annoncé sur la capitale de dizaines de milliers de praticiens des arts martiaux, aux pouvoirs magiques, ou de « commandos suicide » n'a pas eu lieu. Dans une très brève intervention, Wahid a demandé aux participants, souvent des paysans javanais, de rentrer chez eux après les prières sans provoquer de désordres, ce qu'ils ont apparemment fait. Auparavant, pour éviter des risques de heurts, des mouvements islamistes hostiles à Wahid ont reporté à mardi leur propre contre-manifestation.

Un règlement de la crise actuelle n'en tient pas moins de la quadrature du cercle. En théorie, une deuxième censure du président par le DPR contraindrait ce dernier à s'expliquer une deuxième fois dans un délai d'un mois sur deux scandales financiers censés avoir élaboussé sa présidence. Si ses explications étaient jugées insuffisantes par l'Assemblée, cette dernière pourrait saisir l'Assemblée consultative du peuple (MPR) d'une procédure en destitution du chef de l'Etat. Collège électoral présidentiel, le MPR est formé par les cinq cents

députés du DPR et deux cents délégués supplémentaires.

Mais, dans un pays déboussolé et aux prises avec l'effondrement de son économie, la pratique est radicalement différente. En marge des organes élus, des mouvements religieux, l'armée et la nomenclature au pouvoir pendant les trente-deux années du règne de Suharto, limogé en 1998 seulement, tirent beaucoup de ficelles. Les provocateurs ne manquent pas. Se comportant comme s'il voulait imposer un régime parlementaire, le Parlement réduit d'autant la marge de manœuvre de l'exécutif.

Dans un tel contexte, la vice-présidente, Megawatts Sukarnoputri, dont la popularité est croissante et dont le parti contrôle près du tiers des sièges du Parlement, se retrouve dans une situation très délicate. Tout en prenant ses distances à l'égard de Wahid, qui ne donne toujours pas l'impression de vouloir se retirer, elle veut éviter que le pays sombre dans le chaos. Souhaitait également l'application d'une procédure constitutionnelle, elle interdit à ses partisans de manifester. Mais de quels pouvoirs et de quelle situation héri-

Jusqu'ici, Abdurrahman Wahid a résisté à toutes les pressions en faveur d'une retraite anticipée

terait-elle si Wahid se retirait de la présidence ? Ou de quelle marge de manœuvre disposerait-elle si jamais Wahid acceptait de lui déléguer vraiment la responsabilité d'administrer l'Indonésie ?

Les députés devraient, toutefois, voter une deuxième censure du président, ne serait-ce, dit-on ici, que pour ne pas se dédire et maintenir la pression sur un homme dont ils jugent la gestion erratique et qui leur échappe, depuis son élection en octobre 1999, tout en ne contrôlant que 10 % des sièges du Parlement. Mais ils semblent moins sûrs d'eux-mêmes, non seulement en raison du risque de violences mais aussi parce que, entre soupçonner un chef d'Etat de pratiques douteuses et l'accuser de viol de son serment, l'absence de preuves représente un grand fossé. Enfin, la part de bluff dans la vie politique indonésienne constitue une autre inconnue.

Jusqu'ici, le président Wahid a résisté à toutes les pressions en faveur d'une retraite anticipée, y compris, dit-on, celle de deux de ses frères. Le week-end dernier, il a changé de ton sans pour autant baisser sa garde. Dans un pays où rien n'est spontané, à commencer par les manifestations, la partie continue, avec une part d'opacité trop importante pour qu'on en imagine la direction. On prête même à Wahid la réflexion suivante : « S'il est difficile d'avancer, il est encore plus de reculer, sans parler de s'arrêter. »

Jean-Claude Pomonti

# « L'Union européenne doit avoir un vrai rôle politique » au Proche-Orient, estime Hubert Védrine à l'issue de sa visite en Syrie

## DAMAS

de notre envoyée spéciale

La Syrie n'est absolument plus disposée - si tant est qu'elle l'ait été un jour - à accepter un discours qui établit une symétrie entre Arabes et Israéliens et exige autant des uns que des autres. Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, a pu le constater lors de sa visite, vendredi 27 et samedi 28 avril à Damas. « Demander [aux parties concernées] de faire preuve d'un grand sens des responsabilités ou [les] appeler à la retenue est quelquefois injuste », a déclaré le ministre syrien des affaires étrangères, Farouk El Chareh.

« Lorsque Israël frappe, il ne fait pas preuve de retenue. Il ne faut donc pas adresser le même appel aux deux parties, a-t-il enchaîné, lors d'une conférence de presse conjointe à la fin de la visite. L'effet d'un tel appel [à la retenue] pourrait être exactement contraire à celui escompté ; je ne critique personne, mais il faut savoir que tout citoyen syrien et arabe ne peut comprendre que [la communauté internationale] réagisse mollement à l'agression israélienne. Il y voit une forme de provocation » et exige précisément, en retour, de ses gouvernants de « ne pas faire preuve de retenue ».

Le chef de la diplomatie syrienne a également refusé qu'Israéliens et Palestiniens soient traités sur un pied d'égalité. « Israël seul, a-t-il dit, est à l'origine de la violence, et les Palestiniens ne font que réagir. Je ne tente pas, ici, de prendre partie pour les Palestiniens, mais c'est la réalité des faits. » Et d'ajouter, comme pour être mieux entendu : « Personnellement, j'aurais souhaité que les Palestiniens puissent répondre à la violence israélienne par une violence égale. »

Ces propos avaient au moins le mérite de la clarté. Plus énigmatique fut en revanche la réponse de M. El Chareh à une question relative aux intentions de la Syrie après le raid aérien

israélien du 16 avril contre l'une de ses positions militaires au Liban. « La Syrie se réserve le droit de répondre au moment opportun, conformément à deux principes, a-t-il dit : d'une part, sa riposte ne violera aucune législation internationale ni particulière ; d'autre part, c'est Damas, et personne d'autre, qui choisira le moment de cette riposte. » Comprenez qui pourra.

Tout cela n'a pas empêché M. Védrine d'estimer que toutes les parties concernées doivent faire preuve d'un « sens des responsabilités », cette expression ne voulant « pas dire, a-t-il souligné, que tout le monde partage la même responsabilité », ni que toutes les parties sont mises « sur le même plan », mais qu'elles ont, chacune à leur niveau, un devoir à assumer. « On ne peut pas demander la même chose aux uns et aux autres, parce qu'ils ne sont pas dans la même situation », a précisé le ministre. Lorsqu'il s'agit de lever le bouclage des territoires palestiniens ou d'arrêter la colonisation, la requête s'adresse à Israël. En revanche, l'appel à l'arrêt des violences concerne aussi, selon lui, les Palestiniens.

## COURTOISIE ET FERMETÉ

Cet échange semblait prolonger publiquement les points de vue exprimés entre quatre murs par M. Védrine et ses hôtes, en particulier le président Bachar El Assad qu'il a rencontré pour la première fois, et dont la courtoisie et l'amabilité n'ont d'égal que la fermeté du discours politique, dit un diplomate. La délicatesse des relations israélo-palestiniennes semble avoir plus que jamais conforté la Syrie dans l'idée qu'elle a eu raison de tenir ferme face à Israël et de refuser, sans en payer le prix au plan intérieur, de conclure un accord de paix bâclé avec l'Etat juif.

Le chef de la diplomatie française a souligné quant à lui « l'importance » et l'« utilité » des échanges de vues qu'il a eus tant à Beyrouth qu'à Damas et qui l'ont « renforcé dans l'idée

que les Européens doivent avoir un rôle intense » pour contribuer au retour au calme. M. Védrine, qui avait été précédé dans la région par ses homologues espagnol et belge, entend faire avec eux le point. Javier Solana, « M. PESK » (Politique étrangère et de sécurité commune), doit à son tour, au nom des Quinze, effectuer prochainement une tournée qui lui permettra de rencontrer le premier ministre israélien, le président palestinien ainsi que le président égyptien et le roi Abdallah II de Jordanie.

## UNE APPROCHE « DIFFÉRENTE »

« L'Union européenne ne doit pas simplement rappeler les grands principes, malgré leur importance, ou distribuer des aides, même si elles sont également importantes. Elle doit avoir un vrai rôle politique avec tout ce que cela comporte », a estimé M. Védrine. A son avis, l'Union a déjà fait des « progrès considérables » en la matière « par rapport à il y a dix ans ». « Cela ne répond pas encore à nos ambitions ni à l'urgence compte tenu de la situation : nous allons donc intensifier nos efforts », a-t-il souligné tout en écartant toute « concurrence stérile avec les Etats-Unis », au profit d'une « approche européenne différente » et néanmoins « complémentaire » de celle de Washington.

La France, à la demande de ses quatorze partenaires, indique-t-on de source diplomatique française, a couché sur le papier quelques idées à ce sujet qui doivent servir de plate-forme de travail. On estime de même source que les choses évoluent au sein de l'UE, dont certains membres, l'Allemagne, les Pays-Bas - mais aussi dans une certaine mesure la Grande-Bretagne - opposaient jusqu'à maintenant, et chacun pour ses raisons, d'une très grande résistance à s'engager, fut-ce verbalement, dans la moindre démarche politique au Proche-Orient.

Mouna Naïm

Attention 1<sup>er</sup> décan,  
Jupiter et Saturne rencontrent Uranus...  
Avec tous ces astres, prenez garde  
de ne pas dormir à la belle étoile.

RÉSERVEZ VOTRE CHAMBRE  
EN TEMPS RÉEL.

ACCORhotels.com

Réserver un hôtel n'aura jamais été aussi facile.

Sofitel - Novotel - Mercure - Suitehotel - Ibis - Etap Hotel - Formule 1 - Motel 6 - Red Roof

ACCOR

**EXTRÊME GAUCHE** La « gauche de la gauche » s'organise. A un an de l'élection présidentielle, la Ligue communiste révolutionnaire menace de ne pas donner de consi-

gne de vote au second tour en faveur du candidat de gauche. Elle recherche un accord avec Lutte ouvrière, dont c'est la stratégie depuis 1988. Pour tenter de revitali-

ser sa majorité, Lionel Jospin rencontre ses partenaires de la gauche plurielle d'ici au mois de juin. ● ALAIN KRIVINE déclare au Monde que « les voix de l'électorat

populaire se méritent, elles ne se marchendent pas ». ● LUTTE OUVRIÈRE est parvenue, ces dernières années, à saisir avant d'autres partis les inquiétudes d'une partie

de l'électorat populaire et à s'en faire l'écho. ● LA GAUCHE RADICALE veut contribuer au débat d'idée. Des proches de la LCR ont lancé une revue, intitulée *ContreTemps*.

## La « gauche rouge » tente de s'organiser pour peser sur Lionel Jospin

La Ligue communiste révolutionnaire décidera, les 23 et 24 juin, si, comme Lutte ouvrière, elle n'appelle plus ses électeurs à se reporter sur le candidat de gauche au second tour des élections. Alain Krivine explique, dans un entretien au « Monde », les raisons d'un possible changement de stratégie

**TOCSIN** à gauche ! En cette semaine de 1<sup>er</sup> mai, sur fond de plans de licenciements, Lionel Jospin commence à rencontrer, séparément, les leaders de la gauche plurielle. Puis il verra les représentants des groupes parlementaires. Enfin, il devrait réunir, fin mai, ces chefs de parti, avant le sommet de la gauche plurielle, prévu début juin. La « gauche plurielle », cette belle mécanique qui avait permis de gagner en 1997, se trouve bien enrayée à un an des élections présidentielles et législatives de 2002. Et, pour la première fois, sérieusement menacée par une gauche « rouge » qui inquiète le PS et Matignon.

M. Jospin l'a dit et répété, il n'a pas d'autre stratégie pour gagner l'an prochain. Tous ensemble ou pas du tout. Mais, après quatre ans de pouvoir qui ont bouleversé les équilibres, l'alchimie n'opère plus aussi bien. Avec un Parti communiste en déshérence dont les électeurs excitent les convoitises et des Verts aussi exigeants que leurs résultats électoraux le leur permettent, le premier ministre a fort à faire. Sans oublier le petit Mouvement des citoyens, libéré des contraintes gouvernementales, qui se prend à rêver d'alternative à la gauche plurielle dans un pôle républicain encore virtuel. A gauche tou-

te, ne cessent de réclamer ces partenaires inquiets. Le souci, pour M. Jospin et son équipe gouvernementale, d'une extrême gauche mise en appétit par le climat social et par sa progression électorale, le plus souvent aux dépens du PCF (*Le Monde* du 16 mars), est réel : alors que Lutte ouvrière (LO), l'organisation d'Arlette Laguiller, n'appelle plus depuis 1988 à voter pour la gauche au second tour, voilà que la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et son porte-parole, Alain Krivine, menacent d'en faire autant en 2002.

Le tir de barrage n'a pas tardé contre LO, François Hollande se chargeant, début avril, de tirer les premières salves : « La gauche plurielle doit mener un combat très dur contre le vote extrémiste qui n'est plus de gauche, et notamment Arlette Laguiller, qui fait perdre la gauche », avait déclaré le premier secrétaire du PS (*Le Monde* daté 8-9 avril). Aujourd'hui, même s'il assure ne pas trop s'inquiéter de ce qu'il qualifie de « gauchisme », il ne cache pas sa colère envers les deux organisations : « Avant, ces formations voulaient obliger la gauche à faire plus ; aujourd'hui, elles veulent l'obliger à partir pour qu'on ait la droite », déclare-t-il au Monde.



Plus les avertissements de M. Hollande se font vifs, plus les dirigeants de l'extrême gauche se défendent. « La gauche, comme la droite, mène une politique en faveur du patronat (...). C'est cette politique qui fait perdre des voix à la gauche, pas notre existence ! », confie Arlette Laguiller dans un entretien à *France-Soir*, le 27 avril. Alain Kri-

vine reprend peu ou prou les mêmes arguments (*lire ci-dessous*). Si l'électorat populaire boude la gauche gouvernementale en s'abstenant au second tour, elle n'a qu'à s'en prendre à elle-même, expliquent-ils en substance. A qui la faute si les classes défavorisées se détournent pour partie du PCF, demandent-ils ?

Alain Krivine, porte-parole de la LCR

« Les voix de l'électorat populaire se méritent, elles ne se marchendent pas »

« Après les bons résultats de l'extrême gauche aux élections municipales, vous avez proposé à Lutte ouvrière de mener une campagne commune lors des élections législatives et présidentielles. Que ferez-vous en cas de refus ?

— Nous sommes partis du constat qu'il y avait un espace grandissant pour l'extrême gauche à chaque élection. Cette fois, il atteint de telles proportions qu'il interpelle particulièrement la gauche gouvernementale, et c'est tant mieux. Cette poussée électorale est liée à l'offensive patronale et au fait qu'Elisabeth Guigou ne propose que quelques piqûres anesthésiantes contre les opérations chirurgicales du Medef. La Ligue et LO ne participent pas au gouvernement et ont donc une responsabilité particulière pour répondre aux revendications de ceux qui ne se reconnaissent pas dans la politique menée par la gauche. Une plateforme commune est tout à fait possible. Si, malheureusement, l'accord avec LO n'était pas conclu, nous serions amenés à avoir nos propres candidats aux législatives dans toutes les circonscriptions et notre propre candidat à l'élection présidentielle. Mais une telle division serait irresponsable.

— N'est-il pas commode de vous accrocher à la locomotive Arlette Laguiller, qui se présentera pour la cinquième fois à l'élection présidentielle de 2002, créditée de 8 % des voix ?

— Tout le monde reconnaît, et on ne peut que s'en féliciter, le grand écho d'Arlette Laguiller dans l'opinion, dépassant largement l'audience de Lutte ouvrière. Maintenant, comme les municipales



ALAIN KRIVINE

l'ont montré, les scores de la LCR progressent eux aussi, ce qui rend encore plus crédible un rassemblement d'extrême gauche. Il est d'autant plus avec une candidate qui pourrait faire 8 % des voix.

— Les électeurs d'extrême gauche ne se sont pas reportés automatiquement sur la gauche plurielle au second tour, comme vous le leur demandiez généralement. Vous envisagez donc de ne pas donner de consigne de vote en 2002. N'est-ce pas une façon de courir après LO ?

— Le problème n'est ni LO ni la LCR, mais la façon dont évoluent les rapports entre ce gouvernement et son électorat populaire. Les électeurs ont fait l'expérience de la gauche gouvernementale depuis 1997, et un courant minoritaire mais significatif ne veut plus lui donner ses voix. La question que nous trancherons lors de notre conférence de juin, c'est de savoir ce qui est le plus efficace pour imposer une rupture avec la politique du patronat et les diktats des actionnaires. Aujourd'hui, on constate que le gouvernement a l'air plus angoissé par les consignes de vote de l'extrême gauche que par les offensives du Medef. Par ailleurs, nous n'avons aucune leçon à recevoir dans le combat contre la droite. Ce serait un peu culotté de la part d'un gouvernement qui a davantage privaté que sous Juppé et Balladur. Si la gauche a perdu les élections municipales, c'est de sa faute, pas de la nôtre. Les voix de l'électorat populaire se méritent, elles ne se marchendent pas.

— Certains, à la LCR, ne sont pas d'accord avec cette alliance privilégiée avec LO...  
— L'expérience des européennes a montré que l'extrême gauche a acquis aujourd'hui une force élec-

torale jamais atteinte. Et cela a renforcé la politique de la LCR, qui poursuit l'idée de la création d'une nouvelle force anticapitaliste beaucoup plus large.

— Robert Hue vous a écrit pour engager une manifestation unitaire. Que lui répondez-vous ?

— Nous avons toujours répondu favorablement aux initiatives qui favorisent les mobilisations du mouvement social. Mais nous ne sommes pas dupes de la tentative de récupération politique du PC. Nous souhaitons que les salariés prennent eux-mêmes l'initiative, comme cela se dessine. Nous proposons à Robert Hue un débat public sur le bilan du communisme et ses perspectives, sur les mobilisations sociales et sur l'action du gouvernement.

— Les Verts aussi vous ont fait un appel du pied, par la voix de Dominique Voynet...

— C'est le résultat de notre percée électorale. Jospin redécouvre le prolétariat et Dominique Voynet l'extrême gauche. Mais la réponse est claire, c'est non ! Nous ne servirions pas de caution de gauche aux Verts et au PCF dans la poursuite de leur participation gouvernementale. »

Propos recueillis par Béatrice Gurrey

## Arlette, « capteuse » rouge des angoisses populaires

C'ÉTAIT à la dernière fête de Lutte ouvrière, en juin 2000, au château de Presles (Val-d'Oise). Des milliers de parents et d'enfants ravis de plonger pour moins de 10 francs nez et moustaches dans la barbe à papa et les fraises à la chantilly écoutent Perret ou Vassiliu. « Arlette » entonne son traditionnel discours du dimanche : sur les stands, les arcs suspendent leurs tirs et les pêcheurs de trésors leur ligne. La porte-parole de LO évoque, au premier rang des soucis de ce week-end de Pentecôte, le « prix de l'essence ». Personne, alors, parmi les responsables politiques, n'a évoqué cette hausse. A quelques journalistes qui l'interrogent sur ce singulier combat, M<sup>me</sup> Laguiller sourit aimablement : « Je suis flattée de vous étonner. »

Tout le savoir-faire de LO est là. Dans ces mots d'ordre qui font mouche. Dans cette organisation impeccable qui règle l'emploi du temps du militant-coureur de frites, avant la fête, celui du « copain » chargé de repasser le drapeau rouge, avant les meetings, ou celui du colleur d'affiches, avant les élections. Dans ce gentil et humble sourire, inoxydable. Arlette Laguiller est devenue le sympathique produit d'appel d'une organisation aussi incroyablement pyramidale qu'étroitement ouvrière. « Une sainte laïque », avait lancé le Vert Jean-Luc Bennaïm.

Si les mots tombent si juste, c'est que, chaque semaine, les militants de LO sont contents, dans leurs « feuilles de boîte », ce dont parle la « classe ouvrière ». Recto-verso, ces tracts d'usine valent mieux que tous les sondages qualitatifs. La gauche plurielle s'amuse, condescendante, avant les élections européennes, en 1999, des slogans qui signaient les affiches de la liste d'extrême gauche. L'« interdiction des licenciements » de LO est pourtant devenue, deux ans plus tard, le nouveau cri de ralliement de Robert Hue, tandis que Lionel Jospin, secouru par les scores de la gauche rouge aux élections municipales et l'émotion créée par plusieurs plans de licenciements, demandait d'en « renchérir les coûts ».

Habitée des plateaux de TF1 et des magazines populaires, « Arlette » ne s'est jamais plainte que les Guignols de Canal + — une télé pour jeunes cadres qui

ne votent pas — lui aient taillé une marionnette. Au contraire. Depuis les 5,3 % des voix réunis, en 1995, à l'élection présidentielle, le trotskisme est devenu, derrière son prénom et sa figure, une exception politique bien française. La même année, la porte-parole de LO est élue conseillère municipale aux Lilas, puis conseillère régionale d'Ile-de-France, avant d'entrer, en 1999, au Parlement européen.

### LA CLASSE OUVRIÈRE EXISTE

En mars 2001, l'organisation réalise son meilleur score depuis le scrutin municipal de 1977. Les candidats LO sont pourtant aussi mal connus des quartiers qu'ils sont bien implantés dans les usines. Pour les déçus de la gauche plurielle, l'étiquette a suffi. « Beaucoup de gens souriaient quand je disais "travailleurs, travailleuses". Même les sociologues, aujourd'hui, reconnaissent que la classe ouvrière existe », confie-t-elle à *France-Soir*, le 27 avril. Un argumentaire implacable, rodé lors d'une réunion hebdomadaire de la direction nationale de LO, après le succès des élections municipales.

Car « Arlette » est aussi, derrière un mystérieux « gourou » nommé Hardy, une des dirigeantes de LO, avec François Duburg, Jean-Pierre Vial, ou encore « Kaldy ». Ensemble, ils rêvent de reconstruire un vrai parti « communiste » et ménagent donc les militants du PCF, quand Alain Krivine traite son secrétaire national de tous les noms d'oiseaux. Ensemble, les dirigeants de LO conviennent qu'il faut se rendre à Calais, derrière M. Hue, soutenir les « LU », mais en « entourant » fraternellement, dans les cars, les militants communistes (*Le Monde* du 24 avril). Bientôt enfin, « Arlette » et ses amis devraient répondre aux négociateurs de la LCR qui quémandent un nouveau « pacs » pour 2002 lors d'une ultime rencontre dans un des nombreux locaux clandestins que LO possède à Paris. Oui, comme aux européennes, ou non, comme aux dernières municipales : la décision sera prise dans le seul « intérêt des travailleurs », expliquera-t-elle, avec le même sourire.

Ariane Chemin

## La gauche radicale cherche à renouveler le débat d'idées

LES DÉBATS de l'extrême gauche ont longtemps été marqués par la confidentialité. Incontestablement, les choses changent. Un certain nombre de membres et de sympathisants de la LCR viennent ainsi de lancer, sous la direction du philosophe Daniel Bensaïd, une nouvelle revue intitulée *ContreTemps* (Textuel, 120 F, trois numéros par an). Elle s'ouvre sur un dossier consacré au « retour de la critique sociale : Marx et les nouvelles sociologies ». Avec d'autres publications récentes, comme *Mouvements* ou *Multitude*, avec les forums antimondialisation et les



### BIBLIOGRAPHIE

projets de contre-expertises menés par l'association Attac, les « courants de radicalité critique », toutes obédiences confondues, se sont montrés fort dynamiques ces dernières années, en matière de création d'espaces de discussions intellectuelles, face à une gauche traditionnelle qu'ils estiment engoncée dans sa gestion, mais aussi face aux Verts, longtemps considérés pourtant comme un foyer d'inventivité politique. Des Verts dont Philippe Corcuff, adhérent de la LCR, affirme dans *ContreTemps* qu'« ils sont aujourd'hui dotés d'une image "ouverte", sans avoir eu besoin de faire des efforts significatifs d'élaboration et de renouvellement intellectuels ».

allant bien au-delà de la simple révérence aux œuvres traditionnellement considérées comme les fondements du marxisme-léninisme — la philosophie de Hegel par exemple. A côté de noms attendus comme celui de l'historien britannique Eric Hobsbawm, le « retour à Marx » s'accompagne désormais de l'introduction dans la discussion de celui de Max Weber — lui-même fort hostile au marxisme — ou de l'historien François Furet, auteur du *Passé d'une illusion*.

connaissance et pousserait à l'« ethnicisation » de l'analyse des problèmes sociaux. Le sociologue du travail Bernard Lahire s'emporte, pour sa part, contre les abus du « constructivisme », qui confond l'idée féconde de la « construction sociale de la réalité » avec un décrochage avec cette réalité sociale elle-même.

### EN RUPTURE D'HÉRITAGE

La plupart des contributions de *ContreTemps* entendent réagir contre les abus d'un postmodernisme qui, en renonçant à une explication rationnelle globale du monde, empêcherait le croisement des « savoirs militants » avec la

La rencontre entre militants et sociologues critiques sera-t-elle à même de renouveler en profondeur la pensée de la gauche radicale ? Elle produit en tout cas de surprenants hybrides, comme ce projet d'une « social-démocratie libertaire » défendu par M. Corcuff dans le sein d'une organisation trotskiste. Elle témoigne peut-être d'un début d'autocritique avec l'héritage du « gauchisme » d'hier.

Nicolas Weill

**SCIENCES PO**  
► Stages Intensifs  
Stage spécial "bac+1" à Pâques  
Stage spécial "bac+0" en été  
► Classes préparatoires annuelles "pilotes"  
De 35 à 40% d'admis à l'IEP de Paris  
Plus de 70% d'admis aux IEP de Paris et province  
**IPESUP**  
18 rue du Cloître Notre-Dame  
75004 Paris 01 43 25 63 30  
Enseignement supérieur privé www.ipesup.fr

# François Bayrou lance sa campagne présidentielle sur le thème de la « France humaine »

Le président de l'UDF veut être le candidat du renouvellement face à Jacques Chirac et à Lionel Jospin

Le conseil national de l'UDF, réuni samedi 28 avril à Paris, a donné le coup d'envoi de la campagne présidentielle de François Bayrou. Celui-ci

envisage de se mettre « en immersion » sur le terrain. Le candidat centriste a promis à ses troupes qu'il aurait « de l'audace et du coura-

ge ». La présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie, a pris acte, dimanche, de cette candidature en insistant sur la nécessaire union au second tour.

« LE JOUR, l'heure et le cadre télévisé où je devrais dire "voilà, je suis candidat" n'est pas arrêté, mais, à tous ceux qui en doutent encore, je dis simplement : "écoutez bien mon discours de tout à l'heure" », confiait François Bayrou, samedi 28 avril, en marge du conseil national de l'UDF, qui a réuni quelque deux mille participants dans un grand hôtel parisien. Dans la conclusion de son discours, le président de l'UDF s'est, en effet, engagé en ces termes : « Pendant 365 jours, l'année du nouveau, nous allons dessiner ce pays, dessiner la maison, définir la "France humaine". Pendant 365 jours, il nous faudra de l'audace et du courage. Je vous le promets : nous aurons cette audace et j'aurai ce courage. Je porterai ce projet, pour que la France tourne la page. »

Les centristes ont donc désormais un candidat, lequel doit, dès cette semaine, se mettre en « immersion » sur le terrain, si possible sans journaliste. Ils ont aussi un projet : « la France humaine ».

Et le candidat - c'est devenu manifeste - a déjà une équipe de campagne.

Contraints ou véritablement séduits par l'entreprise, la plupart des membres de l'état-major UDF s'étaient mis au vert, à la mi-avril, pour préparer ce premier rendez-vous. La date du 28 avril 2001 n'a pas été choisie au hasard, en effet. Le 28 avril 2002 tombera un dimanche et, selon toute vraisemblance, ce pourrait être le jour du premier tour de l'élection présidentielle.

## « DESSINE-NOUS UN PRÉSIDENT »

Aussi, les encouragements n'ont pas manqué. « François, dessine-nous la France ! François, dessine-nous un président ! », a lancé Jean Arthuis, président du groupe de l'Union centriste du Sénat. « Tu dois être l'homme qui redonne le pouvoir aux Français », a proposé Charles de Courson, député de la Marne, à ce même « François ». « Ça sent la colle, ça sent la campagne », s'est réjoui Thierry Cornillet, l'ancien président du Parti radical.

« Dans un an, je serai porte-parole de l'Elysée », a annoncé l'actuel porte-parole de l'UDF, Jean-Louis Borloo.

Sur l'air d'une vieille chanson d'Ouvrard - « J'ai la rate qui s'dilate » -, le député du Loir-et-Cher, Maurice Leroy, s'est posé en future vedette américaine des meetings de campagne, en brocardant les ennuis actuels de Lionel Jospin : « Ah, mon dieu, que c'est emmerdant d'être au gouvernement ! » Plus sérieusement, M. Leroy a demandé de mettre en pratique « les discours sur l'union tenus à la tribune ». Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, venait de quitter la réunion pour se rendre à un match de rugby opposant Toulouse à Montferrand - au demeurant perdu par Toulouse. Totalemment isolé devant ce conseil national, le député de Haute-Garonne avait auparavant célébré les succès de l'UDF aux élections municipales pour insister sur la préparation des législatives car, a-t-il dit, « il n'y

aura pas d'alternance politique, quel que soit le président de la République en 2002, si une majorité parlementaire incarnant nos valeurs (...) n'est pas élue en juin ».

L'avertissement lancé aux chiraquiens de l'UDF a été plus net encore dans la bouche d'Hervé de Charette. Après « sept années de confusion politique », a affirmé le président délégué du mouvement, « il ne faut pas que l'élection présidentielle se passe entre la vieille droite, la droite fatiguée, et la gauche ringarde et fourbue ». Surtout, M. de Charette a estimé qu'il n'est « pas possible qu'il y ait plusieurs écuries présidentielles au sein de l'UDF ».

Dans un pareil environnement, M. Bayrou ne pouvait que lâcher la bride. Le projet de « France humaine » est encore flou, notamment sur le plan économique. Assuré de bénéficier du socle européen de l'électorat, M. Bayrou a cependant commencé à jeter des passerelles bien au-delà de cette fraction de l'opinion. C'est ainsi qu'il convient d'apprécier sa proposition d'instaurer « un service civil et humanitaire de six mois, s'adressant à tous les jeunes Français, garçons et filles, au moment où ils deviennent adultes devant la loi, autour de l'âge de dix-huit ans ». Pour autant, le président de l'UDF ne veut pas apparaître comme le candidat anti-Chirac. « Si c'est Chirac-Jospin, je vote Chirac », a-t-il confirmé, dimanche 29 avril, sur RMC, en évoquant la perspective du deuxième tour de l'élection présidentielle. Mais l'ironie reste mordante. M. Bayrou répète à l'envi ce mot qui court les couloirs du Parlement européen : « Il est aussi absurde de poursuivre Milosevic pour corruption que Chirac pour crime contre l'humanité... »

Au lendemain du conseil national de l'UDF, la présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie, lors du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI » (lire page 15), a pris acte de ce début de campagne, en estimant que « la seule chose importante, c'est de tout faire pour qu'au deuxième tour, on puisse se retrouver sans difficultés ».

Jean-Louis Saux

# Laurent Fabius demande un coup d'arrêt à la fiscalité écologique

Il a écrit une lettre argumentée à M. Jospin

ON SAVAIT le ministère des finances en général, et Laurent Fabius en particulier, hostiles à la fiscalité écologique défendue par les Verts. On en a désormais une trace écrite : le ministre de l'économie et des finances ainsi que deux de ses secrétaires d'Etat, Florence Parly (budget) et Christian Pierret (industrie), ont adressé à Lionel Jospin, fin mars, une lettre dans laquelle ils précisent leurs choix « en faveur de la maîtrise de l'énergie et de la lutte contre l'effet de serre ». Dans ce courrier, révélé lundi 30 avril par *La Tribune*, ils invitent le premier ministre à « renoncer à un nouvel instrument fiscal » et à privilégier « un dispositif d'engagement » des entreprises à moins polluer. Bercy lance cette contre-offensive au moment où les Verts, dopés par leurs succès aux municipales, réclament leur « dû », notamment en matière de fiscalité écologique.

Dans sa « lettre à Jospin », M. Fabius plaide pour une relance de la politique de « rattrapage de l'écart de taxation entre le gazole et l'essence », gelée en 2001 en raison de l'envolée des prix pétroliers. Mais il prône surtout la signature de contrats entre l'Etat et les entreprises, qui s'engageraient à réduire leurs émissions, sous peine de « fortes » pénalités financières. M. Fabius souhaite néanmoins introduire une formule souple : les entreprises bénéficieraient d'un système d'« échanges de crédits d'émission » permettant aux plus polluantes de racheter des quotas à des sociétés plus propres. Une formule qui reprend le « permis de polluer » - très controversé - délivré à certains pays dans le cadre du protocole de Kyoto.

Est-ce la mort programmée de la taxe générale sur les activités polluante (TGAP), instaurée en 1999 par le gouvernement pour

financer en partie les 35 heures ? Même si elle a été créée par Dominique Strauss-Kahn, elle n'a jamais eu les faveurs des socialistes, qui n'ont cessé d'en freiner l'extension, au gouvernement comme au Parlement. Depuis son arrivée à Bercy, M. Fabius n'a pas été le moins actif. Puis le Conseil constitutionnel s'en est mêlé en censurant, fin décembre, un article du collectif budgétaire d'automne prévoyant d'étendre l'écotaxe aux consommations intermédiaires d'énergie des entreprises. Motif : ses modalités de calcul auraient conduit à ce qu'une entreprise rejetant moins de gaz carbonique soit plus taxée qu'une entreprise plus polluante, entraînant une rupture d'égalité devant l'impôt. Sa remise en chantier doit « être écartée », prévient M. Fabius.

Une « taxation générale et simple » de la consommation des ménages, des entreprises et des administrations publiques est également écartée. Elle poserait de nouveau le problème de l'égalité devant l'impôt, puisqu'il serait très difficile de déterminer, dans leur consommation, la part de l'électricité d'origine nucléaire ou hydraulique de celle qui est d'origine thermique (plus polluante). Une telle taxe pose, en outre, la question de son « impact sur la compétitivité des entreprises intensives en énergie », qui pourrait être de 1 % à 3 % de la valeur ajoutée dans la plupart d'entre elles. Pire, cela obligerait à taxer des produits énergétiques consommés par les ménages et jusque-là épargnés. « Le cas des carburants serait extrêmement délicat », préviennent les ministres. M. Fabius juge que cette augmentation de la pression fiscale serait en totale contradiction avec sa politique.

Jean-Michel Bezat

## « Le compte à rebours s'ouvre aujourd'hui »

FRANÇOIS BAYROU a exposé, samedi 28 avril, devant le conseil national de l'UDF, la nécessité d'un renouvellement et son projet pour l'élection présidentielle.

« Le compte à rebours de l'année présidentielle s'ouvre aujourd'hui. Et nous voulons que cette année soit l'année du renouveau (...) L'élection présidentielle jouera enfin, pleinement, le rôle-clé que nos institutions lui ont assigné. Nous avons joué un grand rôle dans cette clarification. Sans nous, le calendrier serait resté ce que la décision hasardeuse de la dissolution en avait fait : un calendrier "dingo" (...) Grâce à ce rétablissement de calendrier, les Français vont avoir le choix. Soit reprendre l'une des deux voies traditionnelles, des deux méthodes, les mêmes depuis vingt ans, toujours essayées et successivement toujours rejetées, soit choisir la voie nouvelle que nous leur offrirons. Dans tous les pays qui nous entourent, le renouvellement est naturel. Helmut Kohl, battu, a démissionné dans l'heure. John Major, battu, a cédé la place. Le relais se passe, de génération en génération, et c'est profondément sain ! Ainsi va le mouvement de la vie. (...) Rien de tel en France ! C'est interdit. Tout se passe comme

si, par je ne sais quelle malédiction monarchique, les titulaires de ces fonctions étaient inamovibles. Le principe qui l'emporte, c'est le "j'y suis, j'y reste". Ce n'est manquer de respect à personne que de dire qu'il s'agit là de l'une des faiblesses de la France. »

M. Bayrou a par ailleurs baptisé son projet : « Notre maison, la France, que voulons-nous qu'elle soit ? Nous ne voulons pas qu'elle soit une affaire de clans, affrontés les uns aux autres. Le général de Gaulle le disait déjà : "Elle n'est pas de gauche, la France, elle n'est pas de droite" (...) La France, elle parle du cœur. Elle parle de l'esprit. Elle parle de justice. Elle parle d'énergie. Elle parle de liberté. Elle parle de valeurs. Le projet de la France, c'est un projet universel. (...) La maison que nous voulons construire, notre maison, la France, nous voulons qu'elle soit plus humaine. Alors je vous propose de nommer ce projet avec les mots les plus simples : "la France humaine".

Que disons-nous avec « la France humaine » ? Dans un monde inhumain, nous rêvons que la France soit le pays le plus humain. Dans un monde où trop souvent on laisse croire que la seule valeur est financière, nous voulons que la première valeur reconnue, protégée et honorée, soit la valeur humaine. Dans un monde où les pouvoirs sont si souvent aveugles, sourds et lointains, nous voulons que la démocratie soit à échelle humaine. »

## Charles Pasqua devrait conserver son immunité parlementaire plus longtemps que prévu

POUR Charles Pasqua, la perspective de perdre sa qualité de député européen et l'immunité parlementaire qui l'accompagne s'éloigne, et l'entourage de l'ancien ministre entend bien utiliser toutes les voies à sa disposition pour prolonger le plus possible ce mandat. Lundi 30 avril, Nicole Fontaine, présidente du Parlement européen, n'avait toujours pas reçu la lettre que le gouvernement français doit lui envoyer pour l'informer que, conformément à la loi française sur le cumul des mandats, M. Pasqua n'est plus député européen depuis sa réélection à la présidence du

conseil général des Hauts-de-Seine, le 23 mars (*Le Monde* du 25 avril). Sans cette lettre, M<sup>me</sup> Fontaine ne peut enclencher la procédure de radiation de M. Pasqua, et l'ancien ministre, visé directement ou indirectement par deux informations judiciaires dans l'affaire Falcone (*Le Monde* du 21 avril), continue donc de bénéficier de son immunité, qui, si elle permet une mise en examen, interdit tout contrôle judiciaire, garde à vue ou détention provisoire.

Le 22 avril, le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, avait déclaré qu'il pensait qu'une lettre de notification était déjà partie pour Bruxelles.

Le 24 avril, le ministère des affaires étrangères indiquait que celle-ci attendait la signature du ministre, mais qu'elle pourrait arriver avant la session des 2 et 3 mai. A présent, le Quai d'Orsay explique qu'aucun courrier ne sera envoyé tant que les « décisions judiciaires concernant un recours déposé contre l'élection de M. Pasqua à la présidence du conseil général ne seront pas prises ».

### SITUATION DE CUMUL

De fait, les recours en contestation d'élection ont pour effet de repousser le moment où il doit être mis fin à la situation de cumul. Un recours contre l'élection de M. Pasqua à la présidence du conseil général lui permettrait donc de conserver, au moins temporairement, son mandat européen.

Les recours déposés concernent-ils directement l'élection de M. Pasqua ? L'un des recours déposés met en cause l'ensemble des cantonales dans le département des Hauts-de-Seine. Un électeur affirme en effet que M. Pasqua aurait envoyé à tous les électeurs une lettre de soutien à certains candidats sur du papier à en-tête du conseil général, « induisant ainsi les électeurs en erreur

sur une candidature officielle ». M. Zeau demande « l'annulation des élections de tous les conseillers élus en mars et par voie de conséquence l'annulation de l'élection de M. Pasqua à la présidence » du conseil général. Les autres recours visent plus classiquement l'élection de trois conseillers généraux. Le tribunal doit d'abord se prononcer sur la recevabilité des requêtes, puis attendre que la commission des comptes de campagne ait fini son travail, probablement d'ici juin, pour les examiner sur le fond. Il aura ensuite trois mois pour juger.

Une fois la procédure judiciaire terminée, le Quai d'Orsay devra informer la présidente du Parlement européen de la situation de M. Pasqua. Il resterait encore à M<sup>me</sup> Fontaine à déterminer quelle procédure interne au Parlement européen elle choisira pour prendre acte de la fin du mandat parlementaire de M. Pasqua. Celle-ci pourrait être assez longue. Autrement dit, il n'est pas impossible que, à l'automne, M. Pasqua bénéficie toujours de son immunité de député européen.

Christiane Chombeau

# CALVITIE

## Le choix de la compétence.



Photo : P. Ducroire

**Première clinique en France** par le nombre d'interventions esthétiques, la **Clinique du Rond-Point des Champs-Élysées** dispose d'un service spécialisé utilisant toutes les techniques modernes permettant la repousse naturelle de vos cheveux.

**Prix étudiés** et application stricte des règles de sécurité sont nos principes permanents. **Résultat rapide, discret, efficace.**

Conseil gratuit et documentation au  
**01 53 77 26 00**

**Clinique d'esthétique**  
**du Rond-Point des Champs-Élysées**  
AUTORISÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ  
61, avenue Franklin D. Roosevelt 75008 PARIS - [www.crpce.com](http://www.crpce.com)

### INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS

L'atout indispensable pour une carrière internationale

## MBA

SCIENCES PO

- Un programme bilingue intensif sur 9 mois, allié à la tradition culturelle de Sciences Po.
- Un corps professoral de notoriété internationale.
- Un diplôme accrédité AMBA.

Réunion d'information le jeudi 17 mai 2001 à 18h30 dans nos locaux  
Contact : Secrétariat du Pr. Jean-Jacques Rosa

174, Bd Saint-Germain 75006 PARIS - Tél. : 01 45 44 87 43 - Fax : 01 45 44 88 92  
Website : <http://mba.sciences-po.fr> - E-Mail : [mba@sciences-po.fr](mailto:mba@sciences-po.fr)

## Le « Charles-de-Gaulle » déclaré apte au service

LE PORTE-AVIONS nucléaire *Charles-de-Gaulle* sera admis au service actif dans la semaine du 30 avril au 6 mai, a indiqué le chef d'état-major de la marine nationale, l'amiral Jean-Luc Delaunay, dans un entretien avec le quotidien *La Croix* du lundi 30 avril. Cela signifie que, désormais, le *Charles-de-Gaulle* appartiendra à la force d'action navale (FAN) basée à Toulon. Le bâtiment avait été lancé en mai 1994 et, à l'origine, il devait entrer en service en juillet 2000. Il participera, en mai et en juin, à des manœuvres alliées baptisées « Trident d'or », en Méditerranée. « Aujourd'hui », a reconnu l'amiral Delaunay à la suite des informations parues dans *Le Monde* daté des 22 et 23 avril, une des hélices produit un bruit gênant mais secondaire. Le problème sera traité en juillet, lors de l'entretien prévu du navire » au bassin, à Toulon.

## Deux élections cantonales partielles

### ARIÈGE

#### Canton de Lavelanet (second tour).

L., 10 581 ; V., 4 703 ; A., 55,6 % ; E., 4 452.

Pierre Saboy, PS, m. de Saint-Jean-d'Aigues-Vives, 2 578 (57,91 %)... ÉLU André Lannes, CPNT, 1 874 (42,09 %).

[Le candidat socialiste Pierre Saboy conserve à la gauche le siège détenu jusque-là par le sénateur (PS) Jean-Pierre Bel, démissionnaire pour cause de cumul des mandats. Bénéficiant du soutien de la candidate communiste au premier tour, alors que les Verts n'avaient pas donné de consigne de vote, M. Saboy devance largement le candidat de CPNT, l'ancien joueur de rugby André Lannes, qui a toutefois confirmé la percée réalisée par son mouvement en Ariège et gagne plus de 800 voix entre les deux tours.]

### JURA

#### Canton de Moirans-en-Montagne (second tour).

L., 4 000 ; V., 1 946 ; A., 54,10 % ; E., 1 836.

Marie-Christine Dalloz, RPR, maire de Martigna, 1 100 (59,91 %)... ÉLUE Jean-Pierre Vuillemot ; div. g., 736 (49,09 %).

[Marie-Christine Dalloz (RPR) succédera au conseiller général sortant, Jean Burdeyron (DL), qui a démissionné de son mandat pour cause de cumul. La présidente du RPR départementale a été aisément élue au second tour avec 59,91 % des voix devant Jean-Pierre Vuillemot (div. g.).]

### DÉPÊCHES

■ **EMPLOI** : Jean-Marie Messier, président du groupe Vivendi Universal, estime que les mesures sur la formation destinées à encadrer les plans sociaux, présentées par la ministre de l'emploi, Elisabeth Guigou, allaient « dans le bon sens ». « Elles vont coûter de l'argent, mais c'est très sain », reconnaît M. Messier dans un entretien au *Journal du dimanche* du 29 avril. « Tout le monde doit être conscient qu'une entreprise ne peut plus garantir à un salarié un emploi à vie, dans le même métier, sur le même poste, poursuit le patron de Vivendi-Universal. (...) La bonne idée, c'est la priorité absolue à la formation et à la validation des acquis professionnels. »

■ **ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE** : le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, a déclaré, dimanche 29 avril, sur Europe 1, qu'« entre Jacques Chirac et Lionel Jospin il existe un formidable espace de modernité » en vue de l'élection présidentielle de 2002. « Je ne suis pas le candidat d'un parti, je suis le candidat d'un projet, a poursuivi M. Madelin. Dans le projet moderne que je porte depuis longtemps, je crois qu'il y a des centristes, des gaullistes, des libéraux qui peuvent se retrouver. »

**SÉCURITÉ** L'évacuation, le 13 avril, de la population autour du village de Vimy (Pas-de-Calais), n'a pas été ordonnée en vertu d'un simple « principe de précaution », mais

sous la menace imminente d'une catastrophe. ● LE RAPPORT des experts du ministère de l'intérieur, classé « confidentiel défense », évoquait la « dégradation extrême »

des caisses contenant les obus à charge chimique. ● LE RISQUE évalué était celui d'une explosion en chaîne, qui aurait provoqué un nuage toxique comparable à celui qui, à

Bhopal (Inde), avait fait des milliers de morts, en 1984. ● LIONEL JOSPIN a demandé une évaluation de la sécurité des deux autres stocks de munitions chimiques datant des

deux guerres mondiales. ● LES HABITANTS de Vimy, qui ont regagné leurs maisons une semaine plus tard, ignorent toujours les raisons précises de leur évacuation précipitée.

# L'évacuation de Vimy a été ordonnée par crainte d'une catastrophe imminente

C'est parce qu'il savait que les caisses contenant des armes chimiques de la première guerre mondiale présentaient des fissures que le gouvernement a ordonné l'évacuation de la population. Les experts redoutaient une explosion qui aurait formé un nuage de gaz mortel

UN DRAME a sans doute été évité de très peu à Vimy (Pas-de-Calais), à la veille du week-end de Pâques. Entrepasés dans un dépôt de munitions datant de la Première guerre mondiale, les obus à charge chimique dont le risque de détérioration avait provoqué l'évacuation, le 13 avril, de 12 500 personnes (*Le Monde* du 14 avril), étaient en fait dans « un état de dégradation extrême ». Ce constat, dressé par les experts du ministère de l'intérieur (*lire ci-dessous*), mettait en évidence le danger d'une explosion imminente : les caisses spéciales de plastique qui contenaient les 173 tonnes de munitions présentaient des fissures et ne pouvaient résister, selon leur fabricant, au-delà de dix jours. La rupture de ces caisses, empliées sur trois niveaux, aurait pu entraîner une explosion en chaîne et la formation d'un nuage toxique mortel.

Ce n'est donc pas l'application d'un simple « principe de précaution », ainsi que l'avait laissé entendre le cabinet du premier ministre (*Le Monde* du 16 avril), qui a conduit le gouvernement à ordonner cette mesure d'urgence, mais le risque imminent d'une catastrophe, qualifiée par certains spécialistes de « petit Bhopal français ». Le préfet de région – et de la zone de défense – Nord, Rémy Pautrat, avait seul laissé entrevoir cette menace, en évoquant, le soir du 13 avril, le caractère « tout à fait sérieux » du risque encouru et l'existence d'un « danger réel », précisant que « les deux gaz contenus dans les armes chimiques, le phosgène et l'ypérite, sont mortels ».



Tout avait commencé au début du mois d'avril, à la suite de l'expertise sur le site de Vimy, commandée au début de l'année par le ministère de l'intérieur – qui a la responsabilité de la gestion de la collecte et du stockage de ces munitions.

### PRIORITÉ ABSOLUE À L'AFFAIRE

Au lieu-dit La Gueule d'Ours, à deux kilomètres du centre de Vimy, des munitions vieilles de plus de quatre-vingts ans sont stockées à l'intérieur d'un carré de béton de 50 mètres de côté, cerné de grillages et de barbelés, sous trois préaux de tôle ondulée. Près de l'entrée, la zone dite « HLM 3 » sert au tri des munitions découvertes dans la région : « 30 obus par jour en moyenne », selon le préfet. Sur la droite, la zone « HLM 2 » est occupée par 12 à 13 tonnes de munitions chimiques. Au fond, la zone « HLM 1 », vouée aux munitions « douteuses »,

de type indéterminé : 150 tonnes d'obus explosifs classiques, d'obus incendiaires au phosphore et d'obus contenant des gaz de combat. Les experts constataient que les munitions chimiques se dégradaient rapidement sous l'effet de la corrosion et que les caisses étaient fendillées. Alerté, le ministère de l'intérieur dépêchait sur place de nouveaux experts, qui confirmaient le mauvais état des conteneurs.

L'information est alors transmise au cabinet du premier ministre. Une première réunion se tient à Matignon, lundi 9 avril, en présence du ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, et de celui de la défense, Alain Richard – l'armée étant chargée de la destruction des munitions. Plusieurs accidents antérieurs, dont certains avaient provoqué la mort de démineurs, sont évoqués : celui de Toulon en 1985 ; l'explosion accidentelle de 80 tonnes de munitions (dont 10 d'armes chimiques), en 1996 au Crotoy, dans la baie de Somme ; enfin, celui qui était survenu justement à Vimy, en 1998 (2 morts). Lionel Jospin est aussitôt averti. Absorbé par la préparation du séminaire gouvernemental prévu pour le 12 avril, il convoque une nouvelle réunion, le lendemain, et demande au ministre délégué à la santé, Bernard Kouchner, d'y participer – sans l'informer de l'ordre du jour.

L'entretien des ministres avec M. Jospin, le 10 avril, dure deux heures. Après avoir entendu chacun des participants, le chef du gouvernement décide de donner la priorité absolue à cette affaire. Il demande une évaluation précise du risque

d'accident majeur, des dangers pour la population et des mesures à mettre en œuvre pour la protéger. Un groupe de travail est mis en place au plus haut niveau des cabinets ministériels, avec, pour cheville ouvrière, le Secrétariat général de la défense nationale (SGDN). Il se réunit, le jour même, avec un représentant de l'état-major particulier du président de la République. C'est à ce moment qu'est arrêtée la décision de transférer – en les conservant au froid – les caisses contenant des munitions toxiques vers le camp militaire de Suippes (Marne).

Mercredi 11 avril, juste avant le conseil des ministres, M. Jospin avise Jacques Chirac de l'opération prévue à Vimy. Une nouvelle réunion interministérielle se tient à 14 heures à Matignon, dans le bureau du premier ministre, pour définir les axes d'action et évaluer les risques liés, cette fois, au déplacement des munitions. Fort de son expérience acquise dans l'action humanitaire et au Kosovo, M. Kouchner plaide pour que la situation soit gérée d'emblée comme une crise sanitaire. Pour lui, la protection de la population doit être assurée immédiatement, et dans la transparence. M. Jospin approuve, mais exige, pour l'heure, la confidentialité totale.

A 23 heures, le même jour, commence, au siège du SGDN, une nouvelle réunion technique qui s'achève six heures plus tard. Parmi les participants, Philippe Hrouda, haut fonctionnaire de défense au ministère délégué à la santé. Ce médecin a été convoqué d'urgence, alors qu'il

était en vacances, parce qu'il s'était rendu sur le site de la catastrophe de Bhopal, en Inde, qui avait tué des milliers de personnes (*lire ci-dessous*). C'est au cours de cette réunion que sont discutées, pour la première fois, les dimensions du périmètre d'évacuation des habitants.

Jeudi 12 avril, deux heures avant le début du séminaire gouvernemental, M. Jospin préside une troisième réunion avec ses trois ministres et

l'armée vont alors être mobilisés pour assurer l'évacuation des habitants de Vimy et de ses alentours, ainsi que le transport des munitions. Des mesures de surveillance sont également prévues pour éviter tout risque de pillage des habitations évacuées. Parallèlement, tous les SAMU et services de réanimation du nord de la France sont mis en alerte. Face au risque chimique, la règle est de regrouper les victimes

### M. Jospin demande une enquête sur deux sites

Contrairement aux obus classiques, les munitions à charge chimique ne sont plus détruites en France depuis 1996, faute de procédé satisfaisant. Il faut donc les stocker de façon permanente. Une usine de destruction d'armes chimiques est bien à l'étude depuis la ratification, en 1997, de la convention de 1993 interdisant de telles armes. Prévue sur le site du camp militaire de Suippes (Marne), pour un coût estimé en 1998 à 300 millions de francs et une capacité de destruction de 100 tonnes de matières chimiques par an, elle n'entrera pas en service avant plusieurs années. Actuellement, deux sites – moins importants que celui de Vimy – servent au stockage de munitions à charge chimique datant des deux guerres mondiales : l'un près de Laon (Aisne), l'autre dans la région de Metz (Moselle). Les obus y sont mieux sécurisés qu'ils ne l'étaient à Vimy. Néanmoins, le premier ministre a demandé une évaluation plus fine sur ces deux sites ainsi qu'un renforcement de la surveillance, assurée par la Sécurité civile.

leurs directeurs de cabinet ou conseillers, et le chef du SGDN. Il entérine l'ordre d'évacuation. Le périmètre est fixé, un peu plus tard, avec le préfet de région et le préfet du Pas-de-Calais, Jean Dussourd, à 3 kilomètres autour du site de stockage. Le transfert de la population est fixé au vendredi 13 avril.

Les services de la sécurité civile, relevant du ministère de l'intérieur,

dans un établissement de première ligne, dit « hôpital sale », pour y effectuer la décontamination avant de les diriger vers d'autres établissements. Selon la trajectoire que pourrait avoir un nuage toxique – déterminée en fonction des prévisions météorologiques –, l'hôpital de première ligne choisi doit être celui d'Arras ou celui de Lens.

### « Dégradation extrême »

● « **Dégradation extrême** » : le rapport provisoire d'expertise classé « confidentiel défense », commandé au début de l'année par le ministère de l'intérieur et daté du 9 avril, souligne la gravité de la situation : « Les photos des munitions chimiques à paroi mince (...) montrent un état de dégradation extrême. »

● « **Nuage toxique** » : le rapport envisage ce qui se passerait en cas d'accident grave, même si ce risque est estimé « plus rare » que celui d'un accident mineur : « Les effets de l'accident majeur (...) sont en particulier très graves : nuage extrêmement toxique sur plusieurs kilomètres. »

● **Réactions en chaîne** : compte tenu du risque de réactions en chaîne, le rapport recommande : « mise à l'abri et conservation à froid des munitions à paroi mince ; arrêt des activités HLM 3 [tri des munitions récemment apportées sur le site] ; éloignement des munitions douteuses ». Le rapport ne préconise pas l'évacuation de la population.

## « Pourquoi a-t-il fallu partir comme ça, dans la précipitation, sans explication ? »

VIMY (Pas-de-Calais)  
de notre envoyée spéciale

Après avoir pris, courant avril, des allures de ville fantôme, Vimy a retrouvé ses couleurs de bourg coquet, résidentiel et paisible. Dimanche 29 avril ressemble donc à un dimanche ordinaire, avec un petit quelque chose en plus : le soleil est enfin au rendez-vous. De quoi réjouir les quelques habitants qui en profitent pour s'offrir une promenade dans les rues du centre, comme Geneviève et Marcel, qui « goûtent à la quiétude, après toute cette agitation ». Le visiteur en oublierait presque les récents événements, les départs forcés et précipités à la veille des vacances de Pâques, les risques d'explosion... Pourtant, l'histoire est dans toutes les têtes. Surtout, les interrogations demeurent quant au danger réellement encouru et à la pertinence de l'évacuation.

Matthieu, quinze ans, est « de ceux qui n'ont toujours pas compris pourquoi il a fallu partir comme ça, dans la précipitation, sans explication ». Pour ce jeune collégien, « né ici », « la gueule d'ours », les obus retrouvés dans les champs ou dans le bois voisin lors de balades à vélo n'ont « vraiment rien d'extraordinaire ». Le jeune homme, comme beaucoup, regrette le

manque d'information à propos du dépôt. Lui qui, depuis toujours, vit à proximité était au courant de la présence d'explosifs mais il n'avait jamais entendu parler de gaz dangereux. « Je ne pense pas que tout ce qui a été raconté soit vrai », explique-t-il. Pour l'adolescent, « le coup devait être prévu depuis longtemps, mais on a attendu que ce soit la veille des vacances pour que les gens partent sans râler ». Comme pour se rassurer, Matthieu tente un dernier argument : « De toute façon, si le dépôt avait vraiment été très dangereux, "ils" n'auraient pas laissé des gens juste à côté pendant toutes ces années, "ils" auraient réagi il y a bien longtemps. »

### « UNE DRÔLE D'IMPRESSION PERSISTE »

Incrédule, Dominique, quarante-huit ans, l'est aussi. Mais ses interrogations se doublent de colère. « C'est aberrant de voir des choses pareilles », lance-t-il, désabusé, tout en promenant son chien. Lui aussi reproche aux autorités le manque d'information et la précipitation dans laquelle a eu lieu l'évacuation. S'il est parti sans trop rechigner « parce que, après tout, on ne sait jamais », Dominique croit « dur comme fer que tout ça, c'était pur cinéma ». Des voisins

acquiescent. « Je crois qu'il y avait des problèmes sur ce dépôt depuis longtemps, ajoute-t-il. Certains disent que des fuites de gaz auraient été détectées dès janvier. Les responsables devaient être au courant. Alors pourquoi avoir fait ça, le 13 avril, de façon aussi clownesque ? » Si cela se reproduit, Dominique l'assure, il ne partira pas. « Je ferai comme ceux qui ont décidé de rester, j'en profiterai pour bricoler. »

Sur la place de la mairie, une petite dizaine de jeunes, appuyés sur leur voiture ou juchés sur leurs scooters, tentent de tuer le temps. « Ici, c'est mort. Il ne se passe jamais rien, alors », lance un grand gaillard, déclenchant le rire de ses camarades. Ce qu'ils pensent des récents événements ? « Une drôle d'impression persiste », lance Christian, dix-neuf ans. Cet intérimaire dans le bâtiment a dû « se plier à l'évacuation, sinon ça [lui] aurait créé des ennuis au boulot ». En revanche, sa mère a refusé de quitter Vimy. « Mon père est décédé l'an dernier, cette maison, elle ne la quittera jamais », explique le jeune homme, avant d'ajouter : « Dans cette affaire, on nous a déjà caché beaucoup de choses. A mon avis, c'est pas fini. »

Nadia Lemaire

### ÉVITER LA PANIQUE

Cette mobilisation, forcément peu discrète, va susciter dans la région la rumeur d'un incident majeur à la centrale nucléaire de Gravelines, qui circulera dans la soirée de jeudi 12 avril. La présence de la correspondante locale de Fréquence bleue à Vimy fait, en revanche, craindre aux autorités que des informations aient filtré sur l'opération programmée. L'évacuation ne peut avoir lieu avant le vendredi matin et ses responsables n'imaginent pas « aviser la population du problème et lui souhaiter "Bonne nuit" », indique l'un des participants aux réunions de Matignon. Les autorités veulent éviter tout mouvement de panique.

Au matin du 13 avril, à 9 h 30, le ministère de l'intérieur publie le communiqué révélant le dispositif. M. Vaillant est alors déjà sur place, pour informer les élus locaux et régionaux. L'évacuation peut commencer. Les habitants de Vimy regagneront leurs maisons une semaine plus tard. Sans avoir compris le péril auquel ils avaient échappé.

Paul Benkimoun

## En 1984, en Inde, des milliers de morts à Bhopal

DE TOUTES les pollutions, la pollution chimique est l'une des plus graves, parce qu'en cas d'accident majeur, elle tue vite et massivement. L'explosion survenue à Bhopal (Inde), dans la nuit du 2 au 3 décembre 1984, dans une usine de pesticides de la firme Union Carbide, fut la pire catastrophe industrielle jamais enregistrée – hormis les accidents nucléaires de Kychtym (Sibérie), en 1957, et de Tchernobyl (Ukraine), en 1986, dont le bilan ne peut être tenu pour définitif, du fait de l'apparition de maladies radio-induites.

Des milliers de personnes étaient mortes empoisonnées par le gaz mortel issu de la vaporisation d'un produit liquide (à basse température), peu soluble, très inflammable et très volatil, l'isocyanate de méthyle, utilisé dans la fabrication des pesticides. Cette molécule, outre le fait qu'elle provoque des brûlures de la peau et qu'elle irrite les yeux, provoque en quelques heures la mort par asphyxie. Aussi est-elle utilisée dans la fabrication d'armes chimiques.

Le phosgène, contenu dans certains des obus stockés à Vimy, est lui aussi utilisé à des fins militaires depuis la première guerre mondiale. Ce gaz étant à l'origine de la production de l'isocyanate de méthyle, l'hypothèse avait été un temps retenue, selon laquelle il aurait été la cause des nombreux décès intervenus après l'accident.

### « UNE TECHNOLOGIE DÉFECTUEUSE »

Depuis, les chimistes des gaz de combat ont amélioré leurs recettes. Mais on a pu, à différentes occasions, s'interroger sur les réelles intentions d'Etats de se doter d'unités de production d'engrais ou de pesticides dont ils n'avaient guère l'usage mais dont la transformation rapide pouvait conduire à la production de gaz militaires. Ce n'était pas le cas de l'usine de pesticides de Bhopal, même si du phosgène y était présent pour effectuer des synthèses chimiques.

Plus de vingt-cinq ans après la catastrophe, le bilan reste terrible. « Six mille six cents morts au dire du pouvoir et trois fois plus selon les

organisations non gouvernementales », écrivait en 1995, dans *Le Monde diplomatique*, Mohamed Larbi Bouguerra, professeur à la faculté de sciences de Tunis, précisant que 600 000 personnes souffraient de séquelles et que l'isocyanate de méthyle continuait de tuer « cinq personnes chaque semaine. » Il rappelait aussi que la tragédie de Bhopal avait été « le résultat d'une technologie défectueuse, d'années de mauvaise gestion d'une installation dangereuse fonctionnant au tiers de sa capacité, d'une complicité entre les autorités et la direction, fermant les yeux sur les atteintes à la sécurité, de l'absence de services de secours, la population ignorant tout de son côté des activités de l'usine. »

A l'heure de la complexité et des menaces d'envergure, « on ne peut plus adhérer », écrivait en 1984 Pierre Drouin dans *Le Monde*, au slogan des dirigeants américains des années 1930 : « La science trouve, l'industrie applique et l'homme s'adapte. »

Jean-François Augereau

**cité** des sciences & de l'industrie

**Quel travail ?** Images d'hier Questions d'aujourd'hui

**Les débats du jeudi soir à 18h30**

**JEUDI 3 MAI**

**À qui profite la reprise ?**

À l'heure de la reprise économique, fragile selon les uns, solide selon d'autres, des secteurs sont d'ores et déjà touchés par une pénurie de main d'œuvre. Quels sont-ils ? Quels sont les emplois proposés, pour qui et dans quelles conditions ?

Avec **Anne-Chantal Dubernet**, sociologue, laboratoire Georges Friedman, CNRS, Université Paris I, **Alain Jecko**, ANPE de l'Île-de-France, un responsable de l'Artisanat et du Bâtiment.

Extraits des films : « Tu seras manuel, mon gars » de Catherine Pozzo di Borgo, 1998. « Lydie et Laetitia »

Accès libre, dans la limite des places disponibles.

30, avenue Corentin-Cariou  
75019 PARIS  
www.cite-sciences.fr

## Une centaine de Basques ont participé au pique-nique de solidarité avec les salariés de Danone

BAYONNE

de notre correspondant

Un déjeuner sur l'herbe excluant tout produit Danone : tel était le rendez-vous proposé à la population, samedi 28 avril, à Arcangues (Pyrénées-Atlantiques) par la coalition nationaliste basque Abertzaleen Batasuna (AB). A peine plus d'une centaine de militants ont répondu à l'invitation de cette formation de gauche qui voulait affirmer « sa solidarité avec les salariés de LU et Danone, touchés par des mesures de restructuration » en dépliant ses nappes dans la résidence secondaire de Franck Riboud, PDG du groupe agroalimentaire.

Banderolles prônant le boycottage de Danone et drapeaux basques au vent, le cortège s'est dirigé sans encombre vers la propriété surveillée de loin par des gendarmes. Puis, accord tacite aidant, avait lieu un pique-nique en contrebas de la demeure sans qu'aucun habitant des lieux ne se montre.

Si un syndicaliste CGT, porte-parole des grévistes de l'usine de Calais, s'est fait entendre, par enregistrement interposé, aucun syndicat ni parti de gauche ne participait à cette opération. Au contraire, la CGT locale avait tenu à faire savoir au préalable que « l'initiative d'AB ne correspond pas à nos formes d'action. (...) Telle qu'elle s'annonce, elle est de celles qui peuvent mettre en danger les libertés ».

### « M. RIBOUD PERSONA NON GRATA »

Parmi les manifestants, on ne trouvait donc que des nationalistes basques, dont des militants du mouvement de jeunesse Haika et du syndicat Langile Abertzaleen Batasuna (LAB, Union des travailleurs nationalistes). Présent en Pays basque espagnol, où il a obtenu 15,9 % des délégués dans les entreprises, ce syndicat est proche du parti politique Herri Batasuna. En 2000, il avait commencé son implantation au nord des Pyrénées et, à l'approche du 1<sup>er</sup> mai, cette initiative, pour « mettre en face de leurs responsabilités ces PDG de grands trusts qui utilisent leurs salariés comme une marchandise », ne pouvait que lui convenir.

Plaçant leur longue marche sous le signe de la non-violence, les organisateurs de la manifestation avaient déjà suscité la polémique en déclarant « Franck Riboud persona non grata au Pays basque », lors de la fête de la patrie basque, le jour de Pâques. Leur porte-parole, Jean-Noël Etcheverry, précisait : « Alors que son entreprise vient de réaliser d'énormes bénéfices, nous trouvons inacceptable que M. Riboud puisse continuer de somptueux séjours parmi nous comme si de rien n'était. »

Outre une mise en garde du préfet, ces propos avaient isolé ces nationalistes, déclenchant de toutes parts des condamnations, de la chambre de commerce au Parti communiste, du Front national au député socialiste Jean Espilondo. Et le maire (UDF) de Biarritz et sénateur Didier Borotra de rappeler : « Le Pays basque est terre d'accueil. Il reçoit avec joie ceux qui veulent y vivre, y travailler ou s'y reposer. » Courroucés d'un tel unanimisme, les Verts suggéraient de leur côté d'« inviter en terre basque la masse des licenciés que M. Riboud vient de jeter sur le carreau, la capacité hôtelière de la côte basque rendant sans doute possible d'offrir une semaine de vacances à ces familles du nord de la France... ».

Michel Garicoix

## L'UNEF-ID insiste sur l'urgence d'une allocation d'autonomie pour les jeunes

Yassir Fichtali devait être élu à la tête du syndicat étudiant réuni en congrès

Les 900 délégués de l'UNEF-ID sont réunis jusqu'au mardi 1<sup>er</sup> mai à Paris, à l'occasion du 77<sup>e</sup> congrès du syndicat étudiant. La lutte contre les inégalités sociales figure

toujours parmi ses priorités, ce congrès s'affichait comme celui du « rassemblement » avec l'autre UNEF, proche des communistes, et d'autres militants associatifs.

« RÉVOLUTIONNER l'aide sociale, transformer la pédagogie et rassembler le monde étudiant. » En faisant ses adieux, samedi 28 avril, devant le 77<sup>e</sup> congrès du syndicat UNEF-ID, qu'elle a dirigé pendant près de trois ans, Carine Seiler a appelé l'organisation étudiante à de grandes « ambitions ». Devant 900 délégués venus de toute la France, réunis jusqu'au mardi 1<sup>er</sup> mai dans les locaux de l'université Paris-V, la présidente en partance du principal syndicat d'étudiants a placé son dernier discours sous le signe de la lutte contre les inégalités sociales et de la mobilisation en faveur d'une allocation d'autonomie pour les jeunes. Cette vieille revendication de l'UNEF-ID est revenue, ces derniers mois, au cœur du débat politique.

« A ceux qui seraient tentés de croire qu'être étudiant, c'est profiter d'une période d'insouciance, il convient de rappeler que la condition des étudiants d'aujourd'hui n'a rien à voir avec celles des générations d'avant 68, qui étaient essentiellement issues de milieux favorisés dans une période où l'Université formait l'élite de la société », a insisté Carine Seiler.

Si l'enseignement supérieur s'est massifié ces vingt dernières années, il ne s'est pas pour autant démocratisé. « 800 000 étudiants – soit un étudiant sur trois – sont salariés pour financer leurs études », a rappelé la présidente de l'UNEF-ID. Lorsqu'ils sont livreurs de pizzas ou serveurs dans un fast-food, les étudiants salariés sont obligés de « faire des choix », a-t-elle regretté : « choix dans le cursus » – leur travail rendant difficile l'accès à des formations à fort contenu horaire (BTS, DUT, médecine, etc.) – et « choix dans la poursuite d'études » – les filières sélectives (troisièmes cycles, grandes écoles) réclamant des dos-

siers « irrécupérables, difficile lorsqu'on cumule études et emploi ». Parce que « tous les milieux sociaux ne sont pas sur un pied d'égalité pour l'accès à l'enseignement supérieur », Carine Seiler a lancé un appel en direction des pouvoirs publics. « Les effectifs sont stabilisés, la crise est derrière nous, c'est maintenant qu'il faut changer les choses, a-t-elle insisté. Il faut faire le choix des études, et des études longues. »

### ATTENTE DE « RÉPONSES FORTES »

Alors que la prochaine Conférence de la famille, prévue en juin, devrait aborder la question du statut social des jeunes, l'UNEF-ID, qui revendique 17 000 adhérents, est en attente de « réponses fortes pour tous les jeunes ». Opposé aux propositions émises ces derniers mois par le Conseil économique et social (Le Monde du 28 mars) et le Commissariat général du Plan (Le Monde du 23 février), le syndicat réclame une allocation « universelle » et « individualisée » et estime – en reprenant les évaluations faites par l'Observatoire de la vie étudiante (OVE) – à 3 500 francs les besoins mensuels d'un étudiant. Regrettant que l'UNEF-ID ne soit pas invitée à la Conférence de la famille, Carine Seiler a tenu à « mettre en garde » le gouvernement : « Les mesures pour les jeunes ne sauraient être prises en catimini. »

Le syndicat d'étudiants entend également militer en faveur d'une « révolution pédagogique à l'université ». Alors que « seulement 35 % des étudiants inscrits en DEUG obtiennent leur diplôme en deux ans », les méthodes d'enseignement doivent être revues pour répondre à l'arrivée massive de jeunes issus des classes populaires et lutter contre le taux d'échec en premier cycle.

Sandrine Blanchard

## Le mouvement de scolarisation en breton Diwan approuve son intégration au service public de l'éducation

BREST

de notre correspondant

Statutairement, l'assemblée générale du mouvement associatif breton Diwan, qui s'est tenue dimanche 29 avril à Lesneven (Finistère), était ordinaire. Mais son président, Andrew Lincoln, l'a qualifiée « d'extraordinaire quelque part ». Il s'agissait pour cette association de répondre aux propositions d'intégration au service public de l'enseignement avancées par le ministre de l'Éducation nationale, Jack Lang (Le Monde du 27 avril).

Ce choix était important pour cette association, dont la première école a été créée en 1977 à Lampaud-Ploudalmézeau, dans le nord du Finistère. A l'époque, une poignée d'élèves seulement y avait été accueillie. Aujourd'hui, Diwan, dans la « Bretagne historique », qui inclut la Loire-Atlantique, scolarise en breton, suivant la méthode de l'immersion, 2 414 élèves, répartis dans trente écoles maternelles et primaires, quatre collèges et un lycée.

Le résultat du vote a été sans ambiguïté. Sur les 145 participants, 116, soit environ 80 %, se sont prononcés favorablement, 17 ont voté contre et 12 se sont abstenus. Certains auraient souhaité que toute la déclinaison du protocole d'accord soit écrite avant de s'engager, quand d'autres n'auraient pas désiré aller au-delà du strict mandat que leur école

leur avait confié. La motion d'orientation adoptée à l'issue de l'assemblée approuve donc les propositions conduisant le passage de Diwan sous statut public. M. Lincoln est mandaté pour signer le protocole d'accord dans les jours qui viennent.

### « CHANGEMENT HISTORIQUE »

Commentant les négociations qui ont eu lieu depuis deux ans avec le ministère de l'Éducation nationale, Andrew Lincoln a estimé qu'« elles avaient débouché sur un changement historique de la démarche de l'éducation nationale par rapport à l'enseignement des langues régionales, également sur un changement historique du rapport entre la République et les langues de France ». Le mandat donné au président inclut « la mise en place d'un centre de forma-

gnant bilingue pour le premier degré au sein de l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres) de Bretagne », remarque Philippe Le Goff, vice-président de l'association.

Si Diwan s'est prononcé pour le processus d'intégration, Andrew Lincoln prévenait toutefois dimanche : « Ne croyons pas que nous sommes arrivés au paradis. Diwan doit rester un acteur extrêmement actif, les militants doivent le rester. Nous aurons sûrement des problèmes à résoudre sur les moyens accordés ou des difficultés sur les ouvertures. »

A l'avenir, le président voit Diwan comme une association complémentaire de l'enseignement public avec un rôle fort sur la pédagogie, ainsi que comme un partenaire institutionnel des collectivités et de l'Etat. Pour lui, l'invita-

### Pour M. Allègre, « la première priorité, c'est le français »

L'ancien ministre de l'Éducation nationale, Claude Allègre, a critiqué, dimanche 29 avril, sur France-Inter, le plan annoncé cette semaine par son successeur, Jack Lang, pour promouvoir l'enseignement des langues régionales à l'école. « La première priorité, c'est le français. La deuxième priorité, c'est de parler anglais ; les langues régionales, ça vient après », a martelé M. Allègre, qui a retrouvé son statut de chercheur en géophysique depuis son départ du ministère, en mars 2000. Il se dit pourtant favorable à l'enseignement des langues régionales, à condition qu'il soit pris en charge par les régions elles-mêmes et non par l'Etat, « dont ce n'est pas le rôle ».

« C'est le premier dérapage en ce qui me concerne avec M. Lang », a précisé Claude Allègre, qui se dit globalement satisfait de l'action de son successeur, qui « poursuit » les réformes.

tion aux enseignements bilingues, l'élaboration d'un plan pluriannuel de développement de l'enseignement bilingue et la publication d'un aménagement réglementaire ».

Diwan est particulièrement attentive à la création du centre de formation et fait référence à ce qui est en cours en Alsace. Elle n'a pas formalisé sa demande en nombre d'enseignants. Le chiffre d'une cinquantaine de postes par an paraît plausible. « Actuellement, il n'existe qu'un seul ensei-

tion à discuter de la convention additionnelle Etat-région réfigurée ce rôle. M. Lang doit présenter ses projets, jeudi 3 mai, devant le Conseil supérieur de l'Éducation. « C'est important, cet échange, mais le fait qu'il se soit exprimé avant montre une volonté politique très forte », remarque M. Lincoln, qui se projette visiblement au-delà de cette date.

Vincent Durupt

► www.lemonde.fr/education

## Au Bourget, les musulmans se mobilisent pour la Palestine

Le représentant du ministère de l'intérieur a souhaité que la consultation sur l'islam aboutisse ou il faudra « en tirer les conséquences », a-t-il menacé

EN 2000, on quêta pour construire des mosquées. Cette année, les troncs sont pour la Palestine. La deuxième intifada était au centre de toutes les préoccupations, au 18<sup>e</sup> rassemblement de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF, proche des Frères musulmans), qui s'est tenu au Bourget (Seine-Saint-Denis), du 27 avril au 1<sup>er</sup> mai, et a rassemblé 60 000 personnes selon ses organisateurs. Cette manifestation, qui se présente comme la « rencontre annuelle des musulmans de France », est l'occasion de prendre le pouls d'une communauté en pleine organisation. Même si les foulards et les barbes dominent nettement dans la foule, on vient de toute la France pour cet événement qui tient à la fois du forum et du marché, avec un espace de vente où le pieux musulman trouve tout pour sa vie quotidienne : foulards islamiques, djellabas, livres religieux, logiciels d'apprentissage du Coran, etc.

Sur un stand, une cassette vidéo intitulée « Al-Qods » (Jérusalem pour les musulmans) passe en boucle. On y voit des mères palestiniennes en pleurs sous leurs voiles blancs, des soldats de Tshal frappant à la matraque des adolescents. Les visages des spectateurs sont graves. Un enfant quête parmi les rangs pour un Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens. Le tract invite à « adopter un orphelin palestinien ». Le Secours islamique lance, lui, un « appel de solidarité » pour les familles de Palestine. Chez les jeunes de banlieue qui circulent dans les allées, le keffieh est de retour, enroulé autour du cou comme un signe de solidarité.

Dimanche 29 avril, un Palestinien est venu tenir un discours enflammé sur le thème « Al-Qods dans les cœurs des musulmans » : « La mosquée Al-Aqsa appartient à tous les musulmans, et sa défense est un devoir pour tous, lance l'orateur, Kamel Al-Khatib. La Palestine est dans nos cœurs et nous pouvons tous la conserver... » L'assistance répond en scandant « Al-Qods » et « Allahou Akbar ! ».

Un peu plus tard dans l'après-midi, l'UOIF a organisé, comme en 2000, une table ronde pour faire le point sur la consultation sur l'is-

lam de France, lancée par Jean-Pierre Chevènement en novembre 1999 afin de faire émerger une instance représentative. Depuis la dernière réunion, le 7 février, le processus marque le pas (Le Monde du 9 février). Mis en minorité à propos du mode de désignation des « personnalités qualifiées » et du poids respectif des fédérations dans la future instance, l'UOIF, la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF, à dominante marocaine) et le mouvement piétiste du Tabligh pratiquent une politique de la « chaise vide ». Avant les débats, le représentant du ministère de l'intérieur, Alain Billon, a lancé une manière d'ultimatum : « Un accord définitif semble enfin en vue. Il faudra qu'il soit ratifié rapidement, sinon l'administration devra conclure que la volonté d'aboutir n'existe pas et en tirer les conséquences... ». Il a annoncé également la création de deux nouvelles commissions : l'une consacrée au devenir de l'émission « Vivre l'islam » du dimanche matin, sur France 2, et une autre chargée de mettre en place une « mission du pèlerinage » à La Mecque.

### « LA CONDITION DES FEMMES »

« Notre objectif est que la future instance représentative le soit vraiment », a répliqué Fouad Alaoui, secrétaire général de l'UOIF, en insistant sur le « poids rassembleur » des grandes fédérations musulmanes, dont la sienne, et en demandant que les « personnalités qualifiées » soient des personnes « pieuses », désignées « par les musulmans eux-mêmes ». Le représentant de la Fédération française des associations islamiques d'Afrique, des Comores et des Antilles (Ffaïaca) a rejeté les « ultimatums », en insistant sur le « facteur temps », soutenu en cela par le représentant de la Mosquée de Paris. Seule personnalité qualifiée présente, M<sup>me</sup> Betoule Fekkar-Lambiotte a invité les musulmans à « représenter un islam du XXI<sup>e</sup> siècle », en prenant en compte « la condition des femmes ». Enigmatique, Fouad Alaoui a conclu par une prière, « pour qu'Allah nous guide vers la meilleure des solutions »...

Xavier Ternisien

## Jacques Toubon critique la libération de Patrick Henry

L'ANCIEN GARDE DES SCEAUX, Jacques Toubon, affirme craindre, dans un entretien au Journal du dimanche du 29 avril, que la libération conditionnelle de Patrick Henry (Le Monde du 28 avril) crée « un nouveau déséquilibre » dans « le traitement des condamnés à perpétuité ». L'ancien ministre de la justice rappelle qu'il avait rejeté à deux reprises les requêtes de Patrick Henry lorsqu'il était Place Vendôme, de 1995 à 1997. « Je crains que cette décision, si spectaculairement annoncée, ne crée, dans le traitement des condamnés à perpétuité et dans la gestion des longues peines, un nouveau déséquilibre, a estimé M. Toubon. J'ai peur que l'on passe d'un excès à l'autre : blocage quand la décision était de la compétence du ministre, facilité quand elle relève de juges qui n'ont pas de comptes à rendre. »

« Nous sommes entrés dans un nouvel âge de la justice pénale, ajoute l'ancien ministre, celui des « condamnations fondantes ». Désormais, de droit comme de fait, plus aucune condamnation ne sera définitive. »

## Deux anciens délinquants sexuels interpellés à Nantes pour viol sur mineur

DEUX HOMMES qui avaient purgé des peines de prison pour viol sur mineur ont été interpellés, vendredi 27 avril, à Nantes, pour le viol d'un adolescent de seize ans. Dimanche 27 avril, l'adolescent, qui attendait le train en gare de Nantes, a été entraîné par un homme de trente-cinq ans dans la chambre d'hôtel qu'il partageait avec un autre homme de cinquante-cinq ans. Les deux adultes lui ont fait boire des boissons sans alcool avec une forte dose de somnifère. Le jeune homme est tombé dans un « sommeil léthargique profond » selon le service d'investigations et de recherches (SIR) de la police de Nantes, et a subi des « actes répétés de viol par au moins un des deux hommes ». Le lendemain, les deux hommes ont mis le jeune homme dans un train pour La Baule (Loire-Atlantique). Il a porté plainte peu après. Le plus âgé des deux agresseurs avait été emprisonné cinq ans pour viol sur mineur, l'autre, sorti de prison au mois de mars, à quatorze ans pour les mêmes motifs.

■ MÉDECINE : une quarantaine de sages-femmes de la maternité du CHU de Montpellier ont décidé à l'unanimité, samedi 28 avril, de poursuivre la grève, malgré l'appel à la suspension du mouvement lancé la veille par la coordination nationale. La coordination, après une rencontre avec Bernard Kouchner, avait qualifié les propositions du ministre « d'avancées sans précédent » (Le Monde daté 29-30 avril).

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE LILLE, MEMBRE DE LA CONFÉRENCE DES GRANDES ÉCOLES

**Vous avez un Bac +2 et 3 années d'expérience professionnelle...**

... vous voulez valoriser vos acquis par une formation compatible avec une activité salariée (horaires adaptés).

ESC Lille vous permet d'accéder à son diplôme dans le cadre de la formation continue, ESC Potentiels : diplôme de second cycle visé par l'Etat niveau Bac +5, le même diplôme qu'en formation initiale... en 2 ans à Lille ou à Paris.

Contacts : Annick Dubray et Patrick Audebert - e.mail : desc@esc-lille.fr www.esc-lille.fr

179, rue de Charonne 75011 PARIS  
Tél. : 01 44 64 03 64 Fax : 01 44 64 03 65  
Avenue Willy Brandt 59777 EURALLILLE  
Tél. : 03 20 21 59 93 Fax : 03 20 21 59 91

**ESC LILLE**  
Ecole Supérieure de Commerce de Lille

# Intempéries : il n'y a pas que les inondations

La pluviosité exceptionnelle de ces derniers mois provoque de nombreux dégâts dans la moitié nord de la France : affaissements de terrain, érosion accélérée des falaises, bâtiments et infrastructures endommagés. Les productions agricoles sont également affectées

**LES CHÂTEAUX** du Val de Loire – que l'Unesco vient de classer – paient aussi leur tribut aux éléments : l'effondrement d'un pan entier des remparts à Saumur (Maine-et-Loire) a rappelé, de façon spectaculaire, que les dégâts des précipitations exceptionnelles, dans la moitié nord de la France, ne se limitent pas aux inondations de la Somme. A Chaumont-sur-Loire (Loir-et-Cher), au beau milieu du village, le coteau a glissé sur une cinquantaine de mètres. D'énormes bâches ont été tendues pour tenter de cacher la plaine ouverte sur les flancs d'un des plus beaux joyaux du Val de Loire. Les premiers touristes de la saison doivent emprunter l'entrée des artistes, au lieu de l'allée majestueuse qui conduit d'ordinaire aux portes du château. La tempête de 1999 n'avait pas affecté les monuments. La pluie incessante depuis l'automne 2000, le gonflement des nappes souterraines ont eu un effet de sappe. Ce ne sont pas les édifices eux-mêmes, en général solidement enrochés au calcaire, qui inquiètent les experts, mais leurs murailles ou leurs terrasses, dont la construction s'est opérée, souvent, sans fondations.

Déjà, en février 2000, les remparts de Loches (Indre-et-Loire) avaient connu une alerte. « Les accidents n'arrêtent pas de se succéder depuis un mois ! », rappelle Marc Botlan, conservateur des monuments historiques de la région Centre. Le 22 mars aura été une journée noire. Etrange coïncidence, trois édifices ont été touchés. La tour de Montbazou

(Indre-et-Loire) a fait comme celle de Pise ; il a été décidé de la démanteler. Dominant Vendôme (Loir-et-Cher), le château médiéval offre des ruines romantiques : une tour de 25 mètres s'est effondrée. Elle avait été construite sans fondations, « dans l'urgence », pour parer à la guerre de Cent Ans, rappellent les spécialistes. Le château est évidemment fermé. C'est enfin le même jour qu'une partie du coteau sous la terrasse du château de Chaumont a cédé, heureusement sans faire de victimes.

## CHAUMONT ET SES ÉBOULEMENTS

Le maire, Jean-Pierre Lefèvre, fulmine contre l'Etat, propriétaire du mastodonte de pierre : « Chaumont est célèbre pour son château, ses jardins, et dorénavant pour ses éboulements ! » La polémique, en effet, va bon train dans le village depuis le début des années 1990, quand l'Etat châtelain s'est engagé dans un vaste programme de réaménagement du coteau. Celui-ci a été déboisé, un rideau de chênes, notamment, abattu. « Il fallait enrayer le phénomène géologique de régression du coteau », explique M. Botlan. Un mélange de fibres plastiques et de sable a été injecté sur les flancs du coteau. Aujourd'hui, une partie de ces travaux d'Hercule s'est effondrée.

« Depuis 1992, cela s'écroule, les travaux n'étaient même pas réceptionnés que les éboulements commençaient. C'est un fiasco et, en plus, on a joué avec la vie des gens », accuse le maire. Les habitants ont le senti-

## Des records absolus de précipitation dans quatre régions

HAUTEUR DE PLUIE EN MILLIMÈTRES		ANNÉE DU RECORD PRÉCÉDENT
MARS 2001	RECORD PRÉCÉDENT	PRÉCÉDENT
<b>NORD-PAS-DE-CALAIS</b>		
LILLE (Nord)	112,6	1986
	106,4	
<b>BOULOGNE-SUR-M. (Pas-de-C.)</b>		
	156	1975
	106,7	
<b>HAUTE-NORMANDIE</b>		
DIEPPE (Seine-Mar.)	165,4	1979
	115,8	
<b>BASSE-NORMANDIE</b>		
CAEN (Calvados)	160,2	1979
	106,6	
ALENÇON (Orne)	147	1978
	124,8	
<b>CENTRE</b>		
BOURGES (Cher)	138,8	1979
	135,2	

Source: Météo France

ment de vivre avec une épée de Damoclès. « Trois cents chênes qui buvaient deux cents litres d'eau, cela permettait de pomper l'eau souterraine », souligne le maire. « Les avis des experts sont partagés sur l'origine de ces sinistres : certains mettent en avant le déboisement, d'autres non », répond M. Botlan. A Chaumont, comme sur toute sa longueur, le coteau de la Loire est calcaire. Mais, sur ce substrat crayeux, peuvent se déposer des masses argileuses. « Ces masses d'argile compliquent les choses », explique-t-on encore à la direction régionale de l'action culturelle (DRAC) d'Orléans, où l'on tente de trouver une raison à cette épidémie d'éboulements.

En Haute-Normandie, le volume des précipitations a amplifié un phé-

nomène récurrent : l'effondrement des marnières, cavités creusées par les agriculteurs jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle pour y récupérer la craie, épanchée ensuite sur les sols limoneux. Parfois simples trous d'homme, ces marnières sont aussi de véritables mines formées de galeries à 10 à 20 mètres de profondeur, sommairement étayées. Personne ne connaît leur nombre exact ni leur localisation.

Le développement des zones pavillonnaires autour des bourgs de campagne s'est fait sur des sols de plus en plus instables. La remontée des nappes phréatiques affaiblit les piliers des galeries jusqu'à l'effondrement des voûtes. Dans la Seine-Maritime comme dans l'Eure ou dans le pays augeron (Calvados), on ne

compte plus les routes affaissées, les bâtiments déstabilisés et, parfois, engloutis. En mars, à Neuville-sur-Authou (Eure), un jeune homme de vingt-quatre ans, réveillé en pleine nuit par des bruits étranges, a été aspiré par un trou qui venait de se former. Son corps n'a été retrouvé qu'après plusieurs jours de fouilles. Selon les services de l'équipement, une vingtaine d'effondrements sont constatés chaque jour en Haute-Normandie. A Evreux, dans l'Eure, l'Itton a débordé, suscitant inondations, dégâts et polémiques, mais les hauteurs de la ville ne sont pas éparpillées : un flanc de la colline Saint-Michel menace de s'effondrer et d'entraîner plusieurs pavillons en contrebas.

Dans la région voisine de Basse-Normandie, le périphérique sud de Caen est coupé depuis le 23 mars. Un segment de 300 mètres s'est transformé en une vaste piscine de 25 000 mètres cubes. Vendredi 27 avril, les services de l'équipement du Calvados ont commencé une grande opération de pompage, seule solution pour rétablir, d'ici trois semaines au mieux, un flux quotidien de 40 000 véhicules par jour. Ouverte en 1993, cette 2x2 voies avait été dessinée en prenant une marge jugée suffisante à l'époque, compte tenu de la nappe d'eau souterraine qui descend lentement de la région de Falaise vers la mer.

## RANDONNÉE INTERDITE

A Meulles, dans le pays d'Auge, le maire, Dominique Letorey, a fermé l'église pour un an : elle a dû être évacuée en pleine messe des Rameaux, dimanche 8 avril. A quelques kilomètres, la délicieuse petite route de bord de mer entre Deauville et Honfleur s'effondre par endroits, limitant l'accès d'un hôtel de Villerville. Les pluies ont également accéléré le recul naturel – 30 centimètres par an en moyenne – de la ligne de falaises crayeuses sur la côte de la Manche. Attaquées à leur base par la mer, les falaises du pays de Caux sont érodées à leur sommet par les infiltrations. Les sentiers de randonnée, comme à Saint-Valéry-en-Caux, sont interdits. A Dieppe, il faut en urgence améliorer l'évacuation des eaux pluviales qui rongent la falaise, dont le rebord se rapproche maintenant d'une zone habitée. Le coût des travaux est évalué à 8 millions de francs. Dans le Bessin, à proximité de la pointe du Hoc, lieu de combats fameux lors du débarquement de juin 1944, les sols humides déstabilisent les roches, les falaises s'effritent. Le préfet du Calvados vient de signer un arrêté afin d'interdire l'accès aux sentiers du littoral sur une dizaine de kilomètres. Ce phénomène se prolonge en Bretagne, en particulier dans les Côtes-d'Armor, où

plus de dix communes viennent de promulguer des arrêtés municipaux interdisant l'accès au chemin côtier, y compris sur le grand site touristique du cap Fréhel.

Les mêmes effets s'observent sur le littoral du Pas-de-Calais. Particulièrement touchée, la falaise de la pointe de la Crèche, site naturel protégé du littoral entre Boulogne et Wimereux. Au cap Gris-Nez, des falaises se sont effondrées en mars. Toujours dans ce secteur, une partie des digues de Wissant, en février, et d'Ambleteuse, en décembre 2000, s'est fracturée. Partout, sur le littoral du Pas-de-Calais mais aussi dans l'ancien bassin minier – Carvin,

## La craie n'a pas résisté au château de Saumur

Les géologues commencent à livrer des explications sur les causes de l'effondrement, dans la nuit du 21 au 22 avril, d'un pan des remparts du château de Saumur. Vétusté, certes, des vénérables murailles, mais aussi perturbation en sous-sol. Le château repose sur le bord du coteau crayeux, où l'argile est totalement absente. « Il s'est produit un écrasement de la craie. Lorsque celle-ci est gorgée d'eau, elle perd ses caractéristiques mécaniques, c'est-à-dire sa capacité à résister à la pression », précise Pierre Thierry, ingénieur-géologue au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). « De la même façon, un morceau de craie, plongé dans l'eau, s'écrase entre les doigts », ajoute cet expert. Une reconnaissance « très fine » de la géologie du château devrait être entreprise dès les premiers jours de mai. M. Thierry souligne que des effondrements du plafond de l'important habitat troglodyte ne peuvent pas être exclus. – (Corr. rég.)

Hénin-Beaumont, Lens – ainsi qu'à Arras, des glissements de terrain accompagnés de coulées de boues et d'inondations ont été enregistrés, mais les dégâts restent limités, tout comme dans le Nord voisin. En revanche, en Picardie, dans la Somme, l'apparition de fissures sur l'autoroute A16 Boulogne-Paris, entre Amiens et Abbeville, en pleine zone d'inondations (lire ci-dessous), a entraîné, dimanche, des restrictions de circulation.

de nos correspondants  
Régis Guyotat,  
Etienne Banzet,  
Jean-Jacques Lemaire,  
Nadia Lemaire

## Le muguet est vert, les champs sont détremés et les abeilles affaiblies

**LE SYMBOLE** traditionnel du 1<sup>er</sup> mai, le brin de muguet, est très vert cette année. Accusés : le froid et les pluies, qui ont, de plus, rendu sa cueillette difficile. « C'est un peu dommage, souligne Jean-Claude Lalan, de la Fédération des maraîchers nantais, car la récolte s'annonçait prometteuse et d'une très bonne qualité. Mais le vent, les averses violentes de pluie et de grêle, nous ont obligés à fractionner le ramassage des brins, car le muguet craint l'eau, qui jaunit rapidement les clochettes. Et cela a entraîné un surcoût de main-d'œuvre. » Aux alics climatiques s'ajoutent les facettes du calendrier. « La grande distribution est devenue notre principal client. Avec le pont de ce long week-end, le 1<sup>er</sup> mai tombant un mardi, nous avons dû entamer la cueillette beaucoup plus tôt », explique encore M. Lalan. Conséquences : la récolte, commencée vendredi 20 avril, a dû être interrompue un jour ou deux, « pour cause de pluie », bien sûr, mais aussi parce que « la production était trop verte ». Il faut, en effet, un minimum de quatre ou cinq clochettes fleuries sur la quinzaine que compte un brin.

Les cent vingt maraîchers nantais espèrent quand même vendre autour de 55 millions de brins de muguet – entre 80 centimes et 1,60 franc le brin, suivant les catégories. Envi-

ron 85 % de la récolte de muguet en France viennent de leur région, où il y est cultivé non comme une fleur, mais comme un... légume ! Le reste est produit principalement dans le Bordelais. Mais on trouve encore du muguet des bois dans le Lyonnais et l'Est du pays.

Il faut trois ans pour qu'une récolte arrive à maturité, pour trois jours de cueillette à l'exacte bonne période, au prix de soins constants et d'un investissement de départ important. Ce qui n'incite guère au renouvellement des producteurs, dont le nombre s'amenuise chaque année. On cultive aussi du muguet en pots (750 000 pots par an) et une espèce à grosses clochettes, dite de Hambourg, dans le Var, et... quelques milliers de brins « bio », récoltés par un horticulteur de Morlaix (Bretagne).

## 30 % DE PERTES SUR LES RUCHES

Parmi les professions touchées par le mauvais temps, les différents corps du bâtiment voient leurs travaux constamment arrêtés ou retardés par la pluie, au point, parfois, de désorganiser les plannings. Quant aux apiculteurs, ils jugent la situation de leurs ruches « catastrophique » sous l'effet conjugué des pluies de l'hiver, des attaques du varroa, un acarien parasite des abeilles, et de l'insecticide Gaucho, responsable

présupposé du dépérissement des ruches. Ainsi, selon le Syndicat professionnel des apiculteurs de Bretagne, les ruches ont subi 30 % de pertes à la suite des pluies incessantes. La majorité des abeilles rescapées sont très affaiblies et offrent un terrain propice aux parasites. La Bretagne compte environ cinq cents apiculteurs, dont une cinquantaine de professionnels.

L'excès de pluie perturbe aussi un grand nombre de cultivateurs, en particulier dans le nord de la France. A cause des champs détremés, les semis ont pris entre quinze jours et un mois et demi de retard : pois, betteraves, pommes de terre, maïs, tournesols... Ce qui fait que les exploitants risquent la perte d'une partie de leur potentiel de production : plus on sème tard, plus le cycle de végétation est court et... moins la production est importante. « Sans vouloir être pessimiste, il ne faudrait pas qu'une période de sécheresse nous arrive après ça », prévient Christophe Pron, secrétaire national du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA). Les cultures d'hiver sont également touchées : l'excès d'humidité entraîne une asphyxie des plantes. Dans les champs de blé, les épis sont donc moins nombreux que l'an passé.

Gaëlle Dupont et Ali Habib

## Dans la vallée de la Somme, l'Etat et les élus locaux multiplient les initiatives

**SAINT-VALÉRY-SUR-SOMME** de notre envoyé spécial  
Il n'aura pas fallu plus de 48 heures pour installer trois grosses pompes, destinées à faire baisser le

## REPORTAGE Des milliers d'habitants ont assisté à l'installation des pompes de l'espoir

niveau du canal de la Somme à son embouchure dans la mer, à Saint-Valéry, et aussi à faire remonter – un petit peu – le moral des sinistrés. Durant tout le week-end, une entreprise néerlandaise et une société de services ont mis les bouchées doubles pour creuser une tranchée sous la voie ferrée du petit train touristique et poser des buses jusque dans la baie toute proche, sous le regard de milliers d'habitants de la région qui se rattachent à ces pompes de l'espoir.

« Ce n'est pas trop tôt. Pourquoi a-t-on mis si longtemps pour intervenir ? », interroge une femme d'Abbeville, approuvée par l'assistance où se mêlent d'inévitables touristes du désespoir des autres, venus parfois même de très loin, de Normandie ou du Nord. Dès 13 heures, dimanche 29 avril, un premier flot « libérateur » s'échap-

paît dans la baie, au milieu des « rechlôtures » (pâtures), avant d'aller se perdre dans la mer. Le président du conseil général, Alain Gest (UDF), est là entouré de techniciens. L'initiative est venue en effet du département, concessionnaire de l'entretien du canal de la Somme, qui est propriété de l'Etat.

A Saint-Valéry, le canal se termine par deux écluses, fermées à marée haute pour empêcher que la mer ne remonte trop haut. Du coup, les eaux de la Somme ne s'écoulent plus, et cette rétention devient encore plus problématique en période de crue venant de l'amont. Le débit du canal, d'ordinaire de 40 m<sup>3</sup> par seconde, est aujourd'hui de 80 m<sup>3</sup>. Cette opération de pompage – qu'une reprise de la pluie rendrait en partie inefficace – devrait permettre de rejeter directement dans la baie 4 m<sup>3</sup> par seconde, y compris à marée haute. 5 % du volume de la crue devraient être ainsi écriés. Une goutte d'eau, une pompe « psychologique », selon les uns, quelques précieux et vitaux centimètres en moins pour les inondés, selon les autres. Stéphane Haussoulier (UDF), maire de Saint-Valéry, veut « bien croire à cette solution » qui lui paraît « faible en regard des problèmes posés ». Mais « il faut le faire, les gens sont en attente », ajoute-t-il. Pour les Verts, à Amiens, discrets depuis le début de

la crise, « il n'est pas inutile de rassurer la population ». A la mairie d'Abbeville, les techniciens estiment qu'il faudrait pomper 20 m<sup>3</sup> par seconde pour diminuer sensiblement le niveau de la crue.

## UN CANAL DE DÉRIVATION

Le dispositif mis en place coûtera 2,7 millions de francs pour un mois au département, pour l'instant le seul bailleur de fonds. « Il va falloir 175 000 litres de gasoil pour faire tourner ces pompes, les compagnies pétrolières après l'Erika pourraient faire un petit effort ! », lance le conseiller général de Saint-Valéry, Nicolas Lottin, élu de Chasse, pêche, nature et traditions, à l'origine de ce projet de captage qu'il a remis au patron du département, Alain Gest,

le 23 avril. Décidé à agir, ce dernier a signé vendredi le contrat avec les installateurs. Si le système montrait son efficacité, le conseil général pourrait décider rapidement, soit de multiplier les pompes, soit d'aménager sur le site un canal de dérivation pour atteindre le débit de rejet de 20 m<sup>3</sup> par seconde souhaité par les experts. Ces travaux, estimés à 10 millions de francs, pourraient être livrés dans un mois. Une autre solution, qui consiste à évacuer aussi une partie de la crue de la Somme par l'amont, semble avoir retenu l'attention de Jean-Claude Gaysot. Dans un entretien au *Journal du dimanche* du 29 avril, le ministre estime que les cours de l'Oise et de la Sensée ont suffisamment baissé « pour y renvoyer,

depuis vendredi, une partie des eaux du bassin de la Somme, sans préjudice pour les riverains de ces deux rivières ». « J'ai donc demandé à mes services, ajoute-t-il, d'en renforcer significativement le pompage. Dix pompes ont été installées aujourd'hui sur le canal du Nord, dix autres sont en cours d'acheminement. » Cette initiative a au moins le mérite d'être diplomatique, après les rumeurs de « complot » des deux grands bassins voisins, de la Seine et du Nord, soupçonnés de vouloir inonder les Picards...

Le ministre a affirmé par ailleurs que la mission annoncée par Lionel Jospin sur les causes de ces inondations travaillera « dans la transparence la plus totale », pour rendre ses premiers rapports dès la fin mai. Certes, la pluviométrie a battu des records, saturant les nappes. Mais cette catastrophe inattendue, dans un département dépourvu de Plan de prévention (PPR) des risques d'inondations, pose cruellement, une nouvelle fois, le problème de la gestion d'un bassin dont le milieu naturel, les paysages, ici comme ailleurs, ont été fortement transformés par l'urbanisation et les pratiques agricoles. Le processus de colmatage de la baie de Somme – auquel l'homme a beaucoup contribué – s'accélère sans cesse, au dire des spécialistes. Abbeville au Moyen Age était un port sur la

mer, parmi les plus puissants du Royaume de France.

Ouvert en 1835, le canal de la Somme a joué pendant plus d'un siècle un rôle économique d'importance : aujourd'hui, il ne sert plus qu'à quelques plaisanciers. « Du coup, on est peut-être moins vigilant pour son entretien », avance un élu. « Il y a dix ans, l'administration nous a cédé le canal dans le même état que les écoles et les lycées qu'elle nous avait laissés au moment de la décentralisation », accuse M. Gest. Le département injecte désormais 10 millions de francs par an dans l'entretien de l'équipement, l'Etat 2 seulement, soutient encore le président du conseil général.

R. Gt

## BRIDGE DESCELLÉ?

Refixer avec  
Fixobridge™  
par BONYPLUS®

EN PHARMACIE  
SANS REC. - A.C.L. N. 760-85-92

"Facile, rapide et efficace!"

# LE MONDE diplomatique

MAI 2001

« Eloge de l'amour »  
selon Jean-Luc Godard

## DOSSIER : LA PIEUVRE PUBLICITAIRE

La fabrique des désirs  
Des marques au fer rouge  
dans nos consciences  
Résister à l'impérialisme  
d'un système  
Des parasites  
dans notre quotidien  
Le marketing de la libération  
Publicité sexiste  
par Ignacio Ramonet, Marie Bénilde,  
François Brune, Valérie Brunetière,  
Tom Frank et Dan Schiller

La stratégie israélienne  
empêtrée

Les sectes,  
cheval de Troie  
des Etats-Unis en Europe

En finir,  
une fois pour toutes,  
avec le développement

Egalement au sommaire :

La Russie en quête d'un nouveau rôle ; L'« opération Condor », cauchemar de l'Amérique latine ; Arrière-pensées dans la lutte anticorruption ; Violences contre les femmes en Asie ; Conflits autour de la méningite en Afrique ; Menaces sur l'économie mondiale ; Enquête sur la question copte ; etc.

En vente chez votre marchand de journaux - 25 F - 3,81 €

### DISPARITIONS

■ **JACQUES MANCIER**, ancien chroniqueur philatélique au *Figaro*, est mort à Paris dimanche 29 avril à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Jacques Mancier avait d'abord été comédien, au théâtre et à la télévision. Il a tenu des rôles aussi bien dans le répertoire classique que dans la comédie de boulevard, aux côtés notamment d'Élvière Popesco, Gaby Morlay, Jules Berry, Jean Marchat. Sur le petit écran, il a participé à de nombreuses dramatiques, ainsi qu'à la série « En votre âme et conscience ». Jacques Mancier était venu au journalisme ensuite par le canal de la télévision où il fut coproducteur, avec son épouse Jacqueline Caurat, du magazine « Télé-Philatélie », diffusé pendant vingt-deux ans sur la première chaîne. Au *Figaro*, il a assuré pendant de nombreuses années une chronique philatélique hebdomadaire.

■ **GUY TEXEREAU**, qui fut huit fois recordman de France du 3 000 m steeple entre 1962 et 1966, est mort samedi 28 avril des suites d'un cancer de la moelle épinière. Né le 14 mai 1935, Guy Texereau était un petit gabarit, 1,64 m pour 53 kg à l'époque de ses records ; il avait régné sur le 3 000 m steeple, battant en quatre ans huit fois le record précédemment détenu par Hamoud Ameur (8 min 55 sec), le portant à 8 min 30 sec. Il avait participé à trois olympiades (Rome, Tokyo et Mexico) et sa meilleure place avait été 6<sup>e</sup> aux JO de Tokyo. Son dernier record a tenu près de cinq ans, avant d'être battu par Jean-Paul Villain en 1971.

■ **EVELYN KÜNNEKE**, chanteuse allemande, est morte samedi 28 avril dans un hôpital berlinois des suites d'un cancer à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Evelyn Künneke, de son vrai prénom Eva-Susanne, était la fille du « roi de l'opérette » Eduard Künneke (1885-1953). Egalement comédienne et danseuse, elle s'est produite pendant près d'un demi-siècle sur les planches et dans les cabarets allemands, en particulier à Berlin. Après avoir chanté de nombreux succès musicaux des années 1950 et dansé en solo à l'opéra berlinois Staatsoper, elle se qualifiait volontiers de dernière survivante de la génération « Lili Marleen ». Ces dernières années, Evelyn Künneke se produisait parfois avec deux autres comédiennes de sa génération, Helen Vita et Brigitte Mira, dans un spectacle comique intitulé *Trois vieilles peaux*.

### JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 28 avril sont publiés :

● **Fonctionnaires** : un décret portant majoration à compter du 1<sup>er</sup> mai de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

● **Hôpitaux** : un décret relatif à l'exercice d'une activité libérale par les praticiens hospitaliers à temps plein dans les établissements publics de santé.

● **Electricité** : deux décrets d'application de la loi du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.

● **Entreprises** : un décret relatif aux obligations déclaratives prévues pour les transmissions d'entreprises bénéficiant de l'exonération partielle des droits de mutation par décès.

● **Gaz** : un arrêté relatif à l'augmentation de 9,5 %, à compter du 1<sup>er</sup> mai, des prix de vente du gaz combustible vendu à partir des réseaux publics de distribution.

Au *Journal officiel* du dimanche 29 avril sont publiés :

● **Euros** : un décret portant adaptation de la valeur en euros du montant exprimé en francs de certaines amendes.

● **Accord international** : un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc relatif à la coopération en matière de sécurité, signé à Paris le 30 mai 2000.

Chaque samedi

avec **Le Monde**  
DATÉ DIM./LUNDI

**LE MONDE**  
TELEVISION

### AU CARNET DU « MONDE »

#### Anniversaires de naissance

– 1<sup>er</sup> mai 1971 - 1<sup>er</sup> mai 2001.

Bon anniversaire,

Bonne  
Réussite en  
Unissant de  
Nombreux  
Octets.

Annick et Jean-Paul,  
Fabien-Kathrin, Julie-Elise, Capucine.

#### Décès

– Sarah,  
son épouse,  
Richard et Liliane,  
ses enfants,  
Claude,  
son gendre,  
et Hélène, sa belle-fille,  
Mickaëlle, Louis, Raphaëlle et Jules,  
ses petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

**Bernard JOSPÉ,**

survenu le 27 avril 2001, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à Saint-Etienne.

L'inhumation a eu lieu le 30 avril, au cimetière de Côte-Chaude, à Saint-Etienne.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

– Mme Juliette Lapeyssonnie,  
Ses enfants,  
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,  
Les familles Lapeyssonnie, Dureau,  
Pons, Bénoliel, Barbaroux et Vieville,  
Gabrielle Lemarié,  
Sa famille,  
ont la douleur de faire part du décès du

médecin-général  
**Léon LAPEYSSONNIE,**  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur de l'ordre national  
du Mérite,

survenu, dans sa quatre-vingt-sixième année, à Paris, le 26 avril 2001.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 3 mai, à 9 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, Paris-5<sup>e</sup>.

**LE MONDE DES LIVRES**

avec **Le Monde**  
DATÉ VENDREDI

– Christiane Meriaux,  
son épouse,  
Christophe et Caroline,  
Frédérique et Ian,  
ses enfants,  
Charlotte, Emma et Félix,  
ses petits-enfants,  
ont la tristesse d'annoncer que, malgré un désir de vivre et un courage exceptionnels,

**Jacques MERIAUX**

a quitté ceux qu'il aimait, à l'âge de soixante-neuf ans, le jeudi 26 avril 2001.

La bénédiction aura lieu, le vendredi 4 mai, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Salette, 38, rue de Cronstadt, Paris-15<sup>e</sup>.

L'incinération aura lieu dans l'intimité.

– Jacqueline,  
sa femme,  
Adélaïde, Quentin et Armelle,  
ses enfants,  
Sa famille, ses proches,  
Et tous ses petits camarades du  
Syndicat cyclecariste,  
ont l'immense tristesse de faire part du décès de

**Jacques POTHERAT,**  
journaliste.

Une cérémonie du souvenir aura lieu le jeudi 3 mai 2001, à 11 h 45, au grand salon du crématorium du Père-Lachaise, à Paris-20<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue Gabriel-Bachet,  
77760 Villiers-sous-Grez.

### CARNET DU MONDE

TARIFS année 2001 - TARIF à la ligne

**DÉCÈS, REMERCIEMENTS,  
AVIS DE MESSE,  
ANNIVERSAIRE DE DÉCÈS**  
141 F TTC - 21,50 €  
TARIF ABONNÉS 119 F TTC - 18,14 €

**NAISSANCES, ANNIVERSAIRES,  
MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS**  
600 F TTC - 91,47 € FORFAIT 10 LIGNES  
TARIF ABONNÉS 491 F TTC - 74,85 €  
FORFAIT 10 LIGNES

La ligne suppl. : 60 F TTC - 9,15 €

**THÈSES - ÉTUDIANTS** : 85 F TTC - 12,96 €

**COLLOQUES - CONFÉRENCES** :

**Nous consulter**

☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42

Fax : 01.42.17.21.36

e-mail : carnet@mondepub.fr

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

### Anniversaires de décès

– Quatre ans tout juste,

**Gilbert ROY**

disparaissait.

Tu es toujours dans nos cœurs.

Catherine et Martine.

### Souvenir

– Paris. Hédouville.

Le 28 avril 1979, disparaissait le

**docteur Roland RICHARD,**  
ORL,  
attaché des Hôpitaux de Paris  
à l'hôpital Boucicaut.

Tu nous manques toujours.  
Nicole.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

### Conférences

**COLLÈGE INTERNATIONAL  
DE PHILOSOPHIE**

#### Conférence

Guy Lardreau : « L'ange cannibale »,  
12 mai, 14 h 30-17 heures, amph  
Stourdzé, Carré des sciences, 1, rue  
Descartes, Paris.

L'accès à toutes les activités du  
Collège est libre et gratuit (dans la  
limite des places disponibles).  
Renseignements sur salles,  
répondeur : 01-44-41-46-85. Autres  
renseignements : 01-44-41-46-80.

### Cours

Stages express d'hébreu.  
Professeur Jacques Benaudis.  
Tél. : 01-43-43-99-81.  
[http://members.spreed.com/  
education/benaudis](http://members.spreed.com/education/benaudis).

### RUBRIQUE IMMOBILIÈRE/AGENDA Tous les lundis datés mardis TARIFS 2001

#### ► PARTICULIERS :

**FORFAIT 5 LIGNES**  
(25 caractères ou espaces par ligne)  
- 2 Parutions : 590 F TTC / 89,94 €  
- 4 Parutions : 840 F TTC / 128,06 €  
121 F TTC / 18,45 € la ligne suppl.

#### ► ABONNÉS :

**FORFAIT 5 LIGNES**  
(25 caractères ou espaces par ligne)  
- 2 Parutions : 520 F TTC / 79,27 €  
- 4 Parutions : 714 F TTC / 108,85 €  
117 F TTC / 17,84 € la ligne suppl.

☎ **01.42.17.39.80**  
Fax : 01.42.17.21.36

MENSUEL • N° 292 • MAI 2001

**Le Monde de l'éducation**

ENTRETIEN  
**Boris Cyrulnik : Soigner l'enfant victime**

COLLÈGE  
**Bien comprendre la réforme**

Documentalistes :  
**les oubliés de l'école**

● IRLANDE DU NORD : CES ÉLÈVES QUI REFUSENT LA HAINE  
● LE CIRQUE PASSE LE BAC

DOSSIER  
**Le privé**  
mérite-t-il son succès ?

**VIENT DE PARAÎTRE**

# Le temps de dire merci

**A quelques heures près, le destin n'a pas permis qu'une ancienne déportée juive, Ida Grinspan, puisse remercier l'infirmière polonaise, Wanda Ossowska, qui lui avait sauvé la vie, au camp de Neustadt, en 1945. Au lendemain de la Journée annuelle de la déportation (dimanche 29 avril), ce rendez-vous manqué illustre la nouvelle ère de mémoire qui va s'ouvrir avec la disparition des derniers témoins directs. Le temps de l'ouï-dire commence.**

**Bertrand Poirot-Delpech raconte**

**W**ANDA... C'est moi, Ida!» La scène se passe dimanche 22 avril, à la clinique du Sacré-Cœur, dans la banlieue de Varsovie. Ida, soixante et onze ans, parle à l'oreille de la malade, dont elle a retrouvé la trace le 20 mars dernier. Elle a d'abord respecté la consigne de Wanda de ne venir la voir qu'une fois rétablie de ses hémorragies internes. Mais à l'annonce que l'état de l'ancienne infirmière empirait, Ida n'a plus supporté d'attendre un mieux à Paris. Elle s'est jointe à une visite de scolaires français vers les camps de Silésie. Leur avion s'est posé l'après-midi même.

« C'est moi, « votre enfant », insiste Ida.

On a retiré à Wanda la prothèse auditive qui la faisait souffrir. Peut-être est-ce pour cela qu'elle ne cille pas. Mais non : les paupières et les bras gardent l'immobilité d'une irrémédiable absence. Près de la perfusion, se devine l'ancienne immatriculation de déportée résistante : 77 367. Ida remarque qu'au moins trois chiffres sont identiques aux siens. Wanda est entrée dans un sommeil profond. L'espoir de communiquer s'éloigne.

... Chacune son tour d'assister au coma de l'autre. Entre janvier et mars 1945, au revier (infirmerie) du camp de Neustadt-Glévé, c'était la gamine Ida, quinze ans, qui survivait à grand-peine, et c'était Wanda, l'infirmière

polonaise de trente-deux ans qui veillait sur elle.

L'itinéraire d'Ida est bien connu des amicales de déportés et des milliers d'écoliers devant qui elle ne se lasse pas de témoigner, au nom des amies disparues au camp. Née en 1929 de tailleurs juifs polonais réfugiés à Paris en 1924, cachée chez des fermiers des Deux-Sèvres après l'arrestation de ses parents en juillet 1942, cueillie le 30 janvier 1944 par trois gendarmes, qui avaient repéré la mention « J » de la carte d'identité de son frère (et qu'alliaient absoudre, à la Libération, leurs « faits de Résistance » !), Ida est arrivée à Auschwitz le 10 février 1944.

Evacuée à pied le 18 janvier 1945 lors d'une des terribles « marches de la mort », elle a passé un mois à Ravensbruck avant d'échouer au camp de Neustadt-Glévé, atteinte du typhus et de gelures aux pieds. Le 30 avril, les Allemands ont disparu, non sans avoir brûlé leurs archives. Le 3 mai, trois colosses russes ont surgi. On la mènera en brouette à l'hôpital de Lunenburg. Un Dakota canadien la déposera au Bourget. Lente guérison à l'hôpital Broussais, jusqu'en 1946, puis emplois précaires dans la confection, seule au monde, sans parents ni aide. Ainsi se prolongeait, on l'a oublié – ou jamais vraiment su –, le supplice des jeunes rescapés.

Ida n'aurait pas été sauvée si la chance n'avait joué en sa faveur en la menant d'un camp d'extermination à un camp où on se « contentait » de laisser mourir les détenus d'inanition, et en plaçant sur son chemin



**Ida Grinspan, à seize ans, trois mois après son retour des camps.**

**L'infirmière Wanda Ossowska, décorée pour sa résistance, deux ans avant sa mort.**



Wanda Ossowska. Née en 1912 (32 ans à l'arrivée d'Ida), cette infirmière diplômée avait servi d'agent de liaison dans l'armée clandestine polonaise, ce qui lui fit interner comme « politique » (triangle rouge), et lui valut, avant les décorations reçues récemment, de faire neuf mois de détention supplémentaires, à la Libération, dans les prisons communistes...

Pendant les mois de février à mai 1945 où Ida luttait entre la vie et la mort au revier, Wanda s'est juré de la sauver. Elle l'a déguisée en vieille femme pour lui éviter des corvées qui eussent été fatales. Les pieds de l'enfant ayant gelé et la gangrène menaçant, elle lui prodiguait des bains chauds, se procurait du permanganate, pensait ses plaies avec des bandes de papier raflées on ne sait où. Elle lui confectionnait en cachette des soupes à la pomme de terre. Elle lui trouvait du chocolat et la forçait à manger.

Dès les années 1950, Ida s'est inquiétée de retrouver celle qui l'avait sauvée. Les moyens d'y parvenir ressemblaient aux données éparpillées d'un cauchemar. Seul lui revenait le prénom de Wanda, très répandu en Pologne. Les associations polonaises peinaient à la renseigner. En 1988, lors de son premier retour à Auschwitz, elle répétait, dans

l'état second où l'avait jetée la visite : « J'aimerais tellement retrouver la nommée Wanda à qui je dois la vie » (*Le Monde*, 26 mars 1988). En 1995, elle a été jusqu'à téléphoner au cours d'une émission télévisée qui s'ouvrait à rechercher des personnes perdues de vue. « Il n'y a pas de direct possible avec la Pologne », répondit le standard.

2001, le responsable des guides du musée d'Auschwitz établit que Wanda Ossowska est passée par le camp. Il finit par la joindre à l'hôpital où on la soigne pour des saignements gastriques.

Wanda a donc su qu'Ida vivait et cherchait à la voir. Mais elle n'a pas souhaité que son ancien-ne protégée la voie dans le mauvais état où elle se trouvait. Elle

« Je pensais à vous très souvent. "Moje dziecko" : vous êtes mon enfant ! C'est cet amour, cette force surnaturelle, qui m'a permis de vous sauver... »

**Wanda Ossowska**

En 1999, Ida se rend au camp de Neustadt, rasé par les Russes, et dont ne reste qu'une plaque. Un Allemand opposant de la période nazie repère le nom de Wanda sur les listes des anciennes détenues. Le 7 mars

a seulement employé ses restes de force et de présence à lui écrire – en polonais.

Il ressort de la traduction qu'elle a parlé d'Ida dans un livre de souvenirs, *Przezytam*, paru en 1995. « Je pensais à vous très sou-

vent, explique Wanda. *Moje dziecko : vous êtes mon enfant !* » (Ida se souvient de cette phrase, et elle n'oublie pas que Wanda n'a jamais eu d'enfant à elle par la suite). « C'est cet amour, cette force surnaturelle, qui m'a permis de vous sauver... », dit encore la lettre. *Je me souviens bien, un jour où vous aviez perdu connaissance, vous avez crié "Vive la France !"* » (Ida n'en a pas gardé le souvenir).

En 1988, lors de son premier retour à Auschwitz, Ida Grinspan répétait, dans l'état second où l'avait jetée la visite : « J'aimerais tellement retrouver la nommée Wanda à qui je dois la vie »

La lettre ajoute : « *Je me souviens bien des soldats français d'oflag qui vous ont prise à l'hôpital. Vous étiez toujours sans connaissance, et je vous ai expédiée avec l'espoir et l'amour de tout mon cœur... J'ai demandé le Dieu avec insistance de vous sauver, ma petite Ida ! Et vous vivez !... Excusez-moi de vous appeler Ida, mais vous serez pour toujours mon enfant, moje dziecko. Maintenant je suis à l'hôpital, mais j'ai confiance à Dieu de m'en encore sauver... En espérance de vous avoir dans mes bras, je vous envoie mes sentiments distingués pour vous et pour votre famille. Wanda Ossowska.* »

Les nouvelles prises au téléphone devenant de plus en plus alarmantes, Ida s'est donc rendue à la clinique le 22 avril. Trois jours plus tôt, nièces et cousines présentes à l'entrevue avaient encore pu échanger des propos, malgré l'hémorragie digestive, compliquée d'infection pulmonaire.

Ida n'a pas reconnu Wanda, si tant est qu'elle ait gardé en mémoire son visage, après cinquante-six années.

« *Ida est là, elle est venue te voir* », ont annoncé ses parentes. « *C'est moi, Ida* », a répété Ida.

Durant une heure, peut-être, on s'est épuisé à renouer les fils du dialogue d'amour instauré au cœur de la haine, un demi-siècle plus tôt. L'honneur de la nature humaine avait été sauvé, autour du châlit d'Ida mourante, et il ne serait plus jamais question de ce secret autrement qu'entre des tiers. La vie se réduisait à un point d'histoire, à une anecdote !

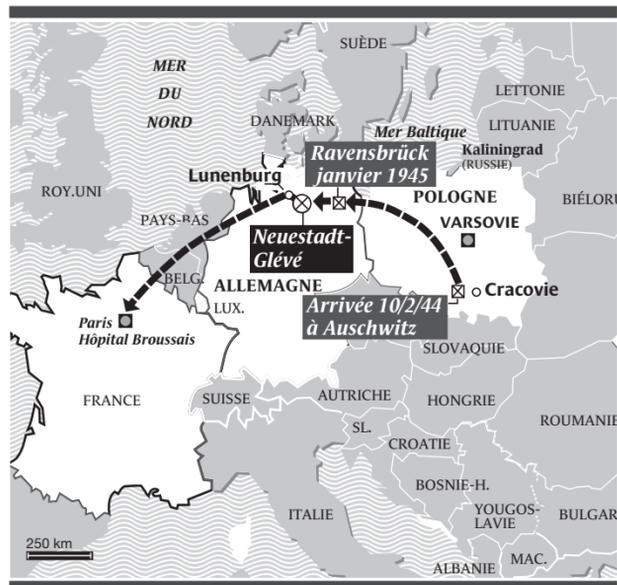
Trop tard ! La chance, cette fois, n'était pas au rendez-vous. Telle la boule des roulettes, elle a hésité, roulé au bord du bon numéro, puis elle a reculé vers le refus des retrouvailles tant désirées. Le temps de dire merci était passé, de très peu, de quelques heures. On aurait dit le croisement de deux trains, à faible allure, quand les regards de ceux qui devaient se réunir ne se rencontrent plus et plongent vers le nul part des occasions perdues.

« *Tout ce temps gâché !* », a pleuré Ida, comme si elle y était pour quelque chose.

Elle s'est promis de revenir à Varsovie au premier signe d'amélioration. Elle attendrait devant son téléphone. Elle se battrait pour que Wanda soit reconnue « Juste », ne serait-ce que pour démentir la mauvaise réputation des Polonais auprès des descendants du ghetto.

La nouvelle est venue le 26 avril à l'aube. Wanda s'était éteinte à cinq heures du matin, sans avoir repris connaissance.

**Bertrand Poirot-Delpech**



# La sociologie, astrologie des sciences sociales ? Climat : priorité à la coopération Nord-Sud

par Jean Copans

**M**ADAME TEISSIER, astrologue de métier et fort réputée, paraît-il, dans son domaine, a donc soutenu une thèse de doctorat mention sociologie dans mon université (René-Descartes-Paris-V), sous la direction d'un collègue de mon département de sciences sociales, le professeur Michel Maffesoli. Mais cette soutenance, qui a déjà fait par deux fois la « une » du *Monde*, est-elle bien le scandale que dénoncent Roger Establet et Christian Baudelot (votre page Débats du 18 avril) ?

C'est une « thèse » d'astrologie et non de sociologie. Mais toutes les thèses de sociologie (d'histoire, de biologie, etc.) sont-elles bien des thèses de sociologie (d'histoire, de biologie, etc.) ?

La thèse est-elle bien le meilleur médium de l'initiation à la démonstration scientifique professionnelle ? Dans les sciences de la vie et de la matière, ce n'est pas le cas. Pourquoi tant défendre la thèse en sociologie ? En l'absence d'enquête de sociologie de la connaissance, justement, le doute me saisit (et il m'a saisi sur ce point depuis fort longtemps). D'autant que mes collègues critiques ne l'ont pas lue et que l'astrologie vue de l'intérieur a peut-être au moins valeur d'un témoignage de première main. N'y a-t-il pas des affaires bien plus scandaleuses, où la vigilance sociologique est, depuis longtemps, en défaut ? Trois chantiers pourraient mobiliser plus utilement mes collègues.

Le premier point porte sur le droit et le devoir de la critique théorique et méthodologique. M. Maffesoli dirige des thèses, des revues et des publications. Il écrit beaucoup et ses œuvres sont en livre de poche (comme ceux de ses deux critiques). Si scandale il y avait, il serait plutôt dans ce silence des critiques de fond, silence bien français qui veut qu'il y ait fort peu de « lettre à l'éditeur » ou de compte rendu polémique dans nos périodiques sociologiques.

Si ce collègue a pu se rendre coupable d'une telle dérive professionnelle, les dispositions à se comporter ainsi sont sûrement bien anciennes, et il fallait depuis longtemps lui faire comprendre que sa sociologie n'avait rien de scientifique et de respectable, lui

interdire de diriger des doctorats pour que ses points de vue ne « polluent » pas nos chères têtes blondes.

Je ne suis pas là pour défendre de quelque façon ce collègue – il sait s'y prendre tout seul (page Débats du *Monde* du 24 avril) –, mon néo-marxisme et mon domaine de spécialisation, les classes ouvrières d'Afrique noire, étant à des milliers d'années-lumière de sa sociologie compréhensive et de ses thématiques tribales et dionysiaques. Mais quand je ne suis pas d'accord avec le fond d'une recherche sociologique ou ethnologique, je le dis, je l'enseigne, je l'écris et... j'ai des ennuis !

Le deuxième point porte sur la sociologie des études doctorales et des processus de soutenance.

## Dans le monde réel mais interlope des fausses directions, des fausses thèses et des faux docteurs, l'affaire du doctorat de M<sup>me</sup> Teissier me paraît bien anecdotique

J'ai dans ma mémoire des affaires bien plus scandaleuses que le *hap-pening* maffesolien. Que penser du refus très récent d'une des grandes universités parisiennes d'autoriser une soutenance d'habilitation en sociologie sous prétexte que le dossier (tout à fait remarquable et soutenu depuis dans un autre établissement aussi prestigieux) ne ressemblait pas à ce qu'en attendaient les collègues responsables de l'autorisation mais nullement sociologues ?

Que faut-il dire des conditions dans lesquelles des collègues économistes ont accordé il y a plus de vingt ans le titre de docteur à un Ivoirien devenu par la suite président de la République (et accepté ultérieurement de publier ce travail) ?

Que dire des collègues qui ont « doctorisé » récemment une recherche ethnologique portant sur la pratique de voyante extralucide de la mère et de la sœur du doctorant-chercheur, texte qu'on peut acheter aujourd'hui dans toutes les bonnes librairies ?

Ayant occupé successivement

toutes les fonctions de « contrôlé » énumérées par mes collègues, je puis noter quant à moi l'absence totale de sociologie de la preuve doctorale. Il y a plus de 10 000 thèses de doctorat soutenues chaque année en France, toutes disciplines confondues. Où sont les recherches sociologiques des spécialistes de l'éducation ou de l'organisation sur ce vaste phénomène social ? Je serais prêt à parier que ce domaine est l'objet d'un refoulement puissant chez les sociologues. Alors, dans le monde réel mais interlope des fausses directions, des fausses thèses et des faux docteurs, l'affaire du doctorat de M<sup>me</sup> Teissier me paraît bien anecdotique.

En fait, l'astrologie n'est pas là où on la croit. C'est la sociologie

(et de plus en plus l'ethnologie) qui a « astrologisé » ses compétences pour un plat de lentilles ! Depuis vingt ans, ces deux sciences sociales se sont vendues aux pouvoirs, aux administrations et aux médias qui nous gouvernent pour expliquer (et, sous-entendu, prévoir) le présent et le futur proche.

Que feraient les sociologues si tous les ministères (y compris ceux de l'intérieur et de la défense), les conseils municipaux, les conseils généraux et régionaux, les grandes entreprises publiques et privées n'insufflaient pas des financements significatifs pour ausculter le mal de vivre des banlieues, des familles, des jeunes, des vieux, des élèves, des étudiants, des chômeurs, des malades, des infirmières, des travailleurs intermédiaires, des détenus, des travailleurs sociaux, des policiers, des enseignants, etc.

Les sciences sociales courent maintenant après l'actualité, lorsqu'elles ne cherchent pas à la devancer. Elles sont devenues des assistantes sociales et alimentent

comme une rubrique astrologique « nouvelle manière ». Il ne se passe pas une semaine sans que *Le Monde*, *Libération*, *Le Nouvel Observateur* ne publient des « rebonds », des tribunes libres, des opinions ou de brefs entretiens avec des spécialistes, parfois des chercheurs en cours de doctorat (ce qui n'a rien de répréhensible ici) sur un quelconque « grave » problème de notre Hexagone. La sociologie et l'ethnologie française ont maintenant, comme le dit l'expression populaire, les yeux sur le guidon. J'en veux pour preuve la désertion des terrains du vaste monde, à commencer par ceux de nos voisins d'Europe.

Pour évoquer les thèmes, pourtant à la mode, du développement et de la mondialisation, les seuls textes significatifs aujourd'hui en langue française nous proviennent d'historiens, de géographes, d'économistes ou encore de politologues. La sociologie française, si brillante sur ces terrains dans les années 1950-1980, n'a plus rien à dire, et je comprends fort bien mes étudiants qui s'éloignent de ces thématiques car, même avec le meilleur des dossiers, ce qu'attendent mes collègues qui vont les recruter, ce sont des thèmes comme « Les incivilités dans le 93 », « Mon portable, mon ordinateur et ma belle-fille », ou « L'interculturel entre la rue des Rosiers et le quartier de la Rose ».

Bref, les producteurs d'astrologie sont plutôt chez nous. La sociologie française est en train de redevenir une espèce de psychosociologie individualisante, bien dans l'air du temps libéral. Christian Baudelot et Roger Establet, qui nous ont tant aidés à comprendre la France des années 1970-1990, semblent s'inquiéter de la perte des repères théoriques et du peu de conscience déontologique et sociologique d'un certain nombre d'enseignants-chercheurs. Mais hélas, l'astrologie est déjà dans nos murs, et pas seulement dans un doctorat dirigé par Michel Maffesoli !

*Jean Copans, ancien président de la section 19 (sociologie-démographie) du CNU, est professeur de sociologie à l'université René-Descartes - Paris-V.*

## Banalité d'Elizabeth Teissier

par Odile Piriou

**A**U-DELÀ de ce qui semble bien se dessiner comme une tartufferie contre laquelle on peut réagir, l'« affaire Teissier » permet d'énoncer des enjeux sous-jacents autrement stratégiques.

L'un a trait à la lutte entre les héritiers d'une sociologie positiviste et durkheimienne et les défenseurs d'un contre-courant antipositiviste plutôt phénoménologique, revendiqué par Michel Maffesoli.

Les premiers traiteraient objectivement les faits sociaux « comme des choses » dans une démarche armée de connaissances et de techniques scientifiquement reconnues.

Les seconds, reconnaissant une égale valeur aux cadres de la connaissance scientifique et profane, privilégieraient le vécu, sans trop s'embarrasser de rigueur méthodologique.

Finalement, aucune école n'a jamais réussi à s'imposer comme modèle exclusif de la discipline. La résurgence de ce vieux débat est peut-être le signe d'un dynamisme intellectuel. Mais il renvoie aussi à l'enjeu du renouvellement de questions plus corporatistes concernant l'organisation de la sociologie comme profession, au contrôle de l'accès au métier.

Or, à la différence de la philosophie ou de la psychologie, la sociologie s'est toujours défendue d'une orthodoxie conduisant à une trop grande normalisation et une fermeture professionnelles. Les attaques portées contre la légitimité du titre de docteur accordé à Elizabeth Teissier conduisent à nuancer cette position.

La recherche récente que j'ai publiée sur les docteurs en sociologie montre, en fait, que cette dame est finalement très représentative des thésards de cette discipline.

Ces docteurs viennent d'horizons universitaires divers : 54 % ont obtenu un ou plusieurs diplômes avant de s'inscrire en sociologie. La moitié sont entrés direc-

## Cette dame est finalement très représentative des thésards de sociologie

tement en DEA ou en thèse de sociologie. Parmi ces « convertis », beaucoup sont devenus des universitaires, dont ceux qui, aujourd'hui, demandent des comptes à Elizabeth Teissier sur son entrée tardive en sociologie.

Outre la diversité de ces origines universitaires, une proportion non négligeable de docteurs, presque un tiers, viennent en sociologie après avoir exercé un autre métier ou dans le cadre d'un congé formation. Parmi eux, on recense des séminaristes, des professionnels du secteur associatif, de la santé, du travail social, des inspecteurs de l'éducation nationale, des artistes, des policiers... Ils sont depuis peu rejoints par une astrologue.

Par ailleurs, le choix des sujets de thèses de sociologie est effectivement souvent lié à la trajectoire professionnelle de l'impétrant.

La plupart des professionnels qui viennent tardivement en sociologie, 42%, choisissent des thèmes directement rattachés à leur activité. La filière d'emplois dans laquelle travaillait le thésard (avant d'entreprendre ses études ou parallèlement à celles-ci) l'invite à définir une stratégie à visée professionnelle. Le but est de valoriser cet itinéraire, de maximiser la réussite de la thèse, de trouver dans ce diplôme un mérite symbolique, une homologation de responsabilités professionnelles, la possibilité d'améliorer sa pratique. On ne peut pas, non plus, complètement s'interdire d'envisager que ces professionnels soient aussi des personnes passionnées de sociologie ou de sciences sociales.

Il ne faut pas que les critiques des sociologues exercées à l'encontre d'Elizabeth Teissier et de Michel Maffesoli obvient la question plus large de conséquences de l'organisation de la sociologie en profession. Car l'« affaire Teissier » renvoie aussi a priori normatifs qui constituent les modèles de référence sociologique et professionnel à partir desquels se construit la discipline.

L'application de règles trop rigides d'admission et de formation pourrait limiter le type d'intérêt tardif qui constitue un mode important des motivations d'entrée dans la discipline et qui, selon Evrett Hughes, célèbre sociologue, a donné à notre discipline « beaucoup de nos meilleurs sociologues ».

Les critiques formulées à l'encontre de la thèse soutenue par Elizabeth Teissier ne doivent pas conduire les sociologues à se crispier sur une conception limitant

les phénomènes sociologiques à des faits indépendants des subjectivités, chosifiés et inertes. Elles ne doivent pas non plus aboutir à une illusion scientifique, établissant une rupture entre la démarche savante, pure et désintéressée, et la démarche profane, demi-savante ou ingénieriale. Cette attitude exclut de fait un nombre important de sociologues formés en sociologie qui ne deviendront jamais universitaires ou chercheurs au CNRS.

Enfin, les sociologues doivent prendre en compte la réalité du public entrant en sociologie, les profils de ses diplômés et les modalités d'accès au titre. Les reproches qu'ils formulent à l'encontre d'Elizabeth Teissier, son entrée en 3<sup>e</sup> cycle, son profil iconoclaste, pourraient être adressés à beaucoup d'autres docteurs.

S'ils exigent que sa thèse soit réexaminée, ils prennent le risque de favoriser le jeu de pouvoir mandarin. Un patron, en lutte avec un concurrent ou jugeant une thèse trop dérangeante, exigera à son tour son réexamen ou son annulation. Il faut être prudent : Elizabeth Teissier pourrait devenir le pion qu'on avance en surface pour régler des affaires plus souterraines, relevant des querelles de chapeau ou des jeux de pouvoir entre « grands » de la sociologie. Les impétrants sociologues savent combien ces jeux d'acteurs peuvent être déshonorants et dangereux pour eux.

*Odile Piriou est chercheuse au Laboratoire de sociologie du changement des institutions (LSCI-Iresco).*

**L**ES prises de position récentes des Etats-Unis dans la négociation sur la lutte contre le réchauffement climatique sont d'abord un très mauvais coup porté aux pays en développement. Ces pays sont les moins responsables du changement climatique, mais supporteront en premier les conséquences attendues de la montée des eaux, de l'extension des zones de sécheresse et des inondations. Parce que leurs économies sont dépendantes de l'usage de ressources naturelles telles que les sols cultivables et les eaux pour l'irrigation, la lutte contre le réchauffement du climat est vitale pour leur sécurité alimentaire comme pour leur développement économique et social.

C'est donc d'abord à ces pays que les Etats-Unis s'en prennent, bien plus qu'à nous Européens qui aurons les moyens techniques et financiers de nous protéger contre les risques du réchauffement attendu.

Bien que les pays du Nord soient aujourd'hui responsables de près de 80 % des émissions (dont 25 % pour les seuls Etats-Unis), il n'en reste pas moins vrai que les pays en développement, en raison de leur développement économique, deviendront des émetteurs majeurs de gaz à effet de serre. Il est par conséquent essentiel de les associer pleinement aux négociations sur le climat.

Mais ces mêmes pays ont aujourd'hui la désagréable impression que cette négociation se fait à leurs dépens, et sans eux. Ils craignent de voir la lutte contre l'effet de serre se traduire par une nouvelle contrainte à leur développement. Un outil comme le « mécanisme de développement propre », l'un des principaux instruments proposés à Kyoto pour associer les pays du Sud aux actions de lutte contre l'effet de serre, et qui devrait et pourrait permettre à ces pays de bénéficier d'investissements réels nouveaux pour leur développement, leur semble souvent conçu bien plus pour aider les pays du Nord à fuir leurs responsabilités que pour aider les pays du Sud à s'engager sur la voie du développement durable.

Que pouvons-nous faire de positif pour relever le défi et sortir de l'impasse ? L'Europe doit proposer et négocier avec les pays du Sud un accord de partenariat pour le développement durable (basé par exemple sur un objectif d'émissions équitable à long terme pour tous les habitants de la planète). Cela suppose trois conditions :

– Que l'Europe mobilise dès maintenant les ressources humaines et financières nécessaires à ce partenariat nouveau au centre duquel on devrait trouver à la fois le développement des activités économiques des pays en développement et le contrôle des émissions de gaz à effet de serre.

– Qu'elle fasse chez elle ce qu'elle est capable de faire. Des technologies bien moins consommatrices d'énergie existent aujourd'hui pour chauffer nos habitations, trans-

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### NEUTRONS RAPIDES

Raymond Sifferlen est un nostalgique de Superphénix et se veut propagandiste du nucléaire, « l'énergie la plus sûre », écrit-il (Le courrier des lecteurs daté 22 - 23 avril). Cela fait grincer des dents en ces temps de 15<sup>e</sup> anniversaire de Tchernobyl. Mais surtout, quand on se présente comme un partisan du nucléaire, il vaut mieux ne pas faire d'erreurs.

Contrairement à ce qui est affirmé par M. Sifferlen, les Etats-Unis n'ont pas de réacteur à neutrons rapides et n'envisagent pas d'en construire (voir à ce sujet le répertoire du nucléaire mondial *Electric*, publié par le CEA). Il existe à ce jour quatre réacteurs à neutrons rapides dans le monde : en France 233 MW (Phénix), en Russie 560 MW, au Japon 260 MW, en Inde 13 MW. Trois sont en projet (Japon, Inde, Kazakhstan de 800, 450 et 350 Mwe).

**Bella Belbéoch Paris**

#### LE DUC ET LE PRINCE

A la page 2 du journal du 12 avril, dans l'article « La Wind-

porter nos produits, assurer la mobilité des personnes ou faire marcher nos industries, et les énergies renouvelables peuvent contribuer davantage à nos besoins énergétiques. Encore faut-il montrer à nos partenaires que nous sommes capables de prendre les mesures politiques, économiques et sociales indispensables pour gagner l'adhésion des opinions publiques, inverser la tendance et nous engager sur les chemins du développement durable.

– Qu'elle soit résolue enfin à faire adopter, par l'OMC si nécessaire, des mécanismes de protection contre la concurrence déloyale des entreprises de pays qui n'auraient pas choisi de faire face au défi du changement climatique.

A nous, citoyens, de faire comprendre que les pays du Sud doivent être impérativement considérés comme des partenaires à part

## A nous, citoyens, de faire comprendre que les pays du Sud doivent être impérativement considérés comme des partenaires à part entière. Nous demandons aux gouvernements européens et à l'UE de leur proposer sans attendre un nouveau partenariat

entière. C'est sur ces bases que nous demandons solennellement aux gouvernements européens et à l'Union européenne de proposer sans attendre un nouveau partenariat avec les pays du Sud pour un développement solidaire et durable, respectueux de l'environnement global, en particulier du climat.

C'est d'abord une question de justice et de solidarité, c'est aussi une condition indispensable à la lutte contre les conséquences désastreuses à moyen et long terme du changement climatique.

*Cet appel vient d'être lancé à l'initiative d'un groupe de chercheurs et de citoyens réunis autour de Pierre Castella (président de l'association Solagral), Benjamin Dessus (président de l'association Global Chance) et Jacques Testart (président de l'Association française de développement durable). Il a recueilli à ce jour plus de 180 signatures.*

► [www.lemonde.fr/climat](http://www.lemonde.fr/climat)

« sor Inc. », je lis avec étonnement qu'il y aurait dans la famille royale d'Angleterre un couple princier que vous appelez le prince et la princesse (Michaël) de Kent. Le pays de Galles était une principauté, Andorre, le Liechtenstein et Monaco sont des principautés. Il y a donc un prince de Galles, des coprinces d'Andorre, un prince de Liechtenstein, un prince de Monaco. Le Kent n'est pas une principauté, il n'y a donc pas de prince de Kent. En revanche, il y a un duc de Kent qui se nomme Edouard.

**Paul Combaux Caen (Calvados)**

#### GRANDS MAGASINS

Que les employés de Marks & Spencer perdent leur emploi est navrant. Mais que ferme boulevard Haussmann le seul grand magasin qui appliquait, semble-t-il, une politique (britannique) d'embauche non défavorable aux minorités ethniques est plus que dommage. (...)

A quand la vérification systématique de non-discrimination à l'embauche dans la législation française ?

**Danièle Bloch-Rive Nancy**

## Bertrand Hervieu, sociologue, président de l'Institut national de la recherche agronomique

# Le monde agricole est attendu par les citoyens

Face aux crises qui frappent l'agriculture en France, on trouve des paysans capables d'apporter des réponses novatrices. Mais ils sont encore trop peu nombreux : sans un mouvement social en profondeur, rien ne bougera vraiment

« Le désarroi des agriculteurs français face aux crises (vache folle, fièvre aphteuse, remise en cause de la PAC, déclin démographique...) laisse-t-il encore un espace à l'invention d'un avenir ?

– Le modèle utilitariste, fondé sur la terre comme outil de production, sur lequel existait un quasi-consensus, est derrière nous. C'est un mouvement en profondeur. Il y a aussi l'actualité des massacres d'animaux. L'opinion a tendance à penser : "Vous, paysans, vous êtes les auteurs de ces mises à mort." C'est donc, pour eux, totalement traumatisant. La crise – les crises – ne sont toutefois pas une impasse. On entend des discours novateurs, on trouve des projets. Le monde agricole est attendu par les citoyens. L'agriculteur est désormais dans une relation nécessaire avec le reste de la société, aussi bien avec le client consommateur qu'avec le citoyen contribuable.

– Etes-vous optimiste sur la capacité des paysans français à accomplir leur révolution culturelle ?

– On trouve des paysans capables d'apporter des réponses, comme il en existait après 1945 pour répondre au défi de la production. Mais ils sont encore insuffisamment nombreux et leurs dirigeants ont du mal à imaginer que les orientations à prendre pourraient dépasser le modèle dominant depuis cinquante ans. La question est de savoir quelle sera la force sociale qui portera cette nouveauté. La Confédération paysanne ? Il y a un immense débat en son sein, ainsi que dans le syndicalisme majoritaire, entre les défenseurs des filières et les partisans d'une approche plus horizontale. Mais, sans un mouvement social en profondeur, rien ne bougera vraiment.

– Avec le recul, comment interprétez-vous le rejet des OGM auquel on a assisté, en Europe et particulièrement en France, depuis 1997 ? Aurait-il eu lieu sans la crise de la vache folle ?

– Chez les consommateurs, peut-être pas. Chez les agriculteurs, en



revanche, la prise de conscience s'est opérée sur un tout autre terrain que celui de la sécurité alimentaire. L'élément déclencheur, ce fut Terminator, ce procédé génétique développé par Monsanto par lequel les plantes deviennent incapables de se reproduire elles-mêmes. Jusqu'alors, les producteurs avaient accepté sans problème que l'on transfère des gènes dans des végétaux pour en valoriser une fonction. Puis, tout à coup, ils ont réalisé qu'ils risquaient de se retrouver dans une situation de dépendance absolue vis-à-vis des multinationales.

– Cette dépendance n'était-elle pas réelle depuis longtemps ?

– Pas de cette manière. L'agriculture française fonctionne sur le régime des certificats d'obtention végétale, donc sur un système de licences, géré par les producteurs, qui prévoit des redevances pour financer l'amélioration génétique

des espèces cultivées. Il s'agit d'un dispositif "familial", de type PME-PMI, très représentatif de notre tissu agricole traditionnel. Mais, le jour où les semenciers français sont eux-mêmes menacés par les grands groupes multinationaux, le transfert des connaissances et des progrès génétiques peut se retourner contre notre propre camp et menacer notre indépendance.

– Pour prévenir ce danger, dans quels termes faut-il concevoir le transfert de l'innovation ?

– Il ne s'agit pas d'effectuer un verrouillage tel que la recherche publique garde ses résultats pour elle-même. Ce serait suicidaire. L'objectif est au contraire de favoriser la fluidité, voire l'échange d'innovations, tout en empêchant que celles-ci puissent être l'objet d'une captation, d'une "OPA" ou d'une marchandisation sans contrôle. Il faut, pour cela, garder présent à l'esprit ce qui a été

acquis dans le secteur de la génétique animale, où existe, notamment par le biais des coopératives d'insémination, un système de mutualisation entre les producteurs, la recherche et les pouvoirs publics.

– Dans le domaine végétal, cela implique la création d'alliances avec les diverses filières concernées (producteurs de céréales, de protéagineux) ou avec les coopératives. On peut même imaginer un fonctionnement plus mutualisé encore, dans lequel l'ensemble des producteurs cotiseraient à l'effort public de recherche, à charge pour elles d'imaginer un dispositif d'appropriation collective des résultats.

– Pour en revenir aux cultures transgéniques, quel est votre sentiment sur l'extrême prudence dont a fait preuve le gouvernement au cours des dernières années, au point d'avoir stoppé totalement leur développement en France ?

– Au sein même de l'INRA, la question des OGM et de leur autorisation a donné lieu à de nombreuses réflexions : le débat traverse l'ensemble de la communauté scientifique. Parmi les chercheurs, comme dans la société, il y a des prudents, des impatiens, des sceptiques, des enthousiastes. Je m'en réjouis ! Que la communauté de l'INRA soit amenée elle-même à s'interroger sur les finalités de sa recherche, quand on sait que les budgets et les compétences sont limités et que choisir de faire quelque chose, c'est ne pas faire autre chose, voilà une bonne nouvelle !

– Vu ces divergences, où en est la recherche sur les OGM ?

– Notre priorité va à la production de connaissances. Même si nos moyens restent modestes, comparés à nos grands concurrents mondiaux, il est essentiel que nous poursuivions ce type de travaux. Il faut impérativement que les pouvoirs publics aient, à travers leurs organismes de recherche, une capacité d'ex-

pertise, au regard, précisément, des produits que les firmes peuvent mettre sur le marché.

– Allez-vous poursuivre vos études sur les risques de dissémination des plantes transgéniques, quelles que soient les actions de protestation menées par José Bové ou d'autres opposants ?

– Naturellement, car personne, pas même José Bové, ne conteste la nécessité d'une recherche publique en ce domaine. Il y a trois registres d'expertise autour des OGM : les risques pour l'environnement que peut présenter le flux de gènes, les risques en matière de santé publique – c'est la question des allergies notamment – et les risques de nature économique et géopolitique que nous évoquons plus haut. Sur ces trois points, un organisme comme l'INRA se doit de développer des recherches pour pouvoir conduire l'évaluation.

– Quelle analyse faites-vous de l'émotion des populations citadines, mais aussi rurales, devant les images d'abattages massifs et de destruction de dizaines de milliers d'animaux dans le cadre de la lutte contre l'épizootie de fièvre aphteuse ?

– L'émotion est d'autant plus ressentie que nos sociétés se sont appliquées depuis une quarantaine d'années à faire disparaître ou au moins à "euphémiser" la mort. La mort animale est, si l'on peut dire, gérée dans des abattoirs, éloignés aussi bien des exploitations agricoles que des villes, de la même façon que la mort humaine survient de plus en plus à l'hôpital, au petit matin, dans la solitude. Cette émotion est d'abord l'expression de la recomposition très forte de notre relation à l'animal – je pense notamment au regard que nous portons sur les animaux de compagnie – et aussi à la mort.

– L'INRA semble peu impliquée dans le dossier de l'encéphalopathie spongiforme bovine et, plus généralement, dans la lutte contre les maladies animales à prions. Pourquoi ?

– Actuellement, vingt équipes sont engagées à l'INRA dans les recherches sur les encéphalopathies animales et, en particulier, la tremblante du mouton. L'engagement possible de l'INRA sur l'ESB avait été envisagé dès 1990. Après moult discussions, notamment au ministère de la recherche, l'institut a pris la décision, en 1994, de s'engager dans des programmes de recherche sur la tremblante du mouton, qui est aussi une encéphalopathie spongiforme. Les recherches portent aussi bien sur l'exploration de la biologie fondamentale de la tremblante et des prions, sur l'étude du développement de la maladie chez l'animal atteint de tremblante que sur l'épidémiologie. Des applications concrètes sont maintenant possibles.

– L'une des spécificités des travaux menés à l'INRA sur les maladies à prions est l'exploration et l'exploitation de la diversité génétique qui existe chez l'espèce ovine pour la sensibilité aux encéphalopathies.

C'est à la fois un moyen d'action potentiellement très puissant pour limiter l'incidence de la maladie dans les élevages, et un outil d'investigation extraordinaire pour en comprendre les mécanismes et proposer des méthodes diagnostiques, voire thérapeutiques originales.

– Partagez-vous l'analyse selon laquelle les épizooties de fièvre aphteuse et d'ESB sont la conséquence, directe ou non, du productivisme agricole ?

– Ces épizooties sont d'abord la conséquence d'un abandon, de la part des pouvoirs publics anglais, des fonctions de contrôle et de surveillance dévolues dans notre pays aux services vétérinaires. Dans le cas de l'ESB, c'est d'abord un enchaînement d'imprudences, de fraudes caractérisées, de dissimulations, qui a permis la diffusion de la maladie. S'agissant de la fièvre aphteuse, c'est encore le démantèlement des réseaux publics d'alerte et de surveillance qui a fait que la diffusion de cette maladie, présente dans de nombreux pays d'Asie et d'Afrique, a été aussi rapide en Grande-Bretagne.

– Il faut donc distinguer quatre registres d'analyse autour de cette crise. Le premier relève du délit et de la fraude ; le second concerne la mise en place ou non de dispositifs de contrôle, de surveillance et d'alerte ; le troisième porte sur les nouveaux modes de gestion du vivant intervenus durant le dernier demi-siècle et sur les conséquences du développement des échanges mondiaux ; le quatrième, enfin, est relatif aux nouvelles formes d'organisation du travail qui ont permis, dans le secteur agricole comme dans d'autres, de développer la productivité. On ne peut pas comprendre les évolutions dont nous sommes témoins en les rassemblant sous le vocable unique de productivisme.

– Avec la création de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, y a-t-il, parallèlement à la recherche, une place pour l'expertise au sein de l'INRA ?

– Le décret de 1984 définissant les missions de l'INRA, tout comme la loi d'orientation agricole de 1999, confie une mission d'expertise à l'Institut. Les chercheurs de l'INRA participent, avec des chercheurs d'autres organismes ou de l'université, aux expertises élaborées par l'Agence française de sécurité des aliments. Il y a place aussi pour d'autres champs d'expertise en matière de politique publique, d'environnement, de nutrition, d'agronomie, d'amélioration des matériels génétiques. L'expertise, qui, pour être pointue, doit reposer sur la recherche en train de se faire, est partie intégrante de l'activité des établissements de recherche. Il peut y avoir une tension très forte entre la dynamique des activités de recherche et la construction d'une expertise. Il nous revient de gérer cette tension. »

Propos recueillis par François Grosrichard, Jean-Yves Nau et Catherine Vincent

## Un bon connaisseur de « l'archipel paysan »

**SOCIOLOGUE**, conseiller politique de plusieurs ministres socialistes (Henri Nallet, Edith Cresson, Louis Le Penec, Jean Glavany), Bertrand Hervieu, né en 1948, est, depuis octobre 1999, président de l'Institut national de la recherche agronomique, l'un des plus prestigieux organismes scientifiques français.

Sans être à proprement parler agriculteur, il connaît les travailleurs, les produits, les recoins et les terroirs qui ont modelé l'agriculture avec ses heures de gloire, ses soubresauts, ses crises. Il a même eu à subir les colères de quelque 500 paysans de l'Eure qui, le 21 avril 2000, sont venus encercler sa propriété de Beaumontel et le menacer, sous prétexte qu'il était l'inspirateur de plusieurs dispositions novatrices de la loi de juillet 1999 sur les CTE (contrats territoriaux d'exploitation) et la politique de modulation et de réorientation des aides européennes. Une manifestation qu'il qualifia alors



BERTRAND HERVIEU

d'« indigne jacquerie ». Diplômé de l'Institut d'études politiques et docteur en sociologie (1976) après avoir rédigé sa thèse sous la direction d'Henri Mendras, auteur de *La Fin des paysans*, Bertrand Hervieu fut, de 1987 à 1997, directeur de recherche au Centre d'étude de la vie politique française (CNRS-Cevipof), où il s'est forgé une solide réputation dans l'analyse des comportements politiques et électoraux du monde agricole et rural.

Seul ou en collaboration avec d'autres sociologues, Bertrand Hervieu a développé ses idées dans nombre d'ouvrages, parmi lesquels *Anciens paysans, nouveaux ouvriers* (1979, avec Nicole Eizner), *Les Agriculteurs et la politique* (ouvrage collectif, 1990), *Les Champs du futur* (1993), *Du droit des peuples à se nourrir eux-mêmes* (1996), et, en collaboration avec Jean Viard, *Au bonheur des campagnes* (1996) et *L'Archipel paysan* (2001).

Michèle Alliot-Marie, présidente du RPR, au « Grand Jury RTL-«Le Monde»-LCI »

## « Il est évident que la Haute Cour ne peut se réunir et qu'il n'y a pas matière à la réunir »

« Est-ce qu'une dissolution de l'Assemblée nationale est aujourd'hui à l'ordre du jour ?

– Qui arrangerait-elle, finalement ? Je me demande si ce n'est pas Lionel Jospin qui fait courir le bruit d'une dissolution pour essayer de ressouder une majorité dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle n'est plus très cohérente. M. Hollande lui-même a souligné ce manque de cohérence et son risque.

– Jacques Chirac ne va-t-il pas se trouver en situation de plus en plus délicate en raison des affaires judiciaires dans lesquelles il est mis en cause ?

– Au contraire de M. Jospin avec l'inversion du calendrier, le président de la République n'utilise pas les institutions parce que ça l'arrange. Il les respecte et entend les faire respecter. Il est possible que la majorité parlementaire éclate, auquel cas il y aurait, effectivement, à se poser la question de la dissolution. Mais aujourd'hui, soyez assuré que le président de la République ne le fera certainement

pas parce que ça l'arrangerait. Quant aux affaires dont vous parlez, je crois qu'aujourd'hui les choses sont claires : le juge qui avait essayé, depuis sept ans, de mettre en cause le président de la République, a fini par reconnaître qu'il était incompétent.

– Dans l'ordonnance par laquelle le juge Eric Halphen se déclare incompétent, il explique qu'il aurait matière à poursuivre M. Chirac si celui-ci n'était pas le président de la République...

– On utilise le fait que le président de la République est dans l'incapacité juridique de répondre et de se défendre pour mener des insinuations tout à fait détestables, qui donnent une très mauvaise image du débat politique en France. Le débat politique doit se situer à un autre niveau. Cette ordonnance où le juge se déclare incompétent est, je pense, le dernier épisode d'un feuilleton dont on savait très bien où il allait aller, un dernier épisode en forme de coup de pied de l'âne. Ce juge enquête depuis sept ans – sept ans ! – sans avoir rien pu

trouver et se trouve aujourd'hui obligé de reconnaître son incompétence.

– Est-ce que l'incompétence veut dire qu'il n'y a pas matière à poursuivre ?

– Mais il n'y a pas matière à poursuivre ! Si le président de la République n'en était pas empêché constitutionnellement, il aurait mis fin très rapidement à toutes les rumeurs, à toutes les supputations ou à toutes les actions de déstabilisation qui sont tentées contre lui. Ce qui me choque beaucoup, c'est que le premier ministre qui, de par sa fonction, doit veiller au fonctionnement des institutions en respect de la Constitution et des textes, ne le fasse pas. Il a à intervenir pour sanctionner un certain nombre de dérapages qui ont eu lieu. L'enquête qu'il a lancée est limitée, contrairement à ce que je lui ai demandé à l'Assemblée nationale, à la violation du secret de l'instruction. Or il y a eu violation d'un certain nombre de règles constitutionnelles. Je trouve que M. Jospin en prend un

peu trop à son aise avec nos institutions.

– Certains députés, au premier rang d'entre eux le socialiste Arnaud Montebourg, constatant, comme vous, que le président ne peut pas être jugé par la justice ordinaire, disent : « Pour que le président puisse s'expliquer, la seule chose à faire, c'est d'engager la procédure de Haute Cour »...

– M. Montebourg participe à une action de déstabilisation du président de la République. Les socialistes et M. Jospin voient très bien qu'ils ne peuvent pas atteindre le président de la République sur le plan politique. Comme il est leur cible, surtout dans le cadre de l'inversion de l'ordre entre l'élection présidentielle et les élections législatives, ils essayent de le déstabiliser par tous moyens. M. Montebourg en fait partie, et il agit probablement avec la complicité d'un certain nombre de personnes dont, sans doute, M. Jospin. Qui m'expliquera que M. Jospin n'est pas à même de rappeler simplement à l'ordre, à la

déontologie et au respect des institutions M. Montebourg ?

– Estimez-vous que M. Hollande et M. Jospin jouent double jeu dans cette affaire ?

– Oui, tout à fait, et pour une raison très simple : il est évident que la Haute Cour ne peut se réunir et qu'il n'y a pas matière à la réunir, mais on laisse dire M. Montebourg pour entretenir des insinuations.

– Pensez-vous que les Français comprennent tous très bien que l'un d'entre eux, parce qu'il est le président de la République, ne soit jamais obligé de répondre des charges, ou des soupçons, ou des interrogations que divers juges d'instruction peuvent avoir au sujet de son action passée ?

– Vous vous trompez, le président de la République n'est pas irresponsable. Il est certainement la personne qui, surtout dans un pays comme la France, qui est un pays très procédurier, peut à tout moment être attaqué par n'importe qui. Faudrait-il donc qu'à tout moment, lorsque quelqu'un n'est

pas content du président de la République et qu'il l'attaque – ce qui est parfaitement possible dans notre pays – la Haute Cour soit réunie ?

– M. Halphen a essayé de convoquer le président de la République comme témoin. Quand on connaît un tout petit peu le droit, on sait qu'on ne peut convoquer quelqu'un comme témoin qu'à condition qu'aucune charge ne pèse contre lui. Donc, M. Halphen, au bout de sept ans d'instruction, estimait qu'aucune charge ne pouvait peser contre le président de la République. Et, brusquement, au moment où il sait qu'il doit se déclarer incompétent, qu'il n'a plus le moyen de tergiverser, alors, sans qu'il y ait d'élément nouveau – M. Ciolina, sur lequel il s'appuie, avait déjà déposé depuis plus de deux ans –, la position du juge change ? Tout cela n'est pas très sérieux. »

Propos recueillis par Richard Arzt, Patrick Jarreau et Pierre-Luc Séguillon

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 202 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## M. Berlusconi disqualifié

EN titrant cette semaine « Pourquoi Silvio Berlusconi n'est pas habilité à diriger l'Italie », l'hebdomadaire britannique *The Economist* exprime un jugement sans appel : « L'élection de M. Berlusconi comme premier ministre marquerait un jour sombre pour la démocratie italienne et pour l'Etat de droit. » En pleine campagne législative, l'effet risqué d'être dévastateur pour le chef de la coalition de droite donnée victorieuse dans les sondages, bien qu'avec une marge de plus en plus étroite.

*The Economist* fait le point sur les zones d'ombre de M. Berlusconi : l'origine de sa fortune, les manipulations financières révélées par les enquêtes, l'opacité de son groupe, qui, avec ses trois chaînes de télévision nationales s'assure 43 % de l'Audimat et 60 % des recettes publicitaires. Mais, sur la dizaine de procès qui lui ont été intentés, un seul est arrivé au terme des procédures d'appel. Quant à l'infraction de financement illégal de partis politiques qui avait valu à M. Berlusconi une condamnation à vingt-huit mois de prison en première instance, elle s'est révélée prescrite. Dans d'autres affaires, il a de bonnes chances d'être à nouveau sauvé par la prescription. Telle est la loi italienne. Pour autant, *The Economist* ne considère pas la relaxe de M. Berlusconi comme un certificat d'innocence. « Dans n'importe quelle démocratie qui se respecte, il serait impensable que l'homme donné comme le prochain premier ministre ait récemment fait l'objet d'enquêtes judiciaires pour, entre autres, blanchiment d'argent sale, complicité de meurtre, liens avec la

*Mafia, évasion fiscale et corruption d'hommes politiques, de magistrats et de contrôleurs des impôts », assène l'éditeur du journal. On ne saurait mieux dire.*

A ces considérations de transparence et d'honnêteté, on peut en ajouter d'autres, également en défaveur de M. Berlusconi. La première est le risque pour les libertés publiques d'installer au pouvoir un homme qui contrôle près de la moitié des moyens d'information du pays et qui est en guerre ouverte avec la magistrature. La seconde est de nature politique. M. Berlusconi est le chef d'un parti, Forza Italia, suffisamment modéré pour avoir été admis, au Parlement européen, dans le groupe PPE (Parti populaire européen). Mais ses alliés ? Umberto Bossi, le leader de la Ligue du Nord, est un élément instable, toujours prêt à appeler ses électeurs à la révolte fiscale ou à la sécession ; le passé d'extrême droite de Gianfranco Fini, chef d'Alliance nationale, n'est pas oublié. Et la coalition est, en Sicile, alliée avec Pino Rauti, chef du parti néofasciste non rénové Flamme tricolore. Ces alliances vont de pair avec une campagne à la tonalité xénophobe.

Bien qu'ils sachent tout cela et malgré la mauvaise expérience du premier gouvernement Berlusconi, d'avril à décembre 1994, les Italiens semblent prêts à se jeter à nouveau dans ses bras. Il n'est donc pas inutile de leur rappeler qu'ils font partie d'une communauté porteuse de certaines valeurs que contredirait le choix de M. Berlusconi. *Le Monde* approuve la mise en garde de *The Economist*.

INDÉNIABLEMENT, le ton a changé. Plus inquiet, plus lourd, plus dur aussi. « Il y a maintenant une autre tension et une autre attention face à la grave crise du Proche-Orient entre Israéliens et Palestiniens », prévient Henri Hajdenberg. Le Congrès juif européen (CJE), qu'il préside, organisait un colloque sur l'antisémitisme dans les locaux de l'Unesco, les 23 et 24 avril à Paris. Les intervenants se sont livrés à une analyse des agressions à caractère antisémite de l'automne 2000 : plus d'une centaine recensées par les instances communautaires juives.

« On s'est trouvé confronté à des actes antijuifs venus de milieux arabo-musulmans de certaines banlieues », résume M<sup>r</sup> Hajdenberg. Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a éprouvé le besoin de préciser les déclarations qu'il avait faites en octobre, au plus fort de la crise. « J'avais déclaré qu'il y avait des violences antisémites, mais pas de crise d'antisémitisme dans la société française. »

### VIOLENCES D'UN TYPE NOUVEAU

Cette analyse reste « exacte », dit-il : « Ces violences antisémites n'ont pas trouvé leurs sources, leurs origines, dans les milieux traditionnellement antisémites de la société française. A notre connaissance, et à de très rares exceptions près, les milieux d'extrême droite

antisémites n'ont pas été mêlés à ces agissements. »

Pour Henri Hajdenberg, ces actes n'ont donc pas été perpétrés ou influencés par « un mouvement, une organisation, une structure ». « Des images télévisées des ripostes israéliennes face à des enfants palestiniens ont pu troubler l'opinion », et parfois « la révolter », estime le président du CRIF. Mais les violences antisémites commises contre les biens et les personnes ne traduisent pas un mouvement de fond, ou encore un retour des vieux démons de l'extrême droite. Il n'en reste pas moins vrai, selon M<sup>r</sup> Hajdenberg, qu'« une frange de la société française, certainement marginalisée mais représentative d'un certain milieu maghrébin, a manifesté violemment un courant non seulement antisémite, mais antijuif ».

Le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, a dressé un bilan de ces violences d'un type nouveau. Les services de police et de gendarmerie ont dénombré cent seize faits de violence à caractère antisémite contre les biens et les personnes pour l'année 2000 (incendies de synagogues, jets de cocktails Molotov, violences physiques, etc.), contre seulement neuf en 1999. On a constaté aussi, en 2000, une augmentation très nette des actes d'intimidation antisémites : six cents, contre soixante l'année précédente. « Ces violences ont pour caractéristique

d'avoir été commises pendant un laps de temps très bref, au cours de l'automne 2000 », a souligné le ministre. « Sur l'ensemble des personnes interpellées, seules deux avaient des sympathies avérées pour l'extrême droite. Les autres voulaient surtout protester contre un sentiment d'exclusion de la société française. » Pour le ministre de l'intérieur, la prévention de ces dérives passe par un renforcement de la « lutte contre la discrimination ». Daniel Vaillant a tenu à rendre hommage aux responsables des cultes qui ont lancé, au plus fort de la crise, « un appel à la raison et au calme ».

### « CONFUSION PERNICIEUSE »

Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême droite, confirme ces analyses : « Les violences de cet automne n'ont pas été commises par des groupes d'extrême droite, ou par des intégristes musulmans organisés. Leurs auteurs étaient, pour la plupart, des jeunes non politisés et non islamisés, qui exprimaient un sentiment d'identification avec l'Intifada. » Pour M. Camus, cette absence d'organisation n'est pas rassurante : « Elle signifie que ces jeunes agissent en dehors de tout contrôle... »

Récemment nommée présidente de la Fondation pour la mémoire de la Shoah, Simone Veil s'est inquiétée de la résurgence « d'un antisémitisme qui se confond avec un antisémitisme » : « Pour les jeunes

générations, les rôles se sont inversés. Dans le passé, Israël apparaissait comme un petit Etat menacé par ses voisins. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes condamnent a priori Israël parce qu'il leur paraît le plus fort et qu'il bénéficie du soutien des Etats-Unis. » Les violences de cet automne « n'ont pas suscité dans l'opinion et dans les médias la réprobation dont elles auraient fait l'objet dans d'autres circonstances », a regretté M<sup>me</sup> Veil, sous les applaudissements du public.

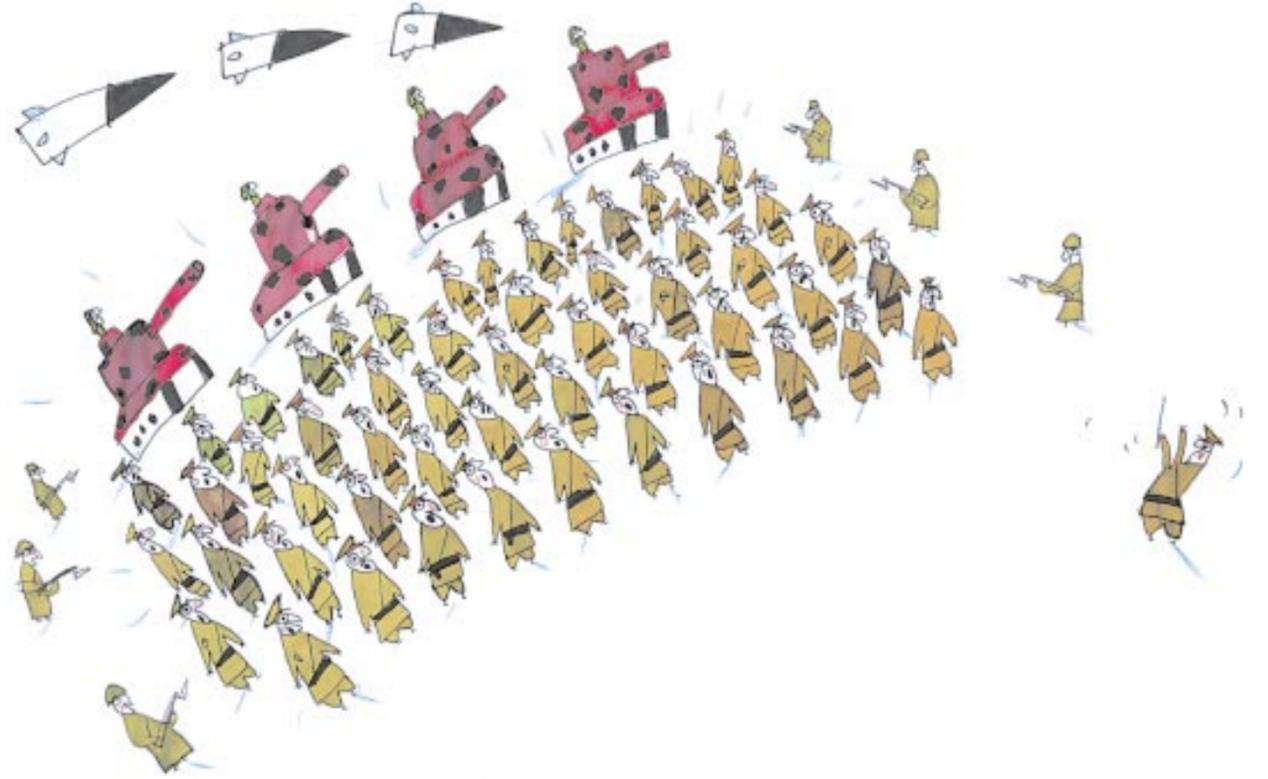
Pour l'ancien ministre et membre du Conseil constitutionnel, « la situation n'est en rien comparable à celle des années 1930. Les seules références au passé sont malvenues pour juger de la situation actuelle ». Cependant, juge M<sup>me</sup> Veil, les événements de cet automne n'en sont pas moins « inquiétants pour l'avenir ».

La présidente de la Fondation pour la mémoire de la Shoah déplore, en matière de droits de l'homme, une « confusion pernicieuse » : « On ne peut pas mettre sur le même plan toutes les violations des droits de l'homme. Il y a une tendance aujourd'hui à interpréter tout conflit entre deux peuples comme un affrontement racial ou ethnique. » M<sup>me</sup> Veil souhaite désormais faire de la fondation qu'elle préside « un instrument de la conscience et de la mémoire française ».

Xavier Ternisien

## Entrée des artistes par Jacek Wozniak

Les chœurs de l'armée rouge



Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du directeur, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldouy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.  
Secrétaire général du directeur : Alain Fournet

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Directeur artistique : Dominique Roynette ; adjoint : François Lollchon  
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin  
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Rédaction en chef centrale :  
Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :  
Alain Debove (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Le château de Saché musée Balzac

LA TOURAINE aura bien fêté Balzac ! Il y a deux ans elle conduisait en caravane ses fidèles à travers les sites de *La Comédie humaine*. C'était Tours, c'était Vendôme, c'était Saché, Vouvray, La Grenadière. Un voyage de reconnaissance, en somme, avant de fixer en un point précis le lieu du culte définitif. Le choix est fait maintenant. Saché a été élu. Son château est devenu musée Balzac. M. Georges Duhamel et M. Paul Vialar, représentant l'un l'Académie française – qui ne voulait pas de Balzac –, l'autre la Société des gens de lettres – qui lui doit la vie –, ont présidé dimanche à cette inauguration.

Voilà donc Balzac nanti de deux propriétés posthumes. Paris lui a donné la rue Raynourd, la Touraine lui offre Saché. Revanche du sort après tant de misère ! Intelligent hommage rendu par ces demeures à celui qui, dans sa vie et

dans son œuvre, attachait tant d'importance aux intérieurs : Balzac à son tour est peint par son cadre.

Tout est resté semblable : l'accueil un peu froid mais cordial de la vieille maison, le salon, qu'occupe encore les meubles de M. de Margonne, l'hôte de Balzac, la chambre d'Honoré, au second étage, pieux sanctuaire.

Ce château fut en quelque sorte sa maison de campagne de 1829 à 1837. Il y vint chaque fois que, de Paris, la fatigue ou les créanciers le chassaient. Il y a conçu des œuvres. Il y en a terminé d'autres. *Le Lys dans la vallée* se déroule dans ces paysages. Saché fut un lieu de retraite. Il n'y aime point, sinon en passant, selon des comérages, mais il y travailla. C'est le musée de *La Comédie humaine*.

Jacqueline Piatier  
(2 mai 1951.)

## L'Asie du Sud-Est durablement à la traîne

Suite de la première page

En outre, déjà envahie par des produits chinois aux prix très concurrentiels, l'Asie du Sud-Est sera encore plus handicapée par l'admission de Pékin au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'Asean, Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui regroupe depuis 1999 les dix Etats indépendants de la région, a longtemps été présentée comme un modèle de conciliation et de consensus. Dès la fin de la guerre froide, elle a promu l'intégration de ses anciens adversaires indochinois et un projet de zone régionale de libre-échange. Mais depuis, tout en demeurant un point de rencontre, cette association s'est divisée sur des problèmes majeurs comme les questions du Timor-Orient ou de la Birmanie. Elle a abandonné, pour le moment, son projet de front commun face au grignotage chinois en mer de Chine du Sud. Sa diplomatie est aujourd'hui au bord de la paralysie, et l'AFTA (Asean Free Trade Area) marque nettement le pas.

L'un des effets de la crise de 1997 a également été le développement d'une méfiance à l'égard de l'Occident et de ses recettes. Ancien bon

élève du FMI, la Thaïlande a massivement élu, en janvier, un magnat des télécommunications, Thaksin Shinawatra, dont le programme de redressement est aux antipodes des méthodes du Fonds monétaire : moratoire pendant trois années de la dette des paysans, allocations aux villages, soins à la portée de tous et aide à un secteur financier encore lourdement endetté. Alors que le déficit budgétaire est déjà important, comment financer de telles dépenses sans taxer le contribuable ? La réponse, un pari sur une très forte expansion, est encore loin de se dessiner : les exportations fléchissent et la reprise de la consommation interne n'est pas nette.

### SIGNES D'ANARCHIE

En Indonésie, qui, avec plus de 200 millions d'habitants, regroupe les deux cinquièmes de la population de l'Asie du Sud-Est, le marasme général alimente des sentiments antioccidentaux jusque dans les milieux dirigeants. Alors que la coopération avec les organismes de crédit internationaux semble au point mort, l'argument selon lequel les Etats-Unis ou l'ONU s'accommodent du démantèlement de l'archipel, quand ils ne l'encouragent pas, commence à faire son chemin, même aux dépens de la logique.

Dans cette veine, le ministre de la défense a récemment estimé que l'armée n'avait pas pu maintenir l'ordre à Bornéo, où les Dayaks se sont révoltés, faute de moyens aériens de transport : en raison d'un embargo militaire américain qui date de 1999,

deux seulement sur les vingt-six Hercules, les transporteurs de l'aviation, seraient encore en état de vol. Les signes avant-coureurs d'anarchie, dans certaines régions de l'Indonésie ou dans le sud des Philippines, contribuent également au découragement. Des cerveaux commencent à quitter la région et les capitaux qui ont fui l'Indonésie à la suite des violences de 1998 ne reviennent pas. L'insécurité et une surcapacité de production industrielle tiennent également à distance les investisseurs étrangers.

Il est donc moins question d'une rechute temporaire que d'une détérioration croissante de l'environnement économique, politique et social dans une Asie du Sud-Est jugée trop vite, voilà encore cinq

ans, comme un souci de moins avec son processus de démocratisation, son ouverture, sa tolérance religieuse et sa croissance économique. Ces belles assurances se défont progressivement alors que 40 % du trafic maritime mondial passe par les détroits indonésiens et que la mer de Chine du Sud est la plus disputée de la planète.

Fragilisée, tentée par la fuite en avant, gûttée par un processus de « latinisation », l'Asie du Sud-Est n'avait pas besoin des fardeaux supplémentaires que représentent le rétrécissement du marché américain, le grippage durable du moteur japonais et la dure concurrence commerciale chinoise.

Jean-Claude Pomonti

### RECTIFICATIFS

#### FRANÇOISE TOUSSAINT

Le nom de la nouvelle directrice du cabinet de Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants, n'est pas Françoise Masseret, comme nous l'avons écrit dans *Le Monde* du 28 avril, mais Françoise Toussaint.

#### COUR DES COMPTES

Dans l'article consacré au rapport de la Cour des comptes sur les services judiciaires (*Le Monde* du 25 avril), une erreur nous a fait attribuer aux magistrats le temps de travail des fonctionnaires des greffes, dont la durée moyenne hebdomadaire varie entre trente-sept heures

et trente-sept heures trente minutes. La Cour des comptes n'a pas pu recueillir de données sur les juridictions n'en ont fourni que pour les fonctionnaires.

#### ARCADI GAYDAMAK

Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions du 23 avril, le fisc français ne réclame pas 3 milliards de francs à l'homme d'affaires Arcadi Gaydamak personnellement. Le litige fiscal porte en réalité sur les sommes reçues par la société slovaque ZTS-Osos, dont M. Gaydamak était l'un des mandataires, avec Pierre-Joseph Falcone, dans le cadre d'un marché d'armes entre la Russie et l'Angola.

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)  
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

**FINANCE** Mediobanca a imposé ses vues, samedi 28 avril, au cours de l'assemblée générale de Generali. ● GIANFRANCO GUTTY est devenu le seizième président du premier

assureur italien. Il remplace Alfonso Desiata, en désaccord avec la banque d'affaires. ● GRANDE PREMIÈRE : la Banque d'Italie, deuxième actionnaire de l'assureur, s'est abstenue lors

du vote sur le renouvellement du conseil. Banca Intesa, première banque italienne, a également fait part de son désaccord. ● DEPUIS LE DÉCÈS de son fondateur Enrico Cuc-

cia en juin 2000, qui jouait un rôle-clé dans la finance et l'industrie italiennes, Mediobanca ne fait plus la pluie et le beau temps. ● LA BANQUE doit aussi livrer bataille pour le contrôle

de la holding Montedison, et veiller de plus près à la holding HDP. ● LA NOUVELLE DIRECTION de Generali est très attendue sur sa stratégie à l'étranger, jugée trop timorée.

## Mediobanca perd peu à peu son ascendant sur l'économie italienne

L'assemblée générale de l'assureur Generali s'est tenue samedi 28 avril. Si la banque d'affaires est parvenue, une fois de plus, à y imposer sa stratégie, plusieurs opérations en cours montrent qu'une page du capitalisme transalpin est en train de se tourner

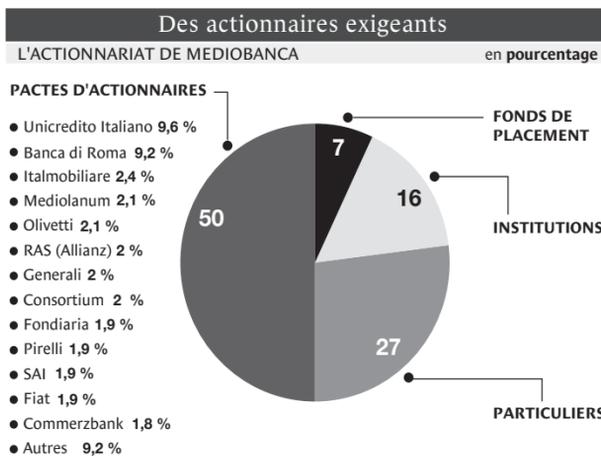
LA FINANCE italienne a été le théâtre d'une scène de *comedia dell'arte*, samedi 28 avril, au cours de l'assemblée générale houleuse des actionnaires de Generali. La banque d'affaires Mediobanca, premier actionnaire de l'assureur italien (10,5 % du capital), a imposé ses vues pour le renouvellement du conseil d'administration de l'assureur italien, en nommant l'actuel numéro deux, Gianfranco Guty, qui cumule les fonctions de président et administrateur délégué (l'équivalent de directeur général) à la tête de Generali. Il remplace Alfonso Desiata, lui-même ayant succédé à Antoine Bernheim, ancien associé gérant la banque d'affaires française Lazard, et vice-président de Mediobanca, brutalement évincé il y a deux ans. Ce dernier devra se contenter d'un poste de vice-président non exécutif.

Mais de nombreuses voix se sont faites entendre pour s'opposer au choix de Mediobanca. Cela signe un changement d'époque : la banque d'affaires milanaise a été pendant près d'un demi-siècle le cœur du capitalisme transalpin, orchestré par Enrico Cuccia, décédé en juin 2000 à l'âge de quatre-vingt-douze ans. Malgré son âge, le fondateur de Mediobanca jouait encore un rôle clé dans la finance et l'industrie italienne. Le pouvoir de la banque est aujourd'hui contesté dans sa galaxie industrielle et financière. Outre qu'elle lutte pour im-

poser ses desiderata chez Generali, Mediobanca a abandonné en 2000 son contrôle historique sur la Banca commerciale italiana, la Comit, tombée dans l'escarcelle de Banca Intesa. Elle doit aussi livrer bataille pour le contrôle de la holding industrielle Montedison (voir ci-dessous), et veiller de plus près sur la holding HDP (Holding di Partecipazioni industriali).

Plus significatif encore, l'autonomie absolue de la direction de Mediobanca par rapport à ses actionnaires est remise en cause. L'administrateur délégué de la banque, Vincenzo Maranghi, a néanmoins marqué un point en sa faveur en résolvant la sortie de Lazard de son capital. La structure Consortium, qui sera détenue à 14,7 % par le tandem Antoine Bernheim-Vincent Bolloré, a repris les participations de Lazard dans Mediobanca et Generali, respectivement de 2 % et 3,9 %.

L'assemblée du pacte d'actionnaires de Mediobanca a approuvé de nouvelles règles de gouvernement d'entreprise le 20 mars. Deux vice-présidents seront nommés pour représenter les deux grandes banques actionnaires de Mediobanca : Unicredit italiano et Banca di Roma (9,5 % chacune). Des comités sont mis en place, notamment pour décider des nominations dans les sociétés contrôlées. Le baptême du feu de ce comité a été la réunion de jeudi 26 avril sur la présidence de



Consortium est un nouvel actionnaire, qui a racheté, vendredi 27 avril, la part d'EuraFrance (groupe Lazard). Vincent Bolloré et Antoine Bernheim détiennent ensemble 14,7 % de Consortium.

Generali... Ce petit pas vers la normalité représente une vraie révolution pour Mediobanca, qui, par un étrange tour de passe-passe, exerçait son ascendant... sur ses actionnaires !

Ceux-ci n'ont toutefois pas réussi à imposer le maintien d'Alfonso Desiata à la présidence de Generali. Il était pourtant le candidat de la Banca di Roma, appuyée par la Banque d'Italie. Le représentant de cette dernière, par l'intermédiaire de l'un de ses fonds de pension,

deuxième actionnaire de Generali (4,5 % du capital), s'est abstenu lors du vote, marquant explicitement son désaccord. Samedi, 29,34 % des actionnaires présents et représentés se sont abstenus, 70,52 % ayant voté pour le renouvellement du conseil. Fait peu courant, M. Desiata, à l'issue d'un conseil extraordinaire vendredi, a exprimé publiquement son « profond désaccord sur la façon dont le thème du renouvellement des fonctions chez Generali a été abordé ces dernières semai-

nes ». Et il a claqué la porte, en refusant un poste d'administrateur. Giovanni Bazoli, président du premier établissement bancaire du pays, Banca Intesa, proche de M. Desiata, a exprimé publiquement, jeudi 26 avril, de « vifs regrets ».

Les actionnaires individuels ont eux aussi manifesté leur méconten-

**Les temps ont changé : certains vont même jusqu'à mentionner Mediobanca comme proie opérable**

tement. « Cette nouvelle liste d'administrateurs ne peut être définie que comme un accouchement de Mediobanca », analyse un actionnaire. M. Maranghi n'a pas pu tenir la promesse faite au tandem Bernheim-Bolloré d'imposer M. Bernheim (*Le Monde* du 28 avril). La nomination de ce dernier comme vice-président non exécutif n'est qu'un « maigre lot de consolation ». In fine, Mediobanca a gagné la partie, en plusieurs manches certes, mais cette victoire illustre sa mainmise sur

Generali.

En revanche, on ignore encore si la banque d'affaires et ses alliés réussiront à imposer leur contrôle sur Montedison. Or certains des joyaux de cet empire ont fortement perdu de leur lustre. HDP par exemple, né d'une partie de Gemina, une holding qui appartenait à la famille Agnelli, a besoin d'une reprise en main, que tentent d'imposer aujourd'hui un groupe d'actionnaires mené par Fiat, premier actionnaire de la holding (avec une part de plus de 11 %, Mediobanca étant le deuxième actionnaire avec un peu plus de 10 %). La holding milanaise était, de fait, entre les mains, ces dernières années, de la famille Romiti. Maurizio, administrateur délégué de la holding, fils de Cesare, l'ancien président de Fiat, s'était mis en tête de créer un pôle du luxe digne de rivaliser avec celui de Bernard Arnault, en rachetant tour à tour la marque de chaussures de sport et d'habillement Fila, le groupe d'habillement haut-de-gamme GFT puis la griffe Valentino. Alors que le monde de la mode italienne est en pleine expansion, permettant à Gucci ou Prada de s'affirmer au niveau mondial tout en réalisant des bénéfices record, le pôle de HDP accumule les revers et les pertes financières : près de 900 milliards de lires (près de 465 millions d'euros) dans les trois dernières années ! « Valentino comme Fila sont des marques d'une valeur indiscutable, qui pourraient être mieux valorisées, Valentino à l'intérieur d'un vrai groupe de luxe, Fila d'un groupe de sport », note Stefano Patroni, chez BNP-Paribas à Milan. Fiat et ses alliés feraient désormais pression pour la cession du pôle mode et la concentration sur le groupe de presse et d'édition Rizzoli-Corriere della Sera.

Il est peu probable que les successeurs de M. Cuccia aient la même puissance... et la même volonté. Les grands noms du capitalisme transalpin ont pu accepter de faire allégeance à l'extraordinaire personnage qu'était Enrico Cuccia, mais ils ont fait comprendre que les temps avaient changé. Certains vont même jusqu'à mentionner Mediobanca comme une proie « opérable ».

Pascale Santi  
et Marie-Noëlle Terrisse  
(à Milan)

## Montedison entre deux camps

MILAN  
correspondance

Pour la première fois depuis qu'elle a pris le contrôle de la holding Montedison (présente dans l'énergie, l'agroalimentaire, la chimie, et l'assurance) après la faillite de l'empire Ferruzzi, Mediobanca doit se battre pour imposer sa loi chez celle qui était considérée comme la plus docile de ses provinces industrielles. L'affaire remonte à la fin de juillet 2000, lorsque Compart, la holding qui contrôle alors Montedison – les deux sociétés fusionneront quelques mois plus tard – annonce son intention de lancer une OPA sur le groupe industriel Falck. Objectif : la mise en commun des filiales des deux groupes dans l'énergie, Edison et Sondel, pour créer le premier groupe privé italien dans l'électricité.

Deuxième acte le 27 février 2001 : l'assemblée générale de Montedison rejette la fusion avec Falck, projetée après la réussite de l'OPA. Motif : le rapport d'échange des actions semble trop favorable à la famille Falck, qui avait, elle, conservé ses parts. L'abstention du financier franco-polonais Romain Zaleski, de la famille Strazera et des banques Sanpaolo IMI et Banca di Roma fait capoter le projet, qui nécessitait l'approba-

tion des deux tiers des actionnaires. L'événement représente un succès éclatant pour la loi Draghi, votée voilà trois ans pour imposer de nouvelles règles de gouvernement d'entreprise au profit des actionnaires minoritaires. Mais c'est une vraie gifle pour Mediobanca dont le fondateur, Enrico Cuccia, aimait à rappeler que « les actions se pèsent, elles ne se comptent pas »...

### VERS UN RECENTRAGE ?

La bataille en Bourse commence dès la fin de février. Le titre Montedison, qui cotait alors moins de 2,2 euros, est arrivé à dépasser 3 euros ; vendredi 27 avril, en clôture, il s'échangeait pour 2,895 euros. La moitié du capital a changé de mains depuis le début de la bataille, selon le quotidien économique *Il Sole-24 Ore* ! La guerre oppose deux camps : Mediobanca cherche à s'assurer de la majorité absolue, ses opposants visent la minorité de blocage. Giovanni Bazoli, le président de Banca Intesa, l'un des actionnaires de Montedison, se trouve dans une position-clé : il est ami de tous les protagonistes, de Luigi Lucchini à Romain Zaleski, et, malgré ses démentis, il pourrait prêter ses bons offices à la recherche d'une solution.

Selon les indiscretions, sagement distillées par l'un ou l'autre camp, Mediobanca et ses alliés détiendraient désormais près de 50 % du capital de Montedison et auraient enrôlé un groupe d'industriels de la région de Brescia, menés par Luigi Lucchini, patron de la firme sidérurgique qui porte son nom. Ces entrepreneurs, davantage rodés à la gestion qu'aux grandes manœuvres financières, pourraient pousser à un recentrage sur le juteux marché de l'énergie, en cours de libéralisation, au prix de la cession de l'entreprise agro-alimentaire franco-italienne Eridania Béghin-Say et de l'assureur Fondiarria, particulièrement cher au cœur d'Enrico Cuccia. Une stratégie de bon sens, qui pourrait plaire au clan Zaleski et qui rencontre les faveurs des commentateurs. « Le marché verrait d'un bon œil la cession des autres activités, surtout Fondiarria », estime Marco Boeri, l'analyste qui suit la valeur chez BNP-Paribas à Milan. « Edison-Sondel serait le premier producteur d'électricité derrière le groupe public Enel, et verrait sa position encore renforcée s'il gagnait l'appel d'offres pour l'un des trois regroupements de centrales que l'Enel devra céder », conclut-il.

M.-N. T

## Les marchés attendent de l'assureur de Trieste une offensive internationale

C'EST UN « JEUNE » de soixante-deux ans qui arrive au pouvoir chez Generali, habituée à des présidents plus âgés. Gianfranco Guty est né en 1938 à Trieste, siège de la compagnie. Entré chez Generali à dix-neuf ans, à la comptabilité générale, il y a consacré sa vie. En 1992, il en est devenu administrateur délégué, puis, sous la présidence d'Antoine Bernheim, vice-président.

Il sera entouré de deux autres « jeunes », Fabio Cerchiai, cinquante-sept ans, vice-président et administrateur délégué, et Giovanni Perissinotto, quarante-six ans, ancien directeur financier, qui devient également administrateur délégué. « C'est une excellente solution et une démonstration de modernité », commentait dimanche un analyste financier. Les deux vice-présidents, non exécutifs, sont Antoine Bernheim, soixante-seize ans, et Francesco Cingano, président de Mediobanca, soixante-dix-neuf ans.

La question que tous les observateurs se posent est de savoir quelle sera la ligne de cette direction. M. Guty place ses ambitions « dans la continuité ». Mais certains lui reprochent le poids trop faible de Generali à l'international.

Va-t-il passer à l'offensive, comme il l'avait fait sous l'ère d'Antoine Bernheim, qui a notamment mis la main sur l'allemand AMB ? L'Allemagne représente 26 % de son chiffre d'affaires, devant la France (15 %). « Il est nécessaire de nous développer à l'international », a répondu M. Guty au cours d'une conférence de presse. Pour les analystes financiers, c'est un impératif. Car depuis le départ de M. Bernheim, voilà deux ans, le lion de Trieste ne s'est pas aventuré à l'étranger, contrairement à ses concurrents Allianz et Axa. Très attaché à sa place de leader dans la péninsule, Generali l'a confortée en rachetant, le 1<sup>er</sup> mai 2000, l'INA (Istituto Nazionale delle assicurazioni), pour 12 milliards d'euros (un peu plus de deux fois ses primes, de 5,9 milliards d'euros). Sa part du marché italien de l'assurance passe ainsi de 16 % à 26 %.

### LA FOI EN L'ASSURANCE-VIE

Quand Allianz réaffirme sa foi en la bancassurance avec le rachat de la Dresdner Bank, effectué il y a un mois, ou d'Axa qui mise sur la protection financière, Generali mise sur l'assurance-vie et la gestion d'actifs. Elle défend le concept du « client global », en voulant équi-

per ses 12 millions d'assurés de produits financiers. M. Guty considère Banca Generali comme « le pivot du groupe ». La firme de Trieste compte aussi sur ses liens avec la banque Commerzbank (sa participation y est passée de 5 % à 10 % il y a quelques mois) et avec l'établissement espagnol Banco Santander Central Hispano (BSCH), dont elle détient 1,1 % et où elle a un poste d'administrateur. En France, Generali, présidée depuis le début de l'année par Henri Moulard, venu de ABN-Amro, cherche un partenaire bancaire.

« Le groupe ne s'est pas montré plus optimiste pour l'ensemble de l'exercice 2001 », souligne le courtier Global Equities. Generali a dégagé un bénéfice de 1,425 milliard d'euros 2000, en hausse de 74,1 % par rapport à 1999 – ramené à 40,7 % hors éléments exceptionnels. Le rendement sur fonds propres est ainsi de 15 %, le chiffre d'affaires se montant à 44,4 milliards d'euros, ce qui en fait le troisième assureur européen derrière Axa et Allianz. Les actifs gérés représentent 192,88 milliards d'euros (1 265 milliards de francs). Pour 2001, le groupe prévoit un bénéfice en hausse de 13 % pour un retour sur fonds propres toujours de 15 %.

Ces perspectives ne séduisent guère les marchés, qui jugent Generali trop dépendante de ses trois principaux marchés, l'Italie, la France et l'Allemagne. Aussi certains ont-ils abaissé leurs objectifs de cours. Vendredi 27 avril, en clôture, le titre a progressé de 2,45 % à 35,9 euros, soit une capitalisation boursière d'environ 45 milliards d'euros, dans les dix premières de la bourse de Milan. Ce chiffre est de quelque 10 milliards de moins que la capitalisation de son concurrent Axa (55,7 milliards d'euros), dont le chiffre d'affaires est presque double de celui de l'assureur italien.

Si M. Guty aime à rappeler qu'il n'a pas de maître, il devra tenir compte de ses actionnaires, au premier rang desquels Mediobanca. A un journaliste qui lui demande s'il sera le client du taxi Generali, M. Guty répond : « Il est difficile de considérer Generali comme un taxi, c'est plutôt un bateau, un navire, avec un commandant qui va en avant avec son équipage, il n'y a pas de client, c'est nous qui sommes aux manettes. » Et d'insister : « Nous travaillons pour tous les actionnaires du groupe. »

P. S.

## Le Medef dément l'existence d'une « crise »

A LA SUITE des articles du *Monde* (du 28 avril) indiquant l'existence d'une « crise au patronat français » et montrant que « les grands patrons français réfléchissent déjà à l'après-Seillière », le vice-président du Medef (patronat) Denis Kessler a qualifié samedi, sur Europe 1, d'« élucubration totalement infondée » une possible « crise » au sein du patronat français. « Ce procès est absolument inacceptable, il n'y a pas de crise au patronat, il y a au contraire unité autour de l'idée qu'il faut réformer les règles du jeu social », a ajouté M. Kessler.

Le *Monde* faisait en particulier référence à une réunion de l'Association française des entreprises privées (AFEP) au cours de laquelle M. Seillière avait été désavoué sur le dossier des retraites. Dans un communiqué, l'AFEP a indiqué qu'elle « confirmait son plein soutien et sa totale solidarité au Medef et à son président, M. Seillière ». L'AFEP précise que « lors de la réunion du 7 février au cours de laquelle ont été débattus les aspects tactiques auxquels (Le Monde) fait référence », elle « a pleinement conforté M. Seillière dans sa stratégie de refondation sociale qui est incontournable pour la société française ».

## EDF devient le principal actionnaire de l'électricien argentin Edenor

LES GROUPES ESPAGNOLS Endesa (électricité) et Repsol-YPF (pétrole) ont annoncé samedi 28 avril la vente à Electricité de France (EDF) les participations de 40,19 % et de 9,62 % qu'ils possédaient respectivement dans la compagnie argentine Edenor. Le montant de cette opération est de 627,6 millions de dollars, selon les chiffres fournis par Endesa et Repsol-YPF. EDF contrôlait déjà 40,19 % d'Edenor. La vente, signée le 30 avril entre les trois groupes, a été autorisée par le gouvernement français et reste soumise à l'approbation des autorités argentines, a précisé Endesa. Edenor est concessionnaire du service de distribution d'électricité de la moitié nord du grand Buenos Aires, qui compte 2,26 millions de clients.

# Le départ de Christopher Bland souligne le malaise de la BBC

L'érosion constante de son audience a conduit l'audiovisuel public britannique à utiliser, de plus en plus, les mêmes armes que les télévisions privées. Ces dernières dénoncent une concurrence déloyale, tandis que le gouvernement, tout en écartant la privatisation, hésite sur la politique à suivre

## LONDRES

de notre correspondant à la City

Après avoir passé deux ans à étudier l'« Homo sapiens BBC », le verdict de Georgina Brown, anthropologue de l'université de Cambridge, est sans appel : « La direction de la BBC a perdu la foi dans le service public et ne sait plus comment répondre aux attentes du contribuable ». Mais Sir Christopher Bland, le président démissionnaire de la chaîne, à qui Tony Blair n'avait de toute façon pas l'intention de renouveler son mandat, qui a annoncé le 26 avril son départ pour British Telecom (BT), a enterré ce rapport qui critique l'approche commerciale de son protégé, le directeur général Greg Dyke. L'évocation même d'une privatisation rampante, tant redoutée par le personnel de cette vénérable institution, est jugée trop explosive en ces temps électoraux.

Alors que son président s'apprête à quitter le siège en forme de

vieux paquebot échoué, situé à quelques pas d'Oxford Circus, « Tante BBC » (*Aunt BBC*), comme l'appellent ironiquement les Britanniques pour railler son côté « Madame je sais tout », ne cesse de tomber de son piédestal. Pauvreté des émissions de divertissement, absence de bonnes fictions, peu de football en direct, sacrifice de l'information de qualité au profit de soap operas américains... Aux prises avec une concurrence élargie, la BBC, en particulier son vaisseau amiral BBC 1, subit une érosion constante de son audience que rien ne semble devoir freiner. Les plus récentes émissions vedettes de la télévision anglaise (« Big Brother », « Qui veut devenir millionnaire ? », « Pop stars... ») sont ainsi toutes issues de la concurrence privée.

Par ailleurs, les économies de bouts de chandelle imposées par le nouveau patron à son arrivée, en février 2000, comme la suppression

de la distribution gratuite des croissants le matin, et surtout le millier de licenciements annoncés en 2000 dans les services administratifs, ont accentué le malaise des syndicats. Inquiétudes compréhensibles car depuis le début des années 1990, la BBC a remplacé l'emploi à vie par des contrats de travail renouvelables tous les ans.

## DE FORTES RÉSISTANCES

L'arrogante institution doit sans cesse en rabattre. Le ministère de la culture trouve, par exemple, trop ambitieux son pari sur le tout-numérique qui risque de retarder la libération de fréquences analogiques en 2008 et donc l'attribution par le Trésor des fréquences libres au plus offrant. La récente démission de Gareth Jones, le bras droit de Greg Dyke, responsable des relations humaines de cette entreprise de 24 000 employés, venu lui aussi du monde des affaires, souligne les fortes résistances au sein de la hiérarchie qui rencontre sa nouvelle structure dite en « pétales de fleurs ». Cette réforme de l'organigramme, destinée à dynamiser la « Beeb » et qui vise à rapprocher la conception de la diffusion des programmes, se heurte aux réticences de la vieille garde. Enfin, la nouvelle direction doit compter avec la campagne des organismes de défense des consommateurs contre le manque de transparence dans le domaine de la sous-traitance des programmes aux firmes de production indépendantes.

« La BBC est dans une situation de type schizophrène. Le gouvernement

encourage cette intrusion dans la sphère commerciale et parallèlement s'oppose à son action par peur des réactions du redoutable lobby des télévisions bien organisées. » Comme l'indique Steven Barnett, professeur de communication à l'université de Westminster, la tâche de rajeunissement de la « vieille Auntie » s'avère bien difficile.

En ayant fixé la redevance pour sept ans, et sans rallonge budgétaire prévue jusqu'à 2006, date du renouvellement de la charte royale, l'Etat a mis en demeure la BBC de trouver 1,2 milliard de livres (1,9 milliard d'euros) de recettes supplémentaires. Les initiatives de Greg Dyke en vue de satisfaire à ces exigences ne manquent pas d'animer le débat sur le périmètre du service public. Car même sans publicité à l'écran, la BBC vit déjà à la manière d'une chaîne privée. Son arme commerciale, BBC Worldwide, ne se contente plus de vendre les programmes à succès à l'étranger. Du lancement de magazines féminins à la co-entreprise avec Disney dans BBC America, en passant par l'obtention à coups de milliards des droits de retransmission de mat-

ches de boxe et de rugby : la BBC ne cesse de marcher sur les plates-bandes de ses rivaux. Le projet d'ouvrir à la publicité son site beeb.com, qui est l'un des dix sites les plus visités du Royaume-Uni, a provoqué une levée des boucliers. L'organisme des éditeurs du Web a menacé de traîner cette partie du patrimoine national devant les tribunaux pour entorse à la concurrence.

Deux facteurs réduisent la marge de manœuvre du directeur général. Premièrement, la brutale contre-offensive des télévisions privées, en particulier du bouquet satellitaire BSkyB de Murdoch, contre le projet de création d'au moins trois chaînes numériques destinées aux adolescents et aux jeunes enfants. Ensuite, l'attitude ambivalente à l'encontre de la nouvelle politique commerciale de la BBC de la part d'un gouvernement travailliste à la vision rigoureuse et très britannique du service public. Certes, Dyke est un supporter de longue date du New Labour qu'il a soutenu financièrement dans l'opposition. Comment expliquer, dès lors, la décision de Tony Blair de ne pas offrir un deuxième mandat de cinq ans à Sir

Christopher Bland, patricien conservateur modéré qui formait avec le directeur général l'un de ces couples heureux qui font les sociétés réussies ? A l'inverse de son prédécesseur John Major, le premier ministre maîtrise parfaitement la technique de l'audiovisuel, dont il attend beaucoup. Le projet de création d'un organisme unique de régulation, Ofcom, qui coifferait à la fois l'audiovisuel et les télécommunications, et qui ne peut qu'affaiblir l'autorité du conseil de gouverneurs de la BBC, participe de cette volonté de mieux surveiller la BBC, où Blair ne compte pas que des amis.

Quel successeur pour Sir Christopher Bland ? Ce choix appartient au gouvernement, qui, pour ne pas être accusé de parti pris, pourrait choisir une personnalité conservatrice modérée. Une fois de plus, les considérations politiques devraient peser plus lourd que les considérations professionnelles dans les décisions post-électorales - après les élections générales prévues en juin - qui caractériseront le futur paysage de la télévision publique.

Marc Roche

## Des chaînes financées par la redevance

● **Le groupe.** Deux chaînes de télévision, BBC 1, lancée en 1936, et BBC 2, en 1964 ; cinq stations de radio nationales, BBC News 24, BBC Knowledge, BBC Online, le World Service...

● **Direction.** Tutelle du Conseil des gouverneurs nommés par la reine. Président sortant : Sir Christopher Bland. Directeur général : Greg Dyke.

● **Effectif.** 24 000 employés (dont 2 000 journalistes répartis dans 55

bureaux dans le monde).

● **En chiffres.** Budget : 2,318 milliards de livres sterling (3,7 milliards d'euros), dont 2,1 milliards provenant de la redevance. Dépenses : 2,1 milliards de livres pour le service intérieur (dont 823 millions de livres pour BBC 1, 421 millions pour BBC 2) et 200 millions pour le service mondial.

Coût de la redevance TV : 104 livres (167,6 euros, 1 100 francs).

## PROFIL

### UN PATRON REDOUTÉ

Sir Christopher Bland, soixante-deux ans, qui quitte la présidence de la BBC pour celle de British Telecom (BT), est loin d'être un expert en télécommunications. Ce natif d'Ulster, de surcroît, ne s'est jamais occupé auparavant de canards boiteux de cette taille. Pourtant, ce licencié en histoire contemporaine de l'université d'Oxford, ancien membre de l'équipe olympique irlandaise d'escrime, est celui que les investisseurs institutionnels ont absolument voulu pour occuper le siège de Iain Vallance, débarqué sans ménagement. Inquiète de voir s'accumuler les dettes, la City attend de cet ex-lieutenant de la

garde royale qu'il fasse la « sale besogne » chez l'opérateur téléphonique en crise. Il est vrai que ce bon vivant, amateur de fêtes, bénéficie d'une image de battant. Du sauvetage d'une imprimerie au bord de la faillite, qui fera de lui un multimillionnaire, à la présidence de la London Week-end Television (LWT), la télévision du week-end de la capitale, en passant par la direction de l'un des plus grands hôpitaux londoniens, il a montré qu'il savait décider et imaginer.

Souple, mais pas tendre, curieux et anticonformiste, charmeur et autoritaire, ce businessman, poète à ses heures, est animé par l'inflexible détermination de veiller à ce que rien n'échappe à son contrôle. A la présidence de la BBC, où John Major l'avait nommé en 1996, cet

homme de réseaux, proche des conservateurs modérés mais acceptable par les travailleurs, n'a guère pris de gants avec les stars de la rédaction. D'où sa réputation de mauvais caractère qui inspirait aussi de la crainte aux parlementaires. Chris Smith, son ministre de tutelle, l'a appris à ses dépens en se faisant traiter de « simple payeur de la redevance » pour avoir protesté contre le transfert du journal du soir à 22 heures au profit d'une émission populaire. Quant aux gouverneurs de la BBC, ils ont éprouvé sa capacité de fermeté et de séduction alternées quand ce fin stratège a imposé, contre leur gré, son ex-adjoint à LWT, Greg Dykes, à la direction générale.

M. R.

# IMMOBILIER AGENCY

Vos bureaux à **GENEVE**

**Blandonnet International Business Center**

informations complètes : [www.blandonnet.com](http://www.blandonnet.com) ou contactez : C.G.S. S.A. 00 41 22 732 07 55 E-mail : cgs.sa@bluewin.ch

## VENTES

### APPARTEMENTS

#### Paris 5<sup>e</sup>

JARDIN DES PLANTES  
3 P, 72,5 m<sup>2</sup>, sal. + 2 chbres, cuis. amér., dble exp., 3<sup>e</sup> ét., sans asc. Px : 2 380 000 F. Part. : 06-03-55-46-16

#### Paris 6<sup>e</sup>

SAINT-SULPICE, beau 5 P, 5<sup>e</sup> ét., asc., serv., 6 550 000 F à voir 01-40-61-97-75

Cherche-Midi 01-42-24-42-21 petit 2 P, 740 000 F, vue dégagée sur tour Eiffel pierre de t., 5<sup>e</sup> ét.

#### Paris 11<sup>e</sup>

M<sup>o</sup> BASTILLE  
175 m<sup>2</sup>, dupl., pour, chem., vol., clair, calme, sans vis-à-vis, sal. 48 m<sup>2</sup>, cuis. 15 m<sup>2</sup>, 4 chbres, 2 bns, gde cave, 4 900 000 F. 06-21-07-01-94 ou 01-45-81-41-75

#### Paris 14<sup>e</sup>

MONT-PARNASSE-GAITÉ  
2/3 P, p. de t., 5<sup>e</sup>, asc., balc., calme, vue, gde cuis. équip., wc séparé, 1,820 MF. 01-42-79-92-27

#### Paris 16<sup>e</sup>

MAISON DE LA RADIO  
bel imm. 1900, apt 3 chbres, 3<sup>e</sup> ét., asc., service, 3 800 000 F. 06-09-91-14-63

VUE JARDIN RANELAGH  
Superbe, 240 m<sup>2</sup>, parf. état, imm. stand., gar., serv. 7 495 000 F 06-12-69-50-02

#### 92 Hauts-de-Seine

SAINT-CLOUD  
Apt except., 2<sup>e</sup> et dernier étage dans petit immeuble de style, très calme, jardin, 5<sup>e</sup> gare, 5 P, 117 m<sup>2</sup> + mezzanine, log. + balc. 13 m<sup>2</sup>, 2 park., s/sol. Prix : 3,350 MF 01-56-08-04-59 (20 h)

#### 94 Val-de-Marne

Saint-Maur-la Varenne (94), 5 min. RER, 300 m de la Marne, beau F1, 29 m<sup>2</sup> (loi Carrez), ds imm. stand., p. de t., ét. neuf, balc., digic., cave. Au 1<sup>er</sup>, plein sud, 465 000 F 06-08-45-27-22 ou apr. 20 h au 01-49-83-03-88

## MAISONS

### Province

Part. vd maison centre-ville Limoges, 200 m<sup>2</sup> habit., prestations luxe, gar. 2 voit., cave, terrasse paysagée. 1,450 MF. 05-55-10-03-89 ou 06-22-85-29-69

## ACHATS

### APPARTEMENTS

ACH. 100 à 120 m<sup>2</sup>, Paris, préf. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>. 01-48-73-23-55 même soir

## LOCATIONS

### DEMANDES VIDES

#### Paris

EMBASSY SERVICE

43, AVENUE MARCEAU  
75116 PARIS

CONSEIL IMMOBILIER  
locations-ventes-gérance

spécialisé depuis plus de 20 ans dans les quartiers  
RÉSIDENTIELS recherche pour  
CLIENTS ÉTRANGERS hôtels particuliers, apparts et villas  
VIDES & MEUBLÉS  
01-47-20-40-03  
[www.embassy-service.fr](http://www.embassy-service.fr)

J. F. ch. appart. 2/3 P  
Paris, proche banlieue,  
4 000 F cc maxi,  
06-87-19-21-29

## OFFRES VIDES

### Rég. parisienne

A louer 93 Seine-St-Denis, ds hôtel part., prox. mairie des Lilas, apt 140 m<sup>2</sup>, F4, balc., sal. dble et chem., réf. à nf, parc pays. privé, gar. et cave. Ts comm., cinéma et parc sportif, calme et bon voisinage, 8 500 F + charges de 500 F/mois. Tél. : 06-85-45-98-55 ou 06-60-74-86-50. Références exigées

### Province

Combles aménagés, 71 m<sup>2</sup> hab., 90 m<sup>2</sup> sous rampants, ds bât. XVIII<sup>e</sup>, banl. S-E, prox. ttes comm., 4 000 F/mois 01-48-80-64-04

## REPRODUCTION INTERDITE

AGENDA

DIVERS

Librairie générale, spécialisée en judaïsme, recherche vendeuse, jeune femme, licence de lettres et anglais souhaités.  
Contacter Jeanne Ollivier. 01-48-87-10-34

## ANTIQUITÉS

Nouveau à Oostduinkerke  
Arts et antiquités Anastasia  
Albert I Laan 96 A  
8670 Oostduinkerke.  
Tél. : (0032) 58.51.69.20

Achats et ventes d'antiquités, objets d'art, tapis d'Orient, bijoux, etc.  
Grandes collections de meubles en acajou Louis-Philippe, Empire, etc.  
Icônes, archéologie, bronzes, tapis d'Orient, etc.

Ouvert tous les jours, de 10 h à 12 h et de 15 h à 19 h.  
En dehors des vac. scolaires.  
Fermé mardi et mercredi.

## VILLÉGIATURE

Canet-Plage-Roussillon, villa front de mer, centre station, gd jardin, 8 pers. 7 500 F/sem. juillet/août. 06-89-30-40-37

## CORSE PORTICCIO

Fonctionnaire loue 2 pièces, 4/5 couches, ds résid., pisc., tennis, tout équipé. Balcon, proximité mer. Px modéré. 04-95-25-67-44

Cannes, 300 m mer, ds parc, stud. cabine, 4 couch., gde terr., 2 pkgs, ss. prox. comm., 2 500 à 3 500 F/sem. selon date. Partic. 06-62-44-40-37

Cannes-Mand., 10<sup>e</sup> plage, golf, villa luxe, mai à oct., 280 m<sup>2</sup>, pisc., vue mer, 12 pers., sauna, jac., satell., sal. sport, etc., 42 000 F/quinz. 04-93-47-59-54

## Comment sauver British Telecom ?

SIR IAIN VALLANCE ne terminera pas son mandat à la tête de l'opérateur britannique British Telecom (BT). Contraint à la démission par les actionnaires qui réclamaient sa tête, ainsi que celle du directeur général Sir Peter Bonfield depuis plusieurs mois, il cède son siège le 1<sup>er</sup> mai à Sir Christopher Bland (*lire ci-dessus*). Le nouvel arrivant devra redessiner une stratégie pour cet opérateur long-temps considéré comme le « modèle » par ses homologues européens, mais qui se trouve aujourd'hui dans l'impasse.

Premier opérateur européen à être privatisé en 1984, cité en exemple par tous les tenants de la dérégulation, BT s'est lancé très tôt dans une polique agressive d'expansion hors de ses frontières. En particulier en France, où il s'est retrouvé actionnaire de Cegetel aux côtés de Vivendi. Le point d'orgue de cette conquête devait être, en 1997, la fusion avec la société américaine MCI. Mais l'échec de cette opération sonna le glas de ces ambitions, dévoilant toute la fragilité de l'édifice. Les prises de participations minoritaires acquises au prix fort se transformèrent en source de conflit et ne permirent pas à la société britannique d'asseoir son pouvoir sur ses filiales, tout en plombant les comptes de l'opérateur confronté à un endettement croissant. Pire. Le « petit » rival britannique de BT, Vodafone, qui se consacre exclusivement à la téléphonie mobile, s'est transformé en un leader mondial, dont la valorisation boursière dépasse allègrement celle de l'opérateur historique.

La situation a empiré ces derniers mois. A l'instar des autres opérateurs européens, BT s'est lancé dans la course aux licences de téléphonie mobile du futur (UMTS). Le coût de ces licences a encore chargé la barque. Résultat : le poids de la dette de la société britannique est passé de 18 milliards de livres (30 milliards d'euros) en 2000 à la somme colossale de 30 milliards de livres (48 milliards

d'euros) aujourd'hui. Victime de cette folie des grandeurs, BT a vu son cours de Bourse plonger inexorablement. Sur les dix-huit derniers mois, sa valorisation boursière a fondu de près des deux tiers. Cette chute n'est guère du goût des actionnaires, qui ont commencé à mettre en doute la légitimité des deux dirigeants, Sir Iain Vallance et Sir Peter Bonfield. Dans un premier temps, c'est le directeur financier qui a été sacrifié à la vindicte des investisseurs. De plus, le tandem a présenté en novembre 2000, un plan de réduction de la dette par le biais de cession d'actifs et de mise en Bourse d'activités, avec pour objectif de réduire la dette de près de 10 milliards de livres d'ici la fin 2001.

### PROJETS DE CESSIION CONTRARIÉS

Las. Ce projet a été mis à mal par le climat agité qui secoue les valeurs de télécommunications. La mise en Bourse programmée de 25 % du capital de BT Wireless, qui regroupe toutes les activités de téléphonie mobile de l'opérateur britannique, ainsi que celle de 25 % du capital de ses activités d'annuaires Yell n'ont toujours pas pu se concréc-

tiser. Les projets de cession ont, eux aussi, été contrariés par les valorisations en bourse des actifs de télécommunications. Ce contre-tempo aura été fatal à Sir Iain Vallance, contraint de quitter la présidence un an plus tôt que prévu. Le départ de cet homme du sérail, à un passé très de trente-cinq ans au sein de l'opérateur historique et piloté sa privatisation, marque la fin d'une époque. Sir Peter Bonfield, lui aussi très critiqué, bénéficie pour sa part d'un sur-sis. Nommé directeur général de BT en 1996, il était censé sortir l'entreprise de l'ornière et apporter un regard neuf, en tant qu'ex-dirigeant de la société d'informatique ICL. Ses rapports avec Sir Iain Vallance, guère enclin à céder les rênes, n'ont pas été des plus simples. Il devra maintenant faire ses preuves aux côtés du nouveau patron, Sir Christopher Bland. Sinon, le couperet risque de tomber une nouvelle fois. Quant au nouveau PDG, il ne devrait pas tarder à dévoiler son plan de remise en selle de BT. Déjà, il s'apprête à lancer une augmentation de capital de 5 milliards de livres (8 milliards d'euros).

Laurence Girard

## Un appel d'offres à des projets audiovisuels et multimédias

LE RÉSEAU RIAM (Recherche et innovation en audiovisuel et multimédia), créé en février par le gouvernement français, a lancé, vendredi 27 avril, un appel d'offres à des projets qu'il financera à hauteur de plus de 20 millions d'euros (135 millions de francs). Cet appel porte, pour 2001, sur plusieurs thèmes : numérisation de la production pour le cinéma et la télévision, édition électronique, programmes interactifs et image de synthèse, droits de la propriété intellectuelle et leur protection, nouvelles plates-formes de diffusion des programmes (numérique terrestre), etc.

Cette offre s'adresse notamment aux professionnels des technologies de l'information et de la communication et aux chercheurs en technologies et en sciences humaines. L'appel « valorisera les coopérations entre laboratoires de recherche et entreprises », précise le RIAM dans un communiqué. Les acteurs privés et publics associés dans le réseau sélectionneront les projets qui seront retenus.

TABLEAU DE BORD

AGENDA

MARDI 1<sup>er</sup> MAI

■ FRANCE: la CGT, la CFDT, l'UNSA et la FSU défilent ensemble pour « le progrès social, la démocratie et la paix »...

■ ÉTATS-UNIS: indice des directeurs d'achat du NAPM (avril) et des dépenses de construction (mars).

MERCREDI 2 MAI

■ EUROPE: publication du rapport annuel de la Banque centrale européenne.

■ FRANCE: assemblée générale des actionnaires du Crédit lyonnais.

JEUDI 3 MAI

■ OCDE: publication des perspectives économiques de l'OCDE.

■ EUROPE: publication des chiffres du chômage des pays de la zone euro...

■ FRANCE: assemblée générale des actionnaires de Bull.

VENREDI 4 MAI

■ ÉTATS-UNIS: publication du nombre des créations d'emplois en avril.

AFFAIRES

● AZRAZENECA: le groupe pharmaceutique anglo-suédois a annoncé, samedi 28 avril à Londres...

● ALCOA: la direction de Howmet-SA, filiale de l'américain Howmet Corporation...

● MOTOROLA: cinq dirigeants

de Motorola ont reçu au total pour 2,5 millions de livres (4 millions d'euros) de primes de « performance »...

SERVICES

● ZARA: le leader espagnol de la confection Inditex, plus connu grâce à la marque Zara...

● ESSENCE: le club automobile allemand ADAC, numéro un européen avec plus de 14 millions d'adhérents...

● AIR AFRIQUE: les syndicats ivoiriens d'Air Afrique ont demandé la démission du directeur général américain...

● ACCOR: la branche hôtelière et de tourisme du groupe Accor a conclu un accord avec la compagnie italienne de tourisme (CIT)...

RÉSULTATS

■ EMIRATES: la compagnie aérienne émiratie a annoncé une hausse de 24,1 % de son bénéfice net...

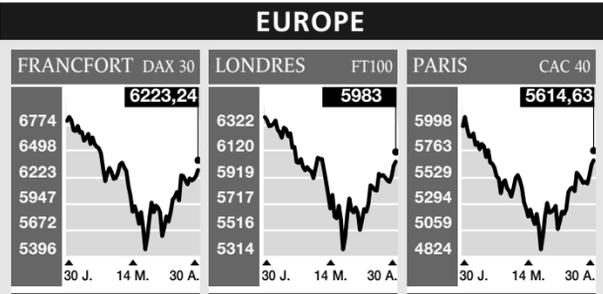


Tableau des indices boursiers européens avec cours, variations et pourcentages.

AMÉRIQUES

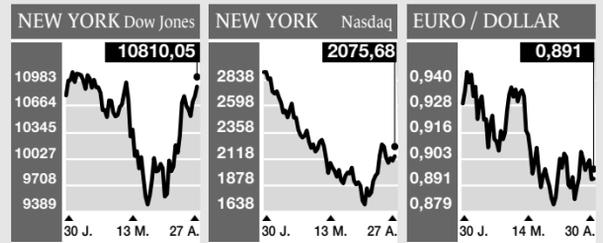


Tableau des indices boursiers américains avec cours, variations et pourcentages.

ASIE - PACIFIQUE

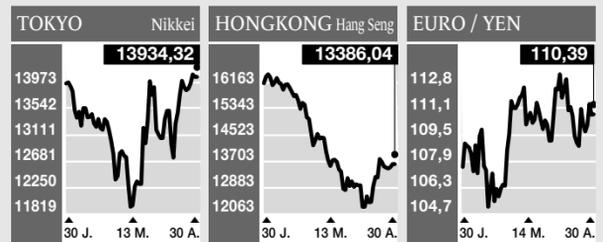


Tableau des indices boursiers asiatiques avec cours, variations et pourcentages.

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LE CAC 40 était pratiquement stable, lundi 30 avril, à l'ouverture de la Bourse de Paris...

FRANCFORT

LA BOURSE de Francfort était quasi stable, lundi lors des premiers échanges, le DAX prenant 0,02 % pour s'établir à 6 176,73 points...

LONDRES

LA BOURSE de Londres était, elle aussi, quasi stable lundi, l'indice Footsie des cent principales valeurs progressant de 1,7 point...

TOKYO

LA BOURSE, fermée lundi, jour férié au Japon, a clôturé vendredi sur une note irrégulière. L'indice Nikkei a fini en baisse de 38,71 points...

NEW YORK

L'INDICE américain des valeurs technologiques Nasdaq a gagné 2,01 % en clôture vendredi 27 avril, à 2 075,70 points.

TAUX

LES EMPRUNTS d'Etat européens étaient légèrement en hausse lundi 30 avril à l'ouverture.

MONNAIES

LA MONNAIE unique européenne ne parvenait pas à se redresser, lundi matin, après l'annonce vendredi d'une hausse plus forte que prévu de la croissance américaine au premier trimestre.

ÉCONOMIE

Pour le G7, les fondements de la croissance économique sont saines

LES MINISTRES des finances et les gouverneurs des banques centrales du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) ont estimé, samedi 28 avril à Washington...

Un refus de pessimisme également partagé par le Comité monétaire et financier international (CFMI) du Fonds monétaire international (FMI).

■ FMI: le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont appelé dimanche les pays développés à augmenter leur aide aux pays pauvres...

■ Le Comité monétaire et financier international (CMFI), instance exécutive du Fonds monétaire international (FMI)...

■ ZONE EURO: l'inflation dans la zone euro ne retournera sans doute pas au niveau de 2 % avant le début de 2002...

■ La croissance en zone euro ne dépassera pas 2,4 % en 2001 et 2,5 % en 2002, selon les estimations diffusées, lundi, par le Centre de recherches économiques et commerciales (CEBR) britannique.

■ ÉTATS-UNIS: le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 2 % en rythme annuel au premier trimestre, selon une première estimation...

■ ALLEMAGNE: le nombre de chômeurs repassera sous la barre des 3,5 millions en 2002, a indiqué, vendredi, le gouvernement allemand.

■ le ministre allemand des finances compte limiter radicalement le niveau des aides à l'ERDA en n'accordant plus, après 2005, que 71 milliards d'euros au total à l'est du pays...

■ FRANCE: la croissance a atteint 3,3 % en 2000, selon les dernières estimations de l'Insee.

■ Le nombre des demandeurs d'emploi a légèrement baissé, de 0,6 % en mars, soit une diminution de 13 100 personnes par rapport à février...

■ ROYAUME-UNI: le Produit intérieur brut (PIB) de la Grande-Bretagne a affiché un taux de croissance de 0,3 % au premier trimestre 2001 par rapport au trimestre précédent...

■ ITALIE: l'Italie a enregistré un regain d'inflation en avril, avec une hausse de l'indice national des prix à la consommation de 3,1 % sur douze mois...

■ ARGENTINE: le Fonds monétaire international et le ministre argentin de l'économie, Domingo Cavallo, se sont entendus dimanche 29 avril sur les grandes lignes d'un nouveau programme permettant la poursuite de l'aide du FMI à Buenos Aires.

VALEUR DU JOUR

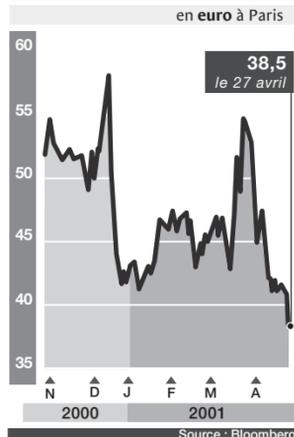
Gaumont: funestes « Visiteurs »

LA BOURSE a sévèrement sanctionné Gaumont, vendredi 27 avril, après l'annonce de résultats catastrophiques pour l'exercice 2000: le titre du groupe de Nicolas Seydoux perdait 5,98 % de sa valeur, à 38,5 euros...

Spécialisé dans la production et la distribution de films, ainsi que dans l'exploitation de salles, Gaumont a annoncé pour 2000 un chiffre d'affaires global en baisse de 15,1 %, à 1,559 milliard de francs (240 millions d'euros)...

L'échec outre-Atlantique des Visiteurs en Amérique, de Jean-Marie Poiré, avec Jean Reno et Christian Clavier, est en grande partie responsable de cette situation.

Action Gaumont



card, de Francis Veber (5,3 millions d'entrées), n'aura pas suffi à compenser cet échec, qui s'ajoute à celui de Vatel, autre film à gros budget. Le lancement, en septembre 2000, de la carte Pass dans la région parisienne, en association avec MK2...

A.-M. R.

Taux de change fixe zone Euro

Tableau des taux de change fixe zone Euro contre franc et hors zone Euro.

Cours de change croisés

Tableau des cours de change croisés pour Dollar, Yen, Euro, Livre, Franc suisse.

Taux d'intérêt (%)

Tableau des taux d'intérêt pour France, Allemagne, Italie, Japon, États-Unis, Suisse, Pays-Bas.

Matif

Tableau des cours et volumes Matif pour Notionnel 5,5, Décembre 2001, Euribor 3 mois, Janvier 2001.

Pétrole

Tableau des cours et variations du pétrole (Brent, WTI, Light Sweet Crude) en dollars.

Or

Tableau des cours et variations de l'or en euros pour Or fin kilo barre, Or fin lingot, Once d'or (LO), Pièce France 20 F, Pièce Union Lat. 20, Pièce Suisse Lat. 20, Pièce 10 Dollars US, Pièce 20 Dollars US, Pièce 50 Pesos Mex.

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

L'action Simint, seule société cotée du groupe de luxe italien Armani, a été suspendue, lundi 30 avril, au matin, à la Bourse de Milan dans l'attente d'un communiqué, a annoncé Borsa italiana. Selon un opérateur milanais, l'annonce pourrait être celle d'une OPA sur le capital résiduel coté qui n'est pas encore entre les mains de la famille Armani. Le cours de l'action actuellement sous-évalué offrirait l'opportunité à Armani de se rendre propriétaire à 100 % de cette société à bon prix.

La compagnie aérienne British Airways a gagné, vendredi 27 avril, 9,25 pence à 337,25 pence, après avoir évolué dans le rouge

une bonne partie de la séance, son concurrent allemand Lufthansa ayant annoncé une forte baisse de son bénéfice opérationnel au premier trimestre. A Francfort, le titre Lufthansa reculait de 1,94 %, à 207,5 euros.

A Londres, le groupe agroalimentaire anglo-néerlandais Unilever a pris 19,5 pence, à 527 pence, après avoir annoncé des résultats trimestriels supérieurs aux attentes.

A Francfort, Deutsche Telekom progressait, vendredi, de 1,61 %, à 28,35 euros. Les autorités américaines avaient donné, le 25 avril, leur feu vert à la reprise de VoiceStream, pilier de la stratégie de l'opérateur allemand.



Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.



Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

30/04 10h13

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

BANQUES

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

PRODUITS DE BASE

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

CHIMIE

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

CONGLOMÉRATS

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

CONSTRUCTION

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

CONSOMMATION CYCLIQUE

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

PHARMACIE

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

ÉNERGIE

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

SERVICES FINANCIERS

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

ALIMENTATION ET BOISSON

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

ASSURANCES

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

MÉDIAS

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

BIENS DE CONSOMMATION

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

COMMERCE DISTRIBUTION

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

SERVICES COLLECTIFS

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

HAUTE TECHNOLOGIE

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

AMSTERDAM

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

BRUXELLES

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le titre, le pays, le cours et la variation.

À NOS ABONNÉS Pour vos changements d'adresse ou suspensions d'abonnement durant vos vacances un seul numéro 0803 022 021 (0,99 F TTC/mn)

EURO NOUVEAU MARCHÉ 30/04 10h13 Cours en euros % Var. 27/04

VALEURS FRANCE

Le titre Vivendi Universal était en légère baisse, lundi 30 avril, à l'ouverture de la Bourse de Paris. Selon le Financial Times, le groupe français serait en discussions avec Telenor, opérateur norvégien de télécommunications, afin de racheter ses parts dans Canal Digital, filiale scandinave de télévision à péage des deux groupes, actuellement déficitaire. Par ailleurs, l'annuaire téléphonique en ligne britannique, Scoot.com Plc, a rejeté vendredi l'offre de reprise formulée par Vivendi Universal la jugeant « complètement inappropriée ».

L'action de l'équipementier téléphonique Alcatel était en forte hausse, lundi à la Bourse de Paris. Le titre prenait près de 4 % en début de matinée à 35,48 euros. Le groupe serait sur le point d'emprunter 7 milliards d'euros en vue de l'acquisition de la branche optique de l'américain Lucent.

Le titre du fabricant de composants optiques Highwave Optical, grimpait de 8,35 % à 41,39 euros, lundi en début de matinée, à la Bourse de Paris. La société a annoncé prévoir des bénéfices au terme de son exercice 2000/2001 clos fin mars.

L'action du groupe de conseil en informatique Cap Gemini était en hausse de 3,15 % en milieu de matinée à 160,3 euros, à la Bourse de Paris. Lehman Brothers est passé à l'achat sur la valeur.

PREMIER MARCHÉ

LUNDI 30 AVRIL Cours à 9 h 57
Demier jour de négociation des OSRD : 25 mai

Table of market data for France, including ACCOR, AGF, AFFINE(XIMM), AIR FRANCE C., AIR LIQUIDE, etc.

Main market data table with columns for company names, current prices, and percentage changes.

Main market data table with columns for company names, current prices, and percentage changes.

Main market data table with columns for company names, current prices, and percentage changes.

Main market data table with columns for company names, current prices, and percentage changes.

ABRÉVIATIONS

B = Bourdeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation sans indication catégorie 3;

● coupon détaché; ● droit détaché; ● contrat d'animation;
♦ = offert; d = demandé; † offre réduite; ‡ demande réduite;
○ cours précédent; † Valeur pouvant bénéficier du service de règlement différé.

DERNIÈRE COLONNE PREMIER MARCHÉ (1):
Lundi daté mardi : % variation 31/12; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon; Jeudi daté vendredi : compensation; Vendredi daté samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

VENDREDI 27 AVRIL
Une sélection. Cours relevés à 18 h 11

Table of new market data for various companies like ABEL GUILLEM, AB SOFT, ACCESS COMME, etc.

Table of new market data for various companies like COALA, COHERIS ATIX, COIL, etc.

Table of new market data for various companies like NATUREX, NETZS, NETGEM, etc.

Table of new market data for various companies like AB GROUPE, ACTIELEC TEC, ALGECO, etc.

Table of new market data for various companies like GFI INDUSTRI, GRAND MARNIE, GROUPE BOURBON, etc.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 27 avril

Table of SICAV and FCP data, including AGIPI, BNP PARIBAS, BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT, etc.

Table of SICAV and FCP data, including ÉCUR. OBLIG. INTERNAT., ÉCUR. TECHNOLOGIES, ÉCUR. TRIMESTRIEL D., etc.

Table of SICAV and FCP data, including FOND COMMUNS DE PLACEMENTS, CREDIT LYONNAIS, EUROCO SOLIDARITE, etc.

Table of SICAV and FCP data, including FOND COMMUNS DE PLACEMENTS, STRATEGIE CAC, STRATEGIE INDICE USA, etc.

Table of SICAV and FCP data, including CONVERTIS C, INTEROBLIG C, INTERSELECTION FR. D., etc.

LEGENDE
★ Hors frais. ★★ A titre indicatif. \* Part div. par 10 au 5/99.

**SPORTS** Le FC Nantes, vainqueur (1-0), à Troyes, dimanche 29 avril, a conforté sa place de leader du championnat de France de division 1 et possède, à deux journées de la fin de la

compétition, quatre points d'avance sur l'Olympique lyonnais, qui s'était imposé (2-1), à Lille, la veille. ● LA VICTOIRE NANTAISE a été acquise à la 57<sup>e</sup> minute grâce à un but de Frédéric

Da Rocha. ● LES HOMMES DE RAYNALD DENOUEIX n'ont pas développé leur jeu riche et plaisant, lui préférant réalisme et efficacité. ● LES LYONNAIS, qui l'ont emporté en toute fin

de match, continuent à malmener le moral des Nantais, mais le club rhodanien court toujours après un premier titre de champion de France. ● EN FIN DE CLASSEMENT, Strasbourg (18<sup>e</sup>) et

Saint-Etienne (17<sup>e</sup>) sont condamnés à la division 2, tandis que Toulouse (16<sup>e</sup>) conserve un espoir de maintien, au grand dam des Marseillais (15<sup>e</sup>), avec cinq points d'avance).

## Pour assouvir ses ambitions, le FC Nantes a su remiser le beau jeu

Vainqueur (1-0) à Troyes, à l'issue d'une rencontre qui n'a valu que par son résultat, les Nantais font plus que jamais figure de champions de France. Le programme des deux dernières journées de la compétition (réception de Saint-Etienne, déplacement à Lens) leur est favorable

**TROYES**

de notre envoyé spécial  
Le football ne serait affaire que de « beau jeu », le FC Nantes-Atlantique serait champion de France tous les ans. Sauf que voilà, « the beautiful game », comme l'appellent les Anglais, ne se résume pas à cela. Savoir « mettre le pied », posséder l'art de « tenir un score », connaître les « ficelles du métier » sont des qualités aussi importantes, parfois, que celles qui aident à faire circuler le ballon d'un équipier à l'autre. Pour avoir compris cet aspect des choses, le FC Nantes-Atlantique sera très certainement champion de France pour la huitième fois de son histoire à l'issue de la saison 2000-2001. Dimanche 29 avril, à Troyes, les Canaris ont dû sortir le « bleu de chauffe », comme l'a dit, après le match, leur entraîneur Raynald Denoueix, pour s'imposer (0-1) au stade de l'Aube, grâce à un but de Frédéric Da Rocha à la 57<sup>e</sup> minute.

Les adeptes d'un football académique oublieront très vite cette rencontre disputée sur un terrain trop gras. Les joueurs, eux, s'en souviendront probablement comme un tournant de la saison. « Nantes, ce n'est pas que le beau jeu. Ce soir, nous avons gagné avec la tête et avec le physique », a souligné le défenseur Nicolas Laspalles.



JEAN-CHRISTOPHE KHANREUTERS

Les Canaris s'imposent (0-1) à la 57<sup>e</sup> minute, grâce à un but de Frédéric Da Rocha.

« Nous avons montré que nous étions capables de revenir à des choses simples comme l'engagement et la solidarité », a renchéri le milieu de terrain Stéphane Ziani. « Il fallait du cœur », s'est contenté Eric Carrière, qui a joué plus d'une heu-

re avec une entorse à la cheville droite suite à un tackle appuyé d'un défenseur troyen. Le n°10 des Canaris n'aurait pour rien au monde quitté la pelouse dimanche après-midi. Désigné, quelques heures plus tard, « meilleur joueur de

D1 » à l'occasion de la soirée des Oscars du foot organisée par l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP), Eric Carrière voulait faire honneur à son accessit.

**UN CALENDRIER FAVORABLE**

A deux journées de la fin de la compétition, cette sixième victoire consécutive en championnat conforte la position de leader des Nantais, qui continuent de posséder quatre points d'avance sur l'Olympique lyonnais. Les Canaris bénéficient, en outre, d'un calendrier extrêmement favorable puisqu'ils recevront l'AS Saint-Etienne le 12 mai et se déplaceront au RC Lens une semaine plus tard, soit deux équipes largement démobili-

## A Lille, l'OL a entretenu l'espoir d'un retour sur investissement

**LILLE**

de notre envoyé spécial  
Jean-Michel Aulas, le président de l'Olympique lyonnais, oscillait entre joie et angoisse après la victoire de son équipe à Lille (2-1) samedi 28 avril : « Lyon réalise un parcours de champion, mais malheureusement pour nous, Nantes aussi. » Après ce cinquième succès consécutif, l'équipe rhodanienne revenait à un point du leader nantais et se mettait à espérer. « Lyon relance le championnat et met la pression sur Nantes », concluait le patron de l'OL, tout en regrettant le décalage de vingt-quatre heures entre les deux rencontres : « Les Canaris seront sans doute davantage motivés en connaissant notre résultat. » Malgré le succès, l'anxiété restait perceptible. Les supplications se succédaient devant le vestiaire des visiteurs, donnant à la scène des apparences d'exorcisme collectif.

Sonny Anderson, en bon capitaine, résumait les ambitions et les craintes lyonnaises : « On fait une supersaison, on mérite de gagner quelque chose. » « Ce serait une injustice de ne pas inscrire une ligne au palmarès cette année », lançait Jean-Michel Aulas. Injustice, le terme est fort, mais la frustration rhodanienne est réelle. « Ce serait vraiment dommage de ne rien gagner », reprenait le milieu de terrain Pierre Laigle. Inutile d'insister : Lyon ne veut pas se contenter d'un prix spécial du jury pour le parcours le plus régulier ni de l'accessit de l'équipe du championnat la plus difficile à battre avec quatre défaites au comp-

teur. Seulement voilà, Nantes, qui n'a jamais démerité non plus, a décroché, dimanche 29 avril, à Troyes, son sixième succès d'affilée (1-0). Les hommes de Raynald Denoueix conservent quatre points d'avance sur Lyon et confortent leur place en tête du championnat.

**« UNE GARANTIE POUR LE FUTUR »**

Le complexe à la peau dure : voilà vingt-huit ans que le club rhodanien court derrière un trophée (il a emporté la Coupe de France en 1973). Souvent placé, notamment deuxième à l'issue de la saison 1994-95, l'OL n'a en outre jamais été champion de France de Division 1. Depuis deux ans, le challenge sportif s'est doublé d'un retour sur investissement nécessaire. Depuis 1999, la SAOS (société anonyme à objet sportif) Olympique de Lyon et du Rhône s'est ouverte à deux nouveaux actionnaires, le groupe Pathé (détenant 34 % du capital) et Patrick Bonnell, patron d'Infogrammes (6 % à titre personnel). Résultat, un budget porté à 400 millions pour la saison 2000-2001 et une équipe composée majoritairement d'internationaux.

Jean-Michel Aulas, à la tête du club depuis quatorze ans, n'aspire qu'à une chose : installer les « gones » dans le gotha européen. « La pérennisation du sport par l'économie, via le marketing notamment, est une garantie pour le futur, ainsi que nous le démontrent les grands clubs européens », martèle le chef d'entreprise. Le bon parcours de son équipe dans la Ligue des

champions 2001 (les Lyonnais ont été éliminés lors de la dernière journée de la deuxième phase, NDLR) lui a donné satisfaction.

« Nous avons trois finales à disputer », expliquait Sonny Anderson, samedi. Le meilleur buteur du championnat de France, avec dix-neuf buts, faisait référence aux deux rencontres de championnat, le 12 mai, à domicile, face à Strasbourg, et le 19 mai, à Rennes, mais surtout à la finale de la Coupe de la ligue contre Monaco, samedi 5 mai, au Stade de France. La victoire à Lille assure quasiment la deuxième place du championnat au Lyonnais, synonyme de qualification pour la lucrative Ligue des champions. « L'enjeu de cette soirée était considérable face à un autre prétendant à la Ligue des champions et le groupe a fait une nouvelle fois preuve d'une force mentale fantastique en s'imposant une nouvelle fois dans les dernières minutes », se réjouissait Jean-Michel Aulas. Un succès qui se dessinait grâce à Christophe Delmotte dans les arrêts de jeu. Un quatorzième but inscrit dans le dernier quart d'heure pour les gones version 2000-2001. Reste à savoir si cette méthode fondée sur la patience apportera les résultats escomptés et permettra enfin aux hommes de Jean-Michel Aulas « de gagner quelque chose ».

Etienne Labrunie

### La fiche technique

**LILLE - LYON : 1-2**

Championnat de France de Division 1  
32<sup>e</sup> journée

• Stade Grimonprez-Jooris, à Lille ; Temps doux ; Terrain bon ; 20 000 spectateurs ; arbitre : M. Garibian

**BUTS**

LILLE : Ecker (23<sup>e</sup>)  
LYON : Anderson (26<sup>e</sup>) ; Delmotte (90<sup>e</sup>)

**AVERTISSEMENTS**

LILLE : Cygan (68<sup>e</sup>, jeu dangereux) ;  
LYON : Chanelet (29<sup>e</sup>, jeu dangereux) ; Bréchet (65<sup>e</sup>, jeu dangereux).

**LES ÉQUIPES**

**LILLE**  
(entraîneur : Halliodzi) :  
Wimbée • Ecker, Cygan (cap) ; Delpierre ; Pichot • Cheyrou (Murati, 82<sup>e</sup>) ; F. D'Amico ; Sy. Ndiaye ; Landrain (Sterjovski, 72<sup>e</sup>) • Bakari ; Peyrelade (Beck, 86<sup>e</sup>).

**LYON**  
(entraîneur : Santini) :  
Coupet • Chanelet ; Edmilson ; Çaçapa ; Bréchet • Violeau ; Fofé ; Laigle (Delmotte, 79<sup>e</sup>) ; Dhorasoo (Malbranque, 79<sup>e</sup>) • Anderson (cap) (Linares, 90<sup>e</sup>) Marlet.

**GASTRONOMIE**

Publicités

**LA CREOLE**

Ouvert tous les jours - 01.43.20.62.12

Spécialités des îles, dans une luxuriance de verdure et de sourires. Le rendez-vous du show-bizz, des arts et des lettres. L'un des plus anciens restaurants antillais de la capitale. Carte 220 F env. 122, boulevard du Montparnasse

**PARIS 6<sup>e</sup>**

**LE POLIDOR** depuis 1845

Authentique bistrot parisien de rencontre artistique et littéraire

Menu midi 55 F, 110 F et Carte 120 F - 41, rue Monsieur Le Prince

☎ 01.43.26.95.34 - 0.T.L.J. jusqu'à 0h30

**PARIS 14<sup>e</sup>**

**Jarrassse**

L'Ecailler de Paris

Restaurant gastronomique - Menu 215 F

4, av. de Madrid - ☎ 01.46.24.07.56

Ouv. TLJ - Salons particuliers - Voiturier

**92 NEUILLY**

**Renseig. Publicité :**

☎ 01.42.17.39.63

## Saint-Etienne rejoint Strasbourg en Division 2

**LA VICTOIRE** de Strasbourg contre Auxerre (1-0, but de Jacques Rémy à la 14<sup>e</sup> minute), samedi 28 avril, lors de la 32<sup>e</sup> journée du championnat de France de Division 1 ne change rien à l'affaire : les Alsaciens disputeront la saison 2001-2002 en Division 2. Ils y retrouveront les Stéphanois, puisque l'AS Saint-Etienne, tenue à la 66<sup>e</sup> minute, sous les yeux d'un Robert Louis-Dreyfus effondré.

En Division 2, Sochaux (vainqueur de Nice, 5-1), Montpellier

las Dieuze à la 78<sup>e</sup>, pour Toulouse et de Pius N'Dieff, à la 8<sup>e</sup> et à la 36<sup>e</sup>, pour Sedan), les joueurs de Robert Nouzaret ne comptent que cinq points de retard sur l'Olympique de Marseille (15<sup>e</sup>), battu à Metz (1-0, but de Mario Espartero, à la 66<sup>e</sup> minute), sous les yeux d'un Robert Louis-Dreyfus effondré.

En Division 2, Sochaux (vainqueur de Nice, 5-1), Montpellier

(tenu en échec par Créteil, 1-1) et Lorient (vainqueur de Wasquehal, 2-0), sont assurés depuis belle lurette de leur montée en D1. La 36<sup>e</sup> journée a été marquée par la défaite (0-1) de Cannes (19<sup>e</sup>) devant Beauvais. Les Azuréens sont assurés, comme Angers (20<sup>e</sup>), d'une relégation en Nationale.

(avec AFP)

Le championnat de France de football de D1										
32 <sup>e</sup> JOURNÉE		• CLASSEMENT						• LES CARTONS		
Équipe	Points	Joués	Gagnés	Nuls	Perdus	Diff.	Cartons Jaunes	Cartons Rouges	Buts	Buts
Rennes-Bordeaux 1-2	62	32	19	5	8	+18	3	0	16	74
Sedan-Toulouse 2-3	58	32	15	13	4	+21	0	0	52	74
Bordeaux	56	32	15	11	6	+17	1	0	27	43
Lille	55	32	15	10	7	+15	1	0	29	58
Sedan	48	32	13	9	10	+6	2	0	14	43
Rennes	45	32	13	6	13	+7	0	0	11	38
Troyes	43	31	11	10	10	-2	0	0	11	38
Monaco	42	32	12	6	14	+4	1	0	14	38
Bastia-Guingamp	42	32	12	6	14	+1	0	0	9	38
Guingamp	42	32	12	9	12	-8	0	0	11	38
Auxerre	41	32	11	8	13	-1	0	0	11	38
Paris-SG	40	32	11	7	14	-1	1	0	11	38
Metz-Marseille	40	31	10	10	12	+1	1	0	11	38
Lens	38	31	9	11	11	-1	1	0	11	38
Saint-Etienne-Lens	36	32	10	6	16	-10	0	0	11	38
Toulouse	31	32	7	10	15	-13	1	0	11	38
St-Etienne	29	32	9	9	14	-12	0	0	11	38
Lille-Lyon	29	32	7	8	17	-27	0	0	11	38
Troyes-Nantes	0-1									

**Le chiffre**  
3 827 Spectateurs, seulement, ont assisté à la rencontre opposant Strasbourg et Auxerre (1-0). La rancune des supporters alsaciens contre leur club, qui devrait être relégué, n'explique pas cette maigre affluence. La rencontre se jouait à Caen, le stade de la Meinau étant suspendu à la suite des incidents du match Strasbourg-Metz.

**LES BUTEURS** 1 Pauleta (Bordeaux) +2 et Anderson (Lyon) +1, 19 buts • 3 Bonilla (Toulouse) 15 buts.  
**LES ATTAQUES** 1 Nantes 53 buts • 2 Monaco 52 buts • 3 Lyon 48 buts.  
**LES DÉFENSES** 1 Lille 24 buts • 2 Lyon 27 buts • 3 Bordeaux 29 buts.  
**LES PASSEURS** 1 Gallardo (Monaco) et Carrière (Nantes) 11 passes • 3 Bonissel (Bordeaux) +1, 9 passes.  
**33<sup>e</sup> JOURNÉE** : Samedi 12 mai : Nantes-Saint-Etienne ; Auxerre-Rennes ; Bordeaux-Sedan ; Guingamp-Troyes ; Monaco-Lens ; Lyon-Strasbourg ; Marseille-Bastia ; Paris-SG-Lille ; Toulouse-Metz.

# Montferrand impose son réalisme et ses ambitions

La victoire des Auvergnats à Toulouse (29-24), la première de leur histoire, les propulse au rang de favoris dans la course au titre

## TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Le genou à terre, les mains plaquées sur le visage, Xavier Garbajosa reste abasourdi sur la pelouse du Stadium. Son coéquipier Didier Lacroix l'enlace, comme pour le consoler. De longues secondes durant, après la fin de la rencontre Toulouse-Montferrand, les deux hommes sont restés l'un contre l'autre, noyés sous la déception. Samedi 28 avril, au Stadium de Toulouse, malgré un jeu impressionnant et une forte emprise sur la partie, le Stade toulousain a laissé filer une victoire (24 à 29) qui conforte son rival auvergnat à la première place de la poule 2 du championnat de France de rugby, tout en lui ouvrant un accès direct à la prochaine Coupe d'Europe.

« On avait décidé de faire quelque chose ici. On voulait réussir un grand match. » Olivier Magne n'est pourtant qu'à demi satisfait. L'AS Montferrand n'a pas réussi « un grand match », mais elle a bel et bien « fait quelque chose ». L'équipe du troisième ligne international a décroché un succès quasi inespéré – deux essais pour Montferrand contre quatre pour Toulouse –, l'emportant dans les toutes dernières minutes d'un match de haut niveau marqué par la maladresse de Michel Marfaing, le buteur toulousain (sept échecs en neuf tentatives), et la sérénité de Gérard Merceron, son vis-à-vis montferrandais (un drop, quatre pénalités, deux transformations).

Une première pour les Auvergnats, qui n'avaient jusqu'à ce jour jamais triomphé dans la Ville rose. Enfin, comme pour ajouter à leur désarroi en ce samedi ensoleillé, les Toulousains ont également perdu leur capitaine. Victime d'un choc à une minute de la fin du match, Emile Ntamack souffre d'une triple fracture à l'os malaire et devrait subir une intervention chirurgicale. Le trois-quarts aile international ne jouera plus avec son club d'ici la fin de la saison. Privé des phases finales, il se sera également de la tournée en Afrique du Sud et en Nouvelle-Zélande avec l'équipe de France en juin.

**LE MODÈLE TOULOUSAIN COPIÉ**  
Visiblement affecté par cet incident, Guy Novès, le directeur sportif toulousain, n'a pas voulu accabler ses joueurs : « Montferrand a su faire preuve d'une plus grande sérénité que nous. Nous avons commis des fautes individuelles et laissé de nombreux points qui, au final, nous coûtent le match. » L'entraîneur n'a pas grand-chose à reprocher à son équipe. Elle a produit du jeu, fait preuve de dynamisme et su s'imposer dans les phases de conquête. « Je n'ai pas vu une équipe montferrandaise dominer dans tous les secteurs du jeu », lançait-il, comme pour défier l'auditoire. Et c'était vrai : paradoxalement, Toulouse renoua peu à peu avec un talent qui, depuis plus de dix ans, constitue la marque de son rugby.

Érigé en exemple pour son professionnalisme, sa régularité et sa politique de formation, le club le plus titré de France vit une saison

pour le moins chaotique. Pour la première fois depuis la création de la Coupe d'Europe en 1996, le Stade n'a pas participé aux phases finales. Il n'en a pas pour autant profité en championnat, enregistrant des défaites « historiques », comme celle concédée le 5 décembre 2000 devant son voisin Colonniers. « Rien à voir avec une baisse de régime », plaide Guy Novès dans la dernière livraison du magazine *Le Monde du rugby*. Même quand on s'appelle le Stade toulousain, l'absence de joueurs-clés rend un système fébrile. »

Lee Stensness, le centre néo-zélandais, victime en novembre 2000 d'une rupture de tendon au genou, a mis un terme à sa carrière. Le troisième ligne Sylvain Dispagne, le pilier Cédric Soulette, les demis de mêlée Jérôme Cazalbou et son remplaçant Jérôme Fillol, l'aillier Michel Marfaing, l'arrière Stephan Uugier ont fréquenté durablement l'infirmerie. Si cette série noire relativise les contre-performances du Stade, elle ne les explique pas à elle seule. Longtemps numéro un incontesté et incontestable, le Stade toulousain, qui – avec plus de 55 millions de francs de budget annuel – demeure

## Brive battu

et en fâcheuse posture

A trois journées de la fin de la première phase du championnat, Périgueux et Auch sont déjà assurés d'évoluer en Elite 2 la saison prochaine. Samedi 28 avril, la surprise est venue de la défaite de Brive sur son terrain contre Narbonne, en poule 2 (39-35). Les Corrèziens, champions d'Europe en 1997, pourraient bien être relégués au soir de la dernière journée, programmée le 12 mai. Avant l'antépénultième journée de cette phase, qui doit avoir lieu mardi 1<sup>er</sup> mai, seuls Castres, en poule 1, et Montferrand, en poule 2, ont assuré leur qualification pour les quarts de finale.

Par ailleurs, mercredi 2, des représentants de la Fédération française de rugby, de la Ligue nationale professionnelle et du Syndicat des joueurs doivent se réunir au ministère de la jeunesse et des sports. L'objectif de cette réunion est de trouver un compromis entre les clubs et l'équipe de France sur le calendrier et la disponibilité des internationaux.

re le club le plus huppé de France, est aujourd'hui rejoint, voire dépassé par d'autres.

A l'instar du Stade français, de Castres, de Montferrand ou de Biarritz, des clubs s'en sont inspirés. Montferrand, six fois finaliste du championnat mais jamais vainqueur, fait désormais figure de meilleur élève. L'ASM, depuis l'arrivée de l'Australien Tim Lane au poste d'entraîneur à l'intersaison, réalise un parcours sans faute. A trois journées de la fin de la première phase du championnat, les Jaune et Bleu ont assuré leur qualification pour les quarts de finale. Ils se placent comme favoris dans la course au bouclier de Brennus.

Yves Bordenave

## La fiche technique

STADE TOULOUSAIN - MONTFERRAND : 24-29

Championnat de France - Division 1 - Poule 2 - 19<sup>e</sup> journée

• Stadium, à Toulouse ; Temps beau ; Terrain bon ; 30 000 spectateurs  
Arbitre : M. Mené

## LES POINTS

STADE TOULOUSAIN : 4 essais de Delaigue (2<sup>e</sup>), Ntamack (24<sup>e</sup>), Jeanjean (35<sup>e</sup>), Boulihou (43<sup>e</sup>) ; 2 transformations de Marfaing (24<sup>e</sup>), Michalak (43<sup>e</sup>)

MONTFERRAND : 2 essais de Bory (74<sup>e</sup>), Magne (79<sup>e</sup>) ; 2 transformations de Merceron (74<sup>e</sup>, 79<sup>e</sup>) ; 4 pénalités de Merceron (12<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 50<sup>e</sup>, 72<sup>e</sup>) ; 1 drop de Merceron (32<sup>e</sup>)

## EXCLUSIONS TEMPORAIRES

STADE TOULOUSAIN : Tournaire (carton jaune, 46<sup>e</sup>) ; Bru (carton blanc, 72<sup>e</sup>)

MONTFERRAND : Magne (carton jaune, 38<sup>e</sup>) ; Tolofua (carton jaune, 46<sup>e</sup>) ; Ngauamo (carton blanc, 80<sup>e</sup>)

## LES ÉQUIPES

STADE TOULOUSAIN (entraîneur : Novès) : Jeanjean • Ntamack (cap.) (Servat, 81<sup>e</sup>) ; Desbrosse ; Garbajosa ; Marfaing, (Ougier, 48<sup>e</sup>) • Delaigue, (Penaud, 55<sup>e</sup>) ; Michalak (Cazalbou, 76<sup>e</sup>) • Labit ; Maka, (Lacroix, 57<sup>e</sup>) ; Boulihou • Belot (Gérard, 57<sup>e</sup>) ; Pelous • Tournaire ; Bru ; Califano (Soulette, 57<sup>e</sup>) ;

MONTFERRAND (entraîneur : Lane) : Vians • Rougerie (Marlu, 55<sup>e</sup>) ; Ngauamo ; Nadau ; D. Bory • Merceron ; Troncon (cap) Magne • Machacek ; Audebert • Lecomte ; Barrier • Galasso (Reidy, 71<sup>e</sup>) ; Y. Pedrosa (Caputo, 59<sup>e</sup>) ; Tolofua.

# Michael Schumacher remporte une victoire inespérée au Grand Prix d'Espagne

L'Allemand a profité de l'abandon de Mika Hakkinen dans le dernier tour

Michael Schumacher (Ferrari) a repris le large au classement du championnat du monde des pilotes à la faveur de sa victoire, dimanche 29 avril,

dans le Grand Prix d'Espagne, acquise grâce à l'abandon du Finlandais Mika Hakkinen (McLaren-Mercedes) dans le dernier tour. L'Allemand

compte dorénavant huit points d'avance sur le Britannique David Coulthard, l'autre pilote de l'écurie McLaren-Mercedes.

## BARCELONE

de notre envoyé spécial

Mika Hakkinen a été le grand perdant du Grand Prix d'Espagne, dimanche 29 avril sur le circuit de Catalunya, près de Barcelone. Alors qu'il avait ravi la tête de la course à l'Allemand Michael Schumacher, au cinquantième tour, à la faveur d'un meilleur ravitaillement, et que plus rien ne semblait le menacer, le moteur de la McLaren-Mercedes du Finlandais s'est enflammé dans le dernier tour de piste, semant la consternation dans le stand de l'écurie britannique. L'Allemand, lui-même confronté à des problèmes de vibrations au niveau des pneus qui l'avaient obligé à ralentir de manière très sensible dans le dernier tiers de la course, a remporté l'épreuve sur le fil. « Je dois dire que je suis vraiment désolé pour Mika, a déclaré le pilote Ferrari. J'ai été stupéfait quand j'ai vu qu'il abandonnait. Ce n'est pas une manière dont j'aime gagner. »

Il y eut d'autres surprises au terme de ce grand prix. Juan Pablo Montoya, sur BMW-Williams, est monté sur la deuxième marche du podium après seulement cinq courses à son actif en formule 1. La confiance accordée par Frank Williams, le patron de l'écurie anglaise, au Colombien est, à l'évidence, pleinement justifiée. « Je ne m'attendais pas du tout à être sur le podium aujourd'hui, a déclaré Juan Pablo Montoya. La voiture n'était pas maniable et les McLaren, autant que les Ferrari, étaient un cran au-dessus. Cela signifie que nous avons encore beaucoup de travail à accomplir pour la prochaine course. » L'autre surprise est le retour aux avant-postes de Jacques Villeneuve, sur BAR, troisième de l'épreuve. Le Canadien a profité, il est vrai, de la défection massive des habituels candidats



Michael Schumacher, de dos, console Mika Hakkinen, qui a abandonné dans le dernier tour alors qu'il menait la course.

aux premières places. Il offre tout de même un premier podium non seulement à son écurie, mais également à Honda, son motoriste, depuis son retour en formule 1.

## FOLLE REMONTÉE DE COULTHARD

Mika Hakkinen aura désormais du mal à lutter pour le titre de champion du monde des pilotes. A l'issue de l'épreuve espagnole, il ne compte en effet que quatre points alors que Michael Schumacher en possède déjà trente-six. Sur tout, il y a fort à parier que la stratégie de l'écurie McLaren privilégiera dorénavant l'Écossais David Coulthard, cinquième en

Espagne, qui se trouve à huit points seulement de Michael Schumacher, leader du championnat.

David Coulthard a sans doute été le pilote le plus brillant sur le circuit de Catalunya. Immobilisé sur la grille de départ avant le tour de chauffe – une situation qui n'est pas sans rappeler celle de son équipier Mika Hakkinen lors du départ du dernier Grand Prix du Brésil –, l'Écossais a dû s'élaner en dernière position, ainsi que le veut le règlement. Dès le premier virage, il s'accrochait avec l'Arrows du Brésilien Enrique Bernoldi. L'incident l'obligeait à rejoindre son stand afin que soit changé

– en un temps record – tout le museau endommagé de sa monoplace. Parti de nouveau en toute dernière position et accablé d'un retard supplémentaire, David Coulthard effectuera une remontée d'anthologie pour finalement terminer à quelque cinquante secondes de Michael Schumacher.

La déception est grande, en revanche, pour Rubens Barrichello, le coéquipier de Michael Schumacher, qui occupait la quatrième place sur la grille de départ et avait en outre signé le meilleur temps lors du warm-up du dimanche matin. Le pilote brésilien dut abandonner alors qu'il occupait la troisième position de la course, sur une casse de sa suspension arrière droite au quarante-neuvième tour. « J'ai tout d'abord pensé qu'il s'agissait d'une crevaison, déplorait-il. Après être rentré au stand, la voiture ne s'est pas améliorée. J'ai donc décidé d'abandonner. »

Déception également, mais moindre, pour Ralf Schumacher, vainqueur quinze jours auparavant sur le circuit d'Imola, qui dut cette fois abandonner sur rupture d'un frein arrière de sa BMW-Williams : « C'est vraiment dommage. Nous avons eu quelques problèmes ce week-end, mais la course se présentait plutôt bien pour moi. »

La réintroduction à Barcelone des systèmes d'antipatinage, interdits sur les pistes depuis la fin de l'année 1993, n'a pas fondamentalement bouleversé l'ordre établi. Il est vrai que ces techniques complexes doivent être parfaitement maîtrisées, sous peine de transformer en handicap ce que l'on croyait être un avantage. Certains pilotes y ont eu recours lors du départ, mais la plupart ont préféré durant la course conserver un mode de conduite plus classique.

Jean-Jacques Larrochelle

# Renault veut afficher sa marque partout, du karting à la F1

## BARCELONE

de notre envoyé spécial

Depuis l'annonce de son rachat de l'écurie Benetton, qui préfigure son retour en formule 1 dès 2002 et sous ses propres couleurs, Renault a entouré du plus grand secret le développement de son programme sportif et technologique, dont on sait seulement qu'il compte parmi les plus coûteux du plateau. Renault savait que son retour en F1 serait difficile, mais peut-être pas autant, vu les résultats de l'Italien Gian Carlo Fisichella et du Britannique Jenson Button, les pilotes qui sont au cœur de la mise au point stratégique du constructeur français. On peut penser que c'est, en partie, pour rompre momentanément ce déficit de communication que Renault a invité les journalistes dans le motorhome de Benetton, samedi 28 avril, sur le circuit de Catalunya.

Objet de l'invitation : présenter le DDP (Driver Development Programme, en français Programme de développement des pilotes). L'objectif est de créer une filière de détection de jeunes talents à partir du « réservoir » de pilotes qui fréquentent les compétitions dans lesquelles Renault est souvent partie prenante (karting, formule Campus, formule Renault 2000, formule 3, formule 3000 et formule Nissan). A terme, les meilleurs d'entre eux intégreront le cercle très fermé des pilotes de F1. Pour Patrick Faure, le directeur général de Renault Sports, il s'agit de « parler de l'avenir ». « L'accompagnement et le développement des jeunes pilotes est devenu quelque chose de stratégique dans l'approche qu'a Renault Sports de la F1 », dit-il.

L'idée n'est pas totalement nouvelle, d'autres écuries (Mercedes ou Prost, par exemple) ayant déjà, dans d'autres catégories, des voitures à leur image, mais le programme mené par Renault couvrira un spectre beaucoup plus large. Le DDP sera dirigé par Bruno Michel,

lui-même placé sous l'autorité de l'Italien Flavio Briatore, le patron de l'écurie Benetton. Les « jeunes pousses » seront sous contrat pour une période d'environ deux ou trois ans. En 2002, deux ou trois écuries en formule 3 et une ou deux en formule 3000 devraient porter les couleurs Renault.

## UNE STATÉGIE À LONG TERME

Cet effort budgétaire et d'image – les voitures devant être immédiatement identifiées dans toutes les catégories – permettra notamment de « ne pas travailler pour les autres », ironise Patrick Faure. Une allusion qui n'est pas sans rappeler le monde du football, où des jeunes mènent de brillantes carrières hors des clubs qui les ont formés. Deux partenaires sont pour l'heure officiellement impliqués dans le programme DDP : Elf et la Fédération française du sport automobile (FFSA). D'autres sont en vue. Les piètres résultats de l'écurie Benetton depuis le début de la saison 2001 doivent être mis sur le compte d'une stratégie à long terme, et la patience de chacun doit être une qualité majeure. « Nous sommes en F1 pour longtemps », tient à rassurer Patrick Faure.

J.-J. L.

## Grand Prix d'Espagne

5<sup>e</sup> MANCHE DU CHAMPIONNAT DU MONDE 2001 DE FORMULE 1  
Dimanche 29 avril • Circuit de Catalunya, à Barcelone • 65 tours de 4,730 km (307,45 km)  
• Temps couvert • Température piste : 18 °C • 22 qualifiés, 16 classés

## VAINQUEUR

**Michael SCHUMACHER** (Ferrari)  
Les 65 tours en 1 h 31 min 03 s 305 à 202,507 km/h de moy.  
Age : 32 ans  
Nationalité : allemande  
Début en F1 : 1991  
149 courses, 47 victoires.  
Palmarès : Champion du monde (1994, 1995 et 2000).



## CLASSEMENT DE LA COURSE

Rang	Pilote	Écurie	Temps
1	M. Schumacher	(All., Ferrari)	1 h 31'03"305
2	J.-P. Montoya	(Col., BMW)	à 40 s 738
3	J. Villeneuve	(Can., BAR)	à 49 s 626
4	J. Trulli	(It., Jordan)	à 51 s 253
5	D. Coulthard	(G-B, McLaren)	à 51 s 616
6	N. Heidfeld	(All., Sauber)	à 1 min 01 s 893

## POLE POSITION

Michael Schumacher (Ferrari)  
en 1 min 18 s 201 (moy. 217,746 km/h)

## MEILLEUR TOUR en course

Michael Schumacher (Ferrari)  
en 1 min 21 s 151 (209,831 km/h), 25<sup>e</sup> tour.

## Les faits marquants

3 A moins de deux kilomètres de l'arrivée, Mika Hakkinen, alors en tête, s'immobilise sur le bas côté suite à un problème d'embrayage. Michael Schumacher, derrière lui à plus de 40 s, en profite pour le dépasser et s'imposer. Le Finlandais est ramené par David Coulthard.

2 Rubens Barrichello sort de la piste à l'entrée de la chicane et casse une suspension. Alors en 4<sup>e</sup> position, il parvient à rejoindre les stands mais doit renoncer au tour suivant (50<sup>e</sup>).

1 Ralf Schumacher, en 4<sup>e</sup> position depuis le début de la course, manque son freinage et perd le contrôle de sa McLaren (21<sup>e</sup> tour).

## CLASSEMENT DES CHAMPIONNATS

PILOTES : 1. M. Schumacher (+10), 36 pts ; 2. D. Coulthard (+2), 28 pts ; 3. R. Barrichello, 14 ; 4. R. Schumacher, 12 ; 5. N. Heidfeld (+1), 8 ; 6. J. Trulli (+3), 7, etc.

CONSTRUCTEURS : 1. Ferrari (+10), 50 pts ; 2. McLaren (+2), 32 ; 3. Williams (+6), 18, etc.

Infographie : Le Monde avec Pierre Lepidi

# AIRTT\*

Vols Paris Scandinavie à petits prix

\* Récupérez du Temps de Travail en notre compagnie

Vols aller et retour\* au départ de Paris : Copenhague : 1 743 FF  
Göteborg : 1 840 FF - Helsinki : 1 839 FF - Malmö : 1 720 - Oslo :  
1 969 FF - Stockholm : 1 835 FF. Contactez SAS au 0 801 25 25 25  
ou www.scandinavian.net ou votre agence de voyages.

\* Taxes aéroportuaires incluses - Offre soumise à conditions

L'esprit scandinave



# Le cyclisme se lance à la recherche de partenaires globaux

L'Union cycliste internationale estime que le cyclisme professionnel n'est pas « vendu » à sa juste valeur et envisage de passer des accords englobant les classiques et les grands Tours avec de nouveaux partenaires

Alors que la saison des classiques s'achève pour céder la place à celle des courses par étapes, l'Union cycliste internationale (UCI) a décidé de passer à l'offensive dans le domaine du marketing. Estimant que le cyclisme

professionnel est « trop bon marché » compte tenu de ses bonnes audiences télévisées, la fédération internationale envisage de demander la renégociation des droits de retransmission, mais songe également à

démarcher de nouveaux partenaires. Ceux-ci se verraient proposer des contrats globaux, comprenant à la fois les grandes classiques, les grands Tours et les championnats du monde. Reste à surmonter la réticence probable

des organisateurs, qui possèdent leurs propres partenaires et pourraient craindre de voir ceux-ci les délaisser pour étendre leur visibilité à l'ensemble du cyclisme professionnel.

**CE N'EST PAS** de la déprime. Juste une petite frustration, doublée d'un sursaut d'orgueil. Le cyclisme professionnel a le sentiment de « faire le spectacle », au moins aussi bien que d'autres sports, mais de ne pas obtenir toutes les retombées qu'il pourrait

escompter. Financières, s'entend. Réuni, jeudi 19 avril à Liège (Belgique), le Conseil du cyclisme professionnel (CCP), l'instance créée début 2000 au sein de l'Union cycliste internationale (UCI), a décidé de travailler à des actions de marketing visant à dégager des revenus supplémentaires. L'ambition est d'attirer de nouveaux sponsors, dont la caractéristique serait une forte internationalisation justifiant un investissement global dans différentes épreuves.

« Le constat fait est que le cyclisme est un sport qui a un grand impact - Paris-Roubaix a battu des records d'audience à la télévision - mais qui est trop bon marché encore », explique-t-on à la direction de l'UCI, où, si l'on se refuse à toute estimation sur les rentrées annuelles globales du cyclisme, on cite volontiers en exemple le fait qu'« un championnat du monde de biathlon vaut 4,5 millions de francs suisses », alors que les championnats du monde de cyclisme sur route « valent juste un peu plus. Or qui regarde le biathlon ? »

Si la piste d'une renégociation des droits de retransmissions télévisées va être exploitée, c'est surtout vers la quête de nouveaux sponsors

que les actions vont être orientées. « Le Tour des Flandres, qui est un événement quasi mondial, n'a que deux sponsors, dont une petite banque régionale belge. Chapeau, parce que cela nous garantit la tenue de cette épreuve de la Coupe du monde. Mais est-ce normal ? On pourrait aussi vendre cette épreuve à un ou à des partenaires qui serai(en)t commun(s) à d'autres courses », explique-t-on à l'UCI.

## « REINVESTIR »

L'idée est de convaincre un ou plusieurs groupes internationalisés d'investir « par exemple 10 millions de dollars », contre une présence qui couvrirait les trois grands Tours (d'Italie, de France, d'Espagne), les épreuves classées Coupe du monde et les championnats du monde.

C'est ce type de contrat que la société américaine de marketing IMG-McCormack a, dans un passé pas si lointain, proposé à l'UCI de

négocier pour elle. Comme elle le fait en ski, où elle a vendu à Carlsberg, Audi ou BMW, une présence de 1999 à 2005 sur les championnats du monde et des épreuves de Coupe du monde. Jusqu'à présent, l'UCI n'a pas donné suite, son président, Hein Verbruggen, se mon-

trant méfiant à l'égard de cette société qui, dans d'autres sports, est à la fois agent d'athlètes et propriétaire et gestionnaire des droits commerciaux et télévisuels d'épreuves.

Rien ne dit que la porte restera durablement fermée. « Nous travaillerons sans doute à la fois en inter-

ne et en nous appuyant à l'extérieur », souligne-t-on à la direction de l'UCI, où l'on ajoute que l'objectif est de « réinvestir » les revenus supplémentaires qui pourraient être dégagés « dans les structures du cyclisme ». D'ici là, il faudra aussi convaincre les organisateurs de courses. Pour Jean-Marie Leblanc, directeur général de la Société du Tour de France, « imaginer que le cyclisme pourra tirer plus [de revenus, NDLR] en jouant collectivement » constitue « une piste à creuser ». « Mais, ajoute-t-il aussitôt, il faut réfléchir, car les partenaires existants des uns et des autres font que certains domaines d'activités seront quasi fermés. » Sauf à instituer une concurrence qui pourrait faire fuir des sponsors engagés de longue date. Les compagnies aériennes sont citées comme l'exemple d'un possible domaine à démarcher.

P.L.C.

## Les transferts mieux encadrés

En cassant avant terme, pendant l'hiver dernier, les contrats qui les liaient respectivement avec les équipes Kelme et Festina, pour rejoindre US Postal et Once, les Espagnols Roberto Heras et Joseba Beloki ont créé un malaise dans le cyclisme professionnel. Afin d'éviter la généralisation de telles pratiques, l'Association internationale des groupes cyclistes professionnels élabore actuellement une charte de bonne conduite. « Il s'agit de s'engager à ne pas solliciter un coureur avant le terme de son contrat », explique Yvon Sanquer, président de la Ligue de cyclisme professionnel française, selon qui « il faut limiter les surenchères », ainsi que la « démesure » entre équipes, « car le spectacle sportif s'en ressentirait ». Les bons sentiments « ne suffisant pas », comme l'admet Yvon Sanquer, « des mesures réglementaires (pénalités, sanctions) venant du pouvoir sportif » sont aussi en cours de définition. L'entrée en vigueur du dispositif est souhaitée pour l'hiver prochain.

## TROIS QUESTIONS À...

### YVON SANQUER

**1** En tant que président de la Ligue de cyclisme professionnel française et directeur sportif de Festina, comment analysez-vous le peu de résultats des équipes et des coureurs français au moment où, après l'Amstel Gold Race, disputée samedi 28 avril, la saison va basculer des classiques aux courses par étapes ?

Ce n'est pas l'euphorie. Il ne s'agit cependant pas du premier début de saison pas très glorieux. La période des classiques a toujours été belge, néerlandaise et italienne. Et puis, il n'y a que trois équipes françaises en première division, les autres étant en deuxième division et ne pouvant pas s'aligner sur les épreuves de Coupe du monde, ce qui joue

beaucoup. Il y a eu des signes encourageants à travers certains jeunes - Florent Brard (Festina), David Moncoutié (Cofidis) - chez qui il y a aussi une amorce de vision différente : ils ne repoussent pas l'opportunité de s'aligner sur ces classiques, dont on dit qu'elles ne sont pas culturellement destinées aux Français. Il faut que les coureurs français aient cette envie de se battre.

**2** Comment réagissez-vous aux critiques réitérées sur le manque de travail des coureurs français ?

C'est un vieux serpent de mer. Il ne faut pas laisser dire cela. C'est loin d'être vrai pour tous.

**3** Y a-t-il persistance de ce désabusement, qui a été palpable ces deux dernières années, suite à l'affaire Festina et à la mise en place, en France, de mesures de suivi médical

dites plus contraignantes qu'ailleurs et dont certains ont pu dire qu'elles les conduisaient à ne pas lutter « à armes égales » ?

Je ne sens pas les coureurs français désabusés. C'est vrai que les coureurs ont été secoués. Ils ont envie de réentendre parler de sport. Persister à associer une victoire à la possibilité de fraude sportive, cela reviendrait à les castrer. Même si je ne pense pas qu'ils freinent pour éviter de gagner, cela peut finir par avoir un impact. Le cyclisme français a besoin de sérénité pour se retrouver. Il ne s'agit pas d'oublier. Des mesures contre le dopage ont été mises en place. Il faut les développer dans leur efficacité, notamment avec d'autres sports. Mais il faut aussi donner place à autre chose. Sinon, il sera d'autant plus dur de relever la tête.

Propos recueillis par Philippe Le Cœur

## Mais qu'allait donc faire Guy Drut dans cette galère olympique ?

GUY DRUT n'est pas seulement député et heureux maire de Coulommiers, triomphalement réélu lors des municipales au premier tour. Il est aussi, depuis 1996, l'un des trois membres français « actifs » du Comité international olympique (CIO). A ce titre, il a participé, du 20 au 23 février, à une visite en Corée, accompagné de quatre autres membres du CIO, le Russe Valéry Borzov, la Polonaise Irena Szewinska, l'Américain William Hybl et le Bulgare Ivan Slavkov.

A l'initiative de cette visite de courtoisie : Son Excellence Kim Un-yong, membre de la commission exécutive du CIO. L'objectif de ce dernier, explique Guy Drut, était « de nous présenter la ville de Yon-gpyung, candidate à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver en 2010 » [la désignation aura lieu en 2003]. Malheureusement, ajoute Guy Drut, « le jour où je devais visiter la ville et ses sites, il faisait mauvais et l'hélicoptère n'a pas pu décoller ». Autre but de cette invitation, selon le député RPR : « discuter avec M. Kim, qui est candidat à la présidence du CIO ». Le mal dans tout cela ?

Le problème est que, depuis la grave cri-

se qui a secoué le CIO en 1998-1999, suite aux accusations de corruption lancées aux Etats-Unis à l'encontre de plusieurs de ses membres, qui ont bénéficié de nombreux avantages - en nature et parfois directement financiers - afin de favoriser la candidature (finale retenue) de Salt Lake City pour les JO d'hiver de 2002, le CIO, s'est résolu de faire un peu de ménage dans ses rangs.

### UN « BLÂME SEVÈRE »

Il a donc créé une « commission d'éthique » pour veiller à la bonne conduite de ses ouailles. Il a également dû se séparer de dix de ses membres les plus impliqués dans le scandale. Et édicter deux règles d'or. Un : désormais, interdiction est faite aux villes candidates à l'organisation des JO d'inviter et même de rencontrer des membres du CIO pour vanter les mérites de leur candidature ; et interdiction est faite à ces derniers d'accepter une invitation. Deux : les cadeaux offerts aux visiteurs, venus pour toute autre raison, ne peuvent dépasser la valeur de 200 dollars.

Le problème, surtout, est que le généreux Kim Un-yong député, diplomate, très lié aux grands chaebols (en particulier Samsung),

par ailleurs ancien haut responsable de la KIA, la centrale de renseignements coréenne, n'a sauvé sa peau lors de la crise du CIO que grâce à l'énergique intervention de son président, l'Espagnol Juan Antonio Samaranch. Kim Un-yong n'a reçu, en mars 1999, qu'un « blâme sévère ».

Son fils, John, avait pourtant obtenu un emploi fictif à la chaîne de télévision américaine NBC, chargée de la diffusion des JO. Et, selon le journaliste britannique Andrew Jennings (*La face cachée des Jeux olympiques. Comment on achète les JO*, L'Archipel, 2000), John avait reçu 20 000 dollars pour assurer à Salt Lake City le « bon » vote des membres coréens, russes, pakistanais, turcs et même togolais du CIO. Quant à sa fille, Kim Hae-jung, pianiste, elle avait bénéficié de concerts pré-achetés aux Etats-Unis.

Le CIO est ainsi fait que tout ceci n'empêche nullement « Doktakim », comme on le surnomme en Corée, de se porter candidat à la succession de Juan Antonio Samaranch, en juillet. Et de continuer d'inviter qui il veut, quand il veut. « Ce n'est pas moi qui ai invité Guy Drut. C'est le KOC, le Comité olympique coréen, explique Kim Un-yong. Il s'agit d'une visite parfaitement normale. » De toute façon,

Kim Un-yong juge les réformes adoptées par le CIO sans objet. « Interdire les visites est absurde. Le fondement du fonctionnement du CIO, c'est les relations entre ses membres. De même, interdire les cadeaux de plus de 200 dollars est ridicule. Savez-vous combien coûte un simple carré Hermès ? Il ne faut pas détruire le sens de l'hospitalité. » Kim Un-yong, au chapitre 6 de son programme électoral à la présidence du CIO, promet d'ailleurs, s'il est élu, de rétablir « le droit de visite des membres, aux frais du CIO, dans les villes candidates à l'organisation des Jeux olympiques ». Une proposition avec laquelle Guy Drut se dit en complet accord.

Selon l'un des quatre adversaires de Kim Un-yong pour la désignation du président du CIO, Guy Drut et ses quatre compagnons seraient loin d'être seuls à avoir fait le déplacement vers Séoul jusqu'à présent. Kim Un-yong aurait, via le KOC et d'autres organismes, déjà invité, tous frais payés, une trentaine de membres du mouvement olympique (sur 130) à lui rendre visite. En contournant allégrement les dispositions « ridicules » du CIO.

Sylvain Cypel

DU JEUDI 3 AU JEUDI 10 MAI 2001

# Le Monde raconte mai 81, il était une fois la gauche

Le Monde revient sur ces années 80 qui ont vu la gauche arriver au pouvoir. Chaque jour, replongez-vous dans l'ambiance de l'époque, le contexte social et politique, les attentes de la société française... à un moment-clé de notre histoire.

ÉPISODE 1  
3 mai (daté 4)  
Une société en ébullition



ÉPISODE 2  
4 mai (daté 5)  
Une volonté de rupture politique



ÉPISODE 3  
5 mai (daté 6-7)  
Les grandes promesses économiques et sociales



ÉPISODE 4  
7 mai (daté 8)  
Les utopies culturelles



ÉPISODE 5  
8 mai (daté 9)  
Un tiers-mondisme tricolore



ÉPISODE 7  
10 mai (daté 11)  
Mitterrand président, la journée du 21 mai



ÉPISODE 6  
9 mai (daté 10)  
Un numéro de collection surprenant, amusant, instructif. 10 F



# Encore de la pluie

**MARDI.** Une petite dépression centrée sur la France tourne en se déplaçant doucement vers l'ouest. Elle apporte de nombreux nuages et des pluies, plus marquées sur le Nord-Ouest et le Sud-Est.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Le matin, le ciel est couvert et il pleut, parfois de façon soutenue. Dans l'après-midi, les nuages sont un peu moins nombreux et les pluies deviennent faibles et intermittentes. Les températures s'échelonnent entre 13 et 16 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Nuages et pluies, parfois fortes, sont au programme du matin. Dès la mi-journée, une amélioration se dessine avec l'apparition de quelques éclaircies, sauf sur le nord où le ciel reste gris. Dans l'après-midi, des averses peuvent se produire. Les températures varient entre 14 et 16 degrés.

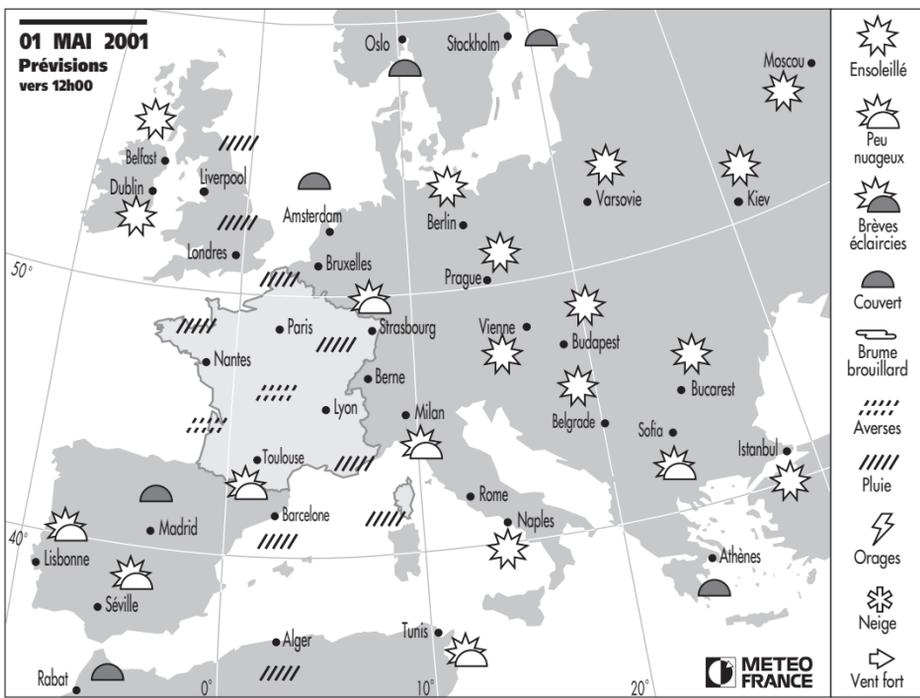
**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Les

nuages sont nombreux. Des passages pluvieux se produisent, plus actifs le matin de la Bourgogne à la Champagne. Les températures sont comprises entre 16 et 20 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Tout au long de la journée, des passages nuageux, pluvieux et localement orageux alternent avec des moments plus calmes et plus lumineux. Les températures affichent de 13 à 17 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Sur le Limousin et l'Auvergne, les nuages se font de plus en plus menaçants au fil des heures. Ils apportent des petites pluies ou des averses localement orageuses. Sur Rhône-Alpes, il pleut toute la journée. Il fait de 16 à 19 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Sur Provence-Alpes-Côte d'Azur, il pleut presque en continu. Ailleurs, le ciel se partage entre nuages et soleil avec quelques averses. Il fait entre 16 et 20 degrés.



- Ensoleillé
- Peu nuageux
- Brèves éclaircies
- Couvert
- Brouillard
- Averses
- Pluie
- Orages
- Neige
- Vent fort

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ÉTATS-UNIS.** Vacances Air Canada propose en juin (départs les 1<sup>er</sup>, 2, 10 et 21) un forfait pour sillonner la Californie : 4 990 F (762 €) par personne (base double) avec les vols de Paris, une nuit à San Francisco et une voiture en kilométrage illimité pour une semaine. Renseignements au 01-40-15-15-15.

■ **RANDONNÉE.** Le comité régional du tourisme (CRT) de Franche-Comté a édité une brochure, gratuite, consacrée aux randonnées et loisirs « nature » dans le Doubs, le Jura, la Haute-Saône et le Territoire de Belfort. Sont répertoriés 7 000 km d'itinéraires pédestres balisés, quelque 3 500 km de circuits à parcourir en VTT, les balades à cheval ainsi que des étapes en gîtes, à l'hôtel, en chambre d'hôtes, etc. Sur demande auprès du CRT (tél. : 03-81-25-08-08), à la Maison de la Franche-Comté à Paris (tél. : 01-42-66-26-28) et via Internet (www.franche-comte.org).

**PRÉVISIONS POUR LE 01 MAI 2001**  
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

**FRANCE métropole**

AJACCIO	10/19 C
BIARRITZ	7/12 C
BORDEAUX	8/12 P
BOURGES	7/15 N
BREST	8/13 P
CAEN	8/14 P
CHERBOURG	8/13 P
CLERMONT-F.	7/16 P
DIJON	9/16 P
GRENOBLE	11/17 P
LILLE	9/15 P
LIMOGES	7/14 N
LYON	11/17 P
MARSEILLE	12/16 P

**FRANCE outre-mer**

NANCY	9/18 C
NANTES	8/14 P
NICE	12/16 P
PARIS	11/16 P
PAU	4/14 N
PERPIGNAN	9/17 N
RENNES	8/16 P
ST-ETIENNE	12/16 P
STRASBOURG	11/20 C
TOULOUSE	9/16 P
TOURS	9/16 N
YENNE	25/29 P
FORT-DE-FR.	24/29 S
NOUMEA	21/26 S

**EUROPE**

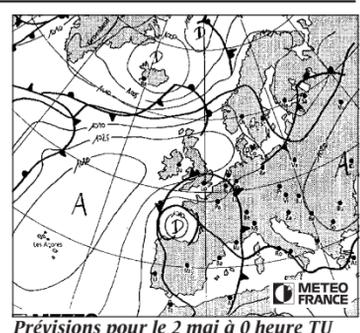
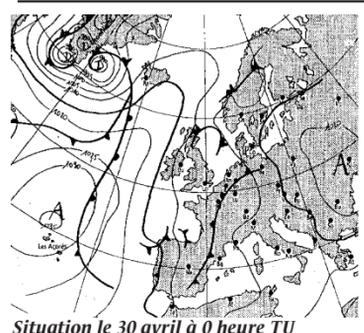
AMSTERDAM	8/16 C
ATHENES	13/21 C
BARCELONE	8/15 P
BELFAST	4/14 S
BELGRADE	13/24 S
BERLIN	14/24 S
BERNE	7/16 C
BRUXELLES	10/17 P
BUCAREST	9/22 S
BUDAPEST	12/24 S
COPENHAGUE	6/16 S
DUBLIN	3/14 S
FRANCFORT	13/22 S
GENEVE	9/11 P
HELSINKI	24/29 S
ISTANBUL	13/19 S

**AMÉRIQUES**

LISBONNE	6/16 S
LIVERPOOL	4/14 P
LONDRES	7/12 P
LUXEMBOURG	10/16 C
MADRID	2/12 C
MILAN	13/24 S
MOSCOU	8/21 S
MUNICH	6/25 S
NAPLES	15/26 S
OSLO	2/12 C
PARIS	6/17 C
PRAGUE	11/24 S
ROME	13/22 S
SEVILLE	8/18 S
SOFIA	7/21 S
ST-PETERSB.	7/16 P
STOCKHOLM	6/15 C
TENERIFE	16/21 S
VARSOVIE	11/23 S

**ASIE-Océanie**

LE CAIRE	15/23 S
NAIROBI	12/22 S
PRETORIA	19/27 C
RABAT	13/18 C
TUNIS	15/23 S
BANGKOK	27/32 P
BEYROUTH	21/25 P
BOMBAY	26/35 S
DJAKARTA	27/31 S
DUBAI	24/36 S
HANOI	19/25 C
HONGKONG	22/27 C
JERUSALEM	20/29 S
NEW DELHI	28/42 S
PEKIN	12/24 S
SEOUL	11/18 C
SINGAPOUR	27/29 S
SYDNEY	14/19 S
TOKYO	13/19 S



### ASTRONOMIE

## Ciel de mai

« **LE SOIR** ramène le silence. / Assis sur ces rochers déserts, / Je suis dans la vague des airs / Le char de la nuit qui s'avance. / Vénus se lève à l'horizon ; / A mes pieds l'étoile amoureuse / De sa lueur mystérieuse / Blanchit les tapis de gazon. » Une lecture prosaïque de ces quelques vers extraits des *Méditations poétiques* d'Alphonse de Lamartine pourrait laisser croire que, pour recevoir l'inspiration, le poète s'était déniché un magnifique site d'observation en altitude. Et ce ne sont pas les pollutions atmosphériques et lumineuses, quasiment absentes au début du XIX<sup>e</sup> siècle, qui l'y avaient contraint, comme c'est le cas pour

bien des amateurs d'aujourd'hui. Pour apprécier le gracieux ballet que les planètes et la Lune donneront tout le long du joli mois de mai, il conviendra de grimper au perchoir car la plupart des événements célestes auront lieu au bord de l'horizon. Saturne ayant disparu dans la lumière du Soleil, le rendez-vous qu'elle propose à Mercure le 7 mai sera par conséquent invisible et il faudra donc patienter jusqu'à la nuit reliant le 10 au 11 mai pour observer le premier pas de deux du mois : la Lune et Mars se lèveront ensemble et côte à côte, juste au-dessus de la constellation du Sagittaire. Vingt-quatre heures auparavant, les deux mêmes danseurs nocturnes auront – grâce à la complicité d'un troisième larron, Antares – formé un joli triangle ayant pour base la planète rouge et l'étoile orange de la constellation du Scorpion.

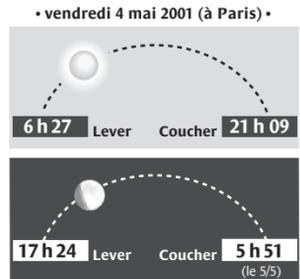
Trois autres conjonctions ou rapprochements ponctueront le mois. Tout d'abord, Jupiter fera ses adieux – provisoires – le 16 mai au crépuscule en allant saluer Mercure. Après cette date, il sera difficile d'observer la géante de notre système solaire, qui

« plongera » se cacher pour quelques semaines derrière notre étoile. Le 19 mai, on pourra contempler tout le long du joli mois de mai, il conviendra de grimper au perchoir car la plupart des événements célestes auront lieu au bord de l'horizon. Saturne ayant disparu dans la lumière du Soleil, le rendez-vous qu'elle propose à Mercure le 7 mai sera par conséquent invisible et il faudra donc patienter jusqu'à la nuit reliant le 10 au 11 mai pour observer le premier pas de deux du mois : la Lune et Mars se lèveront ensemble et côte à côte, juste au-dessus de la constellation du Sagittaire. Vingt-quatre heures auparavant, les deux mêmes danseurs nocturnes auront – grâce à la complicité d'un troisième larron, Antares – formé un joli triangle ayant pour base la planète rouge et l'étoile orange de la constellation du Scorpion.

Il est cependant un « phénomène » que l'on ne pourra – et pour cause – contempler d'aucune montagne française : le 10 mai, vers 21 heures, le Soleil se couchera entre les jambes de l'Arc de triomphe parisien. Pour peu, évidemment, que l'observateur se poste sur le rond-point des Champs-Élysées. Ce lieu de rendez-vous astronomique désormais réputé attire deux fois par an (autour du 10 mai et du 1<sup>er</sup> août) ses habitués. Attention, tout de même, aux autos.

Pierre Barthélémy

### SOLEIL ET LUNE DE LA SEMAINE



### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01-103

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

#### HORIZONTALEMENT

I. Malheureusement, il n'est pas tous les jours au spectacle. - II. Il lui reste beaucoup à apprendre. Donne le sens du passage. - III. Belles grosses cochonnes. Circulent en Roumanie. - IV. Ne peut pas rester en échec. Touché en plein cœur. - V. Clameur dans les gradins. D'un auxiliaire. Couvre le trône. - VI. Avec un peu d'énergie ils perceront. - VII. Suprême avec Robespierre. Patrie d'Abraham. A un droit de regard sur la marche des affaires. - VIII.

Bien plein. Mettre sous toile. - IX. Entre en action. Ne sert plus aux expositions. Conjonction. - X. Trempe dans l'eau. Abrite ou entraîne.

#### VERTICALEMENT

1. On a beaucoup de mal à le faire sortir de chez lui. - 2. Parfumé à la fleur d'orange. Le premier sur le territoire. - 3. Gentils requins. - 4. Se redresse après passage. Cheville plantée à l'envers. Lettres de rupture. - 5. Mère de dieux. Résidus pâteux. -

6. Surprise au dessert. Article. - 7. Mis en boîte. Descendu. Mis en boîte. - 8. Boîte magique. Dans les mesures de George W. - 9. Moins sensible. - 10. Supprimai à l'intérieur. - 11. Négation. Offrent à boire. - 12. Faite sans rien faire, et pourtant elle demande du travail.

Philippe Dupuis

#### SOLUTION DU N° 01 - 102

##### Horizontalement

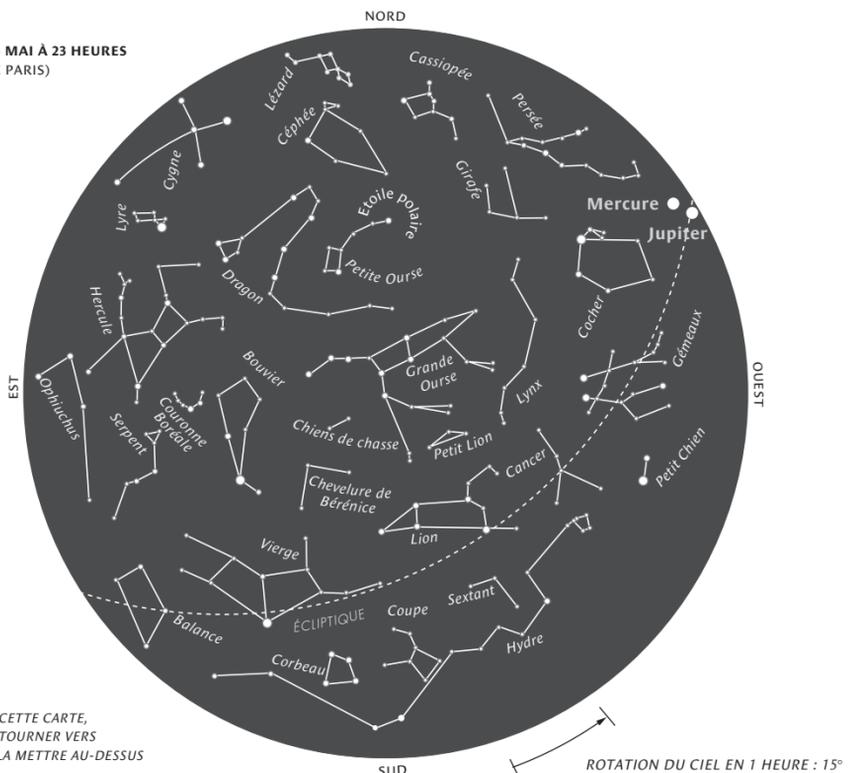
I. Sensationnel. - II. Ouille. Pi. Mi. - III. Médiocre. Tag. - IV. Ice. Urbain. - V. Fessier. Lô. - VI. Lai. Pneus. - VII. Inertie. Sûre. - VIII. En. Eider. But. - IX. Ravale. Obier. - X. Electrocuteé.

##### Verticalement

1. Sommelière. - 2. Eue. Annal. - 3. Nidifié. Vé. - 4. Slice. Réac. - 5. Aloès. Tilt. - 6. Tec (cet). Spider. - 7. Ruinée. - 8. Opérée. Roc. - 9. Ni. Brus. Bu. - 10. Ta. Subit. - 11. E-mail. Ruée. - 12. Lignomètre.

### Mercury et Jupiter en duo au bord de l'horizon

CIEL DU 15 MAI À 23 HEURES (HEURE DE PARIS)



POUR LIRE CETTE CARTE, IL FAUT SE TOURNER VERS LE SUD ET LA METTRE AU-DESSUS DE SA TÊTE.

ROTATION DU CIEL EN 1 HEURE : 15°

### AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME n° 221

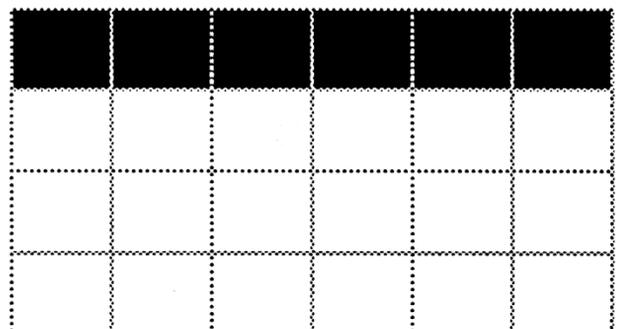
## Echangisme version chocolat

**CETTE TABLETTE** de chocolat, dont vous devez poursuivre le coloriage, contient 12 carrés noirs et 12 carrés blancs (en guise de carrés, ce sont plutôt des rectangles).

Les carrés de chocolat noir sont tous solidaires : on peut passer de n'importe lequel d'entre eux à un autre par une chaîne de carrés noirs ayant un côté commun.

Les carrés de chocolat blanc constituent une forme parfaitement superposable (une fois découpée) à la forme constituée par les carrés noirs.

Combien de façons y a-t-il de compléter ce dessin ?



**Solution du jeu n° 220 paru dans Le Monde du 24 avril.**

On ne peut tracer un triangle équilatéral sur les nœuds d'un quadrillage. L'aire d'un triangle tracé sur les nœuds d'un quadrillage, obtenue comme différence de l'aire d'un rectangle et de celle de trois triangles rectangles, vaut la moitié d'un nombre entier d'unités, soit un nombre

rationnel (le quotient de deux entiers). Par ailleurs, les carrés longs des côtés d'un tel triangle sont entières (d'après le théorème de Pythagore). Or, l'aire d'un triangle équilatéral de côté  $a$  vaut

$$\frac{a^2 \sqrt{3}}{2}$$

qui est irrationnel si  $a^2$  est entier.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex

Le Monde PRESIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL : Dominique Alduy DIRECTEUR GÉNÉRAL : Stéphane Corre 21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05 Tél. : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

**LE MONDE TELEVISION**  
avec **Le Monde**  
DATÉ DIM./LUNDI

**CIVILISATIONS** A Porto-Novo, au Bénin, l'Ecole du patrimoine africain (EPA) forme depuis 1988 des spécialistes pour tenter de sauver l'héritage culturel de l'Afrique franco-

phone et lusophone. ● **LA TÂCHE** est immense : la plupart des dirigeants du continent laissent les musées déperir et les bâtiments s'écrouler, à l'image des palais des rois d'Abomey.

● « **POUR beaucoup d'Africains, le musée est un legs colonial sans intérêt, regrette Alain Godonou, directeur de l'EPA. Nous devons faire en sorte que ces institutions moribon-**

**des deviennent des centres culturels actifs.** » ● « **CERTAINES pièces de nos musées ne seront pas des objets de fierté pour les générations futures. Ce prétendu patrimoine ne m'in-**

**téresse pas plus que les palais d'Abomey. Ce sont la danse, la musique, le chant, le récit qu'il s'agit d'abord de préserver** », estime Gaston Zossou, ministre béninois de la culture.

## Porto-Novo se bat pour la redécouverte du patrimoine africain

Créée dans la capitale du Bénin, l'Ecole du patrimoine africain s'est donné pour mission de sauver un héritage culturel laissé à l'abandon par les gouvernements, dans des pays où la survie accapare tous les efforts et où les musées sont souvent vécus comme des greffes coloniales

**PORTO-NOVO (Bénin)**  
de notre envoyé spécial

Le patrimoine africain ? Qui se soucie du patrimoine en Afrique ? Le continent a d'autres priorités, et d'abord, pour beaucoup de ses habitants, celle de survivre au jour le jour. Le Bénin n'échappe pas à la règle. Sa principale ville, Cotonou (700 000 à 800 000 habitants), a grandi dans l'urgence. Passés le modeste aéroport et les quartiers résidentiels où se trouvent le palais présidentiel, les ministères et les ambassades, le visiteur tombe sur un urbanisme échevelé, des artères saturées par une circulation apocalyptique, bordées d'une architecture hétéroclite. Près du port, les marchés coagulent davantage la foule et des véhicules de toutes sortes. Deux ponts perpétuellement encombrés enjambent la lagune. Après une trentaine de kilomètres d'autoroute, on atteint Porto-Novo, moins peuplée (200 000 à 300 000 habitants), plus aérée, mieux lotie.

L'ancienne capitale, fondée par les Portugais au XVII<sup>e</sup> siècle, fut au centre d'un royaume qui portait son nom et fut surtout une tête de pont importante pour la traite des esclaves. Le palais Honmé, souvenir des anciens rois de Porto-Novo, est devenu un musée - désert. La communauté afro-brésilienne, constituée d'anciens esclaves affranchis revenus de leurs exils d'outre-Atlantique et des descendants des négriers, a laissé quantité de constructions au profil singulier. A commencer par l'immense bâtisse qui abrite le musée (privé) Da Silva, étonnant cabinet de curiosités rassemblées par l'un des représentants d'une des plus grandes familles afro-brésiliennes.

La vieille mosquée de Porto-Novo, aujourd'hui menacée, a été élevée dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle sur le modèle d'une église baroque de Bahia. La période coloniale a également laissé des traces nombreuses. Le palais du gouverneur du Dahomey (l'ancienne appellation du Bénin) est aujourd'hui le siège de l'Assemblée natio-



La grande mosquée de Porto-Novo (1905-1925), construite sur le modèle d'une église de Bahia.

nale ; rénové, le jardin botanique - un ancien bois sacré - accueille désormais les promeneurs qui désirent flâner sous les ombrages. Une guinguette y abrite également un actif cybercafé.

### COLLECTIONS PILLÉES

De l'autre côté de la rue, récemment pavée, un bâtiment colonial a été sauvé de la ruine pour loger la toute nouvelle Ecole du patrimoine africain (EPA). Ouvert en 1998, l'établissement a l'ambition de former des spécialistes pour prendre en charge le patrimoine africain francophone et lusophone (vingt-six pays), les monuments historiques comme les musées. Une tâche immense quand on sait que le patrimoine est le dernier souci des dirigeants africains et que les musées sont vécus comme des greffes coloniales inopérantes.

L'école est née en 1986 d'une ini-

tiative du Centre international d'étude pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCRROM, en anglais). Cet organisme non gouvernemental basé à Rome, dans la mouvance de l'Unesco, avait constaté que les musées de l'Afrique subsaharienne étaient isolés, sans public, leurs collections à l'abandon, en mauvais état, souvent pillées ; et que les personnels, mal formés, vivaient leur profession comme une sorte de relégation.

En 1986, une enquête menée par l'ICCRROM auprès de treize musées de l'Afrique francophone donnait des indications alarmantes : aucune des collections n'était entretenue et huit d'entre elles se trouvaient dans un état de désintégration avancée - seules cinq collections avaient été inventoriées. Deux ans plus tard, l'enquête était étendue à 61 musées de 46 pays situés au sud du Sahara

avec des résultats aussi négatifs. Le programme Prema (Préservation dans les musées africains) fut alors lancé.

Chaque année, des cours internationaux pour une quinzaine de jeunes professionnels sont d'abord organisés à Rome puis à Jos, au Nigeria, à Accra, au Ghana, à Porto-Novo, au Bénin, mais aussi au Zimbabwe, en Ethiopie ou au Kenya. La formation est sanctionnée par un diplôme délivré par l'université de Paris-I ou celle de Londres (Institute of Archeology). « Après une dizaine d'années de fonctionnement et la formation de quelque cent cinquante personnes qui finissent par constituer une sorte de réseau dans toute l'Afrique, il était impératif d'ancrer définitivement Prema au sud du Sahara », insiste le numéro deux de l'ICCRROM, Gaël de Guichen, un Français qui a été l'initiateur de l'aventure.

Le point de chute sera trouvé au Bénin. L'Université du Bénin cède un bâtiment délabré à l'équipe de Prema, qui le retape et change de nom pour devenir l'Ecole du patrimoine africain (EPA). A sa tête, Alain Godonou, Béninois de quarante-trois ans, ancien responsable du palais Honmé, qui a participé à toute l'aventure Prema et gère une équipe de dix personnes. Sur le plan juridique, l'EPA est un établissement autonome dont les diplômes sont reconnus par l'Université

c'est tout naturellement au siège de l'école que l'on négocie une solution entre les représentants de la municipalité et ceux de la communauté islamique. Enfin, à la demande du ministère de l'éducation nationale du Bénin, l'équipe étudie une refonte des programmes scolaires pour y associer les musées.

Le travail qui attend l'EPA est considérable. Rien qu'au Bénin, il faut assurer la gestion du palais d'Abomey, se pencher sur le sort du fantomatique musée ethnogra-

### L'héritage baroque menacé par le marbre

A deux pas du marché d'Ahidaho, à Porto-Novo, se dresse un curieux bâtiment coloré. Sa silhouette est celle d'une église baroque brésilienne, mais, au lieu d'une croix, elle arbore l'étoile et le crois-sant : c'est une mosquée. Construite entre 1905 et 1925 par la communauté afro-brésilienne, qui cherchait son modèle du côté de Salvador de Bahia, toujours très active, la mosquée a reçu au fil du temps quelques adjonctions peu heureuses. Elle est aujourd'hui gravement menacée par des projets d'extensions qui la feraient disparaître au profit d'un édifice élevé selon les canons de l'islam saoudien - marbre et profil géométrique. Des négociations sont menées entre la municipalité de Porto-Novo et les autorités religieuses, et une solution semble se dessiner : le vieux bâtiment serait sauvegardé et même rénové tandis qu'une nouvelle mosquée serait construite dans un autre quartier.

du Bénin. Le financement, en cours de constitution, devrait être assuré par un capital géré par l'ICCRROM. « Nous devons rassembler 15 millions de francs [2,29 millions d'euros], explique Gaël de Guichen. Nous en avons déjà trouvé le quart. »

### SENSIBILISER LES POLITIQUES

En changeant d'identité, l'école a voulu aussi élargir la mission du premier établissement créé pour former les professionnels du patrimoine, mais aussi intervenir directement sur le terrain. C'est ainsi que le ministère de l'agriculture a confié à la nouvelle institution la rénovation et la gestion de l'ancien jardin botanique, et qu'elle est également chargée de la rénovation des palais d'Abomey. La ville de Porto-Novo fait participer l'EPA à sa réflexion sur le réaménagement urbain. Quand la vieille mosquée de Porto-Novo est menacée de destruction,

phique de Porto-Novo et faire en sorte que la ville historique de Ouidah sorte de sa torpeur. Ici, l'ancien fort portugais Saint-Jean-Baptiste d'Ajuda, rénové grâce à la Fondation Gulbenkian, présente une évocation de la traite qui n'a guère évolué depuis une quinzaine d'années. La Maison du Brésil, émouvant musée où l'on peut voir des œuvres d'artistes béninois contemporains, est totalement délabrée, faute de moyens.

Plus grave, les vestiges architecturaux de cet ancien centre esclavagiste sont en train de disparaître les uns après les autres. Quant à la Route de l'esclave, inaugurée à son de trompe en 1992 et ponctuée de monuments grandiloquents, elle se délite peu à peu. Ce sont les politiques, on l'aura compris, qu'il s'agit de sensibiliser maintenant.

E. de R.

## Une aide internationale pour relever les palais des rois d'Abomey

**ABOMEY (Bénin)**  
de notre envoyé spécial

L'approche du cœur historique de la ville royale d'Abomey, à 140 km au nord de Porto-Novo, se signale par des pans de murs écroulés. Ils surgissent des champs et leur couleur se confond avec celle du sol : brun-rouge. Ce sont les restes des palais royaux d'Abomey dont l'édification s'est déroulée sur plus de deux siècles. Ces vestiges occupent une superficie de 44 hectares. Seuls deux palais sont à peu près intacts : ceux des rois Ghézo (1818-1858) et Glélé (1858-1889), dont la restauration s'est achevée en février 2001. La réfection de celui du roi Béhanzin (1889-1894), jamais terminée et en très mauvais état, pourrait à son tour être entreprise.

Chacun des treize rois d'Abomey était censé construire un palais pendant son règne. D'où un dédale de cours et d'édifices en terre destinés à abriter le roi, sa suite et ses services. Certains bâtiments étaient décorés de bas-reliefs en terre crue, colorée, destinés à narrer les hauts faits du souverain. L'ensemble palatial fut incendié par l'avant-dernier roi d'Abomey, Béhanzin, à l'approche des troupes coloniales françaises. Les palais de son père (Glélé) et de son grand-père (Ghézo) échappèrent en partie au feu. Les Français s'installèrent dans les bâtiments épargnés pour bien marquer leur pouvoir.

A partir des années 1930, les descendants de la famille royale, regroupés dans une sorte de syndicat, eurent l'autorisation de revenir dans ces lieux pour célébrer un certain nombre de cérémonies - les tombes royales étant toujours

entretenu par les femmes du clan. Aussi ce « musée » (depuis 1945) reste-t-il un lieu « vivant » - et vécu comme tel par les habitants d'Abomey. Pourtant, en dépit de l'inscription d'Abomey sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, les années « révolutionnaires » (1975-1989) furent fatales aux fragiles constructions.

### RESTAURATION CATASTROPHIQUE

Un premier financement allemand permit, en 1988, la restauration de la salle de réception (Jalala) de Glélé. Une catastrophe, puisque le bâtiment a été rasé jusqu'au sol et « reconstitué à l'identique ». Ses bas-reliefs furent détachés sans précaution et ne doivent leur survie qu'aux soins dispensés ultérieurement par la fondation Getty.

### TROIS QUESTIONS À...

#### GASTON ZOSSOU

**1 Vous êtes ministre de la culture et de la communication du Bénin, porte-parole du gouvernement. Que représente pour vous la notion de patrimoine ?**

Les Occidentaux privilégient le patrimoine physique, matériel. Celui-ci ne représente pourtant que 20 % de notre patrimoine culturel. Les Africains, en effet, se sont laissés posséder par les esprits plutôt que d'investir dans le monumental. Ils ont fait le choix d'un patrimoine moins tangible où dominent la danse, la musique, le chant, le récit. Ce sont les racines de notre peuple. Et ce sont elles qu'il s'agit d'abord de préserver, de pérenniser - par exemple à travers notre Ballet national. Le problème n'est pas simple car nous comptons, au Bénin, cinquante-

deux ethnies, autant de langues et autant de pas de danses. A travers ces gestes, ces rythmes, revivent les intrigues de cour de nos vieux royaumes, les guerres auxquelles ils se sont livrés, et les héros qui les ont conduites.

C'est grâce au gouvernement italien qu'une nouvelle campagne de travaux a pu être menée à bien, à partir de 1998. C'est lui qui, sollicité par l'ICCRROM, a versé 90 % des 450 000 dollars (502 232 euros) nécessaires à la renaissance de ces constructions de terre. Le maître d'ouvrage de cette opération menée en deux volets fut l'Ecole du patrimoine africain, et le maître d'œuvre, l'architecte béninois Aimé Gonçalves. L'opération bénéficia du concours de CRATERre, organisme grenoblois, spécialisé dans la construction en terre.

On en revint aux méthodes de construction originales. Formés à

ces techniques oubliées, des artisans relèveront les murs écroulés et on put résoudre de délicats problèmes de drainage. Si la plupart des toits sont restés couverts de tôles, quelques tombes royales sont désormais coiffées de chaume. Une sobre exposition dans les bâtiments principaux présente certains objets de la cour et permet d'avoir un aperçu de l'histoire et de la vie quotidienne à l'époque des rois d'Abomey.

Reste le problème de l'entretien du palais. Celui-ci doit être financé par les visites. Elles ont augmenté de 30 % en deux ans (21 000 personnes en 2000), mais elles restent insuffisantes.

E. de R.

## Le musée impossible

**PORTO-NOVO (Bénin)**  
de notre envoyé spécial

En 1992, un colloque se tenait à Lomé (Togo). Son thème était en forme de point d'interrogation : quel musée pour l'Afrique ? Les envolées lyriques furent nombreuses et les réponses limitées. De résultats, il n'y en eut point. « Pour la plupart des Africains, explique Alain Godonou, directeur de l'Ecole du patrimoine africain (EPA), le musée est un legs colonial sans intérêt. Nous devons faire en sorte que ces institutions moribondes deviennent des centres culturels actifs. »

Il se fonde sur l'expérience qu'il a menée pendant quatre ans au palais Honmé, au début des années 1980. « C'était un endroit squatté par les trafiquants de toutes sortes, se souvient le directeur de l'école de Porto-Novo. Avec peu de moyens, on l'a nettoyé. Nous y avons organisé des expositions, installé dans une des cours une scène qui pouvait accueillir des concerts et du théâtre, invité des artistes, commandé des œuvres, fait venir des écoles et ouvert une buvette et une boutique. Des fêtes publiques ou privées s'y déroulaient. Ce fut pendant quelques années le rendez-vous de tout Porto-Novo. » Mais depuis, le palais Honmé est retombé dans sa torpeur.

Que doit être le musée africain ? « Un lieu de convergence, affirme Baba Keita, Malien de 45 ans, coordinateur de la formation professionnelle à l'Ecole du patrimoine. Un jeune Africain urbanisé de Cotonou ou de Bamako n'en sait pas plus sur les coutumes de son pays qu'un jeune d'une cité de la banlieue parisienne. Il y a pourtant une énorme demande de ressourcement. Le musée doit être un espace de présen-

tation des cultures, des différences : on observe le passé, on interroge le présent, on réfléchit sur le futur. »

Pour Alain Godonou, « le musée doit remplacer la place du village. J'ai vécu la disparition de la place de Porto Novo avec ses chants, ses contes, ses danses et ses cérémonies. Dans nos villes africaines, l'éducation des enfants se faisait dans la cour. Il n'y a plus de cour. Le musée doit être aussi un lieu pour l'éducation des enfants ». Mais comment passer du musée anthropologique « classé et étiqueté comme une collection de papillons » au centre culturel ? Il faut d'abord vaincre l'appréhension du lieu.

### Comment passer de l'institution anthropologique au centre culturel ?

Ismailou Baldé, Guinéen de 36 ans, est aujourd'hui contractuel à l'EPA. Ce chimiste de formation s'est un jour retrouvé parachuté au musée de Conakry, en Guinée : « C'était ça ou le chômage. Je n'avais jamais mis les pieds dans un musée : c'était un lieu réservé aux touristes. En tant que scientifique et en tant que musulman, pour moi, ses collections n'avaient aucun sens. Il a fallu des mois de formation pour que je leur découvre une signification, pour que je comprenne que ces objets pouvaient véhiculer des messages par le biais de leur histoire, de leur fonction ou de leur esthétique. »

E. de R.

Propos recueillis par Emmanuel de Roux

# Bilan d'un siècle sombre aux Visions du réel de Nyon

L'ouverture aux pays de l'Est et à l'Asie a marqué cette édition du festival du film documentaire

Le festival Visions du réel de Nyon, en Suisse, manifestation de référence dans le domaine du documentaire, s'est achevé le 29 avril. On a noté

cette année une forte présence des pays d'Europe centrale et orientale, de l'Asie et de l'Afrique du Sud, pour une édition de bonne tenue, mar-

quée par quelques films insolites et placée sous le double signe de l'éclucidation et du bilan des multiples oppressions et ravages du XX<sup>e</sup> siècle.

## NYON

de notre envoyée spéciale

Il faudrait toujours pouvoir assister au dîner de clôture d'un festival pour savoir de quel bois se chauffent vraiment les acteurs et le metteur en scène. Avec l'équipe qui anime Visions du réel, à Nyon, en Suisse, manifestation internationale de référence dans le domaine du documentaire, l'image de la troupe de théâtre s'impose. Dimanche 29 avril au soir, sans esbroufe ni mélancolie, sous les lumières douces de L'Usine à gaz, en bordure du Léman, le banquet final offrait un brouhaha de langues multiples en connivences, et la sincérité des hommages improvisés à tous les modestes qui ont fait tourner les fourneaux de la fête pendant une semaine, du 23 au 29 avril.

Jean Perret, directeur des Visions et maître de cérémonie, reste égal à son profil d'homme-orchestre attentif, curieux et respectueux de chacun. En invités de la vingt-troisième heure, il y a là

quelques cinéastes d'horizons lointains ; une poignée parmi la centaine qui ont défilé sur les quatre scènes de diffusion des films. Retour du Salon du livre de Genève, la romancière Nancy Huston se fonde dans le paysage comme si elle avait suivi toute l'affaire, et l'incroyable Jonas Mekas, bientôt quatre-vingts ans, recharge ses batteries de noctambule avéré avec son immuable petit sourire de passant ravi. On se tient chaud une dernière fois, très simplement, après le tomber du rideau. Prochaine représentation dans un an.

Compétition internationale, « regards neufs », « grands reportages », « état des lieux », les différentes programmations de l'édition 2001 des Visions du réel n'ont pas trahi la réputation haut de gamme de ce carrefour du documentaire, qui brasse diverses générations d'auteurs et accueille toutes les dimensions du genre, de l'expérimental aux classiques de référence, du « home movie » aux fresques historiques.

Sensibilité et géographie d'une large envergure, avec, cette année, une forte présence des pays de l'Est, de l'Europe centrale, de l'Asie et de l'Afrique du Sud. Salles comblées, notamment pour l'atelier Raymond Depardon, qui présentait le premier volet de son dernier opus, *Profil paysans* (« Le Monde Télévision » du 30 avril au 6 mai). Succès aussi pour la section « Séance spéciale » des « Hommes-Livres » de Jérôme Prieur : dix-neuf portraits d'écrivains parmi lesquels Béatrix Beck, Jean Starobinski, Jude Stefan, Louis-René des Forêts ou encore Philippe Jaccottet.

## QUELQUES INSOLITES

Dans la compétition internationale qui comptait vingt-sept films sélectionnés sur quelque mille trois cent proposés, on notait une très bonne tenue d'ensemble et quelques insolites. Parmi ceux-là, le délirant *Ich bin 33* de l'Allemand Jan Peters, chronique d'une éclipse solaire ; *Viena*, du Lithua-

nien Audrius Stonys (Prix du public), étrange voyage d'une petite fille au regard absent rendant visite à sa mère en prison ; *Self-Portrait With Mother*, de l'Estonien Edvard Oja (Mention spéciale), histoire d'une double dépendance ; ou encore l'étonnant *Life Without Death*, de Frank Cole (Prix TSR), une provocation en duel avec la mort et une traversée du désert au sens littéral.

A ces quelques exceptions près, les films sélectionnés en compétition internationale étaient placés sous le double signe de l'éclucidation (de l'histoire individuelle ou de l'histoire collective) et du bilan des multiples oppressions et ravages du XX<sup>e</sup> siècle. Tonalité sombre, élégiaque, dont on retiendra, sur le versant intime, le très beau film de Juliette Cazanave, *Nicole et Jean*, en quête du passé et du lien qui unissait ses propres parents, tous deux trop tôt disparus.

Du côté de la mémoire collective, *Biography-Albanian Stories*, film de la réalisatrice albanaise Elina Flipse aurait du reste pleinement mérité d'être distingué, tant son approche de l'histoire de ce pays - à travers les témoignages d'intellectuels et d'artistes âgés, entre-tissés d'images d'archives - est à la fois subtile et respectueuse, dénuée de tout souci d'édification ou de didactisme.

C'est aussi cela, cette qualité du regard et cette intensité du propos, que l'on a découvert à l'œuvre dans les trois films taiwanais présentés (une première, en quelque sorte, le documentaire étant un genre encore peu exploré par ce pays). Trois chemins de traverses extrêmement originaux et efficaces pour raconter les mauvais coups de l'Histoire - *03 h 04*, de Huang Ting-Fu, *Granma's Hairpin* (*Yin Tzan-Tse*), de Hsiao Chu-Chen, et *West Island*, de Chu Hsien-Jer.

Val. C.

Valérie Cadet

## Jonas Mekas et Victor Kossakovski, la vie en poésie

EN MARGE de la compétition internationale, l'édition 2001 des Visions du réel aura marqué les esprits par la programmation de véritables monuments sur pellicule, qui excèdent les règles communes prêtées au genre du documentaire. Deux œuvres empreintes de densité poétique et humoristique, signées par deux cinéastes d'expression sensiblement différente : Jonas Mekas et Victor Kossakovski. L'un est connu du public français, l'autre pas. Le premier a le double de l'âge du second, mais on les dirait immergés dans un présent perpétuel, en même temps qu'aux sources d'une même temporalité : celle des origines du cinéma.

De Jonas Mekas, Lituanien exilé à New York en 1949, figure exemplaire du cinéma indépendant et de l'underground, était présenté le dernier film-fléuve, *As I was moving ahead occasionally I saw brief glimpses of beauty* (« Tandis que j'avancais j'apercevais par moments des éclats de beauté »). Presque cinq heures d'un journal intime, tourné en Bolex 16 mm, en couleurs, entre 1970 et 1999. Fragments de beauté à l'aune de l'ordinaire ou de l'exceptionnel qui tissent le quotidien. Chapitres scandés par les « home scenes » et

autres « life goes on », en intertitres, et par le commentaire en voix off du cinéaste lui-même. Messages en boucle sertis de philosophie et d'autodérision. Visages et jeux d'enfants, tablées d'amis, balades fleuries, saisons qui passent... Autant d'endroits et de moments, comme furtivement recueillis, qui « ressemblent à l'idée que l'on peut se faire du paradis ».

Victor Kossakovski, quarante ans cette année, incarne le meilleur de la tradition pétersbourgeoise du cinéma documentaire. Sept films en dix ans, tous introduits par l'image générique de la photographie prise par Niepce à Chalon-sur-Saône, première photo connue de paysage extérieur, dont la beauté, la drôlerie et l'étrangeté courent dans un sillage inattendu qui réunirait Tarkovski, Buster Keaton et Charlot. On n'en dira pas davantage, faute de pouvoir embrasser en quelques phrases la prodigieuse richesse, l'ampleur et l'intelligence de ce cinéma-là. Dans le courant de l'été, Arte diffusera trois de ces perles noires - la trilogie *I Loved You*, le délirant *Belovy*, et *Streda*, 19.7.1961.

Val. C.

Valérie Cadet

## Succès record pour la vente de photographies du MoMA

Les 225 tirages ont rapporté 4 millions de dollars au musée new-yorkais

C'EST UNE PREMIÈRE, qui s'est plutôt bien passée. Le Musée d'art moderne de New York (MoMA) a vendu aux enchères, chez Sotheby's, le 25 avril, 225 photographies de sa collection, en choisissant parmi celles dont il possédait un autre exemplaire. Le produit global a atteint 4 millions de dollars (4,4 millions d'euros), ce qui constitue le nouveau prix record pour la vente d'une collection aux Etats-Unis (le précédent record était détenu par la collection 7-Eleven, toujours par Sotheby's à New York, en avril 2000, avec un résultat de 3,6 millions de dollars).

On reste loin de la vente Jammes, à Londres en 1999, où Sotheby's avait largement dépassé les 10 millions de dollars. Aucune photo n'a réalisé 300 000 dollars ou plus, contrairement à ce qui s'était produit à plusieurs reprises durant les euphoriques années 1999-2000. Mais la tenue d'ensemble de cette vente du MoMA fut bonne, avec notamment huit photographies signées Steichen, Stieglitz ou Man Ray, qui ont dépassé les 100 000 dollars.

L'événement est venu de Walker Evans (1903-1975), le seul grand photographe des années 1930 dont la cote sur le marché restait modeste. Sans doute parce que son style documentaire est en rupture avec la tradition des beaux-arts. Une de ses images les plus

célèbres, représentant des photographes collés sur la vitrine d'un studio de photographe, *Penny Picture Display, Savannah* (1936), a été acquise pour 181 750 dollars par la galerie américaine Fraenkel, ce qui en fait le nouveau prix record pour l'artiste. Dix-neuf photographies de Walker Evans étaient dispersées, totalisant 444 450 dollars d'enchères.

Berenice Abbott (1898-1992) a également dépassé son précédent sommet en ventes aux enchères avec son *New York at Night* (69 750 dollars). Révélé par Abott aux Etats-Unis, Eugene Atget était représenté à la vente par six photos issues de la collection Julien Levy, qui ont réalisé un total de 192 800 dollars, dont *Saint-Cloud* (1924), qui a atteint 51 350 dollars.

C'est la première fois qu'un musée se sépare d'un ensemble aussi imposant. Et il ne s'agit pas de n'importe quel musée : le MoMA est le premier au monde à avoir ouvert un département photographique, en 1940 ; sans doute le prestige du vendeur a-t-il joué dans le succès de cette vente. Cette pratique dite du *de-accessioning*, impossible dans les musées français où les collections sont inaliénables, est monnaie courante aux Etats-Unis - on en a beaucoup parlé dans les années 1960 quand le Musée Guggenheim de New York a remis sur le marché des

tableaux de Kandinsky. Vendre permet d'obtenir des liquidités dans le dessein d'acheter d'autres œuvres, jugées plus importantes. Mais les 4 millions de dollars engrangés par le MoMA restent peu de chose comparés à ce que lui a coûté sa dernière acquisition : 328 photographies de la période moderniste achetées 27 millions de dollars, fin janvier, au collectionneur allemand Thomas Walther (*Le Monde* du 10 avril).

## UN MARCHÉ INQUIET

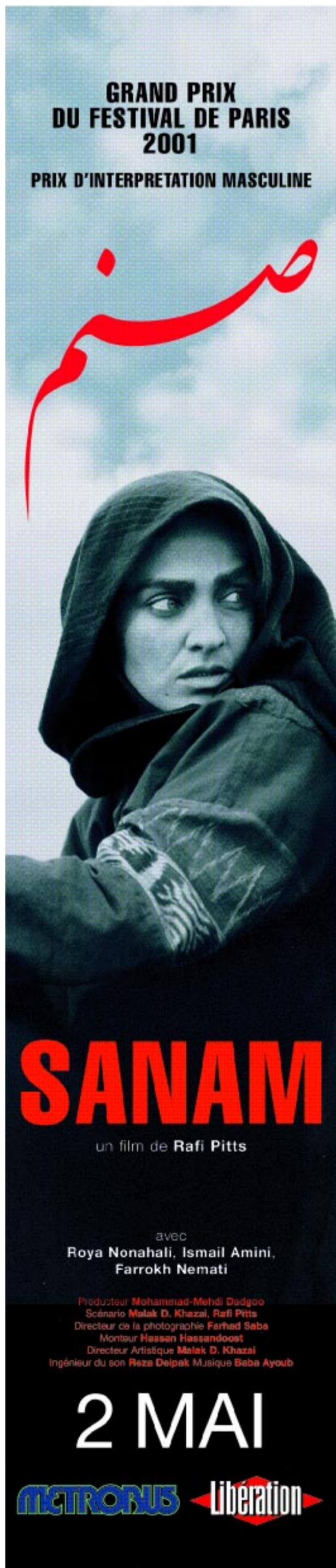
Cette vente du MoMA vient aussi rassurer un marché de la photographie qui, à la suite des incertitudes de l'économie américaine, montre des signes d'inquiétude. Le dernier en date, le plus marquant, est la vente de photographies organisée par Christie's, le 18 avril à New York, qui a connu un échec flagrant : 58 % seulement des 389 lots ont été vendus pour un résultat total de 2,5 millions de francs ; nombre de pièces importantes ont été ravalées. Le lendemain de la vente du MoMA, Sotheby's - New York organisait une seconde vente, qui a également atteint un produit modeste de 2,2 millions de dollars pour 254 lots.

D'autres sessions de printemps sont annoncées en Angleterre, dont trois rien que pour Sotheby's à Londres : la collection Paul Walter (10 mai), une vente généraliste (10 mai), des photos signées Lewis Carroll et ayant appartenu à Alice Liddell, modèle de l'écrivain-photographe (6 juin). Les résultats seront observés avec attention. Mais déjà des spécialistes s'inquiètent. Le marché de la photographie a explosé depuis trois ans, mais peut-il absorber autant d'images sans avoir besoin de souffler ?

Michel Guerrin

## Catherine Tasca et Erik Orsenna dénoncent un geste de censure à Aubergenville

DE RETOUR de New York, où elle a plaidé en faveur de la diversité culturelle et du soutien financier de l'Etat aux arts de la danse à l'occasion du festival France moves (*Le Monde* du 20 avril), la ministre de la culture, Catherine Tasca, a dénoncé samedi 29 avril le geste de censure commis par la municipalité d'Aubergenville (Yvelines) à l'occasion du salon Livre-Accès, du 26 au 30 avril. Lors de l'inauguration, l'écrivain Erik Orsenna, parrain du salon, avait quitté la salle en déclarant « Messieurs et mesdames les censeurs, je vous salue ». Rappelant qu'un livre est « un objet de liberté par excellence », l'académicien protestait contre le retrait par le nouveau maire de la commune, François Bony (RPR), de la préface signée par Catherine Tasca à la demande de l'ancien maire, socialiste, pour un livre de poèmes rédigés par des jeunes de la cité. L'éditeur, Biotop, avait tiré sept mille exemplaires de cet ouvrage réalisé dans le cadre d'un atelier d'écriture et mille d'entre eux avaient déjà été distribués, avec la préface de la ministre, au Salon du Livre, à Paris, en mars. Dans son communiqué, M<sup>me</sup> Tasca, dénonce des « raisons politiques qui témoignent d'un manque de respect choquant vis-à-vis de l'auteur, de l'éditeur, du lecteur », un geste qui va « à l'encontre des la liberté d'expression ainsi que des efforts du gouvernement et des collectivités locales en faveur de la démocratisation et du développement de la lecture publique ».



À NANTES, EMBARQUEZ-VOUS SUR LES « MACHINES DU RÊVE » POUR LE PRINTEMPS DES ARTS ?

Retrouvez toute l'actualité des festivals internationaux de musique sur Internet.

www.francefestivals.com

MUSIQUE EN FESTIVALS

# Une Cesaria Evora à son meilleur unit Cap-Verdiens et Français

La diva africaine et ses soixante-dix invités ont rassemblé sept mille personnes au Zénith

**LA FÊTE À CESARIA** au Zénith de Paris, le 28 avril.

Une semaine après le Printemps berbère, le 21 avril, c'est au tour des Cap-Verdiens, le 28 avril, de se rassembler sous le chapiteau du Zénith de Paris, où d'habitude se succèdent sans discrimination les boys bands, les stars du rock ou les intrépides du rap. Idir menait la cohorte kabyle ; Cesaria Evora portait le drapeau de l'archipel africain - 400 000 habitants sur le territoire, quatre fois plus en dehors.

La Kabylie entend résister au pouvoir algérien, et le Cap-Vert a gagné un combat. Hier ignoré du grand public, ce pays sahélien a regagné sa place dans l'imaginaire du premier monde, grâce à une chanson, *Sôdade*, une histoire de déportation de la main-d'œuvre cap-verdienne vers Sao Tomé e Príncipe par l'ex-puissance coloniale portugaise, chantée par Cesaria avec un incomparable vague à l'âme. Le succès eût pu être éphémère, n'était la ténacité de la chanteuse « aux pieds nus », et celle de son entourage. Au Zénith, l'enthousiasme était à son comble.

Dans la salle, et pour la première fois dans de telles proportions, la communauté cap-verdienne s'est réconciliée avec le public

français de Cesaria Evora - fini le temps où seuls les branchés de la première heure paraissaient au New Morning. Depuis, la chanteuse est parvenue à unir sans décevoir. Elle a réussi là où beaucoup de musiciens africains ont échoué, sans doute parce qu'elle n'a pas changé, personnellement, d'un iota.

En dix ans d'une seconde carrière hors les murs menée de main de maître, Cesaria Evora a restauré son image, fait grimper la courbe de son auto-estime de manière inhabituelle, et c'est en toute sérénité qu'elle a abordé la fête qui lui était consacrée au Zénith parisien - soixante-dix musiciens invités, dont quinze qui l'accompagnent en scène, 7 000 spectateurs, et trois Disques d'or remis en coulisse par BMG, la major du disque qui distribue ses œuvres, récompensant les ventes de *Cabo verde*, de *Café Atlantico* et du tout nouveau *Sao Vicente de longe*. Déjà au top des ventes, il est, dit Cesaria dans son anglais créolisé de Mindelo, le disque du « *good luck* ».

## CHANGEMENT DE REGISTRE

Sur scène, c'est un tourbillon : les amis de « Cize » se relaient tandis qu'elle papote dans sa loge. Fantcha, la belle métisse habillée, comme une reine de beauté, de voiles et de bracelets de perles multicolores ; Teofilo Chantre,

jeune compositeur, chanteur à la timidité troublante ; Luis Moraes, clarinetiste historique ; Bau, superbe instrumentiste qui revoit à la lumière de la morna l'un des plus beaux fados portugais, *Avril au Portugal (Coimbra)*. En coulisse, la vedette du soir, en robe noire, les cheveux plaqués, fredonne avec délectation, enfoncée dans un canapé de cuir rouge. C'est ainsi que Cesaria Evora aime la vie : parmi les siens, à la bonne franquette, mais sans pour autant refuser les honneurs. Ainsi, soulignée-t-elle, c'est avec plaisir qu'elle a reçu la médaille de l'Infante Dom Henrique, l'équivalent de la Légion d'honneur au Portugal.

Cesaria Evora inaugurerait au Zénith un nouveau spectacle qui la mènera à travers toute la France puis dans quatre-vingt villes américaines en attendant, l'Afrique du Sud à la rentrée. Les nouvelles chansons de *Sao Vicente de Longe* lui permettent de changer de registre avec davantage de facilité, de passer de la pure émotion (*Negue*, chanson brésilienne qu'elle interprète en duo avec un piano) aux rythmes carnavalesques (*Nutridinha*, entendue partout sur les ondes depuis un mois, ou *Carnaval de Sao Vicente*, qu'avaient remixée les DJ new-yorkais François K. et Joe Claussel).

La salle danse collé-serré ; un drapeau cap-verdien fait son

apparition aux premiers rangs. Cesaria Evora a la voix pleine, le bonheur en tête. Elle donne à l'un des meilleurs récitals de sa carrière, appuyée par des cordes et des cuivres.

## STOMY BUGSY, SPLATCH, GAITA...

Elle sort de scène après un impeccable *Besame mucho*, un classique mexicain qu'elle avait interprété pour les besoins d'un film américain, *Great Expectation*. La nuit commence. Au catterring - l'espace restaurant réservé aux travailleurs et artistes -, Cesaria déguste une catchupa (le cas-soulet cap-verdien) à casser tous les régimes. La maîtresse des cuisines est originaire, comme elle, de l'île de Sao Vicente. Elle est aussi la maman de Stomy Buggy, rappeur français de la bande du Ministère A.M.E.R., de Sarcelles, venu avec ses copains soutenir la fête à Cesaria.

Si Stomy Buggy est un parfait parisien des quartiers, le groupe Splatch vient des Pays-Bas ; ils sont la parfaite illustration de l'émigration cap-verdienne. Ferro Gaita, lui, vient de Praia, capitale d'un archipel sahélien qu'on imagine, en écoutant sa musique, verte, humide, doté d'une nature généreuse, alors que c'est tout le contraire.

Véronique Mortaigne

# Raoul Hausmann, photographe iconoclaste, de Dada à Ibiza

**RAOUL HAUSMANN, Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000 Saint-Etienne. Tél. : 04-77-79-52-52. Du mercredi au lundi, de 10 heures à 18 heures. 28 F (4,27 €). Raoul Hausmann, catalogue de la collection Hausmann (1994), 324 p., 185 F, 28,20 €. Jusqu'au 28 mai.**

## SAINT-ÉTIENNE de notre envoyé spécial

Lorsqu'il commence à pratiquer la photographie, en 1927, Raoul Hausmann a quarante et un ans et déjà de quoi occuper, pour l'éternité, une bonne place dans l'histoire de l'art. Il est de la première manifestation dada en Allemagne, en 1918 ; il a inventé dans la foulée le photomontage. Après avoir réalisé des collages radicaux, il rebondit sacrément bien, occupant sa deuxième carrière comme photographe, non pas « professionnelle » - il ne répond pas à des commandes -, mais au cœur de la riche école moderniste de l'entre-deux-guerres.

Hausmann est un de ces artistes dont la vie et l'œuvre ont été laminées par le nazisme et la guerre. Il quitte Berlin pour l'île d'Ibiza, en 1933, quelques semaines après l'arrivée de Hitler au pouvoir. Il pense revenir. Il laisse sur place des milliers de photographies à jamais perdues. Il s'installe dans le Limousin en 1939, où il rencontre sa femme, Marthe Prévot, et où il vivra jusqu'à sa mort, en 1971.

Il est sans doute moins connu que le Russe

Rodtchenko ou l'Allemand Moholy-Nagy, pour prendre deux phares d'une photographie constructiviste proche de la sienne. L'époque noire en a décidé ainsi - il faut imaginer le fossé entre le bouillonnement de Berlin des années 1910-1920 et la tranquillité de Limoges. Le bonhomme n'était également pas facile, qui, au moment où il adopte la photographie, est déjà un retraité de dada, une sorte de reclus du monde, préférant, sans aucune préoccupation hygiéniste, les grands espaces vierges à la vie urbaine.

L'œuvre de Hausmann est aujourd'hui dispersée entre quelques collections dont on retiendra celle de la Berlinische Galerie de Berlin, du Musée de Rochechouart, de l'entreprise Première Heure, et du Musée d'art moderne de Saint-Etienne. Ce dernier, qui a accueilli en 1994 la rétrospective Hausmann, a la bonne idée d'exposer son fonds, soit une cinquantaine de pièces, essentiellement des photographies. Ce n'est pas une exposition énorme, ni spectaculaire, mais bien accrochée au premier étage du musée, et surtout utile, venant rappeler combien l'œuvre est déterminante.

## LE CORPS DE VERA

C'est le travail « pur », sans photomontages, qui surgit à Saint-Etienne. Compositions abstraites, portraits, nus, paysages, maisons traditionnelles à Ibiza. Ces dernières surprennent, tant leur côté descriptif et archaïque évoque une préoccupation sociologique ou documen-

taire. Hausmann se distingue des modernes attirés par le positivisme de la machine et les lignes dynamiques de l'objet industriel. Il est un solitaire qui a su bousculer le formalisme de l'époque, si désincarné quand il est autonome, en lui associant une vitalité rare. Il est un excentrique, par ailleurs danseur et inventeur, un iconoclaste brut.

Une femme est au centre des images : l'écrivain russe Vera Broïdo, qu'il rencontre en 1928, soit juste après ses premières photos, et qui partage sa vie, ainsi que celle de sa femme, jusqu'en 1934. Ensemble, ils passent les mois d'été nus sur les plages désertées de la mer du Nord, de la Baltique, puis de l'île d'Ibiza. C'est là que, au Rolleiflex, il réalise des nus stupéfiants de sensualité, d'une proximité qui évoque les habitations d'Ibiza, et qui traduisent « la relation la plus primitive à la réalité environnante » (premier manifeste dada, 1918).

Vera Broïdo, son visage, ses lèvres, ses cheveux, sa nuque, ses épaules, ses seins, ses hanches, ses fesses, tout le corps du modèle, docile et complice, se prête à l'invention de formes. Dans le catalogue de la rétrospective (1994), elle expliquait combien les photos de Hausmann, et, plus largement son œuvre, sont guidées par son corps, machine à danser, machine à créer. « Le corps de chacun possède des règles et des forces internes, qui, pourvu qu'on y obéisse, produit de l'art. »

M. G.

# Poncifs de jeune fille dans la bouche d'un garçon moqueur

**LE JOURNAL INTIME DE DELPHINE, de Delphine Casanova. Mise en scène : Isabelle Nanty. Avec Pierre Hiessler. THÉÂTRE DU ROND-POINT, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Franklin-D.-Roosevelt. Tél. : 01-44-95-98-10. Du mardi au samedi à 20 heures. Entrée libre sur réservation. Durée : 1 heure. Jusqu'au 12 mai.**

Devant le succès, *Le Journal de Delphine*, qui devait se jouer jusqu'au 5 mai, est prolongé d'une semaine. Au départ, il était annoncé comme une maquette (d'où la gratuité des places), que Philippe Buquet, l'administrateur provisoire (jusqu'au 30 juin) du Théâtre du Rond-Point, et le comédien Pierre Hiessler, dirigé par Isabelle Nanty, voulaient tester, discrètement, dans une salle du premier étage. Mais le bouche-à-oreille a si bien marché que chaque soir des gens piétinent dans l'espoir d'un désistement.

Il y a peu de places : une quarantaine de chaises sont disposées sur trois côtés de la salle, le quatrième étant réservé à un fauteuil de skaï posé sur un socle, pour que tout le monde voie (c'est gentil).

Nous voyons donc Pierre Hiessler, le comédien sans qui rien ne serait arrivé. C'est lui qui a eu

l'idée de porter à la scène *Le Journal de Delphine*, un vrai journal, que lui a donné sa cousine à un moment où il cherchait des témoignages de jeunes femmes sur leur adolescence.

Delphine existe donc bel et bien, même si elle avance légèrement masquée (quelques noms ont été changés). Elle avait quinze ans en 1981. Parisienne, d'une famille catholique qui remontait la rue des Martyrs après la messe. Bourgeoise tranquille, semble-t-il, avec Yvetot et la Savoie pour les vacances et Dijon pour

**Le « Journal intime de Delphine » est idéalement nul : même un faux serait moins juste**

les grands-mères. Mais au fond, peu importent les données. L'essentiel, c'est la jeune fille dans sa chambre, et son cahier qu'elle planque, comme il se doit.

Que ceux qui n'ont pas écrit à l'adolescence lèvent le doigt ! Ils sauront, en voyant le spectacle, pourquoi ils ne l'ont pas fait. Le journal de Delphine est parfait par-

ce qu'il n'y manque aucun poncif, ni sur la famille, ni sur l'amour, ni sur la société. C'est idéalement nul : le degré zéro de l'exercice. Même un faux serait moins juste, en tout cas pour le type de jeune fille en question, qui met aux murs de sa chambre des posters de David Hamilton et écrit : « *Je ne voudrais pas jouer l'intellectuelle en répétant ce que dit tout le monde.* »

Le succès du *Journal de Delphine* serait beaucoup plus aléatoire si c'était une jeune femme qui l'interpréterait. Vu par un garçon, et un garçon aussi bon comédien que Pierre Hiessler, « *it's the pied* », comme écrit Delphine quand elle est très en forme.

Pierre Hiessler ne cherche pas à ressembler à une adolescente. D'une manière beaucoup plus perverse, donc intéressante, il travestit son jeu de manière à faire croire qu'on entend Delphine quand c'est lui qui parle. Il est moqueur comme un frère ou un cousin, fier d'échapper au ridicule de la confession, et tendre en même temps avec ces mots taillés pour l'oubli. Isabelle Nanty le dirige avec le regard de celle à qui rien n'échappe. Du bel ouvrage, simple, efficace, sans prétention. Conclusion, empruntée à Delphine : « *Ce poème ne vaut sans doute rien/mais je m'en fous, c'est le mien.* »

Brigitte Salino

## SORTIR

### PARIS

#### Tsilla Chelton

Tsilla Chelton seule en scène, avec deux monologues du dramaturge britannique Alan Bennett, traduits par Jean-Marie Besset : *Une femme de lettres* et *Un bi-choco sous le sofa*. Dans le premier, elle joue un corbeau qui terrorise son voisinage. Dans le second, une certaine Doris qui refuse d'aller à l'hospice après la mort de son mari. Du cousin main pour Tsilla Chelton-Tatie Danielle, qui sut si bien tuer son mari en le faisant tomber d'une échelle dans le film d'Etienne Chatiliez ? Réponse au Théâtre Tristan-Bernard. *Théâtre Tristan-Bernard, 64, rue du Rocher, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Villiers. Du 2 mai au 15 juillet. 21 heures, du mardi au samedi ; 15 heures, le dimanche. Tél. : 01-45-22-08-40. De 120 F à 200 F, en semaine ; de 90 F à 160 F, le dimanche.*

#### Made-in-Bel-Gique ? !

La Ferme du Buisson organise des week-ends à thèmes qui sont des réussites. Ils attirent un public nombreux, de tous âges, l'ambiance est à la fête, les enfants jouent entre deux spectacles. La Belgique est à l'honneur du 4<sup>e</sup> week-end qui permettra de se frotter à la vitalité des scènes flamandes et wallonnes avec plus de vingt manifestations qui couvrent toutes les disciplines : théâtre, danse, musique, cinéma, arts plastiques... Il y aura du théâtre itinérant, Jan Lauwers, un pionnier du mouvement hip-hop, le Namur Break Sensation, des pique-niques musicaux, une dizaine de films, et des orgues et des limonaires, bien sûr...

Noisiel (Seine-et-Marne). La Ferme du Buisson, scène nationale, allée de la Ferme. RER A : Noisiel. Du 2 au 6 mai. Tél. : 01-64-62-77-77. 95 F et 140 F (forfaits).

**Chants et musiques des steppes** Des récits épiques des « *akyn* », bardes du Kazakhstan, aux chants diphoniques de l'Altaï, des résonances gutturales de la flûte « *kuraï* » des musiciens du Bashkiristan aux vibrations de cordes du luth « *morin khuur* » des Mongols, un parcours riche et énigmatique à travers les musiques et les voix des hommes des steppes d'Asie centrale.

*Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 20 h 30, le 2 mai. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.*

### TOULOUSE

**Un architecte, une œuvre** Jorn Utzon, l'architecte danois de l'Opéra de Sydney (Australie), l'une des œuvres majeures du XX<sup>e</sup> siècle, est le héros d'une exposition présentée à Toulouse par le Conseil d'architecture et d'environnement (CAUE) de la Haute-Garonne. Le 3 mai, à 18 h 30, aura lieu une conférence de Françoise Fromonot, qui a consacré en 1998 à Utzon et à l'opéra un ouvrage essentiel (éd. Telleri), et qui a, en l'an 2000, dressé un portrait tout aussi séduisant de la ville olympique, chez le même éditeur. *Toulouse (Haute-Garonne). Centre méridional de l'architecture et de la ville, 5, rue Saint-Pantaléon. Jusqu'au 26 mai. Tél. : 05-61-23-30-49. Entrée libre.*

## GUIDE

### FESTIVAL CINÉMA

#### Le cinéma à table

Gâteaux, cannibalisme, mort et fécondité. *Du Déjeuner de bébé* (1895), de Louis Lumière, à *La Chair* (1991), de Marco Ferreri, en passant par *La Femme du boulanger* (1938), de Marcel Pagnol, *Le Festin de Babette* (1987), de Gabriel Axel, ou *Les Cannibales* (1988), de Manoel de Oliveira... *Marseille (Bouches-du-Rhône). Le Miroir, Centre de la Vieille Charité, 2, rue de la Charité. Du 2 au 29 mai. Tél. : 04-91-25-01-07 (M. Bérard). 35 F, 25 F (abonnés) et 15 F pour les moins de treize ans.*

**Les 40 ans de la Semaine de la critique** Un hommage à l'une des sections du Festival de Cannes, à travers neuf films et autant d'auteurs primés (Jacques Rozier, Chris Marker de L'homme, Jean Eustache, Philippe Garrel, Romain Goupil, Léos Carax, Anne-Marie Mieville, Arnaud Desplechin, Jacques Audiard). *Cinéma des Cinéastes, 7, avenue de Clichy, Paris-17<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Place-de-Clichy. A partir du 2 mai. Tél. : 01-53-42-40-00.*

**Soirée iranienne** *Entre Djomeh*, de Hassan Yektapanah (2000), et *Le Cercle*, de Jafar Panahi (2000), un concert de musique soufie et traditionnelle iranienne précédé d'un thé et de douceurs iraniennes. *Romainville (Seine-Saint-Denis). Cinéma intercommunal Noisy-le-Sec, place Carnot. M<sup>e</sup> Mairie-des-Lilas. A partir de 19 heures, le 2 mai. Tél. : 01-48-45-68-53. 40 F, 30 F (abonnés).*

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

### VERNISSAGES

**Le Mariage de la Vierge**, de Charles de La Fosse (1636-1716) *Musée du Louvre, entrée par la Pyramide, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Palais-Royal. Du 2 mai au 4 juin. De 9 heures à 17 h 45 ; nocturne mercredi jusqu'à 21 h 45. Fermé les 1<sup>er</sup>, 8 mai et 3 juin. Tél. : 01-40-20-51-51. Fermé mardi et jeudi. Billet d'accès au musée : 46 F de 9 heures à 15 heures, 30 F après 15 heures et dimanche ; gratuit pour les moins de dix-huit ans, pour tous les 1<sup>ers</sup> dimanches de chaque mois.*

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).

**Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS LITTÉRAIRES**

**Sartre**

L'héroïsme

**CONCERTS**

**Auditorium du Louvre**

**Jeu 3 mai à 12h30**

**David Guerrier**, trompette

**Olivier Moulin**, piano

RAVEL, ALBENIZ  
ENESCO, HINDEMITH

**LOC : 01 40 20 84 00**

**cité de la musique**  
musée, concerts,  
centre d'information

**Claudio Monteverdi**  
**Vespro della Beata Vergine**

Jordi Savall, direction  
Hesperion XXI  
10 et 12 mai > 20h

**l'atelier du musicien**

Jill Feldman, soprano  
Kees Boeke, flûtes à bec  
Antonio Politano, flûtes  
Maya Homburger, violon  
Barry Guy, contrebasse  
11 mai > 20h

**www.cite-musique.fr**  
**01 44 84 44 84**

## EN VUE

■ Quitant, samedi 28 avril, son hôtel au son d'une musique soviétique à la gloire des cosmonautes, **Dennis Tito**, touriste de l'espace, s'est rendu au pas de tir de Baïkonour à bord d'un bus béni par un prêtre orthodoxe.

■ Grâce au dynamitage, vendredi 27 avril près de Montréal au Québec, d'une tour de communication de 330 mètres - et malgré l'opposition de l'épouse qui craignait des dommages pour le défunt -, le curé de la paroisse a pu bénir le corps du pilote **Gilbert Paquette** coincé dans les débris de son avion depuis six jours au sommet.

■ Elles se plaignent à l'évêque, d'autres écrivent aux journaux : en promettant les « *flammes de l'enfer* » à ses ouailles qui voteront pour la gauche aux élections législatives, **Don Lino Dragu**, curé de Civitavecchia en Italie, débande le troupeau.

■ **Per Ramsdal**, pasteur de Bronsonskirken à Copenhague, organise pour attirer les jeunes dans les églises du royaume une tournée de messes rock animées par le groupe *Phobia*.

■ « *Je me fais l'écho des préoccupations de ma fille pour suggérer que vos fils viennent visiter notre Etat* », a glissé **Lorne Calvert**, premier ministre du Saskatchewan, dans son discours de bienvenue au **prince Charles** d'Angleterre en voyage officiel au Canada.

■ **Lord Henry Stevenson**, président de la commission chargée de sélectionner « *parmi des hommes ou des femmes de la rue* » les nouveaux membres de la Chambre des lords, n'a choisi que des Britanniques déjà célèbres ou anoblis : « *Avant de nommer quelqu'un de ce genre de milieu [populaire], nous devrions être absolument sûrs qu'il se sentirait à l'aise pour s'exprimer et serait à la hauteur dans les débats.* »

■ **Roland Lafay**, gérant d'une société grenobloise, qui a déclaré au cours d'un entretien d'embauche : « *Je ne veux pas de bicot, pas de bougnoule, pas de pot de yaourt ; je veux des Paul et des Rémi, des bien Français* », devra verser 5 000 francs de dommages et intérêts à **Farid Bouzama**, Marocain.

■ « *Leur taux de corticostérone a très nettement augmenté* », constate une étude de l'université Tufts aux Etats-Unis à propos des fragiles iguanes des îles Galapagos, « *stressés* » depuis janvier par la marée noire de *Jessica* qui n'a pas même effleuré leurs rivages.

■ Le nouveau code pénal chinois rend passibles de la peine de mort les braconniers qui s'en prendraient aux pandas.

Christian Colombani

# « Elle » accuse l'Afghanistan, cette « dictature anti-femmes »

L'hebdomadaire féminin consacre un large dossier au port du tchadri au pays des talibans. Pour la première fois, le magazine propose une femme sans visage sur sa couverture



LA PRINCESSE Râbea fut l'une des premières grandes figures de la littérature afghane. Jetée en prison pour avoir aimé un intendant du palais, elle écrivit ses derniers poèmes avec son sang. « *Elle est devenue un symbole de l'histoire des Afghanes* », résume Michael Barry, ancien coordinateur des missions de Médecins du monde à Kaboul. Une histoire d'oppression, une histoire qui s'écrit au présent et que l'on retrouve dans ce dossier très instructif publié par *Elle*.

1972 : trois jeunes filles en minijupe marchent dans un nouveau quartier de la capitale. Une photo les montre souriantes, détendues. 1979 : un autre trio féminin avance dans une rue, en pleine ville, d'un air grave. L'armée soviétique vient d'envahir leur pays. L'une d'elles a le visage entièrement dégainé, ses amies portent un simple foulard sur leur coiffure. 2001 : deux femmes progressent dans la

rue, le visage masqué et incliné vers le sol pour tenter de distinguer à travers le grillage de tissu de leur tchadri les obstacles de la chaussée. Des femmes sans visage, comme celui qui s'affiche à la « une » du magazine.

Tout est donc dit en quelques photos : la négation des femmes ne fut pas toujours la règle en Afghanistan. Il y eut un Age d'or... « *En 1959*, raconte Michael Barry à la journaliste Michèle Fitoussi, *le régent, le prince Daoud, demande à deux jeunes femmes de l'aristocratie, les princesses Nasreen et Sophia, de se rendre dévoilées à leur travail. Il n'y a pas de réaction dans la population ni parmi les mollahs.* » Alors, tout va très vite : le lycée de Kaboul devient mixte, le voile est exclu de l'uniforme scolaire, les élections parlementaires sont ouvertes aux femmes...

Durant vingt ans, la liberté gagne du terrain. Le revirement sera provoqué par l'attitude intransigeante des officiers communistes afghans qui prennent le pouvoir en 1978. « *En s'attaquant à la religion musulmane, avec fermeture des mosquées et persécution des pratiquants, ils braquent la popula-*

tion », explique Michael Barry. Ils seront bientôt « *perçus comme le parti de l'étranger* ». Un exode massif conduit de nombreux jeunes au Pakistan où ils se retrouvent dans les écoles coraniques. « *Leur islam se réclame de l'école de Déoband, caractérisée par un rigorisme, un repli sur soi et un retour aux sources alliés à une grande méfiance pour le modernisme*, explique Pierre Lafrance, ancien ambassadeur de France à Kaboul. *La plupart appartient à des familles pauvres, rurales, qui tentent de suppléer leur déficit social par une piété particulièrement rigoriste.* »

Ces convulsions afghanes préparent sûrement l'arrivée des talibans en 1996. Dorothee Olliéric raconte, dans son reportage, l'apartheid : les femmes voilées, parquées au fond des autobus ; les femmes exclues du monde du travail, de l'accès à la culture ; les patrouilles de la police religieuse

chargées de réprimer toute transgression. « *A Kaboul, les filles ne rencontrent plus jamais les garçons, l'amour n'existe plus* », écrit-elle. Interrogé, un homme confie : « *Le droit des femmes, ce n'est pas notre souci majeur, nous-mêmes n'avons pas beaucoup de droits...* »

Que faire ? demande *Elle*. Le magazine pose notamment la question à quelques femmes ministres. Dominique Voynet, ministre de l'environnement, propose des mesures clandestines : « *Il s'agit de soutenir les réseaux de résistance qui aident les femmes afghanes et qui nous demandent du matériel pédagogique, de santé, des soutiens techniques.* » Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, compte intervenir au prochain Sommet mondial de l'enfance. Marylise Lebranchu, garde des sceaux, invite à « *mobiliser tous les grands médias des pays démocratiques* ». Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, veut « *multiplier les pétitions.* »

*Elle*, pour clore son dossier, donne précisément la parole à Elisabeth Badinter, philosophe et essayiste. Elle raconte son évolution : « *Le silence était trop compliqué. J'ai décidé, en novembre dernier, de prendre la parole et de rédiger un appel dans Le Monde (...). Quand il y aura cinq cent mille signatures, on pourra les porter devant le Quai d'Orsay ou l'ONU.* » Pour lutter contre l'indifférence, selon le vœu de l'hebdomadaire.

Laurent Greilsamer

► www.lemonde.fr/afghanistan

## DANS LA PRESSE

## LIBÉRATION

Jacques Amalric

■ Talon d'Achille du jacobinisme « arabo-musulman » professé à Alger, le chaudron kabyle, une fois de plus, est en ébullition. Déclenché il y a un peu moins de deux semaines par le meurtre d'un jeune manifestant à l'intérieur d'une gendarmerie proche de Tizi Ouzou, l'embrassement que connaît aujourd'hui la Kabylie est sans rapport avec les tensions qui agitent régulièrement la région. Point de revendications culturelles et linguistiques cette fois-

ci mais une véritable explosion sociale d'une jeunesse dont tous les espoirs se brisent sur le spectre d'un inéluctable chômage.

## FRANCE-INTER

Bernard Guetta

■ Beaucoup de raisons additionnées ont jeté les Kabyles dans la rue mais la principale est que l'Algérie, toute l'Algérie, pas seulement la Kabylie, veut que ça change. (...) Les Kabyles, un quart de la population algérienne, sont ceux des Berbères qui ont refusé d'abandonner leur langue au profit de l'arabe. On les appelle « Kabyles ». Ils s'appellent

« Imazighen », les « hommes libres » en français, et furent les derniers à se soumettre à la France, en première ligne dans la lutte d'indépendance, premiers à se dresser contre le monopole du FLN et les plus à l'aise, en même temps, avec la part française de l'Algérie, car leur dualité les porte à l'ouverture. Quand la Kabylie bouge, l'Algérie se met en marche.

## LCI

Pierre-Luc Séguillon

■ La révolte des jeunes Algériens a éclaté en Kabylie. Mais pour régionale que soit son émergence elle

n'en traduit pas moins un malaise qui touche l'ensemble de la jeunesse algérienne. (...) Les jeunes Kabyles se sont de la sorte transformés en porte-parole de fait de l'ensemble de la jeunesse algérienne. Leur colère signe l'échec de la présidence du président Bouteflika. L'arrivée de ce dernier au pouvoir il y a deux ans, son charisme, son apparente virginité politique - après qu'il se fut tenu à distance des sphères dirigeantes pendant plus de vingt ans -, ses promesses avaient suscité un certain espoir dans le pays. Cet espoir paraît s'être aujourd'hui évanoui.

www.numilog.fr

Un polar québécois en textes, son et images animées



classe, défend l'originalité de son produit : « *Ce n'est pas un texte banalement accompagné de musique ou d'images, comme il en existe tant. Nous avons élaboré un scénario, puis découpé le roman en scènes. Pour chacune, des sons et des animations ont été créés pour dynamiser le texte.* Le

lecteur peut cliquer sur les icônes qui parsèment le livre et découvrir des images en mouvement ou des dessins ponctués de musique. » De courtes séquences animées donnent vie aux personnages : lorsque le récit mentionne l'élève Gaspard, un portrait de l'adolescent apparaît, accompa-

gné d'une bulle où s'inscrivent ses pensées. L'ensemble de l'œuvre est rythmé par une musique angoissante et d'incessantes onomatopées.

Le téléchargement est le seul moyen de se procurer *Cadavre de classe* : « *Nous avons choisi de ne pas distribuer nos LED sous forme de CD-Rom, pour diminuer les coûts* », explique M. Guimond. « *Grâce à Internet, les frais de distribution sont quasiment supprimés, ce qui permet de proposer un produit pour le quart du prix habituel.* » Aucune reproduction du LED n'est autorisée, à l'exception d'une copie de sauvegarde et d'une impression papier - rendue très difficile par le découpage du texte en mille fichiers.

Encouragés par le bon accueil fait à leur produit au Canada, M. Guimond et ses associés vont publier dans les mois à venir leur second LED, *Cadavre de luxe*, où l'on retrouvera l'inspecteur et sa fidèle Chamberland, dans de nouvelles aventures en mots, en images et en musique.

Géraldine Faes

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :  
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

M.  Mme Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : [ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ] Localité : .....

Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 1011MQPA1

Autorisation de prélèvements	N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05
TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER		
Nom ..... Prénom ..... N° .....rue ..... Code postal [ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ] Ville .....		
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)		
N° .....rue ..... Code postal [ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ] Ville .....		
DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER		
Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte
[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]
Clé RIB	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ]

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il en y a un dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :  
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.  
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99F/min)

\*Le Monde\* (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year. \*Le Monde\* 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518  
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-3003

## Fahrenheit 451 par Luc Rosenzweig

QUE DE CLAMEURS ! D'un côté, les bulletins de victoire des responsables de M6 saluant les excellents premiers résultats d'audience de « *Loft Story* », de l'autre, les protestations indignées de tous ceux, critiques, sociologues des médias et autres Gérard Miller (il est gonflé celui-là !) qui s'offusquent de cette irruption de la « *trash TV* » dans notre univers proche. Ah ! Que l'on eût aimé qu'une désaffection du public pour ce produit de l'industrie batave du divertissement permette à nous autres, défenseurs du génie français, de proclamer que cette « *exception culturelle* », dont nous nous prévalons, plonge ses racines dans les tréfonds de l'âme d'un peuple !

Hélas, et il fallait s'y attendre, s'il y eut levée en masse, ce ne fut point contre l'envahisseur de notre cher patrimoine, mais pour coller son œil à la serrure de la demeure des enfants d'Auber-

villiers (pardon Prévert !). Sans renvoyer dos à dos les pro et anti-« *Loft Story* », tentons la position du fataliste combatif, qui estime que l'on peut tout de même faire de grandes choses, y compris dans le domaine culturel, avec un peuple qui peut, de temps à autre, se muer en populace de voyeurs.

Après trois jours de surveillance exercée sur le nouveau produit-phare de M6, il nous est apparu une chose effarante. On a beau scruter dans tous les coins de ce logement collectif, et ce ne sont pas les caméras qui manquent, à aucun moment nous n'avons vu la moindre trace d'un livre. De deux choses l'une : ou bien cela est dû à une clause secrète imposée par les organisateurs, ou bien aucun des onze candidats n'a estimé qu'il aurait pu utiliser ces quelques semaines de claustration volontaire, sans télévision ni journaux, pour combler quelques lacu-

nes culturelles, et, on ne sait jamais, en éprouver quelque plaisir.

On imagine la tête des producteurs si la moitié du groupe passait son temps à lire Proust au bord de la piscine, au lieu de raconter des balivernes et de s'interroger sur l'émetteur de la dernière flatulence ! C'est en imaginant cette scène que le temps passa pour nous si vite que survint brusquement le générique de fin.

On trouve, tout en haut de cette liste de ceux qui tirent les ficelles des pantins du *loft*, une certaine Alexia Laroche-Joubert. Son nom de famille indique qu'elle descend, comme les Montgolfier, d'une de ces familles de papetiers auvergnats qui essaïmèrent avec leur art dans toute la France, dont Henri Pourrat conta l'histoire dans *L'Herbe des trois vallées. Sic transit...* Il serait judicieux qu'Arte rediffuse *Fahrenheit 451*, un de ces jeudis où « *Loft Story* » cartonne...

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS 21.00 Révolution, ceux qui attendent le grand soir. Forum 22.00 L'Écran témoin. RTBF 1 23.00 Vietnam, comment l'Amérique a perdu la guerre. Forum

20.30 One Nation under God. Planète 20.55 Les Grands Fleuves. Odyssée 21.00 Les Journalistes dans la tourmente. 1940-1944 : la presse face à l'Occupation. Histoire 21.50 Les Lions de Phinda. Odyssée 21.55 L'Élève Ducobu. Planète 21.55 La Grande Dépression. Mesures drastiques. Chaîne Histoire

MUSIQUE 21.00 Faust. Opéra de Gounod. Par l'Orchestre de la Suisse Romande, dir. John Nelson. Muzzik 21.00 Janacek. La Petite Renarde rusée. Par l'Orchestre de Paris et le Chœur du Château, dir. sir Charles Mackerras. Mezzo 22.40 Janacek. Sinfonietta. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Rafael Kubelik. Mezzo 23.45 Jean Guillou à Saint-Eustache. Paris, 1999. Mezzo 23.50 Les Solistes de la fondation Beracasa. Montpellier 2000. Muzzik

FILMS

17.00 L'Entraîneuse fatale. Raoul Walsh. Avec Edward G. Robinson, Marlene Dietrich (Etats-Unis, 1941, 110 min). TCM 18.10 La Harpe de Birmanie. Kon Ichikawa (Japon, 1956, v.o., 110 min). Ciné Classics 19.10 Boule de feu. Howard Hawks (Etats-Unis, 1941, 110 min). Cinétoile 20.15 Belle maman. Gabriel Aghion (France, 1999, 105 min). RTBF 1 21.00 Malevil. Christian de Chalonge (Fr.-, All., 1981, 115 min). Paris Première 22.10 Les Grandes Familles. Denys de La Patellière (France, 1958, 90 min). Ciné Classics 22.15 Cible émouvante. Pierre Salvadori (France, 1992, 105 min). TV 5 22.20 Qui ? Leonard Keigel (France - Italie, 1970, 80 min). Ciné Cinémas 1 22.40 La Grande Illusion. Jean Renoir (France, 1937, 115 min). Arte 22.55 Prête à tout. Gus Van Sant (GB - EU, 1995, 110 min). M 6 23.40 Urga. Nikita Mikhalkov (France - Russie, 1991, 115 min). Ciné Cinémas 1 0.25 Jessie. Raoul Ruiz (Grande-Bretagne, 1999, 100 min). Ciné Cinémas 2 0.30 Native Land. Leo Hurwitz et Paul Strand (Etats-Unis, 1942, v.o., 90 min). Ciné Classics 0.40 Sergent York. Howard Hawks (Etats-Unis, 1941, v.o., 130 min). Cinétoile 0.50 Pat Garrett et Billy le Kid. Sam Peckinpah (Etats-Unis, version courte, 1973, v.o., 125 min). Cinéfaz

PROGRAMMES

TÉLÉVISION TF 1 16.35 Les Dessous de Palm Beach. 17.30 Sunset Beach. 18.20 et 1.25 Exclusif. 19.00 Le Bigdil. 20.00 Journal, Météo, Trafic info. 20.55 Un homme en colère. La Seconde Maman. 22.50 Célébrités. 0.20 Ligue des champions. 0.50 F 1 magazine. 1.55 TF 1 nuit. FRANCE 2 16.10 Rex O. 16.55 Un livre. 17.00 Des chiffres et des lettres. 17.35 Viper. 18.25 Un agent très secret O. 19.15 Qui est qui ? 19.50 Un gars, une fille. 20.00 Journal, Météo. 20.50 Jour après jour. Des animaux et des hommes. 23.00 The Arrival. Film. David Twohy O. 0.55 Journal, Météo. FRANCE 3 16.30 MNK. 17.35 A toi l'actu@. 17.50 C'est pas sorcier. 18.15 Un livre, un jour. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.10 Tout le sport. 20.20 Tous égaux. 20.55 Docteur Sylvestre. Le Prix de l'excellence. 22.25 Météo, Soir 3. 22.55 A notre santé ! 23.55 Strip-tease. 0.55 La Case de l'oncle Doc. Périil en la bastide.

ARTE 19.00 Nature. Le Haut-Koenigsbourg. L'empereur, la ruine et le château. 19.45 Météo, Arte info. 20.15 360°, le reportage GEO. Avalanches, la mort blanche. 20.45 Dix ans d'Arte. Jules et Jim. Film. François Truffaut O. 22.40 La Grande Illusion. Film. Jean Renoir. 23.00 Court-circuit. Le Puits. Jérôme Boulbès. 0.35 Mort à Vignole. Olivier Smolders. 1.00 Un, deux, trois, soleil. Film. Bertrand Blier. M 6 17.15 Highlander O. 18.15 et 20.40, 0.45 Loft Story. 18.55 Buffy contre les vampires O. 19.50 I-minute. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.05 Une nounou d'enfer O. 20.50 Coup de foudre et conséquences. Film. Andy Tennant O. 22.55 Prête à tout. Film. Gus Van Sant O. 1.25 Jazz 6. Le Benny Golson Quintet. FRANCE-CULTURE 20.30 Décibels. Invité : Christophe Bailhache (Une histoire de l'acoustique musicale). 22.12 Multipistes. 22.30 Surpris par la nuit. Surpris par la poésie ! Jean-Pierre Verheggen. 0.05 Du jour au lendemain. Maurice Lever (Louis XV, libertin malgré lui). 0.40 Chansons dans la nuit. 1.00 Les Nuits (rediff.). FRANCE-MUSIQUES 20.00 Concert. Par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. Marek Janowski, Zoltan Kocsis, piano. Œuvres de Bartok. 22.00 Jazz, suivez le thème. 23.00 Le Conversatoire. 0.00 Tapage nocturne. RADIO CLASSIQUE 20.40 Les Rendez-vous du soir. André Gide (n° 4). Gide et le romantisme allemand. Œuvres de Beethoven, R. Schumann, Schubert. 22.35 Les Rendez-vous du soir (suite). Œuvres de Schubert, Wagner, Beethoven.

Le Monde TELEVISION

France 2 20.50 Jour après jour L'équipe de reporters du magazine mensuel de Jean-Luc Delarue s'intéresse aux personnes ayant fait le choix de consacrer leur vie aux animaux qui leur sont chers. Pigeons voyageurs, huskies, chevaux et chiens d'aveugles occupent à plein temps l'univers de leur maître. La complicité qui les lie est plutôt étonnante. Deux adultes et deux enfants, vouant une passion à leur bête, seront présents sur le plateau.

Canal + 22.15 L'érotisme vu par... Cinq écrivains et un auteur de BD ont été invités par la maison de production Son et Lumière à écrire, voire à réaliser un film sur l'érotisme. Présentés par Jackie Berroyer, les courts métrages offrent un résultat inégal et décevant. Dans Quelle importance, Christine Angot fait de l'érotisme un véritable hors-l'amour. Michel Houellebecq, lui, a choisi de rester muet, pour évoquer dans La Rivière une communauté féminine vouée à l'amour et au plaisir. La Transgression sur autoroute de Vincent Ravalec se risque à un exercice bien ambitieux, puisqu'il juxtapose l'image, le son et l'écrit. Quant aux très kitsch Caresse d'Oshun, de Zoé Valdés, elles démontrent corps et âme que « l'érotisme est la danse des mots et le langage des corps ». Jean efficace, mais un peu long, Jean Van Hamme filme dans Les Mains un ballet de mains qui se frôlent, se joignent... Exercice de style poétique, au bord de la science-fiction.

COMMUNAUTÉ FÉMININE VOUÉE À L'AMOUR ET AU PLAISIR. La Transgression sur autoroute de Vincent Ravalec se risque à un exercice bien ambitieux, puisqu'il juxtapose l'image, le son et l'écrit. Quant aux très kitsch Caresse d'Oshun, de Zoé Valdés, elles démontrent corps et âme que « l'érotisme est la danse des mots et le langage des corps ». Jean efficace, mais un peu long, Jean Van Hamme filme dans Les Mains un ballet de mains qui se frôlent, se joignent... Exercice de style poétique, au bord de la science-fiction.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS 21.00 Les Services Secrets soviétiques. Forum 22.00 Les Secrets des dresseurs de chevaux. Forum 23.00 Enseigner à l'étranger. Forum

20.15 360°, le reportage GEO. Mehda Patkar, héritière de Gandhi. Arte 20.45 La Vie en face. Charbons ardents. Arte 20.55 Les Elections américaines. [1/2]. De Washington à CNN. Odyssée 21.20 La Grande Dépression. Mesures drastiques. Chaîne Histoire 21.50 Les Elections américaines. [2/2]. Mr vice-président. Odyssée 22.00 John Dos Passos. [1/3]. Histoire 22.16 Thema. Etre roux, tare ou atout ? Arte 23.00 Henri Cartier-Bresson, point d'interrogation. Odyssée 23.00 One Nation under God. Planète 0.25 L'Elève Ducobu. Planète

MUSIQUE 20.15 Jackie Bouvier-Kennedy-Onassis. David Burton Morris [1/2]. RTBF 1 20.30 Tous ensemble. Bertrand Arthuys. Festival 20.40 L'Oiseau rare. Didier Albert. TSR 20.45 Sept à la maison. Ted Kotcheff O. TF 6 22.55 Menace extrême. Alan Metzger O. M 6

FILMS

13.30 Irma la douce. Billy Wilder (Etats-Unis, 1963, 145 min). Festival 14.15 Cible émouvante. Pierre Salvadori (France, 1992, 105 min). TV 5 17.10 L'enfer est à lui. Raoul Walsh (Etats-Unis, 1949, v.o., 110 min). TCM 17.50 Les Bas-fonds. Jean Renoir. Avec Jean Gabin, Junie Astor, Suzy Prim (France, 1936, 90 min). Cinétoile 18.00 Pat Garrett et Billy le Kid. Sam Peckinpah (Etats-Unis, version courte, 1973, 105 min). Cinéfaz 19.00 Pocahontas. Mike Gabriel et Eric Goldberg (EU, 1995, 90 min). Disney Channel 19.20 Les Aventures de Robin des Bois. Michael Curtiz et William Keighley (EU, 1938, 100 min). Cinétoile 20.30 Hellzapoppin. Henry C. Potter (EU, 1941, v.o., 90 min). Ciné Classics 20.45 Quinze jours ailleurs. Vincente Minnelli (Etats-Unis, 1962, 105 min). TCM 21.00 Adieu ma jolie. Dick Richards (Etats-Unis, 1975, 95 min). Cinétoile 22.00 Le Démon des armes. Joseph H. Lewis (Etats-Unis, 1950, v.o., 95 min). Ciné Classics 22.05 L'Année de tous les dangers. Peter Weir (Australie, 1982, 115 min). Ciné Cinémas 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION TF 1 13.55 Clueless. Film. Amy Heckerling. 15.45 Sur les pistes de la liberté. Téléfilm. Timothy Bond. 17.30 Sunset Beach. 18.20 et 1.45 Exclusif. 19.00 Le Bigdil. 20.00 Journal, Tercé, Météo. 20.55 Pourvu que ça dure. Film. Michel Thibaut. 22.30 Le Temps d'un tournage. 22.35 Ciel mon mardi ! 0.50 Les Rendez-vous de l'entreprise. 1.15 Football. Résumé de la 1<sup>re</sup> demi-finale aller de la Ligue des champions. FRANCE 2 13.50 Le miroir se brisa. Film. Guy Hamilton. 15.35 Tercé. 15.45 Le Livre de la jungle. Film. Stephen Sommers O. 17.45 Les Héros de Télémark. Film. Anthony Mann. 19.50 Un gars, une fille. 20.00 Journal, Météo. 20.50 Le Professionnel. Film. Georges Lautner O. 22.45 On a tout essayé. 0.50 Journal, Météo. 1.10 Présentation du Ciné-club. 1.15 Cycle « Perles de Cannes ». Adieu ma concubine. 0.25 La Vie en rouge. FRANCE 3 13.55 C'est mon choix. 14.55 Le Président. Film. Henri Verneuil. 16.40 24<sup>e</sup> Festival international du cirque de Monte-Carlo. 18.15 Un livre, un jour. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.10 Tout le sport. 20.20 Tous égaux. 20.55 Vie privée, vie publique. A quoi sert la célébrité ? 22.45 Météo, Soir 3. 23.15 Déjà mort. Film. Olivier Dahan O. 1.00 Libre court. Zoé. Sophie Cantier. 1.25 Toute la musique qu'ils aiment. CANAL + 13.45 La Valise. Film. Georges Lautner. 15.25 Canal + classique O. 15.30 Quand les éléphants meurent O. 16.25 American Pie. Film. Paul Weitz O. ► En clair jusqu'à 20.30 18.00 Dieu, le Diable et Bob O. 18.25 Nulle part ailleurs O. En direct du stade Santiago - Bernadeu 22.45 Jour de rugby. 23.50 Johnny Hallyday. Olympia 2000 O.

LA CINQUIÈME/ARTE 13.45 et 18.40 Le Journal de la santé. 14.05 Les Dessous de la Terre. Cause toujours ! 14.35 Le Travail dans la balance. 15.30 Les Yeux de la découverte. Les volcans. 16.05 Les Samouraïs au pays des Ch'tis. 16.35 Les Ecrans du savoir. 17.40 100 % question 2<sup>e</sup> génération. 18.10 Le Monde des animaux. Aïeux et ancêtres. 18.55 Météo. 19.00 Archimède. 19.45 Météo, Arte info. 20.15 360°, le reportage GEO. Mehda Patkar, héritière de Gandhi. 20.45 La Vie en face. Charbons ardents. 22.15 Thema. Envie de rouge. 22.16 Etre roux, tare ou atout ? 23.00 Rouge passion. 23.50 Le Ballon rouge. Albert Lamorisse. 0.25 La Vie en rouge. 1.30 Les Mercredis de l'Histoire. Un vivant qui passe. M 6 13.35 Le Pont de Cassandra. Film. George Pan Cosmatos O. 15.40 Les Aventures de Sinbad O. Film. Italo Zingarelli O. 18.15 et 20.40, 0.35 Loft Story. 18.55 Buffy contre les vampires O. 19.50 I-minute. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.05 Une nounou d'enfer O. 20.50 Les Moments de vérité. 22.55 Menace extrême. Téléfilm. Alan Metzger O. 1.14 Météo. RADIO 19.30 In vivo. Autour de Daniel Kunthe, astrophysicien. 20.30 Fiction (rediff.). La Brûlure, de Hubert Colas. 22.12 Multipistes. 22.30 Surpris par la nuit. Chroniques urbaines. Pierre Mertens (Perasma). 0.40 Chansons dans la nuit. 1.00 Les Nuits (rediff.). FRANCE-MUSIQUES 18.00 Le jazz est un roman. 19.07 A côté de la plaque. 20.00 Un mardi idéal. Invité : Rodolfo Monteroni, bandleoniste. 22.00 Jazz, suivez le thème. The Duke. 23.00 Le Conversatoire. 0.00 Tapage nocturne. RADIO CLASSIQUE 18.30 L'Actualité musicale. 20.40 Les Rendez-vous du soir. Le chef d'orchestre Mariss Jansons. Œuvres de Tchaïkovski, Rachmaninov, Grieg, Dvorak. 22.40 Les Rendez-vous du soir (suite). Œuvres de Benda, Mozart, Chopin.

MAGAZINES 13.55 C'est mon choix. France 3 19.00 Archimède. Voir : Muguet. Histoire : Cercle carré. Portrait : Pierre-Gilles de Gennes. Sciences animées : Perculation. Expérience : L'effet Raman. Mise au point : Dioxine. Observation : Soho. Arte 19.00 Nulle part ailleurs. Invités : Serge Brusselo ; Doc Gyneco. Canal + 20.50 Les Moments de vérité. M 6 20.55 Vie privée, vie publique. A quoi sert la célébrité ? France 3 21.00 Le Gai Savoir. La gauche, ses gloires et ses fantômes. Invités : Georges-Marc Benamou ; Edmonde Charles-Roux ; Nicolas Sarkozy ; Pierre Bergé. Paris Première 22.15 Ça se discute. Pourquoi choisit-on de faire rire ? Invités : Jean-Marie Bigard ; Dominique Farrugia ; André Lamy ; Virginie Lemoine ; Avella Lafont ; Isabelle Mergault ; Didier Gustin ; Jean-François Dérec. TV 5 22.35 Ciel mon mardi ! TF 1

SPORTS EN DIRECT 20.00 Hockey sur glace. Championnats du monde. Suède - Ukraine. Pathé Sport 20.45 Football. Ligue des champions. Demi-finale aller. Real Madrid (Esp) - Bayern Munich (All). Canal +

COURTS MÉTRAGES 23.50 Le Ballon rouge. Albert Lamorisse. Arte 1.00 Libre court. Zoé. Sophie Cantier. France 3

20.10 Jean-Sébastien Bach. Partita BWV 767. Avec Karl Richter, orgue. Mezzo 21.00 Giuliani dirige Rossini. Festival des Prom's de la BBC 1981. Stabat Mater. Dir. Carlo Maria Giulini. Muzzik 21.55 Roland de Lassus. De musica humana. Festival des cathédrales de Picardie 2000. Par l'ensemble Daedalus, dir. Roberto Festa. Mezzo 23.15 Carmen. Opéra de Bizet. Par l'Orchestre et le Chœur du Théâtre Opera Hélikon de Moscou, dir. Vladimir Ponkin et Dmitri Bertman. Avec Larissa Koustiukov, Vadim Zaplechny. Mezzo 23.50 Johnny Hallyday. Olympia 2000. Canal + 0.45 Nice Jazz Festival 1998. Avec Bootsy Collins ; Bobby Byrd. Muzzik

SÉRIES 17.15 Agence tous risques. Chasseurs de primes. 13<sup>ème</sup> RUE 17.35 Air America. Sentiments oubliés. TF 6 17.55 Sept à la maison. Tout va pour le mieux. RTBF 1 18.00 Dieu, le Diable et Bob. La fugue d'Andy O. Canal + 18.05 Hawaï police d'Etat. Kamehameha. 13<sup>ème</sup> RUE 18.20 Xena la guerrière. Pureté O. TF 6 18.55 Buffy contre les vampires. Les deux visages O. M 6 19.20 Hill Street Blues. Montaigne et Capulet O. Monte-Carlo TMC 19.25 Un pasteur d'enfer. Little Black Dress O. Série Club 19.25 Dingue de toi. Paul cherche sa voie. RTL 9 19.50 Homicide. Deux poids, deux mesures O. Série Club 20.00 La Vie à cinq. La prédiction O. Téva 20.05 Une nounou d'enfer. Les enfants de Fran. O. M 6 20.40 Psi Factor. L'épée magique O. Série Club 20.45 Invasion planète Terre. Frères ennemis O. 13<sup>ème</sup> RUE 20.50 Ally McBeal. Love on Holiday (v.o.) O. Téva 21.00 Friends. Celui qui croyait faire jeune (v.o.) O. Celui qui réglait le mariage (v.o.) O. Canal Jimmy 21.30 Tekwar. Alter ego. 13<sup>ème</sup> RUE 21.40 Deuxième chance. Ozymandias (v.o.) O. Téva 21.50 That 70's Show. Roller disco (v.o.) O. Canal Jimmy 22.15 Action. Nous irons tous en enfer (v.o.) O. Canal Jimmy 22.25 Geena. Motherly Love (v.o.) O. Téva 22.30 New York Unité Spéciale. Un coupable encombrant O. Menottes et bas résille O. TF 6 22.50 Les Chroniques de San Francisco. [10/12] (v.o.) O. Téva

TÉLÉVISION TF 1 13.55 Clueless. Film. Amy Heckerling. 15.45 Sur les pistes de la liberté. Téléfilm. Timothy Bond. 17.30 Sunset Beach. 18.20 et 1.45 Exclusif. 19.00 Le Bigdil. 20.00 Journal, Tercé, Météo. 20.55 Pourvu que ça dure. Film. Michel Thibaut. 22.30 Le Temps d'un tournage. 22.35 Ciel mon mardi ! 0.50 Les Rendez-vous de l'entreprise. 1.15 Football. Résumé de la 1<sup>re</sup> demi-finale aller de la Ligue des champions. FRANCE 2 13.50 Le miroir se brisa. Film. Guy Hamilton. 15.35 Tercé. 15.45 Le Livre de la jungle. Film. Stephen Sommers O. 17.45 Les Héros de Télémark. Film. Anthony Mann. 19.50 Un gars, une fille. 20.00 Journal, Météo. 20.50 Le Professionnel. Film. Georges Lautner O. 22.45 On a tout essayé. 0.50 Journal, Météo. 1.10 Présentation du Ciné-club. 1.15 Cycle « Perles de Cannes ». Adieu ma concubine. 0.25 La Vie en rouge. FRANCE 3 13.55 C'est mon choix. 14.55 Le Président. Film. Henri Verneuil. 16.40 24<sup>e</sup> Festival international du cirque de Monte-Carlo. 18.15 Un livre, un jour. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.10 Tout le sport. 20.20 Tous égaux. 20.55 Vie privée, vie publique. A quoi sert la célébrité ? 22.45 Météo, Soir 3. 23.15 Déjà mort. Film. Olivier Dahan O. 1.00 Libre court. Zoé. Sophie Cantier. 1.25 Toute la musique qu'ils aiment. CANAL + 13.45 La Valise. Film. Georges Lautner. 15.25 Canal + classique O. 15.30 Quand les éléphants meurent O. 16.25 American Pie. Film. Paul Weitz O. ► En clair jusqu'à 20.30 18.00 Dieu, le Diable et Bob O. 18.25 Nulle part ailleurs O. En direct du stade Santiago - Bernadeu 22.45 Jour de rugby. 23.50 Johnny Hallyday. Olympia 2000 O.

Le Monde TELEVISION

Arte 20.45 La Vie en face Rediffusion de Charbons ardents, documentaire de Jean-Michel Carré, tourné à Tower Colliery, une mine du Pays de Galles appartenant à British Coal. En 1994, à l'issue d'un long combat entre le gouvernement conservateur et le syndicat des mineurs, les travailleurs de la mine se résignent à voter la fermeture. Mais les dirigeants syndicaux refusent la défaite ; ils vont convaincre leurs collègues d'investir

leurs indemnités de licenciements dans le rachat de « leur » mine. Le 2 janvier 1995, 223 actionnaires-salariés reprennent le travail, « managés » par un conseil de sept directeurs élus parmi eux. Formée par des années de militantisme et de résistance au libéralisme de l'ère Thatcher, l'équipe dirigeante met en œuvre ses convictions socialistes. Halte à la productivité à tous crins, amélioration des conditions de travail et de sécurité, augmentation des salaires. Et ça marche !

Ciné Cinémas 1 22.10 Un plan simple. Sam Raimi, réalisateur spécialiste de l'épouvante, use à la fois de la parodie burlesque et du thriller criminel pour débusquer la cupidité et le mal possédant des personnages, apparemment plus bêtes que méchants, et toute une communauté familiale et sociale. D'où un aspect cauchemardesque, voire fantastique, jusqu'à une conclusion inattendue dont on réserve la surprise. En v.o.

22.10 Un plan simple. Sam Raimi. Avec Bill Paxton, Bridget Fonda (Etats-Unis, 1999, v.o., 120 min). Ciné Cinémas 1 23.35 Récit d'un propriétaire. Yasujiro Ozu (Japon, 1949, 70 min). Ciné Classics 0.10 Affliction. Paul Schrader (Etats-Unis, 1997, 115 min). Ciné Classics 0.15 Madame porte la culotte. George Cukor (Etats-Unis, 1949, v.o., 95 min). Cinétoile 0.30 Une corde pour te pendre. Raoul Walsh (Etats-Unis, 1951, 90 min). TCM 2.05 La Femme publique. Andrzej Zulawski (France, 1984, 110 min). Ciné Cinémas 3 4.30 Quo vadis ? Mervyn LeRoy (Etats-Unis, 1951, 170 min). TCM

22.10 Un plan simple. Sam Raimi. Avec Bill Paxton, Bridget Fonda (Etats-Unis, 1999, v.o., 120 min). Ciné Cinémas 1 23.35 Récit d'un propriétaire. Yasujiro Ozu (Japon, 1949, 70 min). Ciné Classics 0.10 Affliction. Paul Schrader (Etats-Unis, 1997, 115 min). Ciné Classics 0.15 Madame porte la culotte. George Cukor (Etats-Unis, 1949, v.o., 95 min). Cinétoile 0.30 Une corde pour te pendre. Raoul Walsh (Etats-Unis, 1951, 90 min). TCM 2.05 La Femme publique. Andrzej Zulawski (France, 1984, 110 min). Ciné Cinémas 3 4.30 Quo vadis ? Mervyn LeRoy (Etats-Unis, 1951, 170 min). TCM

SIGNIFICATION DES SYMBOLES Les codes du CSA O Tous publics O Accord parental souhaitable O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans O Public adulte O Interdit aux moins de 16 ans O Interdit aux moins de 18 ans Les cotes des films ■■ A ne pas manquer ■■ Chef-d'œuvre ou classique Les symboles spéciaux de Canal + DD Dernière diffusion ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et malentendants

## Les défilés du 1<sup>er</sup> mai se placent sous le signe des plans sociaux

CGT, CFDT, UNSA et FSU défilent ensemble

**CLIMAT** à la grogne pour le cru 2001 des défilés du 1<sup>er</sup> mai, placés sous le signe des plans sociaux. Les cortèges syndicaux vont se former, mardi, en ordre plus ou moins dispersé, dans une soixantaine de villes, dans un contexte marqué, malgré l'annonce de mesures gouvernementales, par une contestation sociale persistante autour de la vague récente de plans de licenciements et/ou de fermetures de sites.

Affichant une volonté unitaire, la CGT, la CFDT, l'UNSA et la FSU vont défilier ensemble, dans la plupart des villes, « pour le progrès social, la démocratie et la paix », mot d'ordre suffisamment général pour être fédérateur. Ces organisations – et plus particulièrement les deux plus importantes d'entre elles, la CGT et la CFDT – ne portent pas la même appréciation sur la justification des plans sociaux annoncés, notamment celui de Danone, et sur les mesures à prendre face aux restructurations. Dans un entretien au *Journal du dimanche*, le 29 avril, le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a ainsi qualifié le cas Danone d'« inacceptable ». « Nous ne demandons ni l'autogestion ni la gestion étatique des entreprises, mais au moins la faculté pour les salariés d'intervenir dans les choix stratégiques », a indiqué M. Thibault. Il a souhaité par ailleurs que l'on « jette les bases d'une sécurité sociale professionnelle pour les salariés ».

Le secrétaire général de la CGT devrait conduire le défilé parisien qui quittera mardi à 15 heures la place de la République, aux côtés d'autres dirigeants syndicaux tels Michel Jalmain, numéro deux de la CFDT, Alain Olive (UNSA) et Gérard Aschieri (FSU). L'union syndicale Groupe des dix-Solidaires (qui regroupe notamment les

SUD) a prévu de se joindre au cortège pour exiger notamment « de vraies mesures législatives contre les plans de licenciement ». La CNT (anarcho-syndicaliste) compte également manifester, dans ce défilé, « contre la dictature patronale ». Pour la première fois, la préfecture de police de Paris lui a interdit de rejoindre le cortège unitaire, place de la République, alors que les précédents 1<sup>er</sup> mai s'étaient déroulés sans incident.

Tandis que la CFDT a prévu un rassemblement national, mardi matin à Paris, « pour la formation tout au long de la vie », FO fera aussi cavalier seul dans la plupart des villes, en manifestant pour « la retraite après 37,5 ans de cotisations pour tous, des créations d'emplois et de vrais salaires ». ATTAC, en liaison avec l'association NEUF (Nantes est une fête), organise son désormais traditionnel réveillon du 1<sup>er</sup> mai lundi soir, avec un rassemblement place de la Bourse à l'issue duquel les participants seront invités à déposer une gerbe de fleurs « en hommage au chômeur inconnu de chez Danone et Marks & Spencer ».

Dans un sondage publié lundi 30 avril par *L'Humanité*, 59 % des personnes interrogées font dépendre les plans sociaux de « la pression des marchés financiers et des actionnaires ». 76 % d'entre elles se déclarent favorables à l'introduction dans le code du travail d'une disposition annulant un plan social « si l'entreprise réalise des bénéfices ». Dans cette enquête faite les 27 et 28 avril auprès d'un échantillon représentatif de 967 personnes, 47 % d'entre elles jugent « satisfaisantes » les mesures annoncées par le gouvernement, 45 % sont de l'avis contraire.

Caroline Monnot

## Cacophonie au G7 sur la contribution de l'Europe à la croissance mondiale

La baisse des taux d'intérêt « n'a pas été évoquée », selon le gouverneur de la Banque centrale européenne

**WASHINGTON**  
de notre envoyée spéciale

La réunion des ministres des finances et des gouverneurs de banque centrale des sept pays industrialisés, qui s'est tenue samedi 28 avril à Washington, n'aura-t-elle été qu'une parenthèse, une trêve, dans le débat sur l'opportunité pour la Banque centrale européenne de baisser ses taux d'intérêt pour permettre à l'Europe de prendre une part plus active dans la reprise de l'économie mondiale ? Le communiqué publié à l'issue de la réunion ne faisait aucune allusion à la politique monétaire européenne et se contentait de faire, notamment, le catalogue déjà connu de situations des grandes zones économiques (ralentissement aux Etats-Unis, modération en Europe, fléchissement au Japon). Le gouverneur de la BCE, Wim Duisenberg, confirmait, à l'issue de la réunion, que la baisse des taux « n'avait pas été évoquée ». Il a indiqué qu'il avait expliqué à ses collègues que les tensions actuelles sur les prix dans la zone euro provoquées par des facteurs temporel-

res, comme la hausse des prix du pétrole ou encore l'épidémie de fièvre aphteuse, rendaient impossible une baisse des taux et qu'il pensait que son explication « avait été bien reçue pendant la réunion ».

Dimanche 29 avril, chacun semblait pourtant avoir repris sa liberté de parole après l'exercice consensuel du G7 destiné à rassurer les marchés. Les discours prononcés par les membres du Comité monétaire et financier du Fonds monétaire international (CFMI) – l'organe politique de l'institution où siègent 24 membres dont les sept du G7 – ont été l'occasion de repartir à l'offensive. Après avoir réaffirmé sa confiance dans la capacité de l'économie américaine à rebondir, le secrétaire américain au Trésor, Paul O'Neill, a estimé que « d'autres doivent également contribuer à une croissance mondiale forte. L'Europe et le Japon ont aussi du travail à faire ». Le ministre canadien des finances, Paul Martin, a jugé qu'« une baisse des taux d'intérêt de la BCE pourrait se révéler utile à court terme ».

Le ministre français de l'écono-

mie, Laurent Fabius, qui s'était offusqué la veille des pressions insistantes des Etats-Unis sur la BCE, disant qu'« il est paradoxal qu'un pays qui bénéficie d'une croissance de 1 % dise ce qu'ils doivent faire à des pays qui font entre 2,5 et 3 % », a de son côté reconnu que « la balance des risques s'est modifiée sous l'influence de l'économie mondiale. Les pressions inflationnistes sont maîtrisées. L'équilibre des finances publiques constitue un objectif financier central à un horizon de trois ans qu'il serait paradoxal de compromettre par un ralentissement de la croissance. Notre attitude monétaire devra tenir compte de ces données », a-t-il déclaré.

« MAINTENIR LA STABILITÉ DES PRIX »

Enfin, le ministre allemand des finances, Hans Eichel, a de son côté souligné que la stabilité des prix dans la zone euro n'était pas incompatible avec les taux d'intérêt bas. « Avec des réformes structurelles résolues et des changements en matière de salaire favorable à la stabilité et à l'emploi, la politique monétaire peut remplir son mandat de sta-

bilité avec des taux d'intérêt les plus faibles possible », a-t-il indiqué dans son discours devant le CFMI.

Arc-boutée sur son indépendance, la Banque centrale européenne refuse d'agir sous la pression. « Notre principal objectif est de maintenir la stabilité des prix et, le moment venu, nous déciderons », a martelé le patron de la Bundesbank, Ernst Weltecke, qui a rappelé que, contrairement à la Réserve fédérale américaine (qui a baissé quatre fois ses taux depuis le début de l'année), la BCE n'est responsable « ni de la croissance ni de l'emploi ». Ces passes d'armes masquent difficilement l'inquiétude des responsables mondiaux sur l'évolution de l'économie de la planète, alors qu'il existe des foyers d'instabilité dans les pays émergents. Le Fonds monétaire a été encouragé par ses actionnaires à se concentrer sur la prévention des crises. En Argentine et en Turquie, le feu a déjà pris, et l'institution en est plutôt à gérer la situation à chaud.

Babette Stern

## Quinze mises en examen dans une affaire de blanchiment d'argent au Luxembourg

**QUINZE PERSONNES**, dont trois assureurs et un banquier, ont été mises en examen pour « blanchiment en bande organisée », jeudi 26 et vendredi 27 avril, par la juge parisienne Dominique de Talancé, qui enquête sur une filière d'évasion fiscale.

Selon le *Journal du dimanche* du 29 avril, une société luxembourgeoise d'assurance-vie, PanEuroLife, aurait proposé à des centaines de commerçants, artisans et dirigeants de PME français des placements destinés à leur permettre d'échapper au fisc.

Présidée par l'ancien président de la Commission européenne (1981-1984), le Luxembourgeois Gaston Thorn, PanEuroLife garantissait à ses clients la confidentialité de leurs placements. Les transactions, portant sur plusieurs centaines de millions de francs, s'effectuaient essentiellement en espèces via le compte chèques postal d'une banque française basée à la Défense qui assurait le transit des fonds vers le Luxembourg. La direction de La Poste, étonnée par le volume de dépôts en espèces, dont l'origine reste à déterminer, avait alerté la justice en 1997.

### DÉPÊCHES

■ **ESPACE** : le vaisseau Soyouz à bord duquel le Californien millionnaire Dennis Tito a pris place, samedi 28 avril, s'est finalement arrimé, lundi 30 avril à 9h57 (heure française) à la station spatiale internationale ISS. Un compromis a été trouvé avec la NASA qui a pu, semble-t-il, pallier in extremis une défaillance d'ordinateurs de l'ISS et donner aussi son feu vert au désarrimage et au retour de la navette Endeavour, laissant ainsi la voie libre à l'équipage américano-russo-kazakh du Soyouz.

■ **AFFRONTLEMENTS** : des incidents ont éclaté pour la seconde nuit consécutive, dimanche 29 avril, dans le quartier de l'Ariane à Nice, où des voitures ont été incendiées par des jeunes. Samedi, trois adjoints de sécurité avaient été légèrement blessés lors d'affrontements après un contrôle d'identité. Les jeunes sont notamment hostiles à la construction d'une caserne de CRS dans le quartier.

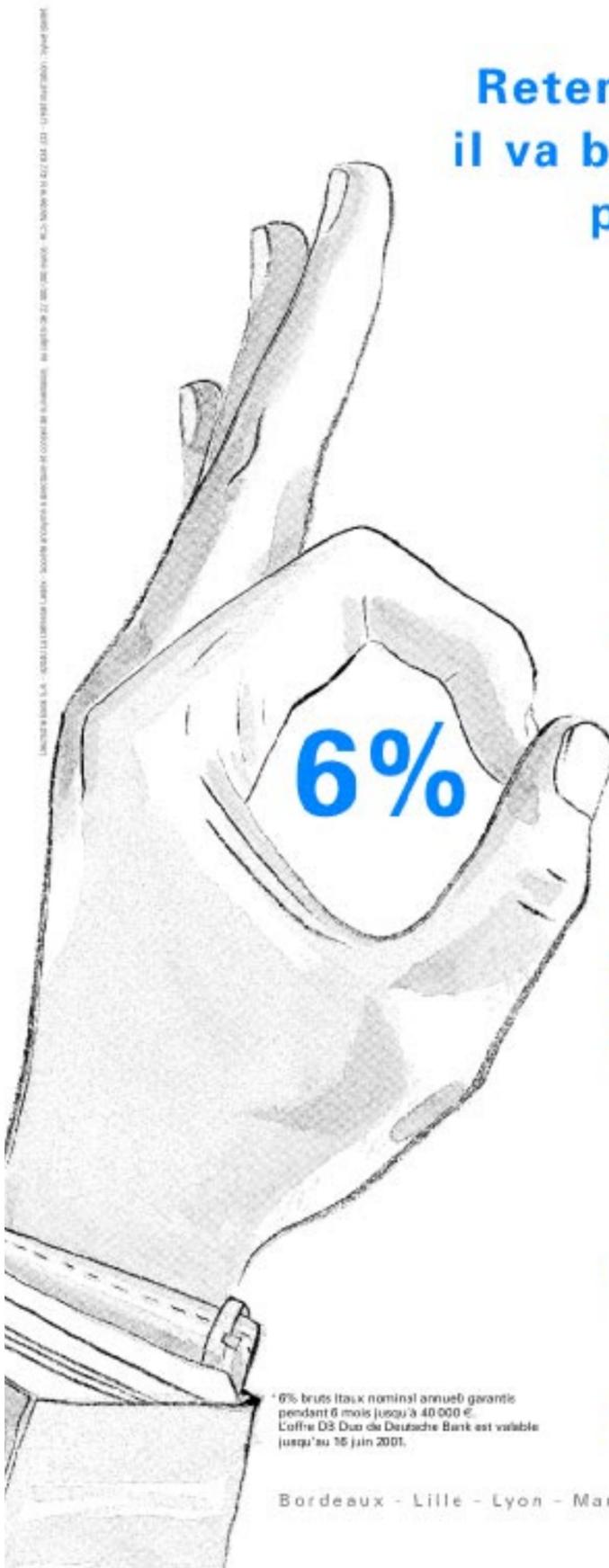
■ **RAVE-PARTY** : près de 25 000 personnes se sont rassemblées, samedi 28 avril, sur un ancien terrain militaire à Marigny (Marne), pour une rave-party qui devrait durer quatre jours. La préfecture, prise de court, a mis en place une cellule de crise. Une douzaine de milliers de personnes étaient encore présentes dimanche soir, sans incidents notables.

La Société des lecteurs du *Monde* tiendra son assemblée générale annuelle le samedi 12 mai 2001 à 15 heures au CNIT (2, place de la Défense à Paris).

Les actionnaires qui n'auraient pas reçu leur dossier de convocation peuvent prendre contact avec le secrétariat de la Société (21 bis, rue Claude-Bernard - 75242 Paris cedex 05. Tél : 01-42-17-25-01 ou 01-42-17-28-43. Fax : 01-42-17-21-17).

Les pouvoirs ou votes par correspondance doivent parvenir au siège de la Société des lecteurs avant le 10 mai prochain.

En raison de la Fête du travail, *Le Monde* et « Le Monde Interactif » ne paraîtront pas mardi 1<sup>er</sup> mai. Nos lecteurs retrouveront les pages « Cinéma » dans *Le Monde* de mercredi 2 mai (daté 3).



Retenez bien ce geste, il va beaucoup compter pour votre argent.

**6%** garantis pour vos liquidités\*

totallement disponibles associés à **6 mois de conseil Deutsche Bank offerts** pour l'ouverture d'un portefeuille titres de 20 000 €.

**Deutsche Bank** est la seule banque à vous proposer ce duo de performances dans un contexte de volatilité des marchés financiers.

La 1<sup>re</sup> banque européenne s'engage ainsi à devenir votre 1<sup>re</sup> banque de placements.

Nous vous invitons à vérifier tous les avantages de **DB Duo de Deutsche Bank**, la meilleure opportunité du moment, au :

**N°Azur 0 810 613 613**

APPEL LOCAL

[www.deutschebank.fr](http://www.deutschebank.fr)

Une exigence de résultats™

Deutsche Bank



\* 6% brut taux nominal annuel garanti pendant 6 mois jusqu'à 40 000 €. L'offre DB Duo de Deutsche Bank est valable jusqu'au 16 juin 2001.

Bordeaux - Lille - Lyon - Marseille - Nantes - Nice - Paris - Toulouse